QUARANTIÈME ANNÉE N° 11859 – MERCREDI 16 MARS 1983

Pékin annonce une relance de la politique de réformes

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'OPEP a décidé une baisse de 15 % du prix officiel du pétrole

PARIS

« *Je suis très satisfait.* » Cheikh Yamani jubilait, lundi, en présentant les résultats de la plus longue négociation jamais menée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Il y avait de quoi ! Créée il y a vingt-trois ans par un groupe de pays du tiers-monde pour résister aux diminutions de prix imposées par les multinationales alors toutes-puissantes, l'OPEP annonce aujourd'hui pour la première fois une réduction des prix officiels des hydrocarbures. Tous les talents de stratège du ministre saoudien n'ont pas été de trop pour parvenir à faire approuver par l'ensemble des Etats membres une décision dont le royaume wahabite entendait ne pas porter seul la responsabilité. Il a fallu bien des efforts diplomatiques – ou financiers – pour isoler l'Iran puis l'Algérie sur leur position de refus, retourner la Libye, calmer le Nigéria, amadouer le Venezuela...

L'accord de Londres met-il fin à la crise de l'OPEP ? Rien n'est moins sûr. Elle n'est pas parvenue l'an passé à stabiliser le marché et à enrayer la chute des cours, en dépit du plafonnement de sa production alors décidé. Or la conjoncture semble encore moins favorable. En dépit d'un stockage intense au cours des premiers mois de l'année, la clémence de l'hiver et la récession mondiale ont encore déprimé la demande, et les perspectives à court terme sont très peu encourageantes.

La reprise qui s'amorce devrait certes redonner un peu de nerf au marché, mais, du fait du phénomène saisonnier et de l'importance des stocks détenus par les compagnies, elle ne peut avoir aucun effet significatif avant l'automne. Il y a en outre peu à attendre de la baisse du prix, l'élasticité à court terme de la demande étant très faible. Selon le ministre algérien du pétrole, son impact ne devrait guère dépasser 1,7 à 2 %. Encore faudrait-il que la hausse du dollar – voire de nouvelles taxations imposées par les pays consommateurs – ne fasse pas perdre aux utilisateurs le bénéfice de la baisse des prix à la production.

L'importance prise depuis quelques mois par le marché dit « libre », autrement dit les transactions au jour le jour, risque en outre de gêner considérablement l'OPEP dans sa tentative de reprise en main du marché. Largement spéculatif, le marché libre s'était presque totalement gelé depuis quelques semaines, dans l'attente d'une décision de l'OPEP sur les prix. Cet attentisme risque de se poursuivre.

L'accord de Londres comporte donc beaucoup de paris. Pari sur la reprise. Pari sur le rétablissement d'une discipline au sein de l'OPEP alors que la baisse des prix a aggravé les difficultés des plus pauvres, tentés de compenser par une hausse des ventes le manque à gagner. Pari sur les réactions du marché. Si ces paris sont gagnés, l'OPEP est sauvée. A un coût élevé : de 25 à 27 milliards de dollars de perte de revenus pour les pays membres et une centaine de milliards de dollars au total pour l'ensemble des pays producteurs de pétrole. C'est beaucoup. D'autant plus qu'une bonne moitié de cette somme sera prélevée sur des pays en voie de développement sans que les consommateurs soient absolument assurés d'en profiter intégralement. Ce n'est rien cependant à côté du coût d'un éventuel échec de l'OPEP, coût financier mais aussi politique, dont le monde occidental aurait tort de se réjouir trop vite.

L'accord va devoir subir l'épreuve du marché

Les cours du pétrole n'ont que peu réagi sur les marchés libres au lendemain de la première baisse – de 34 à 29 dollars le baril, soit 15 %, – décidée officiellement par l'OPEP. Les prix restent donc, pour le moment, inférieurs aux tarifs moyens de l'Organisation.

Peu après l'accord, qui va devoir subir l'épreuve du marché, le Mexique a réduit, avec effet rétroactif au 1er février, le prix de son pétrole léger de 32,5 à 29 dollars et celui de son brut lourd de 25 à 23 dollars le baril. En revanche, la compagnie britannique B.N.O.C. attendrait quelques jours pour fixer ses nouveaux tarifs. L'accord de l'OPEP a été accueilli favorablement par les pays consommateurs. A Washington, le secrétaire au Trésor, notant que huit des dix pays les *plus endettés sont* importateurs de pétrole, a affirmé *que* la baisse des prix était « *une bonne nouvelle pour les Etats-Unis et l'économie mondiale* ».

Les pays producteurs commencent à faire leurs comptes. L'Indonésie *estime son manque à gagner pour 1983 à 1,5 milliard de dollars et* le Mexique, qui a calculé le remboursement de ses dettes sur un cours du *pétrole de 30 à 32 dollars le baril, escompte une baisse des taux d'intérêt* pour remplir ses obligations. A Moscou, enfin, l'agence Tass explique la *baisse des prix par « les machinations spéculatives des monopoles pétroliers internationaux ».*

De notre envoyée spéciale

Londres. – Etait-ce bien les mêmes ministres qui, à Genève, il y a moins de deux mois, s'invectivaient, mêlant rancœur, âpreté et provocation dans un concert tonitruant ? A Londres, lundi soir, après onze jours *d'un marathon épuisant*, ce ne sont que sourires. L'optimisme et la satisfaction *des pays du Golfe tranchent à* peine avec la perplexité discrète de leurs opposants traditionnels. L'Algérie et le Venezuela, déçus pour des raisons différentes des résultats de cette conférence, ont choisi de ne pas apparaître en public. C'est à peine si l'Iran ose expliquer son désaccord persistant sur la baisse des prix, soulignant même sa *« bonne volonté »*. Quant à la Libye, jusque-là son alliée, on ne l'entend pas plus qu'au cours des dix jours écoulés ; elle a apparemment rejoint le camp muet des amis du Golfe. *Tout baigne dans un halo de bienveillance réciproque.*

Il est vrai que, deux semaines auparavant, nul n'eût donné cher de l'accord finalement présenté par une OPEP réunie. Pourtant, le miracle s'est accompli. Il est résumé dans un communiqué qui reprend presque *mot pour mot la résolution adoptée* par l'Organisation. Dévoilé par bribes *successives au fil de ces dix jours, il* ne surprend personne. Les décisions annoncées sont les suivantes :

– Baisse de 5 dollars par baril du prix de référence du pétrole brut, désormais fixé à 29 dollars au lieu de 34 dollars. Ce prix est temporaire, l'OPEP envisageant, « *si le marché le permet* », selon le ministre du Koweït, de le relever d'un dollar (à *30 dollars par baril) et de conserver* ce nouveau prix pendant deux ans. La baisse *est effective immédiatement*, la date d'application précise étant laissée à l'initiative de chaque pays, à condition que la rétroactivité n'aille pas au-delà du 1er février dernier.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 42.)

L'équipe gouvernementale va être resserrée

M. Mitterrand expliquerait lui-même ses décisions au pays

Comme ils l'avaient fait au lendemain du premier tour du scrutin, le président de la République et le premier ministre se sont longuement entretenus, lundi matin 14 mars, au palais de l'Elysée, des conséquences des élections municipales. Toutefois mardi, en fin de matinée, la seule certitude concernait l'imminence d'un remaniement afin de « resserrer » l'équipe gouvernementale.

L'incertitude demeurait, en revanche, sur le sort de *M. Pierre Mauroy* qui avait consacré son après-midi du lundi à des échanges de vues avec ses plus proches collaborateurs, parmi lesquels M. Jean Le Garrec, ministre délégué chargé de l'emploi.

L'Elysée devait, en principe, faire connaître mardi soir, ou mercredi au plus tard, les premières décisions prises par M. François Mitterrand. La consigne de discrétion donnée par le chef de l'Etat visait à solenniser l'annonce de ces décisions et à accentuer leur impact psychologique, surtout si *la* conduite de la nouvelle phase de la politique gouvernementale devait être confiée, finalement, à *un autre* premier ministre.

La règle qui prévaut au lende*main d'un scrutin ayant valeur de* test national est aussi ancienne que la Ve République : le jeu institutionnel impose au chef de l'État de tirer les leçons du « message » adressé au pouvoir par les *électeurs*, *a fortiori* quand ce « message » prend la forme d'un avertissement. M. François Mitterrand n'a certes pas l'intention d'y déroger.

Tout laissait à penser, mardi matin, que le chef de l'État se proposait de s'adresser *lui-même* aux Français, très rapidement, par le canal de la *télévision* vraisemblablement, afin de leur confirmer qu'il entend bien tenir compte des aspirations du pays, y compris de ses *mécontentements, après vingt-deux* mois de pouvoir de gauche.

En *1977*, après la défaite de sa majorité aux élections municipales, *M. Valéry Giscard d'Estaing*, soumis à la même règle institutionnelle, s'était donné une semaine de réflexion. Dans une allocution radiotélévisée, prononcée le 28 mars, il avait lancé un appel à l'unité de la majorité, mise à rude épreuve au cours de la campagne électorale, et annoncé la mise au point d'un programme *d'urgence confié aux soins* de M. Raymond Barre. Le premier ministre avait été reconduit dans ses fonctions, mais à la tête d'une équipe gouvernementale plus homogène et plus restreinte.

Pour M. Mitterrand, les circonstances sont aujourd'hui différentes. Le redressement de la majorité au second tour, démentant les pronostics les plus pessimistes, n'invite pas le président de la République à une longue réflexion. Ce sursaut de l'électorat de la majorité l'incite au contraire à reprendre l'initiative le plus tôt possible, surtout si l'on *admet que la meilleure participation* des électeurs de gauche au second tour n'est pas sans rapport, dans les grandes villes en tout cas, avec les polémiques suscitées à la fin de la campagne par les thèmes que l'opposition a exploités. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on soulignait que ce serait, en effet, le bon moment *pour lancer un nouvel appel* à la cohésion de la communauté nationale.

En outre, M. Mitterrand peut s'en *tenir aux grandes options* économiques et sociales déjà fixées, dans la mesure où les résultats du 13 mars atténuent fortement l'impression de sanction qui s'était dégagée une semaine auparavant et où les membres du gouvernement sont presque tous parvenus à *franchir l'obstacle* à leur avantage. Il est bien significatif *que tous les dirigeants socialistes qui* se sont exprimés depuis dimanche soir – qu'il s'agisse de MM. Lionel Jospin, Louis Mermaz ou Jacques Delors – l'aient fait exactement dans le même sens : pour affirmer la nécessité de maintenir le cap de la rigueur, *mais* en remédiant *aux* « défaillances » de l'action gouvernementale.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 7.)

LA RÉORGANISATION DES FORCES NUCLÉAIRES ET CLASSIQUES DE LA FRANCE

(Lire page 11 le premier des deux articles *du général François Valentin*, ancien commandant de la Ire armée : « Dissuasion ou confusion ».)

La logique dominante

par THOMAS FERENCZI

Les revers économiques de la gauche, sanctionnés par ses revers électoraux, montrent les limites de cette « autre logique » dont se réclame le gouvernement face aux critiques que suscite sa politique. Quand, au lendemain de la publication des derniers indices des prix et du commerce extérieur, M. Pierre Mauroy opposait au jugement sévère des journalistes ses propres critères, *il* n'avait pas tout à fait tort ; mais *quand, dans le même temps*, l'environnement international pèse d'une manière si manifeste sur les destinées du pays et que la conscience de cette dépendance se fait plus vive, la logique dominante apparaît nettement contraire à celle qu'invoque le premier ministre. Il en résulte une double contradiction. Le point de vue auquel se place le chef du gouvernement, conformément à une conception volontariste de *l'action* politique, se heurte aux contraintes *du capitalisme mondial*. Et les valeurs qu'il défend, au nom de la tradition socialiste, semblent moins bien comprises par son électorat.

Que les règles d'une stricte gestion économique et celles d'une bonne protection sociale relèvent de deux systèmes de valeurs différents, le gouvernement peut à bon droit le soutenir, à condition de reconnaître *que dans les pays occidentaux* le premier est dominant par rapport au second. La vraie question n'est donc pas de savoir s'il existe deux « logiques » de la pratique gouvernementale (elles existent, et leur antagonisme reflète assez bien le combat entre la droite et la gauche), mais comment maintenir les impératifs d'une *« logique dominée »* au sein d'un ordre qui, par définition, tend à *l'éliminer*.

La gauche ne serait pas la gauche si elle cédait, par exemple, à ceux des chefs d'entreprise qui demandent, à l'imitation du modèle américain, le droit de licencier plus aisément leur personnel, au risque d'aggraver encore le chômage. Il lui appartient d'affirmer hautement, face à la « *rationalité* » économique, ses devoirs sociaux. Mais elle serait *irresponsable si elle prétendait* oublier l'état réel des rapports mondiaux en feignant de croire à la supériorité de sa propre logique – ou si, la sachant dominée, elle entendait seulement profiter de son passage au pouvoir pour imposer quelques conquêtes *sociales* (comme *la* retraite à soixante ans ou la cin*quième semaine de congés payés*), quitte à rendre ensuite à la droite le soin de rétablir les équilibres. Du gouvernement de la gauche, on attend au contraire qu'il soit assez inventif pour assurer une meilleure combinaison entre les deux sortes d'exigences, comme avait su *le faire*, en période de croissance, la social-*démocratie*.

Les sociologues qui débattent des relations entre « cultures dominantes » et « cultures dominées » savent que celles-ci ne se définissent que par rapport à celles-là, et réciproquement. Aussi la lutte engagée contre cette domination même par les tenants des secondes passe-t-elle *par la maîtrise des premières. Il en* va de même des « logiques » qui s'affrontent sur le terrain socio-économique et dont chacune est appelée, à terme, à se transformer au contact de l'autre. C'est cet enrichissement mutuel qui doit constituer le projet de la gauche.

L'avertissement que vient d'adresser au gouvernement l'électorat de la majorité ne va-t-il pas précisément dans ce sens ? Il est remarquable, en effet, que les « déçus du socialisme » ne se soient pas satisfaits des « avancées » sociales de ces deux dernières années, acquises au *prix* d'un « *recul* » économique, comme s'ils refusaient le classique partage des rôles entre une gauche généreuse mais inefficace et une droite rigoureuse mais égoïste.

On a souvent dit que l'explosion de *mai 1968, qui mettait* à bas les vieux tabous du marxisme, a été paradoxalement vécue par ses acteurs comme un retour à ce même marxisme, avant que, au fil des années, la vérité de ces événements n'affleure la conscience. Il est possi*ble que la victoire de M. Mitterrand* en 1981 reflète un paradoxe comparable : le « peuple de gauche », en accordant, en temps de crise, sa confiance au P.S., aurait ainsi voulu rompre avec le mythe du socialisme irresponsable au moment où il semblait lui *donner crédit* : faute d'avoir été compris par le pouvoir, il aurait choisi, à l'occasion du scrutin municipal, de s'exprimer plus clairement.

AU JOUR LE JOUR

Bilan

Les remaniements ministériels sont un des délices de la République, toujours attendus et toujours surprenants.

Quand la majorité ne change pas, la nouvelle équipe doit faire oublier la précédente sans la trahir. Il faut remanier sans se renier. Ravaler sans démolir. Virer de bord en gardant le cap.

Cette gymnastique subtile peut, parfois, conduire à prendre les mêmes, au risque de les priver d'une arme qui a fait ses preuves : la critique de l'« héritage ». A moins que certains ne poussent le dévouement jusqu'à dénigrer le bilan qu'ils se laissent à eux-mêmes.

BRUNO FRAPPAT.

« MARTINOVICS », DE JUDIT ELEK

L'utopie révolutionnaire

La Festival de Sceaux, consacré aux films de femmes cinéastes, pré*sente pour la première fois en France* la dernière œuvre de la cinéaste hongroise Judit Elek *(la Dame de Constantinople. Un village hongrois)*. Il existe une seule copie en 16 mm, celle-là *même qui a été projetée* dimanche 13 mars et le sera à nouveau le 17 mars. Le « gonflage » en 35 mm, comme le sous-titrage, n'a jamais été effectué. Une remarquable *traduction simultanée* nous a pourtant permis de mieux saisir l'enjeu du sujet, la lutte implacable entre le pouvoir autrichien à Vienne, à l'époque de la Révolution française, et les aspirations révolutionnaires d'intellectuels hongrois, ceux qu'on appelle *les jacobins de Hongrie*.

Le titre complet, *Examen de l'affaire Ignac Martinovics, abbé de Szaszvar, et de ses compagnons*, donne une première idée des ambitions de la réalisatrice. L'idée d'aborder un jour cet étrange personnage lui est venue après la publication en hongrois, en trois volumes, sous la responsabilité de Kalman Benda, entre 1950 et 1960, d'un ensemble *de documents inédits collectés à* Vienne, en Hongrie et aussi en France *(un quart des documents), car les* intellectuels hongrois à l'époque écrivent le français.

LOUIS MARCORELLES.

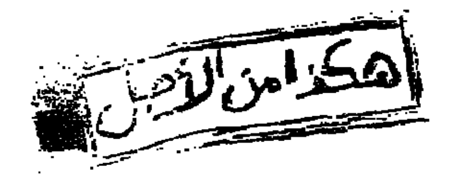
(Lire la suite page 17.)

Marx et la science

L'œuvre de Marx – mort il y a *un siècle* – a été *influencée* par les sciences de la nature de son époque. Elle a à son tour engendré de profondes évolutions dans les sciences sociales et humaines et de nouvelles manières de considérer certaines sciences exactes.

Pour tenter de rendre compte de la vision contemporaine de ces mutations, « le Monde des sciences » publie analyses et témoignages de praticiens de diverses sciences exactes ou sociales.

(Lire pages 13 et 14.)



Le Monde

idées

Deuxième tour

Pour Jacques Madaule, la division de la France en deux moitiés égales n'est qu'une apparence, résultant de la loi électorale, et il convient de mettre en place une équipe capable de satisfaire la majorité sans ignorer les mécontents. A cet effet, Jacques de Montalais réclame un choc psychologique qui ne peut venir que du président de la République. Raymond Tournoux se demande si celui-ci ne va pas se « molletiser », et Jacques Robin espère qu'il saura dominer les rancœurs personnelles et faire appel à Michel Rocard.

Il nous faut de bons chanteurs

par JACQUES MADAULE

SI l'on s'en tient à cette apparence que le système électoral *impose*, la France demeure coupée en deux moitiés. Tantôt l'une, tantôt l'autre l'emporte d'un cheveu sur sa rivale. Mais cette division ne correspond pas à la réalité. Le peuple français est à la fois beaucoup plus un et beaucoup plus divers que ce clivage sommaire ne le donnerait à croire. La preuve, c'est qu'un certain nombre d'électeurs à chaque occasion changent de camp ou d'attitude, ce qui fait la différence.

Il est vrai qu'à chaque élection aussi la composition du corps électoral se modifie dans une assez forte proportion. Mais rien n'y fait : la France apparaît toujours *divisée en deux parties sensiblement* égales, que l'on est convenu d'appeler gauche et droite, bien *que la plupart* des gens classés à droite s'y sentent mal à l'aise, car la gauche est censée être tournée vers l'avenir, tandis que la droite serait nostalgique du passé. Nul n'accepte d'être tenu pour retardataire.

Si le système électoral n'amplifiait ces différences minimes, la France ne serait pas gouvernable. Heureusement pour nous que, franchi le cap électoral, les deux moitiés deviennent l'une majorité, l'autre opposition. Cependant, la majorité, quelle qu'elle soit, aurait tort de se croire aussi majoritaire qu'il y paraît et de gouverner comme si l'opposition n'était plus qu'une négligeable minorité.

C'est ici qu'intervient un élément trop rarement pris en compte par ce qu'on appelle la *« classe politique »*. *Point de parti* de quelque importance qui ne soit capable de mettre en ligne un *athlète toutes catégories* capable en même temps d'administrer une grande ville et de diriger le gouvernement, *voire d'être tout ensemble* maire de Paris, député de la Corrèze et chef d'un grand parti. Qui se plaint que nous manquions d'hommes ? Les bras ne manquent jamais quand il s'agit de tenir les leviers de commande.

On s'intéresse moins, il me semble, à la manière dont ces vedettes s'acquittent de leur tâche écrasante. On leur demande quels sont leurs principes, leurs intentions. Il y a pourtant une manière, qui n'est ni de droite ni de gauche, de bien gouverner ; et une autre, également indifférente à la dichotomie des partis, de mal gouverner. Ce n'est pas une question d'intention, mais de caractère. Certaines personnes ont le don de gouverner, comme on a ou non le don d'écrire ou celui de chanter juste.

Les électeurs ont choisi, à une faible majorité, la chanson qu'ils préféraient. Il s'agit à présent de l'exécuter. Napoléon disait de la guerre que c'est un art simple et tout d'exécution. C'est vrai de presque tout et *notamment de la* politique.

Au chef de l'État de choisir aujourd'hui *une équipe* de bons chanteurs, capables de satisfaire ceux qui les ont portés au pouvoir, sans *écorcher les oreilles de ceux* qui viennent de manifester leur mécontentement, d'autant que la *France n'est pas seule au monde*, que les choix sont difficiles et risquent d'être douloureux. Je ne *vois pas d'homme, ni* d'équipe, susceptible de faire face à la conjoncture sans se laisser embourber dans de vaines querelles de personnes ou de tendances.

Espérons que le chef de l'État aura l'œil plus perspicace.

Le défi

par JACQUES ROBIN (*)

TROIS raisons expliquent l'avertissement des municipales à la gauche : 1) si elle a entrepris beaucoup de réformes de grande importance, elle les a souvent mal exécutées et encore plus mal expliquées, permettant à la droite d'exploiter les dissonances naïves du nouveau pouvoir. L'aspiration des Français à participer à une réduction des tracasseries quotidiennes, *leur désir d'une plus grande* sécurité dans les villes n'ont pas reçu de réponses sérieuses ; 2) elle a manifesté dans trop de secteurs un consternant appétit de pouvoir et de territoire ; 3) elle a montré une absence de cohérence dans son analyse de la crise mondiale. L'approche social-démocrate, même « radicale », qui vise avant tout une *gestion moins* injuste de la société industrielle, est impuissante face aux problèmes socio-économiques et culturels de notre temps qui demandent une vision cohérente et renouvelée des « frontières du futur ».

La crise mondiale traduit la crise du mode de production du système : suréquipement des moyens de production pour les biens de consomma*tion durables* (*automobiles, télévisions*, appareils ménagers...) ; saturation de la consommation de ces biens ; insolvabilité des pays en voie de développement liée à l'instabilité des cours des matières premières. Les dirigeants mondiaux ont manqué d'imagination devant cette situation aggravée par les chocs pétroliers et l'arrivée des technologies de la *deuxième révolution scientifique* barre la route à toute hypothèse de « sortie de crise » dans le cadre de l'économie d'échange. Peu de décideurs et d'économistes acceptent de le comprendre.

Ces technologies consomment peu de matière et d'énergie ; elles s'appuient sur des supports physiques (informatique, robotique, productique, vidéotique...), ou vivants (biotechnologies) ; elles bouleversent les modes de calcul économique ; elles diminuent sans rémission les emplois : une spirale infernale se développe dans tous les pays industrialisés entre nouvelles techniques et nouveaux chômages ; elles transforment les rapports humains dans la production. Cette brisure se produit au moment où les ressorts traditionnels de l'essor des sociétés industrielles sont eux aussi en rupture : le *goût du risque et de l'initiative, l'intérêt* du travail bien fait, la mise en place des hiérarchies se révèlent dans la pratique au service des appétits d'argent et de pouvoir de quelques-uns.

Alain Peyrefitte répète à plaisir que les Français ne veulent pas un changement de société ; c'est probable : quel individu, quel groupe, quelle nation souhaiterait remettre en cause ses habitudes, ses valeurs ? Mais la société change à toute vi*tesse* ; *il faut bien s'y adapter. Comment* absorber les sauts qualitatifs qui se produisent dans le travail, le marché, la distribution, l'éducation ?

Vers quelle société ?

Certes, l'évolution humaine s'est toujours réalisée par crises ; notre destin n'est-il pas d'en limiter les conséquences ? Le discours d'Ed*mond Maire l'a souvent bien cerné.* La nouvelle culture s'appuiera sur le remplacement graduel des hommes par les machines. La société de demain devra réconcilier les hommes avec eux-mêmes, avec la nature et avec les outils matériels qu'ils créent. Ces orientations nécessiteront le partage des activités ; naît en effet le moment où *« le temps libre devient la vraie mesure de la richesse »* (Marx). Pour y parvenir, il faudra réviser les fondements de la *concurrence économique internationale*, développer la coopération technologique mondiale, ouvrir à chacun une plus large accession au revenu et à la richesse générale, promouvoir *une économie de transferts plus* larges, moins violente, plus alternative, et dans laquelle le marché sera surtout le régulateur de la consommation. Les comportements d'agression et de compétition permanentes, dérisoires face à la mutation en cours, devront céder *la place* aux motivations de créativité et de curiosité.

Comment *conduire* l'immédiat ? De tels objectifs nécessitent d'immenses efforts à mener avec une rigueur sélective. Le plus dur n'est pas fait ; la « reprise » économique américaine risque fort d'être un leurre ; la baisse des produits pétroliers n'apportera qu'une aide temporaire.

Les faiblesses de la France sont explicites : un tissu industriel médiocre, un système éducatif inadapté, un financement déséquilibré de la *couverture sociale. Les propositions* contenues dans le IXe Plan paraissent réalistes. Peut-on dire, sans être qualifié de « rocardien », que Michel Rocard apparaît à la grande majorité des Français comme l'un des hommes les plus capables de conduire les affaires publiques, en raison de sa vision cohérente entre le court et le moyen terme ? Jacques Delors, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Bérégovoy et bien d'autres, sont en mesure de gouverner avec lui sans laxisme *ni* lyrisme, *et* sans intolérance.

Les rancœurs personnelles, les conflits de clan s'effaceront-ils devant l'intérêt général et la grandeur du défi à relever ? Le président de la République, dans cette deuxième partie décisive de son septennat, parviendra-t-il à rendre crédible son objectif aux jeunes générations : la marche vers une société post-industrielle pluraliste et ouverte, société de connaissance et de solida*rité*.

(*) Délégué général de la mise en place du CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées).

Pour un choc psychologique

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

LE général de Gaulle a dit un jour qu'il était, dans ce pays, le seul révolutionnaire. Sous le dernier septennat, une certaine droite conservatrice, maladroite, indécise comme tous ceux qui s'efforcent de paraître ce qu'ils ne sont pas, était au pouvoir. Cela ne pouvait pas durer.

Il n'en est pas moins regrettable que trop d'hommes de gauche, après leur victoire, se soient montrés si sectaires, si sûrs d'eux, et se soient comportés comme si la France entière était brusquement devenue socialiste. Or c'était loin d'être le cas : ceux qui firent pencher la balance au second tour de l'élection présidentielle ne l'étaient guère. On aurait dû y penser davantage.

Ces hommes-là avaient des excuses. Une partie du pays, très généralement la moins favorisée, ne s'estimait pas représentée depuis 1956. Comment reprocher à ses élus d'avoir manifesté une joie qui sentait un peu trop la revanche et une assurance que leur impréparation – et *la crise mondiale* – auraient dû contenir ? Les Mendès France ne courent pas les rues.

Du moins aurait-on pu faire les nationalisations à un moindre coût ; ne pas ignorer qu'à deux exceptions près les grands groupes nationalisa*bles étaient en déficit* ; ne point tabler sur une relance économique que M. Chirac avait déjà tentée avec *pour seul résultat d'augmenter* les importations et donc le déficit de la balance commerciale.

Le « changement sans risque »

En 1981, il aurait fallu instaurer *cette rigueur que les circonstances* commandaient, que M. Debré préconisait et que les socialistes espa*gnols, instruits par l'expérience* française, ont adoptée d'entrée de jeu. D'autant plus qu'elle n'excluait *nullement les avantages qui furent* accordés à juste titre aux familles, aux personnes âgées et aux bas salaires. Un syndicaliste – M. Edmond Maire, déjà – n'avait-il pas eu le courage de déclarer que, compte tenu des circonstances, et singulièrement de l'état des entreprises, l'on ne pouvait pas se permettre de rémunérer autant trente-neuf heures que quarante ?

Que les fautes aient été graves *ou vénielles relève de la gestion.* Cette gestion que la droite critique avec une superbe qui cherche à faire croire qu'elle n'a jamais commis d'erreurs dans ce domaine.

Le peuple français ne demande *pas à ses dirigeants qu'une bonne* gestion. Oublie-t-on qu'il a fait 1789, 1830, 1848, et qu'il ne fut *pas loin, avec la Commune, de déclencher* quelque nouveau 89 ? Il n'ignorait pas, en 1968, ce que de *Gaulle avait fait en 1945. Il y eut* néanmoins les journées de mai. En 1981, *ce même peuple eut apparemment envie non plus du « changement* sans risque » qu'on lui avait promis et qui ne changea rien du *tout, mais d'un changement réel*, avec peut-être quelques risques. De Gaulle, en 1969, avait voulu répon*dre à ce besoin vague, mais dont il* avait compris mieux que jamais la nécessité après les événements de *l'année précédente*. Seulement, quelqu'un lui avait répondu non. Erreur majeure.

C'est cet aspect des choses que l'arrivée au pouvoir de la gauche – *à un très mauvais moment de la* conjoncture mondiale – dissimule trop aux yeux de tous et que la *droite, naturellement, occulte* autant que faire se peut. Elle n'admet pas que ce peuple, pour conservateur qu'il soit dans *ses profondeurs*, en vienne à estimer qu'il faut tenter quelque chose de nouveau quand le vieux sent le renfermé.

L'erreur essentielle, née d'une idéologie aussi dépassée que répandue, aura été de prendre les chefs *d'entreprise pour autant de privilégiés* sans grands mérites, de les accabler de charges nouvelles et de ne *même pas encore comprendre*, semble-t-il, que les artisans, par exemple, sont pour ainsi dire *condamnés, pour le même motif, à* travailler au noir.

On pourrait faire bien d'autres réserves sur la manière dont le changement a été conduit. Il reste que le pays l'a voulu. Ceux qui, au bout de deux ans, et malgré le retour depuis juin dernier d'un certain réalisme, ont – définitivement ou non – changé de camp voulaient manifestement faire savoir qu'ils désapprouvent toute guerre scolaire et un laxisme qui devait finalement conduire à la situation financière que l'on sait, pour ne rien dire d'incohérences et d'orientations contradictoires au sein même du gouvernement.

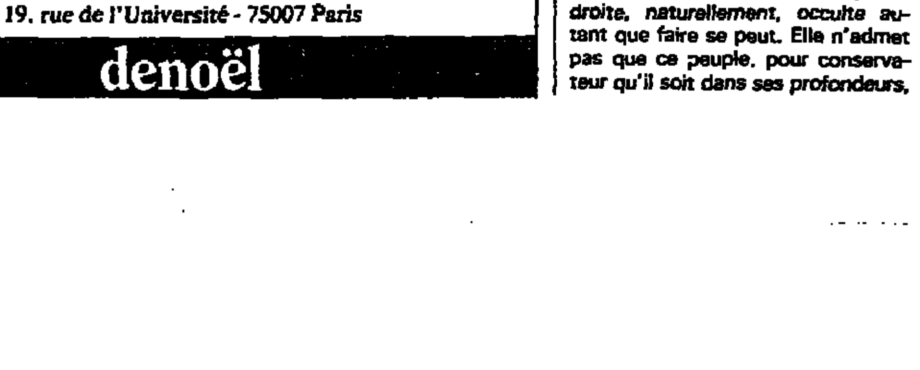
Cela dit, le corps électoral aurait pu signifier, par une véritable vague *de fond, qu'il souhaitait le retour* des dirigeants d'hier. Il ne l'a pas fait. Pourquoi ?

Un pays coupé en deux

Parce que l'opposition, même mobilisée, n'est toujours pas en état, dans ce pays coupé en deux, de déclencher un mouvement de cette ampleur. Parce que derrière les grands axiomes de la bonne gestion, l'électeur distingue aussi l'ombre des grands intérêts, perçoit des ambitions troublantes et se dit que après tout, les dirigeants d'hier – dont le bilan n'était pas si convaincant – seraient aux prises aux aussi avec les difficultés que connaissent tous les responsables des pays libres.

Il s'est donc contenté d'un sérieux avertissement. Celui-ci sera salutaire si le chef de l'État en tire rapidement les conséquences, souligne que le pays vit au-dessus de ses moyens depuis des années, réduit son équipe, définit des choix clairs, et crée par là *même un choc* psychologique susceptible de transformer un rejet momentané en *adhésion élargie*.

(*) Ancien rédacteur en chef de *la Nation*.



La madeleine de Proust

par RAYMOND TOURNOUX (*)

DE GAULLE était secret. Pompidou, hermétique, M. Giscard d'Estaing sibyllin. Dans le silence militaire, suivi de deux silences auvergnats, nous *avons vu ainsi passer, tour à tour* – à en croire la chronique – l'Empire, la monarchie louis-philipparde *et la monarchie louis-quinzième.* Nous vivons enfin dans une république – la république de Thèbes. *Nous attendons l'oracle.*

Regardons François Mitterrand, à la fois gaullien-pompidolien-giscardien : secret, hermétique, sibyllin. Et, de plus, imprévisible. Le général, chacun le sait, portait une certaine idée de la France. Georges Pompidou fortifiait l'ambition d'un pays hissé au rang des grandes puissances industrielles. Valéry Giscard d'Estaing cultivait déjà l'idée d'une *société exemplaire offerte en modèle au monde. François Mitterrand*, aujourd'hui porteur des deux messages de mars, va-t-il freiner ou bien *précipiter le mouvement ?*

Un héraut de la social-démocratie

J'entends l'argument : « Oubliez-vous que, avant d'être élu, le candidat de la gauche socialiste-communiste a mis cartes sur table devant le suffrage universel. *Relisez ses* cent dix *propositions*. Il tient *ses promesses*, une à une. Le lui reprochez-vous ? »

Sans doute, sans doute. Il n'empêche que des politologues réputés classent désormais François Mitterrand parmi les hérauts de la social-démocratie – bien que, à peine arrivé à l'Élysée en 1981, il ait précisé à M. Jacques Chaban-Delmas qu'il tenait la social-démocratie à la Helmut Schmidt pour *« une tromperie »*, à cause de sa collaboration avec le grand capital. *Business Week* décerne à M. François Mitterrand le titre remarquable de *« socialiste conservateur »* qui *« est devenu encore plus conservateur »* (1). Le grand organe de l'économie américaine n'aperçoit pas la marche en avant – qui continue sous les yeux des Français distraits – de réformes fondamentales, destinées à changer non *la* société, mais *de* société.

Extraordinaire suspense, dans un grand pays démocratique, touchant les intentions profondes du président sur les chemins de l'avenir. Qui prétend se trouver en mesure de distinguer les orientations de demain ? Personne. Recentrer en vue de mener soudain une autre politique ? Impossible sans le retour devant l'électeur. Seul le général était le général, capable de déclarer (du moins, lui attribue-t-on le mot), après les élections de 1968 : *« Voilà une chambre P.S.F.* (2) *à qui je ferai avaler une politique P.S.U. »* Avec MM. Mermaz et Pierre Joxe, l'inverse ne semble guère conceva*ble. On les comprend, d'ailleurs.*

Un gouvernement socialiste homogène, fort de sa majorité absolue, et libre de ses mouvements ? Ce qui impliquerait le départ, volontaire ou non, des ministres communistes. La plupart des socialistes paraissent cependant en convenir : « Mitterrand n'est pas Ramadier. Les conditions ne sont pas les mêmes. »

Naguère, M. Jean-Pierre Cot craignait que le P.S. ne se « mollettise » (3) ; des blasphémateurs vont *plus loin* : parlant de corde dans la maison du pendu, ils n'hésitent pas à prédire que François *Mitterrand arrive au point où il se* « molletisera ». De même que le président du conseil socialiste de 1956 *fit* les *guerres de Suez et* d'Algérie, de même le président de 1981 assumerait tout le reste de la social-démocratie.

M. Mitterrand, selon le mouvement éternel qui conduit toujours un homme du troisième âge vers son passé, reviendrait-il aux saveurs et senteurs de jadis ? Les effluves du centre *lui apporteraient-ils le goût* inoubliable de la madeleine de Proust ? D'*aucuns* l'assurent. D'autres *le nient*.

La France s'interroge. Le P.C. observe, l'ennui est que M. Georges Marchais n'aime pas la madeleine de Proust.

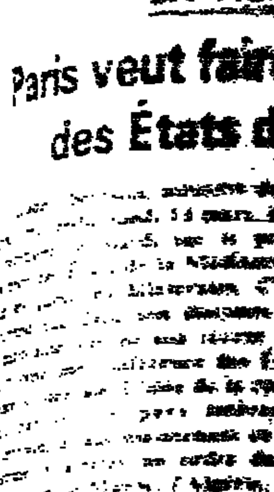
(1) *Le Monde* du 6 janvier 1983.
(2) Le parti social-français du colonel de La Roque.
(3) *Le Monde* du 8 février.

(*) Membre de l'Institut.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, *directeur de la publication*
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.



Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. CHEYSSON A ALGER

Paris veut faire avancer le projet de conférence des États de la Méditerranée occidentale

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, s'est rendu, lundi 14 mars, à Alger où il aura des entretient ce mardi sur le projet français de conférence *des États de la Méditerranée occidentale* et sur les questions bilatérales. C'est le président Mitterrand qui, dans son discours devant l'Assemblée marocaine lors de son récent voyage à Rabat, avait proposé une conférence des États de la Méditerranée occidentale. L'idée de la conférence est déjà admise par les six pays intéressés, a déclaré M. Cheysson, il faut maintenant en définir le cadre, la formule et arrêter un ordre du jour. Les pays *concernés sont* le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, la France et l'Espagne, auxquels pourrait éventuellement se joindre la Grèce, en raison de son appartenance au Marché commun.

La conférence, à déclaré le ministre français avant de quitter Bruxelles pour Alger, a pour but d'affirmer une « *solidarité qui déborde l'enceinte des organisations internationales souvent différentes auxquelles peut appartenir chacun des six pays intéressés : C.E.E., O.U.A., Ligue arabe, etc.* ». M. Cheysson n'a pas caché que la question de la sécurité serait une des plus importantes. « *Il y a dans notre lac plus de sous-marins soviétiques ou américains que de sous-marins des pays riverains français, italiens et à plus forte raison algériens* », a-t-il dit. – *(A.F.P.)*

L'embarras du Polisario

De notre envoyé spécial

Tindouf (ouest du Sahara algérien). – La coopération entre pays méditerranéens et la normalisation qu'elle suppose entre Alger et Rabat ont sans doute été préparées lors du tête-à-tête entre le roi Hassan II et le président Chadli le 26 février, au cours duquel le conflit du Sahara occidental a été évoqué. Que pense le Polisario des initiatives algériennes une fois passé l'effet de surprise ? « *Cette rencontre est une bonne chose si elle peut amener le Maroc à discuter directement avec nous.* » Tel est le commentaire formulé avec un bel ensemble tant par les cadres civils de la « République arabe sahraouie démocratique » dans la région de Tindouf, où l'Algérie abrite des réfugiés Sahraouis, que par les militaires avec lesquels nous nous sommes rendus dans une partie du Sahara occidental, où le Royaume chérifien n'exerce pas sa souveraineté. Il est difficile de leur en faire dire plus, des consignes de retenue leur ayant manifestement été données.

L'embarras ressortait d'un entretien que nous a accordé un dirigeant. « Secrétaire général à la présidence de la République », M. Mohamed Sidati a rang de ministre dans le « gouvernement » sahraoui et passe pour un homme influent au sein du Polisario. « *L'Algérie nous a communiqué le résultat de la rencontre,* dit d'abord M. Sidati. *Elle a répété à Hassan II qu'elle est disposée à faciliter les contacts entre le Maroc et le Polisario sans se substituer à celui-ci. Elle continue à soutenir notre droit à l'autodétermination.* » Mais, affirme M. Sidati, « *Hassan II n'a fait aucune proposition concrète. Il a seulement cherché à bilatéraliser le conflit. Il utilise cette rencontre à des fins de propagande pour berner l'opinion africaine* ». L'analyse du Polisario est que le roi est « *aux abois* » en raison du mécontentement de son armée, lasse de poursuivre la guerre *retranchée* derrière le « *mur* ». En ce cas, l'initiative du président Chadli était-elle judicieuse, ou plutôt de nature à conforter le souverain en difficulté ? « *Depuis deux ans,* répond M. Sidati, *Hassan II répète à ses interlocuteurs qu'il lui suffit d'une rencontre avec M. Chadli pour faire un pas décisif vers la solution du conflit. Or la rencontre a eu lieu. Mais qu'en est-il résulté ? Elle a testé la mauvaise foi du roi sans qu'on n'avance d'un pas.* »

Selon M. Sidati, « *il est important que les dirigeants étrangers qui ont œuvré à cette rencontre aillent jusqu'au bout pour faire pression sur le roi afin qu'il discute avec nous* ». Parmi ces dirigeants, M. Sidati range les Saoudiens et les Français. De source française, on dément cependant que Paris ait joué un rôle direct. « *Et vous croyez cela ?* », demande avec une visible amertume M. Sidati. Dans l'affaire du Sahara occidental, l'attitude de la France est « *plus que décevante* », poursuit notre interlocuteur. « *Nous n'avons pas apprécié le soutien à l'idée marocaine de référendum consultatif* » lors de la visite de M. Mitterrand à Rabat. De fait, il ressort de nos entretiens avec d'autres membres du Polisario que celui-ci s'en tient à la thèse selon laquelle « *le référendum est dépassé car le peuple sahraoui s'est prononcé en proclamant la république* ».

La Tunisie, où le président Chadli se rendra le 18 mars, est jugée aussi sévèrement que la France. M. Sidati explique ce voyage par le fait qu'« *on ne choisit pas ses voisins* ». Mais, ajoute-t-il, « *nous devons être clairs : la Tunisie s'est distinguée par son rôle négatif en ce qui concerne le Sahara occidental ; elle a joué à fond la carte marocaine* ».

M. Sidati s'insurge, enfin, contre le fait qu'on « *cherche à diviser les Sahraouis en pro-Libyens et pro-Algériens. Nous retenons de l'Algérie et de la Libye leurs positions de principe communes. Nous pensons que la concertation s'impose à elles* ». Il n'en reste pas moins que la mésententeentre les deux pays qui le soutiennent le plus activement met le Polisario dans une situation difficile. L'appel du colonel Kadhafi « *aux masses populaires pour réaliser l'unité* » par-delà la volonté des dirigeants algériens et tunisiens (*le Monde* du 5 mars) a été fort mal pris à Alger, où certains s'attendent, dans les jours qui viennent, à quelque nouvelle « *initiative intempestive* » de la part du numéro un libyen.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

AU COURS DE SA DERNIÈRE SESSION

La Commission des droits de l'homme de l'ONU a levé certains tabous sur les persécutions dans les pays de l'Est ou du tiers-monde

De notre correspondante

Genève. – La trente-neuvième session de la Commission des droits *de l'homme de l'ONU, qui siégeait* depuis le 31 janvier au Palais des nations, vient d'achever ses travaux. En dépit du temps perdu en invectives, et bien que les délégués représentant quarante-trois pays aient cherché trop souvent à défendre la politique de leur gouvernement plutôt que les droits de l'homme, certains progrès ont été enregistrés grâce à la levée de quelques tabous.

Durant trop d'années la Commission avait systématiquement recouvert d'un voile de silence les pays de l'Est et ceux du tiers-monde. Cette fois-ci, grâce notamment aux efforts des Organisations non gouvernementales (O.N.G.) comme Amnesty International, la Fédération internationales des droits ou certaines associations chrétiennes, elle n'a pu *occulter impunément des situations* trop criantes.

Certes, comme chaque année, l'ordre du jour a donné la priorité absolue à l'amalgame Afrique du Sud-Chili-Israël. A propos de ce dernier pays, le pas qui sépare l'antisionisme exacerbé de l'antisémitisme « classi*que » a été nettement franchi cette* année, notamment par le représentant de la Libye qui a puisé ses sources dans les *protocoles des Sages de Sion* (1). L'observateur d'Israël, M. Soffer, a pris la parole pour déclarer que « *ce forum est destiné à promouvoir et à faire respecter la dignité humaine, et ne doit pas devenir un égout où se déverse l'immonde du racisme néo-nazi* ».

Le duel Irak-Iran, où chaque partie accusait l'autre de « *violations grossières des droits de l'homme* » a également été marqué par des clameurs passionnelles. Mais l'Irak n'a *pas été le seul pays à s'en prendre au* gouvernement de Téhéran : la Commission a été saisie de nombreux témoignages accablants, dont un document adressé par M. Radjavi, responsable des moudjahidin du peuple. Prenant la parole au nom d'une O.N.G., une ancienne chroniqueuse *économique à la radio-télévision* iranienne a fait des *révélations* édifiantes, notamment sur le sort des *enfants en Iraq. Pour avoir précisé* que les noms de quatorze femmes enceintes victimes de pelotons d'exécution avaient été remis à la Commission, elle a été classée par M. Mahallati, chef de la délégation iranienne, parmi les auteurs d'« *actes de bête féroce et cannibales* ». Le même orateur a rétorqué, en réponse à un témoignage sur les persécutions des Bahaïs : « *Pourquoi devrions-nous tolérer dans notre pays toutes les conduites immorales ou abus sexuels qui, selon les croyances des sectes et des groupes politiques tels que les Bahaïs, devraient être permis et même recommandés.* » Après avoir annoncé que son pays accepterait de recevoir un rapporteur général, M. Mahallati est revenu sur cette décision parce que... la Commission avait voté une résolution en ce sens par 17 voix contre 9 et 19 abstentions. Tout espoir d'envoyer sur place un défenseur des *droits de l'homme paraît s'être ainsi* évanoui.

Le poète Valladares entendu

La Pologne a également été mise *sur la sellette* (*le Monde* du 2 mars) par le représentant des Etats-Unis, mais de façon quelque peu outrancière par rapport aux interventions de ses collègues occidentaux. La Commission a cependant adopté une résolution dans laquelle elle se déclare « *vivement préoccupée par les rapports incessants de violations généralisées des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Pologne, y compris l'imposition, en vertu de la loi martiale, de lourdes peines aux personnes accusées de violer cette loi, la dissolution d'un mouvement syndical à fondement démocratique soutenu par une majorité de travailleurs polonais* ». Le délégué de Varsovie a estimé que ce texte n'avait pas de « *force légale* » et que la Commission ne devait s'attendre à aucune coopération de la part des autorités de son pays. L'U.R.S.S. a été davantage ménagée : la résolution (adoptée pas 29 voix contre 7 et 5 abstentions) demandant « *le retrait immédiat des forces étrangères de l'Afghanistan* » ne mentionne pas l'armée soviétique.

Grâce aux O.N.G., le poète cubain Armando Valladares put évoquer les persécutions dont il fut témoin dans son pays. De même, la tragédie du peuple érythréen, bombardé et opprimé par l'Ethiopie, ne fut pas passée sous silence, pas plus que la situation dans les Etats baltes, ou encore celle qui sévit toujours en *Guinée- Équatoriale. Toutefois,* le drame de tous ces peuples ne semble pas avoir retenu l'attention des participants, non plus que celui de Timor ou des opposants dans les Etats arabes.

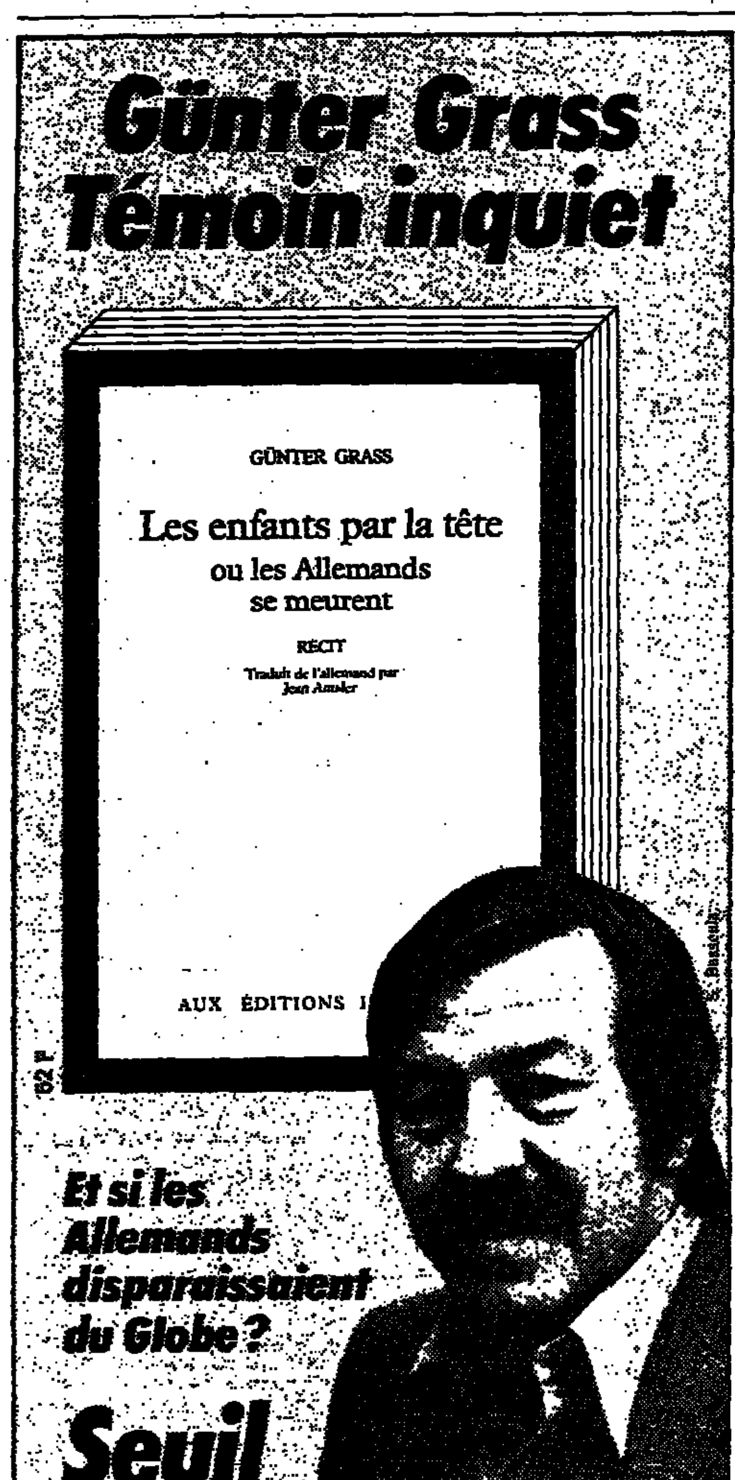
L'Argentine est toujours épargnée à la commission, grâce à la protection de l'U.R.S.S. En revanche, une résolution demandant la suppression des livraisons d'armes aux deux parties en présence au Salvador a été adoptée, un télégramme de protestation contre l'exécution des six jeunes gens accusés de subversion a été adressé au général Rios Monte, président du Guatemala, mais sans que soient évoqués les autres massacres *perpétrés dans ce pays.* La Commission a fini par nommer un rapporteur général sur le Guatemala, le vicomte Colville of Culross (Grande-Bretagne), président du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. Elle a approuvé par consensus le renouvellement du mandat de ce groupe de travail, composé de cinq experts indépendants, dont le dernier rapport vise principa*lement l'Argentine, la Bolivie,* Chypre, le Guatemala, l'Indonésie, le Mexique, le Nicaragua, les Philippines, le Salvador et l'Uruguay. Il mentionne également les disparitions en Afrique du Sud, au Brésil, au Chili, en Ethiopie, en Guinée, au Liban, au Maroc, au Pérou, en Syrie et au Zaïre.

On regrettera que la délégation française, conduite par le professeur Claude-Albert Colliard, n'ait pas pris le relais de M. Theo Van Boven – l'ancien directeur de la division des droits de l'homme de l'ONU, injustement limogé (2) – en dénonçant les excès de langage de certains orateurs, la lourdeur de la bureaucratie onusienne et le silence dont bénéficient nombre de pays. La France a cependant à son actif un remarquable rapport sur le droit au développement, rédigé par M. Gilles Chouraqui. Ce texte, particulièrement apprécié par les délégations des pays pauvres, pourrait servir de contrepoids à la politisation et à la démagogie dont souffre la Commission.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Un faux de la police tsariste destiné à discréditer les juifs de Russie.

(2) *Le Monde* du 12 février 1982.



LA NÉGOCIATION SUR LES EUROMISSILES

La Maison Blanche ne laisse prévoir « aucune nouvelle proposition américaine » dans l'immédiat

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Speakes, a précisé, lundi 14 mars, qu'il « *n'attend pas de nouvelle proposition officielle américaine* » sur les euromissiles avant la suspension des négociations de Genève, prévue pour le 28 mars. M. Speakes a admis que les deux parties « *discutent de diverses options* », mais il ne voit « *aucun changement dans la position américaine* ». M. Speakes répondait ainsi à l'appel lancé par quelques gouvernements européens, ainsi que par M. Percy, président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain, pressant la Maison Blanche de déposer un nouveau projet avant la fin de ce mois (*le Monde* du 15 mars). On s'attend qu'un tel appel soit renouvelé, notamment par M. Lubbers, chef du gouvernement néerlandais, qui s'entretient ce mardi, avec M. Reagan.

Le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Sudhoff, a redit, lundi, à la suite de M. Kohl qu'il espérait « *que de nouvelles propositions allant plus loin seront mises sur le tapis le plus tôt possible* », mais il a qualifié de « *pure spéculation* » l'idée qu'un tel geste devrait se produire avant le 28 mars. Le parti social-démocrate ouest-allemand, pour sa part, a souhaité, par la voix de M. Voigt, l'un des porte-parole du parti pour la politique étrangère, que l'Occident fasse « *sans tarder* » des propositions, et que les négociations soient menées « *avec esprit de suite* ». Il a réaffirmé que le déploiement des missiles de l'OTAN ne doit pas être « *automatique* » en cas d'échec des négociations.

Le Washington Post a révélé, d'autre part, lundi 14 mars, que le Pentagone envisage de réduire les quelque six mille armes nucléaires tactiques déjà entreposées en Europe, d'autant que la plupart de celles-ci ont un rayon d'action extrêmement réduit, et que leurs sites de stockage sont vulnérables. Le réexamen porte notamment sur deux mille anciens obus d'artillerie et plus de mille missiles sol-air et mines. Le quotidien cite une déposition au Congrès du général Rogers, commandant les troupes de l'OTAN, reconnaissant que l'Occident a une supériorité de 3 à 1 pour les armes nucléaires d'une portée inférieure à 150 kilomètres, à l'inverse de ce qui se passe dans le domaine des armes à portée moyenne (plus de 1 000 kilomètres), où les Soviétiques ont un grand avantage. Le général Rogers *aurait également marqué sa préférence* pour des armes conventionnelles modernes par rapport à l'arme à neutron.

● *M. Mondale reçu par M. Mitterrand.* – L'ancien vice-président américain, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1984, a été reçu, lundi 14 mars, en audience par M. Mitterrand. M. Mondale a qualifié cette rencontre d'« *utile et agréable* ». La conversation a porté sur les relations Est-Ouest, le déploiement des euromissiles et le prochain sommet des pays industrialisés prévu à Williamsburg (Virginie) aux États-Unis à la fin mai ou au début du mois de juin. M. Mondale avait déjà été reçu à l'Élysée en mai 1982.

La Commission préparatoire prévue par la convention sur le droit de la mer se réunit à la Jamaïque

Ce 15 mars, se réunit à Kingston (Jamaïque) la Commission préparatoire prévue par la convention sur le droit de la mer adoptée le 30 avril 1982. Elle est chargée de mettre en *route le système interimaire* d'exploration et d'exploitation des ressources minérales de grands fonds marins, « *patrimoine commun de l'humanité* », et de préparer les rè*glements nécessaires* à l'application de la convention.

En sont membres de droit les cents vingt et un pays (dont la France) qui ont signé la convention, les simples *signataires de l'acte final* de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer pouvant assister, en tant qu'observateurs, aux réunions de la Commis*sion préparatoire*. Les États-Unis, qui ont voté contre la convention mais ont signé l'acte final, ne viendront pas à la Jamaïque.

La réunion de la commission pré*paratoire devrait durer quatre à six* semaines. Ses premières tâches seront d'élire son président et son bureau, puis de constituer, d'après les *critères géographiques habituels* aux Nations unies, les quatre sous-commissions chargées de l'Autorité (le nouvel organisme international qui gérera les ressources des grands *fonds marins*) ; de l'*Entreprise*, qui sera chargée d'exploiter des ressources (nickel, cuivre, cobalt, manganèse, parallèlement avec des entreprises publiques ou privées) ; des *conséquences que pourrait avoir* cette exploitation pour les producteurs terrestres des quatre métaux ; et du tribunal qui devra régler des différends entre les États parties à la Convention.

La Commission préparatoire de*vra ensuite décider des procédures* qui seront suivies pendant ses travaux : les décisions seront-elles prises par consensus ou à la majorité ?

Le rôle de la commission préparatoire sera terminé dès que la convention aura été ratifiée par soixante pays et entrera donc en vigueur. Il pourrait ainsi se prolonger pendant plusieurs années. – Y. R.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● L'UNION NATIONALE POUR L'INDÉPENDANCE TOTALE DE L'ANGOLA (UNITA), mouvement d'opposition armée au gouvernement de Luanda, a affirmé, lundi 14 mars, avoir fait prisonniers « *soixante-quatre techniciens tchécoslovaques et vingt Portugais* » au cours d'une opération qui se serait déroulée le 12 mars dans la province de Benguela, dans le sud-ouest du pays. Dans un communiqué diffusé à Paris, l'UNITA propose d'échanger « *quelques-uns des prisonniers tchécoslovaques* » contre la libération des « *quelques Angolais* » détenus depuis 1976 en Angola pour avoir servi au sein du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.). Cependant, un *porte-parole* du ministère portugais des affaires étrangères a affirmé, lundi soir, que Lisbonne n'a « *aucune confirmation officielle* » de la capture de vingt de ses ressortissants. – *(A.F.P.)*

Argentine

● UN GÉNÉRAL ARGENTIN a été condamné à payer 3 420 000 pesos d'amende par un juge fédéral pour n'avoir pas fourni une information demandée par la justice concernant un « disparu », a-t-on appris à Buenos-Aires *de bonne source le lundi* 14 mars. Il s'agit du général de brigade Julio Fernandez Torres, actuellement chef-adjoint du 1er corps d'armée basé à Buenos-Aires. – *(A.F.P.)*

Bulgarie

● LES SERVICES DE SECURITÉ BULGARES ont fait échec, le 7 mars dernier, à une tentative de détournement d'un *avion assurant la liaison régulière* entre Sofia et la station balnéaire de Varna, sur la mer Noire, a indiqué, lundi 14 mars, l'agence officielle bulgare B.T.A. L'un des pirates de l'air présumés a été tué et trois autres ont été arrêtés. – *(A.F.P.)*.

Espagne

● DEUX ANCIENS GARDES CIVILS, *soupçonnés d'avoir* des liens avec un groupe d'extrême droite, l'Armée espagnole de libération, ont été arrêtés à Barcelone, a affirmé, lundi 14 mars à Madrid, *un porte-parole du ministère* de l'intérieur. Le principal dirigeant de ce groupuscule d'extrême droite serait un capitaine de la garde civile, actuellement *en poste à Madrid* et dont l'identité n'a pas été dévoilée. – *(A.F.P.)*



EUROPE

R.F.A.

LA FORMATION DU NOUVEAU CABINET

M. Strauss tente de forcer la main au chancelier Kohl

De notre correspondant

Bonn. — Les chrétiens-sociaux bavarois ont ouvert en fanfare, lundi 14 mars, les négociations avec le « parti-frère » chrétien-démocrate. Avant même le départ de M. Franz Joseph Strauss pour Bonn, sa propre formation, la C.S.U., publiait un communiqué affirmant notamment : *« Il va de soi, et c'est la conviction unanime de la C.S.U., que le président du second parti de la coalition a le droit de participer aux travaux et à la responsabilité du cabinet fédéral, conformément au poids de ce parti* [59,5 % en Bavière, soit, sur l'ensemble du territoire fédéral, 10,6 %] *et à ses performances passées, durant les trente-cinq dernières années. »*

Les prétentions de M. Strauss, appuyées sur l'arithmétique électorale, sont parfaitement légitimes. Mais on ne comptait pas, à Bonn, qu'elles soient réaffirmées en public avec cette vigueur. Elles placent le gouvernement fédéral dans une position difficile : désormais, c'est M. Strauss qui attend les offres du gouvernement. Comme, de plus, la délégation bavaroise est arrivée avec des « papiers », des dizaines de pages sur les points où elle réclame un changement, c'est à une offensive de grand style que doit faire face M. Helmut Kohl.

Ce dernier, il est vrai, a pour lui sa victoire électorale, que les calculs de la C.S.U. ne diminuent pas, et surtout sa réputation d'« homme fort » à défendre. Quel que soit le poste qu'il puisse proposer à M. Strauss, il serait obligé de substituer le ministre-président de Bavière à un collaborateur de la première heure, et ne pourrait s'y résoudre qu'avec très mauvaise conscience. Mais surtout, s'il cède maintenant à M. Strauss, il sera amené, au fil du temps, à faire d'autres concessions, qui risqueraient d'aller contre sa conviction. Sans doute la C.S.U. croit-elle qu'après sa piteuse performance au Schleswig-Holstein (*le Monde* du 15 mars), le F.D.P. doit s'apprêter à faire des « sacrifices ». Mais on voit mal M. Kohl remercier M. Genscher ou le comte Lambsdorff, deux artisans du « tournant » qui a conduit à l'actuel gouvernement.

L'épreuve de force est donc ouverte entre le chancelier Kohl et M. Strauss. Celui-ci a pour lui une énergie bouillante et le poids de la Bavière, dont il a réussi à faire son fief personnel. M. Kohl est porté par son succès électoral et son équipe gouvernementale. Il n'est pas impossible que M. Strauss ait surestimé ses atouts, et ait cru habile de forcer la main du chancelier avant même de l'avoir revu. Mais, pour l'instant, il a l'initiative des opérations, et M. Kohl est sur la défensive, ce qui risque de le conforter dans le sentiment que tout vaut mieux, décidément, que de prendre à ses côtés un homme toujours prêt à se faire valoir et à imposer des idées pour lesquelles la majorité des électeurs du 6 mars n'ont certainement pas voté.

ALAIN CLÉMENT.

Pologne

Une nouvelle manifestation a eu lieu lundi à Gdansk

Plusieurs milliers de personnes ont défilé lundi 14 mars dans le centre de Gdansk pour exprimer leur hostilité au régime et leur fidélité à Solidarité.

Contrairement à la veille, où *des rassemblements marquant* le début du seizième mois d'état de guerre avaient déjà eu lieu dans le port de la Baltique, à Varsovie, à Wroclaw et aussi, a-t-on appris lundi soir, à Kalisz, la milice n'est pas intervenue.

La manifestation, à laquelle avaient appelé des tracts de la direction clandestine du syndicat, a débuté vers 14 heures au pied du monument érigé, en 1980, devant le chantier Lénine, à la mémoire des victimes des émeutes ouvrières de 1970.

L'un après l'autre, dans le calme, des groupes de trois cents à quatre cents personnes sortant des chantiers viennent se recueillir sous le monument puis s'éloignent pour laisser place aux suivants.

A 15 heures, au moment où le gros des ouvriers doivent quitter les chantiers, la milice lance par haut-parleurs un ordre de dispersion. Les manifestants, regroupés autour des arrêts d'autobus et de tramway, prennent alors la direction de la gare, à 500 mètres de là. Vite rejoints par la foule des badauds et chantant « *Solidarité* » sur l'air des lampions, ils forment un cortège, qui évite toutefois d'occuper les chaussées pour ne pas se heurter aux forces de l'ordre, qui sont conspuées aux cris de « *Gestapo ! Gestapo* ».

Malgré quelques jets de cailloux, la milice ne bouge pas, et la manifestation se disloque d'elle-même au bout d'une quinzaine de minutes. M. Walesa, qui avait annoncé dimanche son intention de prendre part à ce rassemblement, n'y a finalement pas participé, craignant une « *provocation* ».

Les autorités, de leur côté, ont annoncé une série de hausses de 13 à 128 % sur les prix de l'essence, du café et des cigarettes.

Le litre de super passe ainsi de 32 à 40 zlotys (environ 3,50 F) et le paquet de 100 grammes de café de 140 à 320 zlotys (environ 25,40 F).

Parallèlement, le rationnement des cigarettes et du café, pratiquement introuvable, a été levé.

Les statistiques officielles font enfin état pour le deuxième mois consécutif d'une chute de la production qui a baissé de 4 % de décembre à janvier, et de 7 % de janvier à février. Les autorités imputent cette baisse à une diminution, en janvier et en février, de la durée du temps de travail.

AMÉRIQUES

Chili

Un vaste rassemblement des partis de l'opposition réclame le rétablissement de la démocratie

Santiago-du-Chili. (*A.F.P.*) — Plusieurs partis politiques chiliens ont appelé, lundi 14 mars, à « *un rétablissement de la démocratie* » pour mettre fin à la « *crise profonde* » que connaît le pays. Dans un document publié à Santiago, ce nouveau rassemblement de partis d'opposition, la « Multipartite », a affirmé que le Chili « *désire vivre dans une société libre, où les droits de l'homme soient garantis, et où, sous le régime d'autorités élues par le peuple, efficaces, responsables, soumises à la loi, l'on s'efforce de trouver des solutions aux problèmes* ».

Le document est signé par le parti national (droite), la démocratie chrétienne, la social-démocratie, le parti radical (centriste) et les mouvements socialistes marxistes dirigés par MM. Clodomiro Almeyda et Carlos Altamirano. Ces partis avaient été interdits ou avaient suspendu leurs activités au lendemaim du coup d'État militaire de 1973.

Le parti communiste (prosoviétique) ne fait pas partie de ce rassemblement. Un porte-parole de la « Multipartite » a cependant indiqué que le P.C. avait annoncé son intention de se joindre ultérieurement au mouvement. Le nouveau rassemblement exclut seulement le Mmouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et les autres formations qui préconisent la lutte armée contre le gouvernement Pinochet, a précisé le porte-parole.

D'autre part, le gouvernement a confirmé lundi sa décision de ne pas renouveler le permis de séjour de trois prêtres étrangers, qui doivent quitter le pays dans les prochains jours. Il s'agit de deux prêtres irlandais, les Pères Desmond Guillicudy et Brendan Forbe, et d'un religieux australien, le Père Brian McMahon, accusés « *d'avoir eu en plusieurs occasions des activités politiques compromettant l'ordre public et le processus politique* ».

Le communiqué précise qu'à plusieurs reprises les religieux « *ont été arrêtés sur la voie publique dans des manifestations politiques, ont été surpris à distribuer des tracts politiques*.

Guatemala

Le général Rios Montt annonce la levée de l'état de siège pour le 23 mars

Guatemala (*A.F.P.*). — « *Il n'y aura plus d'état de siège ou d'état d'alerte à partir du 23 mars*, a annoncé dimanche 13 mars le général Efrain Rios Montt, chef de l'État, en réitérant sa promesse d'un « *grand changement* » pour le premier anniversaire du coup d'État qui l'a amené au pouvoir. *Les Guatémaltèques* redeviendront des « *citoyens normaux* », a-t-il ajouté, en annonçant que son gouvernement préparait un décret d'amnistie.

Ces déclarations ont dissipé la crainte de voir l'état de siège remplacé, a cette date par un « état d'alerte », comme l'avaient laissé supposer des déclarations du ministre de la défense, M. Oscar Mejia.

Le doyen des Verts reconnaît son passé nazi et renonce à son mandat parlementaire

Les Verts n'inaugureront pas à la fin de ce mois la nouvelle législature. Celui qui devait être le doyen du Bundestag, M. Werner Vogel, élu du parti écologiste en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, vient, en effet, de tirer les conséquences de son passé sous le régime hitlérien en renoncant, le dimanche 14 mars, à son mandat de député. L'hebdomadaire *Bild am Sonntag* avait publié le même jour des révélations du député vert, qui reconnaissait avoir porté l'uniforme des S.A. à l'époque où il était un fonctionnaire de rang moyen au ministère de l'intérieur, dont Wilhelm Stuckart était le secrétaire d'Etat.

La direction fédérale du parti vert à Bonn, exigeait immédiatement des *précisions complémentaires du plus* âgé de ses membres. M. Vogel re*connut qu'il avait appartenu, en* 1933, à une organisation paramili*taire de droite, le Stahlhelm* (Casque d'acier), qui fut intégrée en 1933 à la S.A. *En 1934, il devenait chef de* groupe de la S.A. et entrait en 1938 *au parti nazi. En 1939, il fut nommé* chef d'une section d'assaut, qu'il af*firme aujourd'hui n'avoir « jamais dirigée »*.

Après avoir fait valoir qu'il avait porté l'uniforme S.A. sous la *contrainte*, qu'il n'avait *« rien fait qu'il pût se reprocher »* et qu'il avait, enfin, depuis cette époque, donné suffisamment de gages de sa bonne foi (notamment par son engagement en faveur des immigrés), M. Vogel a finalement cédé aux pressions des membres du comité directeur des Verts et remis sa démission. Il sera remplacé par un autre candidat de la liste écologiste de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Ces révélations portent un coup sévère à l'image des Verts, dont la campagne était axée sur une certaine volonté de « moraliser la politique ». Certains de leurs dirigeants sont, d'autre part, pris à parti pour avoir rencontré l'année dernière à deux reprises, à Tripoli puis à Vienne, le colonel Kadhafi. Même si la direction du parti affirme *« condamner absolument »* le régime libyen, elle aura du mal à se justifier de ces rencontres devant ses détracteurs.

C'est M. Willy Brandt qui fera le discours inaugural du Bundestag. M. Egon Franke, ancien ministre social-démocrate, qui avait été pressenti, a décliné l'offre lundi. Il fait, en effet, l'objet d'une enquête sur la disparition de 5 millions de marks (13 millions de francs) du temps où il était ministre des affaires interallemandes dans le précédent gouvernement. — *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*

● *La Fédération internationale des droits de l'homme et le Comité européen de défense des réfugiés et immigrés (CÉDRI)* appellent à « *une intervention internationale auprès du chancelier Kohl* » à propos du rejet par le tribunal constitutionnel ouest-allemand de l'appel déposé par M. Cemal Kemal Altun, exilé turc, contre son extradition. M. Altun, vingt-trois ans, a été membre en Turquie d'un mouvement de lycéens de gauche. Exilé en R.F.A. depuis janvier 1981, il a été accusé par la presse turque d'avoir participé à la préparation de l'assassinat du ministre des douanes Gun Sazak. Il est détenu depuis juillet 1982 à la prison de Berlin-Moabit après que les autorités turques eurent formulé contre lui une demande d'extradition.

Turquie

NOUVELLES PURGES DANS LES UNIVERSITÉS

(*De notre correspondant.*)

Ankara. — Les purges dans les universités turques continuent, créant de nouveaux mécontents, certes minoritaires, mais dont le poids social et politique est évident (*le Monde* du 8 février). Depuis février, quelque trente-huit professeurs titulaires ont été expulsés sur ordre des autorités militaires, et cela sans aucune explication. Une trentaine d'enseignants ont, de leur côté, donné leur démission, préférant fuir un climat selon eux « *peu propice à des travaux académiques* ». Rappelons que entre novembre 1981 et janvier 1983, cent quatre-vingt-douze enseignants avaient déjà été révoqués de leurs fonctions par les autorités universitaires, tandis que deux cent quatre autres prenaient, pour une grande majorité, leur retraite anticipée ou donnaient leur démission.

Les milieux intellectuels de tous bords estiment que la « punition » de ces exclus, privés de toute possibilité de s'exprimer devant un tribunal, constitue une « *erreur irréparable* », qui pèsera sur l'avenir scientifique du pays. On espère que le général Evren, président de la République, interviendra à temps pour mettre fin à cette hémorragie de cerveaux, « *inutile et coûteuse* ». — A. V.

Italie

Des dirigeants de la gauche à Turin arrêtés pour corruption

Turin (*A.F.P.*). — Entreprise depuis le 8 mars, l'offensive de la magistrature de Turin contre la corruption administrative prend les proportions d'un scandale national. Commencée par l'arrestation de M. Franco Revelli, chef du groupe parlementaire communiste à l'assemblée régionale du Piémont, elle s'est poursuivie par d'autres arrestations, notamment celles du premier adjoint et de trois adjoints socialistes du maire de Turin, lequel est communiste. Une dizaine de personnes sont en prison sous des chefs d'inculpation qui concernent des affaires d'immobilier et de travaux publics.

La stupeur a frappé les milieux intellectuels de Turin plus que les milieux politiques, dans la mesure où la gestion du parti communiste a généralement une réputation de rigueur. Au total d'ailleurs, un seul communiste est arrêté contre six socialistes et deux démocrates-chrétiens. Une douzaine d'autres mandats d'arrêt contre des membres de la classe politique municipale et régionale seraient préparés.

Déclenchée après le dépouillement de mille cinq cents écoutes téléphoniques ordonnées par la magistrature, l'enquête met en cause des personnalités socialistes de la nouvelle génération, celle qui incarne l'image des rénovateurs efficaces liés à M. Craxi.

L'opposition (D.C., républicains, radicaux) demande la démission de la municipalité et du gouvernement régional, voire des élections anticipées. Le président (socialiste) de la région préconise de « *repartir à zéro* », d'autres avancent l'idée d'une municipalité « de salut public » incluant tous les partis.

En fait, c'est le problème jusqu'ici insoluble du contrôle des gestions à tous les niveaux de la vie politique qui se pose : quatre-vingt-six maires ont été suspendus en quatre ans, selon les archives du ministère de l'intérieur, soit un rythme de plus d'un par mois.

Espagne

M. GONZALEZ AFFIRME QU'UN RÉFÉRENDUM SUR L'OTAN SERAIT « ACTUELLEMENT INOPPORTUN »

Madrid (*A.F.P.*). — L'organisation d'un référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN serait « *actuellement inopportune* », a déclaré, le lundi 14 mars, le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, en faisant le bilan, au cours d'une conférence de presse, de ses cent premiers jours de gouvernement. M. Gonzalez a indiqué que l'Espagne ne changera pas sa situation à l'égard de l'alliance atlantique « *tant que le climat de tension internationale durera* », car cela « *créerait un déséquilibre* ».

Le président du gouvernement a également affirmé que la coopération avec la France dans la lutte antiterroriste avait « augmenté ». Les formes de cette coopération, a-t-il ajouté, ne peuvent pas être rendues publiques, mais « *l'opinion publique et le gouvernement français sont conscients qu'il faut l'accroître* ».

AFRIQUE

Zimbabwe

Londres serait disposé à une médiation entre MM. Mugabe et Nkomo

Tandis que, réfugié à Londres depuis dimanche 13 mars, M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition du Zimbabwe, semble avoir opté pour la discrétion, on apprenait lundi au Foreign Office que le gouvernement britannique examinerait toute éventuelle demande de médiation entre le gouvernement de Harare et M. Nkomo. Selon l'agence américaine *Associated Press*, des dizaines de réfugiés fuyant le Zimbabwe cherchent chaque jour asile au Botswana pour échapper à la répression.

Dissidents et soldats « peu sûrs... »

De notre envoyé spécial

Harare. — *« Les bandits sont battus. Nous avons gagné la guerre contre les dissidents. »* Pareils propos triomphalistes sont monnaie courante au Zimbabwe. Les ministres sillonnent le pays, multiplient les meetings et claironnent les bulletins de victoire. Au *« nettoyage »* sanglant du Matabeleland, à la répres*sion et à la terreur succèdent la « pacification »* et la *« reconquête des cœurs ». Avant les ratissages de février*, au cours desquels *la 5e brigade* s'est sinistrement illustrée, on estimait à environ trois mille les *« dissidents »* du Matabeleland. Anciens soldats de la ZIPRA, l'armée de libération de M. Joshua Nkomo pendant le conflit rhodésien, la majorité d'entre eux ont déserté les bataillons mixtes de la nouvelle armée zimbabwéenne à partir de février 1982, *après la découverte de caches* d'armes dans les fermes appartenant *à la ZAPU, la confiscation* de ces fermes, le limogeage de M. Nkomo et surtout l'arrestation de leurs anciens commendants, le général Lookout Masuku et M. Dumiso Dabengwa. Les plus récents déserteurs connus, au nombre de dix-sept, ont abandonné le bataillon chargé de protéger au Mozambique l'oléoduc qui relie Beira à Mutare. Douze d'entre eux auraient été repris ou tués.

Des centaines de déserteurs furent rejoints en brousse par d'anciens *compagnons d'armes* démobilisés ayant *« manqué »* leur reconversion *à la vie civile*. Il faut rappeler à cet égard que la ZIPRA a toujours compté dans ses rangs une frange de combattants marginaux ayant rallié la guérilla pour des motifs accessoirement politiques.

Les dissidents avaient reçu à l'origine une solide formation *« à la soviétique »* avant de subir dès 1980 un entraînement *« à la britannique »* sous la houlette d'instructeurs — il en reste une centaine — détachés par Londres. Ils ne manquent pas d'armes légères, cachées pendant la guerre, emportées par les déserteurs, ou encore dérobées au lendemain de l'indépendance lors de l'attaque d'un convoi ferroviaire. Pour la première fois, il ont récemment miné une voie ferrée.

Ayant facilement retrouvé les vieux réflexes de la guérilla, les dissidents circulent par groupes de dix a vingt combattants. Bilans et communiqués gouvernementaux restent étrangement vagues quant aux pertes subies par cet ennemi intérieur. Selon les experts militaires et les fermiers blancs du Matabeleland, la 5e brigade aurait eu très peu d'accrochages avec ces adversaires difficiles à localiser. Elle n'aurait guère recherché le contact, préoccupée avant tout de frapper la population civile. Lescombats auraient été un peu plus fréquents à la fin de 1982, lorsque la contre-insurrection était du ressort de la 4e brigade et du 1er bataillon de parachutistes, unité héritée de l'époque de la sécession rhodésienne.

Contrairement aux affirmations officielles, la force combative des dissidents demeurerait largement intacte. Ils se seraient pour la pluaprt repliés *près de Binga sur les rives du lac Kariba*, dans une région qu'ils connaissent parfaitement. *« La 5e brigade*, a déclaré M. Mugabe, *restera au Matabeleland jusqu'à l'élimination complète de la dissidence*.

Peur et désarroi

Cette unité, entraînée et équipée par des conseillers nord-coréens, rassemble quelque quatre mille cinq cents hommes dont les deux tiers se*raient engagés dans la province* rebelle. La 5e brigade, si elle s'installe durablement, devra établir des postes fixes et organiser des convois de ravitaillement. Elle deviendra de ce fait plus vulnérable aux embuscades. En outre, la grave sécheresse qui frappe le Matabeleland depuis deux ans a jusqu'à présent facilité la tâche opérationnelle de l'armée. Sans doute la 5e brigade se conduira-t-elle *désormais* moins brutalement envers les civils. Le numéro deux de l'armée de terre, *récemment dépêché* sur place, aurait incité la 5e brigade à la modération, en lui ordonnant de mettre fin aux meurtres aveugles. La féroce répression de l'armée a semé la peur et le désarroi. Les villages sont sous le choc et le resteront un certain temps. Des centaines de responsables de la ZAPU — nul ne sait exactement combien — sont détenus sans jugement en vertu de l'état d'urgence. L'appareil répressif s'est renforcé, en particulier avec la création d'une police spéciale, la Zimpolice, relevant de la seule autorité du ministre de l'intérieur.

Sur le plan militaire, le Zimbabwe devrait donc connaître une période de calme relatif. Cette pause pourrait être ponctuée de ralliements massifs orchestrés par le régime. Déjà, la presse fait état de la *« coopération »* de la population civile : restitution d'armes, dénonciations, adhésions à la Zanu-P.F., le parti au pouvoir. *Cette campagne psychologique* ne fait que débuter.

La dissidence reste mystérieuse. Elle n'a publié aucun programme, ni *proclamé aucune allégeance*. Il est probable qu'elle se reconnaît à travers ses deux anciens chefs, dont le procès doit reprendre « prochainement ». C'est une force de *« déstabilisation »* qui s'apparente à la résistance nationale du Mozambique (R.N.M.). On ignore tout des rapports éventuels qu'elle entretiendrait avec l'étranger.

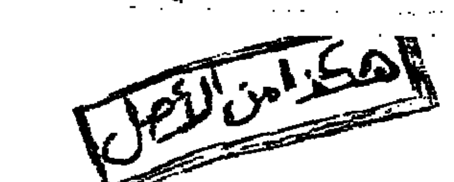
Harare accuse Pretoria d'avoir recruté un millier d'anciens soldats de la ZIPRA regroupés dans une « brigade Matabele » et entraînés dans quatre camps du nord du Transvaal. Mais aucune preuve n'a jamais étayé *ces allégations*. Selon les experts, deux des camps au moins n'existe*raient pas. On ne peut exclure que* les dissidents soupent un jour avec le Diable. *Pour l'instant, deux facteurs* semblent militer contre cette hypothèse : les liens, étroits et anciens, unissant la ZIPRA à l'A.N.C. sud-africain, l'attachement des anciens guérilleros à la cause du nationalisme noir et leur haine de l'*apartheid*. Les dissidents trouvent sans doute des complicités parmi les administrateurs locaux membres de la ZAPU. Le conseil municipal de Victoria Falls fut *récemment accusé de « procurer une infrastructure aux dissidents »*. Des cadres *ont également été arrêtés* à Beit-Bridge et Gwanda. *« La dissidence est un problème à long terme*, reconnaissait il y a un mois, M. Munangagwa, ministre d'Etat à la sécurité, *car il existe dans l'armée un « fond » de dissidents potentiels »*.

Autrement dit, les quelque huit mille à dix mille soldats issus de la ZIPRA encore dans l'armée sont des *déserteurs en puissance*. On ne peut *avouer plus clairement* qu'une fraction de l'armée est considérée à tout *le moins comme « peu sûre »*. D'où la tentation de démobiliser de force *les anciens de la ZIPRA*. *Début février*, le général Rex Nhongo, chef de *l'armée, a fait part de cette intention* à l'état-major, qui aurait vivement *protesté. La réalisation de ce projet* serait reportée à juin. Si cette démobilisation *forcée se produit*, elle rendra l'armée ethniquement homogène mais sanctionnera l'échec de l'entreprise d'amalgame des deux anciennes armées de guérilla qu'on citait souvent comme l'une des principales réussites du *régime*. Les soldats *« suspects »* risquent d'ailleurs d'être plus dangereux une fois rendus à la vie civile.

La rébellion du *Matabeleland* a des causes politiques, économiques, ethniques et sociales. M. *Mugabe* croit-il vraiment en venir à bout par la seule voie des armes ? *Une chose* est sûre : au fil des dernières semaines, l'image du Zimbabwe s'est gravement ternie, le capital de sympathie dont il jouit s'est effrité. A longue échéance, cette *« banalisation »* d'un pays jeune, et encore malgré tout *« différent »* des autres, est le pire danger qui guette le Zimbabwe.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.





Avec l'entrée en fonctions des nouveaux gouverneurs

L'opposition dirigera les principaux Etats du Brésil

Les nouveaux gouverneurs du Brésil entrent en fonctions ce mardi 15 mars. Pour la première fois depuis le début du régime militaire (si l'on excepte une élection partielle en 1965), ils ont été choisis par la population. Dix d'entre eux, sur vingt-deux, appartiennent à l'opposition. Ils dirigeront les États les plus peuplés et les plus riches du pays. La nouvelle Chambre des députés – où l'opposition est majoritaire, – qui avait été élue le 15 novembre dernier en même temps que les gouverneurs, a tenu sa première séance le 2 mars, dans un climat rendu pesant par la grave crise économique et monétaire que traverse le pays.

Là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique, un nouveau colosse nous était promis. Accouché avec les fers – *répression et capitalisme sauvage*, – il grandissait d'année en année et menaçait le monde industriel de ses produits. Le voici, après tant d'autres, fauché par la crise, obligé de *s'agenouiller devant ses créanciers* et de réviser en baisse les « travaux d'Hercule » qu'il avait programmés : grands barrages et mines pharaoniques. Saisi par le doute, moins riche *qu'il ne l'avait cru, on* le voit, tout à coup, tituber.

Là-bas, une dictature militaire semblait s'être enracinée. Des généraux plus intelligents qu'ailleurs avaient *évité de nourrir* en leur sein un Peron ou un Pinochet, et substitué la permanence d'un « système » aux coups de sang et aux états de grâce d'un caudillo. A leur manière, ils pratiquaient l'« alternance » : un général-président succédait à un autre, choisi dans le secret des états-majors. *Une* « main de fer » s'abattait sur les opposants, une autre, moins rude, était tendue à ceux qui appliquaient les règles du jeu, tout en les contestant.

Et puis, voici qu'en quelques années la dictature se donne les apparences – et même un peu plus – de la démocratie : les exilés sont amnistiés, ils rentrent au pays ; les partis qui avaient été proscrits ressuscitent ; la presse, de nouveau, est libre ; on ne va plus en prison pour délit politique. Le régime reste néanmoins répressif, surtout là où l'Église le conteste, parce qu'il met sa police et son armée au service des grands propriétaires qui chassent de leurs *terres* des millions d'*affamés*.

Le 15 novembre dernier, nouveau progrès : les Brésiliens – puisque c'est d'eux qu'il s'agit – élisent pour la première fois depuis dix-sept ans leurs gouverneurs, en même temps que leurs représentants dans les Assemblées – locales et nationales – d'une république trop vaste (seize fois la France) pour ne pas être décentralisée, et qui s'est donné un système fédéral comparable à celui des États-Unis.

Un projet commun

Bien que conditionné par toutes sortes de chausse-trapes, le scrutin *révèle ce qu'on* savait depuis plusieurs années : l'opposition est majoritaire dans le pays. Elle l'est en nombre de voix, et même en nombre de députés. Si elle ne l'est pas en nombre de gouverneurs – dix sur vingt-deux, – les États où elle s'implante correspondent de toute façon à *une majorité, puisqu'ils regroupent* 60 % de la population et fournissent 75 % du P.N.B. du pays.

Dix gouverneurs aux tempéraments divers, mais qui ont un projet *commun : introduire un peu* d'ordre et de justice dans une société qui a toujours été inégalitaire, certes, mais qui s'est beaucoup étirée vers les extrêmes, et qui a grandi dans l'anarchie. Les Brésiliens eux-mêmes disent de leur nation qu'elle est une sorte de Belgique enclavée *dans une réplique de l'Inde : une minorité* de ses quelque 125 millions d'habitants vivent suivant les standards européens (haut pouvoir d'achat et angoisses « existentielles »), tandis qu'une majorité se débattent dans les misères du quotidien.

M. Lionel Brizola, à Rio-de-Janeiro, promet de nourrir et d'éduquer les enfants des *favelas* (bidonvilles), pour préparer la génération de demain, celle « *qui fera, dit-il, ce que nous n'avons pas pu ou pas su faire* ». M. Franco Montoro, à Sao-Paulo, s'est entouré d'économistes brillants et de défenseurs des droits de l'homme pour discipliner et humaniser la métropole la plus industrielle et la plus chaotique du continent. M. Tancredo Neves, dans le Minas-Gerais, *apparaît déjà, fidèle* à la tradition politique de sa région, comme l'homme-clé du dialogue que les militaires jugent nécessaire avec les diverses composantes de la société, surtout en un moment où ils sont en difficulté.

Les services secrets : un « monstre »

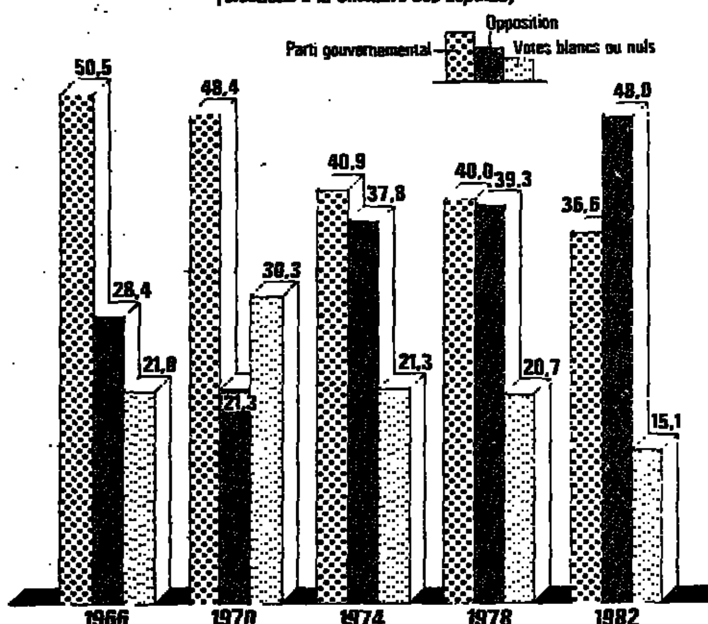
Certes, les gouverneurs brésiliens n'ont plus les mêmes pouvoirs qu'avant. L'absolutisme des généraux et le technocratisme du système se sont conjugués pour concentrer l'essentiel des décisions et des ressources à Brasilia. Les nouveaux gouverneurs auront même moins de prérogatives que leurs prédécesseurs, puisque le président Figueiredo vient de leur retirer la responsabilité de la police politique et *de la police militaire. Il* n'empêche que la date du 15 mars est capitale dans l'évolution du régime. Pour la première fois depuis 1964, les militaires acceptent – enfin – de partager le pouvoir.

Du diktat à l'« ouverture »

Comment en sont-ils arrivés là ? Les réalistes affirment que ce n'est ni par conviction démocratique ni pour répondre à une exigence de la société. Si les maîtres du système se sont résignés à le libéraliser, « *c'est pour résoudre leurs propres problèmes* », dit le sociologue Luciano Martins. Des problèmes, ils en *parent.* Ils rétablissent la liberté de la presse pour contrecarrer la désinformation pratiquée par les services secrets, et savoir ce qui se passe dans le pays. Ils acceptent l'idée que les opposants sont moins dangereux « dedans » que « dehors », c'est-à-dire dans la légalité que dans la clandestinité. Enfin - explication Seul M. Lionel Brizola inquiète encore certains officiers, en raison de son activisme passé. Mais le gouverneur de Rio dirige un parti, le P.D.T. (parti démocratique travailliste), qui n'a que vingt-trois députés (sur 479), et la sagesse qu'il affiche, et qu'il a apprise en exil, ne semble pas feinte.

Autre observation formulée au lendemain du scrutin : le gouvernement a réussi à enrôler dans son parti, le P.D.S. (parti démocratique et social), des hommes « modernes » et compétents qui n'ont pas grand-chose à voir avec les serviteurs zélés dont il avait fait jusque-là ses représentants. *L'aggiornamento* politique du pouvoir et la modéra*tion de l'opposition, font dire à certains* observateurs que s'opère déjà au Brésil une « conjonction des centres », au sein d'un bipartisme reconstitué sur les cendres de celui qui *a été aboli en 1980.*

L'avenir dira si un pays socialement archaïque peut s'incarner durablement dans des partis centristes. *Ce qui pèse davantage, à présent,* c'est la tourmente économique et monétaire où se débat le gouvernement du général Figueiredo.





La carte montre que ce sont surtout les États les plus industrialisés, les plus peuplés et les plus riches (Sao-Paulo, Rio-de-Janeiro, Minas-Gerais, Parana), qui seront dirigés pendant quatre ans par des gouverneurs d'opposition : *neuf* par des élus du P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien), un, celui de Rio-de-Janeiro, par le P.D.T. (parti démocratique travailliste). Dans les trois territoires indiqués en blanc sur la carte, les gouverneurs sont nommés par les autorités de Brasilia.

Les élections du 15 novembre 1982 ont renouvelé un tiers du Sénat fédéral. Sur 25 sièges à pourvoir, le P.D.S. (parti démocratique social) en a obtenu 15, le P.M.D.B. 9 et le P.D.T. 1.

A la Chambre des *députés, tous les sièges*, soit 479, étaient à pourvoir. Le P.D.S. en a gagné 235, et le P.M.D.B. 200, le P.D.T. 23, le P.T.B. (parti travailliste brésilien) 13 et le P.T. *(parti des travailleurs)* 8.

Numériquement, l'opposition est majoritaire (244 contre 235). *Mais, si les électeurs du P.T.B. se situent effectivement* dans l'opposition, en revanche le parti lui-même, né sous les auspices du gouvernement, apparaît déjà comme un de ses alliés possibles, *ce qui donnerait à ce dernier une* courte majorité.

Le graphique montre l'évolution des forces politiques (gouvernement et opposition)* en pourcentage de voix par rapport aux suffrages exprimés. Le sociologue brésilien Helgio Trindade, à qui nous empruntons beaucoup de ces données, estime qu'un système bipartite s'est institué au Brésil (P.D.S. et P.M.D.B.), les autres formations de l'opposition ne correspondant qu'à *environ 10 % de l'électorat.

Le scrutin du 15 novembre a servi aussi à renouveler les assemblés *législatives* des États. Sur un *total de 947* sièges, *le* P.D.S. en a obtenu 476 (soit 50,3 %). Il détiendra la majorité dans le collège électoral qui choisira le prochain président en 1984.

L'ÉVOLUTION GLOBALE DES PARTIS POLITIQUES AU BRÉSIL DEPUIS 1966
(élections à la Chambre des députés)

	Parti gouvernemental	Opposition	Votes blancs ou nuls
1966	50,5	28,4	21,0
1970	48,4	21,3	30,3
1974	40,9	37,8	21,3
1978	40,0	39,3	20,7
1982	36,6	48,0	15,1

avaient, en effet. Ils avaient joué les apprentis sorciers en créant ce qu'on appelle là-bas la « communauté d'informations », qui englobe les divers services de renseignement et de répression chargés de « tenir » le pays. Car la créature a échappé peu à peu à son créateur. Les officiers de renseignement ont souvent manipulé l'information destinée à leurs supérieurs. Ils ont monté un appareil d'antant plus redoutable qu'il était clandestin, et qu'il servait à espionner les militaires eux-mêmes, dont l'avancement dépendait des fiches, secrètes, rédigées sur eux.

« *Nous avons enfanté un monstre* », avouaient, au début des années 70, de hauts dirigeants. « *Une S.S.* », disaient même certains officiers, honteux des tortures pratiquées pendant la répression. Mais le général Geisel accède à la présidence en 1974. Il amène avec lui les *chefs militaires les plus éclairés*. Son plus proche conseiller, le général Golbery, met au point l'« *ouverture graduelle et contrôlée* » du régime. Celle-ci servira aux gouvernants à desserrer l'emprise – occulte – des services secrets, et à supprimer la torture des prisonniers politiques. Elle leur permettra aussi de relâcher le contrôle exercé par les officiers. Bientôt se dessine un système ambigu « *où,* comme le dit le sociologue français Alain Rouquié, *le président dépend du soutien des militaires, mais où les militaires obéissent au président* ».

Les stratèges de l'« ouverture » ont compris aussi que le régime, pour être efficace, devait être transmachiavélique de l'« ouverture » - ils ne sont pas mécontents, en temps de crise, de partager quelques res*ponsabilités avec l'opposition.*

Les pressions de la société jouent aussi leur rôle : celles de l'Église, qui s'indigne de l'ordre existant, celles de la presse rebelle à la censure, celles de l'intelligentsia issue du million d'étudiants qui sortent chaque année des universités. Les mouvements populaires dans les bidonvilles, les quartiers, les communautés de base, qui semblent avoir surgi à la faveur de la libéralisation, l'ont, en fait, précédée. Les grandes grèves de 1978 et 1980 à Sao-Paulo ont été le fruit d'une organisation syndicale qui leur préexistait.

Si cette pression sociale se maintient, elle peut favoriser une démocratisation véritable. Pour l'instant, les analystes ne voient dans les étapes parcourues que la libéralisa*tion d'un système resté* autoritaire, puisqu'il n'a pas encore accepté l'alternance et qu'il continue de modifier les lois à son gré. Tout est possible, rien n'est possible, disent-ils en substance : le retour en arrière comme la démocratie.

Les militaires ont atteint en tout *cas un des objectifs qu'ils s'étaient* fixés depuis des décennies : ils ont empêché qu'un parti populiste ou populaire ne devienne majoritaire dans le pays, éveillant les « démons », qu'ils redoutent, du castrisme ou du communisme. Les gouverneurs du P.M.D.B. (Parti du mouvement *démocratique* brésilien), la principale formation d'opposition, sont en effet des modérés.

Un gouvernement « démoralisé »

Depuis quelques semaines, celui-ci semble démoralisé. *Pour la* deuxième fois en moins d'un an, M. Delfim Neto, ministre du plan et homme-orchestre de l'économie, a offert une démission qui a été refusée. *Les dirigeants ont été obligés* de se plier aux injonctions du F.M.I., après avoir demandé son aide pour payer une dette à court terme qui équivaut aux trois quarts des recettes d'exportation. Ils ont dû, en février, consentir à une « maxi-dévaluation » de 30 % du cruzeiro, *qui a secoué durement une* population déjà appauvrie.

Fait inédit, le chef de l'Etat a été contraint de s'expliquer à la télévision. Il a rejeté sur les pays indus*trialisés la responsabilité d'une crise* dont les Brésiliens savent bien qu'elle est due, en bonne partie, à la politique de « fuite en avant » suivie jusqu'à présent, et qui aboutit, pour la troisième année consécutive, à la récession (– 3,5 % prévus en 1983). Le général Figueiredo a demandé une « trêve politique » pour surmonter les difficultés de l'heure. Si la situation économique n'a guère influé, jusqu'ici, sur l'évolution politique du régime, il semble bien que cette fois *la crise ait sa logique : elle contraint* les militaires à la démocratisation.

CHARLES VANHECKE.



ASIE

Vietnam

Trente mille réfugiés sino-khmers attendent qu'un pays occidental leur donne asile

De notre envoyé spécial

Minh-Tan. — M. Huynh Bo, aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, était maître d'hôtel au Nouveau Tricotin de Phnom-Penh en 1975. Chassé de la capitale du Cambodge par les Khmers rouges, il a fini par se sauver, en compagnie de son épouse et de six de leurs enfants, vers le Vietnam. Arrivé à Ho-Chi-Minh-Ville le 24 mai 1975, il y a vécu de petits trafics de trottoirs, notamment à Cholon, le quartier chinois. Le 29 mars 1981, il a été reçu par le vice-consul de France, afin d'obtenir le droit, pour lui-même et les siens, de rejoindre sa fille, Huynh Binh, âgée de vingt-trois ans, qui réside à Paris. « *Nous sommes toujours sans réponse* », affirme Phung, l'un de ses fils, qui a appris le français aux écoles Voltaire et Michelet de Phnom-Penh. Depuis, la famille de M. Bo a été transférée, le 9 septembre 1982, dans ce camp de réfugiés sino-khmers aménagé en lisière de l'ancienne plantation Michelin de Dau-Tien, à 40 kilomètres à vol d'oiseau du Cambodge et à 150 kilomètres au nord-ouest de Ho-Chi-Minh-Ville.

Des réfugiés cambodgiens au Vietnam ? Au début, on a un peu de mal à croire qu'il en reste, tant sont étroites, depuis l'intervention vietnamienne de 1979, les relations entre les deux pays. Pourtant, ils sont encore aujourd'hui quelque trente mille, dont quatorze mille regroupés dans des camps aménagés avec l'aide du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) et une bonne dizaine de milliers qui traînent encore à Saigon, où deux pagodes khmères, celles de Phu-Lam et de Nguyen-Van-Troi (ex-Truong-Minh-Giang), sont à leur disposition. A y regarder de plus près, l'explication est plus simple qu'on ne le penserait.

L'immense majorité de ces réfugiés appartenait à la petite bourgeoisie sino-khmère urbaine du Cambodge. « *Même quand les Khmers rouges ont été chassés, en 1979, nous n'avions plus de raison de retourner au Cambodge. Nous y avons tout perdu : parents, biens, travail. Nous voulons tous partir à l'étranger* », expliquent-ils en chœur. Les autorités vietnamiennes approuvent. « *Nous avons d'autres priorités et nous souhaitons qu'ils s'installent dans d'autres pays* », expliquent Mme Duy Luyen, vice-président du comité populaire de Ho-Chi-Minh-Ville. Quatre mille d'entre eux sont déjà partis depuis 1979, mais sur les trente mille qui restent, huit mille seulement auraient, selon les Vietnamiens, des parents, à l'étranger et seraient donc, théoriquement, « *éligibles* » pour des réunions de familles ».

Las d'attendre

Entre-temps, avec la collaboration du H.C.R., on a donc aménagé des camps où, jusqu'ici, aucun journaliste occidental n'avait été autorisé à se rendre, Minh-Tan, qui abritait début mars un peu plus de cinq mille réfugiés, dont un tiers âgés de moins de seize ans, est un centre ouvert, assez étendu, sans barbelés, où cent soixante hectares ont été mis à la disposition des locataires en bordure des constructions élevées à leur intention. L'objectif : étendre les cultures à quelque deux cents hectares afin que le centre atteigne, en 1983, le seuil de l'autosuffisance alimentaire. Ce qui ne se fera pas, semble calculer M. Tuan, un Vietnamien originaire du Nord qui dirige le camp, en raison des intempéries et, surtout, des difficultés de reconversion de citadins aux travaux des champs.

Le H.C.R. a déjà investi dans ce programme près de quatorze millions de dollars. Mais la quête de dons supplémentaires est difficile, notamment parce que le Vietnam maintient *un contingent important de troupes* au Cambodge contre le vœu d'une bonne partie de la communauté internationale. *Pour cette raison, apparemment,* la C.E.E. a cessé, depuis deux ans, ses livraisons de riz aux réfugiés sino-khmers. « *Neuf kilogrammes de riz par tête et par mois, c'est insuffisant* », se plaint le chef de la communauté de Minh-Tan. En outre, comme partout ailleurs, les pays tiers veulent de moins en moins de ces réfugiés. On cite, ici, l'exemple d'un chef de famille, accepté puis refusé par la Nouvelle-Zélande, las d'attendre, qui a retraversé à pied le Cambodge pour gagner la frontière thaïlandaise, où il s'est fait admettre dans le camp de Khao-I-Dang. « *De là-bas, il a réussi à se faire de nouveau accepter, seul, par la Nouvelle-Zélande et, au titre de la réunion des familles, il a pu faire venir sa femme et ses deux enfants* », raconte un représentant local du H.C.R., au total, pour lui comme pour beaucoup d'autres : huit années de perdues avant d'obtenir le privilège à l'émigration définitive.

Les plus menacés, à court terme, sont les sino-khmers encore installés à Ho-Chi-Minh-Ville, qui seront peu à peu contraints de rejoindre les camps construits à leur intention. Faciliter leur ravitaillement et les modalités de leur émigration, telles sont les raisons avancées par les Vietnamiens. Mais il n'y a eu que mille cinq cents départs environ l'an dernier et, pendant les deux premiers mois de 1983, on n'en a compté que cent cinquante-huit. Faute d'un renversement de cette tendance, les camps vont donc se remplir et le sort des sino-khmers réfugiés au Vietnam dépendra, à plus long terme, de la patience des autorités locales. La frontière du Cambodge n'est jamais après tout, qu'à quarante kilomètres de Minh-Tan.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Chine

A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE LA MORT DE KARL MARX

M. Hu Yaobang a annoncé une relance « systématique » de la politique de réformes

De notre correspondant

Pékin. — De la conformité de la ligne politique actuelle en Chine à la doctrine marxiste : tel a été le thème du discours prononcé dimanche 13 mars à Pékin par M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C.C., au cours d'une cérémonie solennelle pour le centenaire de la mort de Karl Marx. Ouverte par M. Zhao Ziyang, chef du gouvernement, la réunion était présidée *de facto* — *bien que cela n'ait pas été dit* — par M. Deng Xiaoping. Entouré de ses deux protégés, celui-ci siégeait au *centre de la tribune officielle*, à laquelle avaient pris place également M. Li Xiannian, autre membre du *comité permanent du bureau politique*, et d'autres dirigeants.

L'allocution de M. Hu Yaobang a été l'occasion de mettre en avant plusieurs objectifs importants de la politique actuelle du régime. Il était attendu que le secrétaire général insiste sur la nécessité pour chaque parti communiste de « *combiner la vérité universelle du marxisme et les conditions concrètes de son pays* ». Les mérites de « *Mao Zedong et du parti chinois* », dans cette œuvre, ont été reconnus. Mais le blâme a suivi de près l'éloge : c'est parce qu'il s'est écarté de cette « *voie correcte* » au soir de sa vie que Mao a commis des « *erreurs affligeantes* ».

L'essentiel du propos de M. Hu Yaobang visait moins, cependant, à s'appesantir sur le passé — la ligne marxiste correcte n'a-t-elle pas, du reste, été « *rétablie* » lors du troisième plénum du comité central en décembre 1978 ? — qu'à prononcer un vigoureux plaidoyer pour une politique de réformes généralisées et en faveur des intellectuels.

La voie du socialisme « *aux couleurs de la Chine* » a été frayée, a dit le secrétaire général, par l'introduction des « *systèmes de responsabilité* » dans l'agriculture. Cette « *audacieuse réforme* », a-t-il affirmé, a « *donné les mains libres aux huit cents millions de paysans chinois pour mobiliser leur fantastique potentiel de travail, développer une économie diversifiée et augmenter la production* ». Mais il existe encore dans l'économie et les activités sociales, a poursuivi l'orateur, « *des idées et des modèles erronés qui ne sont pas en accord avec les conditions actuelles de la Chine* ». Le secrétaire général du parti a invité à « *rompre avec ces idées* » et à « *mettre en place des réformes étape par étape et dans tous les domaines, d'une façon systématique, résolue et ordonnée* ». Une telle relance de la politique de réformes est préconisée dans la presse depuis le début de l'année. M. Hu Yaobang semble d'ailleurs en avoir tracé les grandes lignes dans un discours, non divulgué, prononcé fin janvier devant une conférence idéologique destinée aux ouvriers et aux employés. L'appel qu'il a lancé dimanche est donc le premier adressé publiquement à un vaste auditoire — la cérémonie était retransmise en direct à la télévision — par un des plus importants dirigeants du régime.

Le rôle des intellectuels

Au thème des réformes, M. Hu Yaobang a associé celui de la participation des intellectuels à l'édification d'un socialisme moderne en Chine. Mettant en valeur le fait que Marx ne fut pas seulement « *un grand révolutionnaire* », mais aussi « *un grand savant* », il a exhorté le parti et ses cadres à se défaire, à l'égard des intellectuels, des tendances « *gauchistes* », qui atteignirent pendant la révolution culturelle des « *sommets d'absurdité* ». « *Les intellectuels étaient nécessaires au renversement de l'ancien monde, ils le sont encore plus à la construction d'un monde nouveau* », a déclaré l'orateur.

Invoquant le patronage de l'ancien premier ministre Zhou Enlai et de son « *continuateur* », M. Deng Xiaoping, M. Hu Yaobang a mis l'accent sur trois nécessités pour faciliter l'intégration des intellectuels dans la société. Il est impératif, a-t-il dit, de lutter contre les tendances erronées visant, primo, à « *isoler le marxisme de la culture de l'humanité* » ; secundo, à « *séparer les intellectuels de la classe ouvrière* » ; tertio, à « *instaurer un divorce entre la direction du parti et la direction scientifique* ». Dans cet ordre d'idées, il a appelé de ses vœux la formation et la promotion de cadres « *ayant une meilleure éducation et professionnellement compétents* ». Faute de quoi leur direction sera celle de « *politiciens en chambre* », elle sera « *sans effet et arbitraire* ». « *Pour diriger, il faut s'efforcer d'être un expert* », a encore dit M. Hu Yaobang, qui n'a fait qu'une référence très formelle à l'ancienne et fameuse formule maoïste sur l'obligation d'être à la fois « *rouge et expert* ». Le rôle plus grand que le parti souhaite accorder aux intellectuels — en clair, aux scientifiques et aux techniciens — dans le développement du pays devrait entraîner une rémunération plus importante de leur travail que celle du travail manuel. *C'est là un problème délicat*, sur le plan tant théorique que pratique, dans toute société communiste, *et il n'est pas habituel qu'il* soit abordé de façon aussi ouverte.

La direction du parti est prise, en fait, entre d'une part son désir d'associer plus étroitement à sa politique les générations moyennes d'intellectuels sur qui repose le poids principal de la modernisation, mais dont les conditions matérielles de vie et de travail ont été longtemps négligées, et d'autre part l'immobilisme et les réserves d'un appareil bureaucratique bousculé dans ses habitudes et obligé de céder une partie de ses prérogatives à une catégorie sociale naguère plus ou moins marginalisée. Il est significatif que M. Hu Yaobang ait fait allusion à plusieurs reprises au « *bavardage* » de ceux qui estiment « *que la pensée de Mao Zedong a été abandonnée* » ou qui voient dans les réformes « *un retour en arrière* ».

MANUEL LUCBERT.

Corée du Sud

Deux condamnés a mort ont été graciés

Séoul (*A.F.P., U.P.I.*). — Le président Chon Doo-hwan a gracié le mardi 15 mars deux dissidents qui avaient été condamnés à mort pour avoir incendié le centre culturel américain de Pusan au mois de mars 1982. Un étudiant avait péri et trois autres avaient été blessés

La peine des deux condamnés, Kim Hyun-jang (trente-trois ans) et Moon Bu-sikh (vingt-quatre ans), qui avait été confirmée la semaine dernière par la Cour suprême, a été commuée en prison à perpétuité.

Au cours de leur procès, Kim et Moon s'étaient plaints d'avoir été torturés afin de les faire avouer qu'ils étaient communistes et qu'ils avaient comploté pour renverser le gouvernement. Ils avaient affirmé que leur acte visait à exprimer leur protestation contre le soutien apporté par les États-Unis au gouvernement de Séoul dans la répression des *émeutes* de Kwangju, *au mois de* mai 1980, au cours desquelles plusieurs centaines de personnes avaient trouvé la mort.

Un porte-parole officiel a indiqué que la décision de grâce, approuvée mardi par un conseil spécial de ministres, avait été prise dans un but humanitaire et dans l'intérêt de la réconciliation nationale.

[Le cas de Kim Hyun-jang et Moon Bu-sikh était suivi avec une particulière attention dans les milieux religieux sud-coréens, et plus d'un millier de chrétiens avaient adressé une pétition au président Chon pour demander leur grâce. Quatorze autres personnes, arrêtées dans le cadre de la même affaire et pour la plupart chrétiennes, ont été condamnées à des peines allant de un à dix ans de prison.]

PROCHE-ORIENT

MISANT SUR LE COMMANDANT HADDAD

Les Israéliens ont resserré leur contrôle sur l'ensemble du Sud-Liban

Aucun déblocage du problème libanais n'était encore en vue lundi 14 mars à Washington, où se poursuivent de très actives discussions entre les Etats-Unis, Israël et le Liban. Après une dizaine d'heures d'entretiens apparemment infructueux depuis samedi, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a reçu *successivement*, lundi matin, les ministres libanais et israélien des affaires étrangères, MM. Elie Salem et Itzhak Shamir. Ce dernier, qui a été *également* reçu par *le président* Reagan, a *insisté* au cours d'un entretien télévisé sur la nécessité d'« *arrangements* » destinés à garantir la sécurité des frontières nord d'Israël après le retrait des forces étrangères du Liban. Beyrouth exige un « *départ total et définitif* » des troupes israéliennes. M. Shamir a indiqué qu'il faudrait maintenir au cours des « *deux ou trois prochaines années* », un dispositif de sécurité « *capable d'empêcher toute infiltration en territoire israélien d'éléments terroristes* ».

De notre envoyé spécial

Saïda. — Au-dessus d'une chicane de sacs de sable, l'emblème du « Liban libre » figure sur les flancs d'un blindé, repeint en gris pour dissimuler son origine israélienne. Sur la grand route côtière qui mène à Beyrouth, à quelques kilomètres *au nord* de Saïda, la capitale du Sud-Liban, les hommes du commandant Haddad tiennent désormais le *pont de la rivière Aouali. A l'entrée* même de la ville, aux principaux points de contrôle de la circulation, *les miliciens de l'allié fidèle d'Israël* ont remplacé les soldats de son armée. La limite de la zone *d'influence du commandant* Haddad est ainsi clairement marquée.

Au-delà, vers Beyrouth, seuls les militaires israéliens surveillent les *carrefours importants*. Ils sont frileusement retranchés dans leurs postes dont les défenses ont été *nettement renforcées. Attaques et* embuscades se sont multipliées ces derniers temps. L'occupant est *contraint de restreindre ses déplacements* et de prendre parfois des mesures extrêmes : chaque matin *certaines routes* aux abords de Beyrouth sont « ouvertes » à coups de feu... précaution systématique. Les premières patrouilles arrosent en rafales les deux côtés de la chaussée pour écarter d'éventuels assaillants. Ces tirs nourris ont évidemment indisposé les « marines » de la Force multinationale installés à la périphérie sud de Beyrouth. Certains n'ont guère apprécié d'être réveillés par un sifflement de balles au-dessus de leurs têtes et cela explique en partie la tension *qui a régné un moment* entre militaires israéliens et américains au début de l'année.

Au fil des mois les Israéliens ont perfectionné leur système de contrôle sur l'ensemble du Sud-Liban, mais la sécurité n'en reste pas moins précaire. Ils se rendent compte qu'il est difficile, sinon impossible, de pacifier totalement le pays. Cette constatation a contribué à modifier quelque peu leur attitude dans les négociations actuelles avec *le gouvernement libanais. Ils ont été* amenés à réviser un tant soit peu leurs exigences, se montrant relati*vement plus souples sur certains* points afin, du moins l'estiment-ils, de pouvoir être plus fermes sur *d'autres*.

Les préoccupations d'ordre militaire, notamment le souci d'obtenir de sérieuses et durables « garanties de sécurité » dans le Sud semblent l'emporter sur les considérations plus « politiques » telles que l'instauration *forcée* de relations normales et de bon voisinage entre le Liban et Israël.

La montée de la milice du commandant Haddad vers le nord et son redéploiement spectaculaire, depuis la mi-février, dans la majeure partie du territoire occupé par les Israéliens a plusieurs motifs. Il s'agit tout d'abord de créer une sorte de fait accompli, alors que dans les pourparlers en cours on en est arrivé à discuter précisément de l'avenir *du commandant dissident* après le retrait de Tsahal.

Les dirigeants israéliens, en mettant en avant leur associé, ont voulu se placer en position de force dans cette discussion. Ils tentent d'obliger le gouvernement libanais à légaliser, d'une façon ou d'une autre, l'autorité dans le sud du commandant Haddad qui, pour le compte d'Israël, continuerait d'y faire la police. L'opération n'est pas tout à fait nouvelle. Peu après l'invasion, les troupes du Liban libre ont déjà quitté l'enclave qu'elles défendaient le long de la frontière israélienne et ont commencé à se répandre dans les secteurs « libérés » par les Israéliens.

Elles sont venues, dès le mois de juillet, jusqu'à Saïda, mais elles ne s'y sont pas réellement implantées. *Le commandant Haddad* n'avait pas d'effectifs suffisants. Il ne les aurait toujours pas d'ailleurs puisque, selon des estimations officieuses israéliennes, il ne disposait au début de cette année que de mille cinq cents à deux mille « réguliers ». Mais comme il y a maintenant urgence, on s'emploie à étoffer cette petite armée. Le commandant Haddad recrute. Son objectif (et celui des Israéliens qui lui fournissent toute l'aide nécessaire) est de doubler ou de tripler le nombre des hommes sous ses ordres. Mais, pour certains experts iraéliens, cela risque d'être difficile.

Tension avec les Phalangistes

Dans la population chrétienne du Sud règne une certaine atmosphère de « démobilisation » quand ce n'est pas de la méfiance ou de l'hostilité à l'égard du commandant Haddad, sentiments qu'entretiennent les *phalangistes, vieux rivaux de l'officier*.

D'autre part, au sein de la population musulmane chiite, très largement majoritaire, qui a fourni dans le passé quelques éléments aux forces du Liban libre, la tendance est plutôt à la neutralité, et celle-ci, soulignent les observateurs libanais ou étrangers, est de moins en moins bienveillante. Une résistance passive se développe même dans certaines localités. Le « ras-le-bol » manifesté à l'égard des Palestiniens, avant et après l'invasion, dont avait bénéficié l'envahisseur, s'est estompé, et les rapports entre les Chiites et les Israéliens sont souvent devenus délicats : les premiers, à la longue, n'apprécient guère les « méthodes policières » et les « pressions des seconds.

Les arrestations, interpellations ou les incarcérations au camp d'Ansar frappent maintenant davantage les Libanais que les Palestiniens. L'organisation chiite Amal, qui a combattu aux côtés des Palestiniens avant de prendre ses distances avec ceux-ci et de se disperser sous le coup de conflits internes, semble se reformer à certains endroits, au moins pour inciter la population à ne pas « collaborer » avec l'occupant.

Autre raison israélienne pour un renforcement du rôle du commandant Haddad : faire pièce aux phalangistes qui continuent d'essayer de s'opposer à l'influence de ce dernier, et qui ont perdu presque définitivement la confiance des Israéliens, ceux-ci ne les considérant plus que comme des fauteurs de troubles. Cela est surtout sensible à Saïda où l'armée israélienne et les hommes du commandant Haddad viennent d'intervenir pour faire cesser la campagne d'intimidation à laquelle les Forces libanaises (dominées par les phalangistes) se sont livrées à l'égard des Palestiniens de la région (*le Monde* daté 6-7 mars).

Les Israéliens persistent à empêcher leur tentative de reprendre position dans les villages chrétiens du Sud, en dehors du Chouf. De leur côté, les phalangistes avouent de plus en plus leur rancœur à l'égard des Israéliens. Ils n'ont pas accepté le fait d'avoir été dénoncés, tout particulièrement dans le rapport de la commission Kahane, comme les grands coupables des massacres de Sabra et Chatila.

Dans la « guerre du Chouf », qui les oppose aux Druzes, ils accusent l'armée israélienne d'avoir pris parti en faveur de ceux-ci, et ils vont même jusqu'à mettre sur le compte d'Israël leur défaite à Aley, qu'ils ont dû évacuer récemment. Depuis la mise à l'écart du général Sharon, les Phalangistes ont perdu un précieux soutien au sein du gouvernement de Jérusalem et leurs relations avec celui-ci se sont encore considérablement détériorées au cours des dernières semaines.

Pour les Israéliens, le commandant Haddad est l'allié le plus sûr et c'est pourquoi ils le font comprendre actuellement avec insistance. A leurs yeux, il apparaît de plus en plus que les troupes du commandant Haddad deviennent l'une des meilleures « *garanties de sécurité* » possible, sinon la seule, sous réserve qu'elles puissent se doter d'effectifs suffisants.

Dans les tractations avec le gouvernement libanais, les Israéliens donnent l'impression aujourd'hui de proposer le choix suivant : ou bien accepter les milices du commandant Haddad, ou bien tolérer le maintien de bases de l'armée de Jérusalem (appelées à présent « *postes d'observation* »), ce qui signifierait la continuation de la présence israélienne et pourrait provoquer les mêmes exigences de la part des Syriens dans la Bekaa et dans le nord du Liban. Les dirigeants israéliens ne sont pas encore tout à fait convaincus que la première solution soit pleinement satisfaisante pour eux, mais ils ne doutent pas que les Libanais la préféreront à la seconde.

La prolongation, par l'intermédiaire du commandant Haddad, de la surveillance israélienne dans le Sud, dans la zone dite des « *quarante-cinq kilomètres* », paraissant *a priori* plus acceptable, M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères, aurait notamment reçu pour instructions de sonder, à Washington, les dirigeants américains à ce sujet.

Le département d'Etat et la Maison Blanche, jusqu'à maintenant, ont plutôt pris le parti des Libanais en indiquant à Jérusalem, par l'entremise de M. Philip Habib, que, par principe, il ne devrait pas y avoir d'exception au retour de l'ensemble du territoire du Liban sous la souveraineté du gouvernement de Beyrouth.

FRANCIS CORNU.



Le Monde

politique

L'équipe gouvernementale

(Suite de la première page.)

Le ministre de l'économie et des finances soulignait notamment : *« Nous avons déjà accompli soixante pour cent du chemin dans la bonne direction. Il nous en reste encore quarante pour cent à parcourir, et ce n'est pas le diable. »* Si M. Mitterrand était tenté de durcir la politique de rigueur engagée en juin 1982, il devrait, au demeurant, prendre un risque avec ses alliés communistes, dont la baisse d'audience auprès de l'électorat ne diminue pas pour autant le poids politique au sein de la majorité. La déclaration faite dès dimanche soir par M. Georges Marchais – *« Je dis non à un infléchissement plutôt à droite de la politique gouvernementale. Ce que la France veut, c'est la politique adoptée en 1981, ni plus ni moins. C'est le langage du premier ministre »* – avait aussi une portée préventive.

Dans *l'Humanité* du mardi 15 mars, le directeur adjoint du quotidien du P.C.F., M. René Andrieu, renouvelle cette mise en garde : *« Le résultat des municipales montre la nécessité de (...) poursuivre dans la voie choisie en 1981 et de répondre plus pleinement aux espoirs mis dans la politique de gauche. »* Que le secrétaire général du P.C.F. fasse référence au « *langage* » du premier ministre est également révélateur. Le maintien de M. Pierre Mauroy à l'Hôtel Matignon paraît être considéré par les dirigeants communistes comme une garantie : si rigueur accrue il devait y avoir, *« il faudrait nécessairement imposer les plus riches »*, comme M. Mauroy le disait le 16 février sur Antenne 2. En cette circonstance, le premier ministre ne disait d'ailleurs pas autre chose que le président de la République le 27 septembre dernier à Figeac, quand M. Mitterrand soulignait que, dans la politique de rigueur, la correction des injustices devait consister à *« demander plus à celui qui a plus* [et] *demander moins à celui qui possède si peu »*.

Les « inflexions », rendues nécessaires par l'aggravation du déficit du commerce extérieur, la situation monétaire et l'endettement du pays, permettront-elles d'accentuer la rigueur économique sans qu'il en résulte automatiquement plus de rigueur sociale ? Les réflexions de M. Mitterrand sur ce point conditionnent en partie le sort personnel de M. Mauroy, qui s'est fait le champion, en ce domaine, d'une politique de « *ligne de crête* ». Le remplacement de M. Mauroy à la tête du gouvernement annoncerait des « inflexions » importantes, sauf à faire porter au seul premier ministre la responsabilité du « problème de communication » auquel la gauche est confrontée depuis le printemps 1981.

Le scénario qui prévalait généralement, ce mardi matin, reposait au contraire sur le maintien de M. Mauroy à l'Hôtel Matignon, au nom, précisément, de la continuité. Cette hypothèse semblait accréditée, notamment par le fait que M. Mauroy a été chargé par le chef de l'État, dit-on, de présenter au conseil des ministres du mercredi 16 mars une communication sur les nouvelles mesures économiques que le gouvernement pourrait prendre à court terme. Dans ce scénario, le remaniement attendu se traduirait, comme prévu, par un resserrement de l'équipe gouvernementale. Seul ce point semble acquis. La restructuration envisagée concernerait notamment les affaires sociales et la santé, ainsi que le secteur travail-emploi.

Le mutisme total observé tant à l'Élysée qu'à l'Hôtel Matignon alimentait, toutefois, ce mardi, toutes les incertitudes. Les rares indications tendant à confirmer le maintien de M. Mauroy à la direction du gouvernement étaient d'origine élyséenne. Dans l'entourage du premier ministre, on laissait entendre, au contraire, que la situation demeurait *« ouverte »*, jusqu'à ce que le chef de l'État fasse connaître publiquement ses décisions, mardi ou mercredi soir.

ALAIN ROLLAT.

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

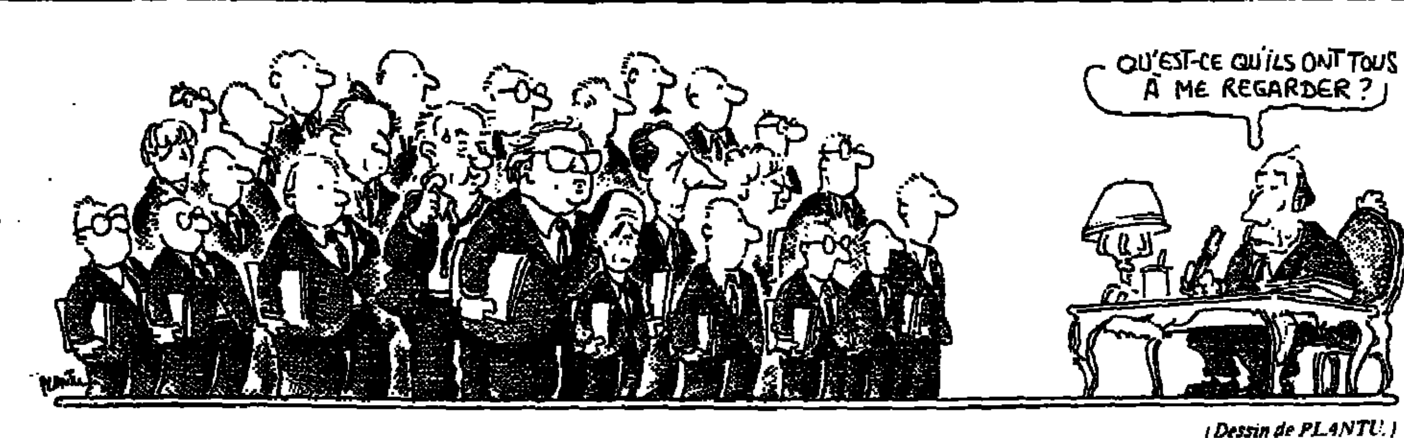
FRANCE MÉTROPOLITAINE

Inscrits : 13 905 190
Votants : 11 083 583 (79,70)
Exprimés : 10 791 838 (77,61)
Abstentions : 2 821 607 (20,29)

LISTES	VOIX (2)	%	SIÈGES	
Extr. g.	3 336	0,03	Extr. g.	289
P.C.	125 907	1,28	P.C.	5 263
Maj.	2 779 334	28,43	P.S.	9 529
P.S.	381 891	3,90	M.R.G.	669
Div. g.	577 113	5,90	Div. g.	20 616
G.-centr. (1)	1 015 455	10,38	Ecol.	287
Ecol.	7 913	0,08	R.P.R.	4 641
Opp.	4 878 356	49,90	U.D.F.	4 630
			Div. dr.	44 162
Extr. dr.	6 525	0,06	Extr. dr.	36

(1) Les listes G. cent. sont les listes « gauche-centristes ». Les liste « opp. » groupent aussi bien des listes U.D.F. que des listes R.P.R. et des listes d'union de l'opposition.

(2) Le total ne correspond pas exactement aux suffrages exprimés, à cause du mode de scrutin appliqué dans certaines communes de moins de 3 500 habitants, *scrutin qui autorise panachage et vote préférentiel.*



(Dessin de PLANTU.)

LES RÉACTIONS

M. BARIANI : retour du parti radical à une existence normale

Le parti radical a réussi son opération « survie ». Les bons résultats obtenus par ses candidats qui, à deux exceptions près, se maintiennent dans les communes importantes et de plus en gagnent d'autres, lui permettent de renforcer son tissu d'élus locaux et, selon le vœu de son président, M. Bariani, de « *franchir un palier vers le retour à une existence normale* ».

La victoire de M. Bariani dans le vingtième arrondissement de Paris qui, au deuxième tour face à M. Charzat, membre du secrétariat national du P.S. et à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, obtient la majorité absolue, permet à M. Chirac de réaliser le grand chelem mais elle constitue surtout une victoire importante pour le président du parti radical qui voit ainsi son autorité renforcée.

Au nombre des villes importantes gagnées par le parti radical figurent Nancy, avec la victoire de M. André Rossinot, député, secrétaire général du parti, Grasse, ravie au maire sortant communiste, Saint-Gratien, Dole, Sotteville-lès-Rouen et Mende. Il se maintient dans d'autres communes importantes notamment à Antibes, Aix-en-Provence, Chaumont, Château-Thierry, Vire, Cournon-d'Auvergne, Herblay. Il perd peu de villes, Millau, où la succession s'est mal passée, avec la plus importante de ses pertes.

Le bureau national du parti radical se réunira le 24 mars pour faire le point. Il y sera notamment question de l'U.D.F., mais, d'ores et déjà, M. Bariani souligne : *« Nous sommes un certain nombre à ne pas vouloir dépenser l'essentiel de notre énergie à ce débat »*.

M. LAJOINIE (P.C.F.) : pas de nouveau recul par rapport à 1981

M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 14 mars, sur Europe 1, que les résultats de son parti aux élections municipales ne témoignent pas d'un nouveau recul par rapport à celui de 1981. *« Parler de recul maintenant*, a dit M. Lajoinie, *ce n'est pas juste, c'est une erreur évidente. Si nous avions perdu depuis 1981, nous n'aurions pas les résultats que nous avons. Je pense même que ce scrutin témoigne d'un petit redressement sur les scrutins de 1981. »*

M. Lajoinie a déclaré au sujet des mauvais reports de voix socialistes sur les candidats communistes : *« Ce n'est pas nouveau, mais cela pose problème, alors que nous sommes associés dans les listes d'union et que nous avons contribué à la victoire des listes conduites par le P.S. »* M. Lajoinie estime, en outre, que *« les difficultés à appliquer, au plan local, l'accord national »* ont créé un mauvais climat, notamment à Nîmes et à Saint-Etienne.

Soulignant que le résultat des élections constitue un *« avertissement »*, M. Lajoinie a déclaré : *« Le message des électeurs est clair : ils veulent aller de l'avant mais dans des conditions qui soient plus efficaces à leurs yeux. Il ne s'agit pas de rebrousser chemin, mais de poursuivre et améliorer la politique engagée en mai 1981, (...) s'attaquer avec plus de résolution aux problèmes. Il ne vient à l'idée de personne qu'on puisse appliquer cette politique sans l'union. »*

M. FISZBIN : l'attitude du P.C.F. l'a empêché de rassembler autour de lui les forces de la majorité

M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, a déclaré, lundi 14 mars, que *« la poursuite de l'érosion de l'influence du P.C.F. porte tort à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique »*. L'ancien premier secrétaire de la fédération communiste de Paris, estime que *« la persistance de certaines positions et comportements »* du P.C.F. a eu pour conséquence *« l'impossibilité de rassembler, autour de lui, toutes les forces de la majorité »*. *« Il serait déplorable*, poursuit M. Fiszbin, *que le P.C.F. (...) revienne au jeu ambigu de « dedans-dehors » et fuie ses responsabilités de parti de gouvernement. »*

Selon M. Fiszbin, *« le sursaut de la gauche, au second tour, a montré que les Français n'acceptent pas le retour en arrière, dans lequel la droite voulait les entraîner »*, mais *« le revers subi ne doit pas être sous-estimé, (...) et il faut poursuivre fermement la politique engagée en mai 1981, avec la rigueur nécessaire, sur le plan économique et sur le plan politique, pour en assurer le succès »*.

M. JEANTET (M.R.G.) : une gauche fédératrice d'initiatives

M. Thierry Jeantet (M.R.G.), membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, a précisé, lundi 14 mars, à propos de la nécessité de *« rééquilibrer la majorité présidentielle »* : *« Il serait illusoire ou désastreux de vouloir seulement ressusciter un centre flottant et modéré, tourné vers le passé ; les citoyens, souvent fidèles à l'esprit du 10 mai 1981, qui ont marqué leurs hésitations ou déceptions à l'occasion de ces municipales n'attendent aucunement une politique faite de petites prudences ou de reculades, mais bien plus une politique déterminée, préparée par de larges débats, ouvrant des champs nouveaux d'initiatives individuelles comme collectives, préparant plus franchement les mutations économiques, assurant un équilibre social plus vrai.*

Il faut que naisse à gauche, autour du courant radical, une gauche fédératrice d'initiatives, notamment écologistes et associatives. Elle doit très vite peser en faveur d'une action gouvernementale alliant l'imagination à la rigueur, l'audace au réalisme. »

La défaite de la gauche à Nîmes

LE P.C.F. MET EN CAUSE Mme DUFOIX ET M. JEAN POPEREN

Le bureau de la fédération communiste du Gard a publié, lundi 14 mars, une déclaration dans laquelle il reproche au P.S., à Nîmes, de ne s'être *« finalement résigné à l'union que quinze jours à peine avant le premier tour »*.

La fédération gardoise du P.C.F. ajoute : *« Aussitôt cet accord local enfin conclu, une autre liste du parti socialiste, composée de militants et d'élus socialistes, se mit en place, avec la caution, selon M. Joseph Alcon lui-même qui conduisait cette liste, d'un secrétaire national du parti socialiste, Jean Poperen. Ni Jean Poperen, ni la fédération du Gard du parti socialiste, ni Georgina Dufoix, n'ont démenti publiquement les propos de M. Alcon.*

« Il faut encore ajouter – et beaucoup de Nimoises et de Nimois l'ont constaté avec nous – que l'engagement des dirigeants socialistes nîmois depuis la présentation de la liste conduite par Emile Jourdan a été fort limité.

« Tous ces éléments nous amènent, malheureusement, à constater que les socialistes nîmois et Georgina Dufoix elle-même, portent sans aucun doute une responsabilité importante dans l'échec de la gauche. »

LE NOUVEAU CONSEIL DE LYON

Le nouveau conseil de Lyon comprend soixante treize conseillers, soit : 1 P.C. ; 10 P.S. ; 4 U.D.F.-rad. ; 12 U.D.F.-C.D.S. ; 8 U.D.F.-P.R. ; 1 U.D.F. ; 25 R.P.R. ; 1 C.N.I.P. ; 11 div. d.

PLUS DE 13 % DES ÉLUS

La percée des femmes

Tendus dimanche en début de soirée, les invités tassés devant les petits écrans installés au ministère des droits de la femme souriaient de satisfaction une heure plus tard. La France a voté massivement. Un ouf ! de soulagement semble avoir traversé l'assistance. Et des applaudissements crépitèrent lorsque, un peu plus tard, on apprit la victoire de Mme Françoise Gaspard à Dreux et celle, à Châtellerault, de Mme Édith Cresson. Tant pis pour Paris.

Radieuse, Mme Yvette Roudy monta sur le podium. Elle avait une autre victoire à annoncer à tous ceux qui étaient venus à son ministère pour l'opération « Femmes élues » : celle des femmes. Elles sont, en effet, nettement mieux représentées dans les nouveaux conseils municipaux que dans les anciens. On estime, au ministère des droits de la femme, à partir des chiffres fournis par les ordinateurs du ministère de l'intérieur, qu'il y aura au moins 13,2 % de femme, parmi les conseillers municipaux contre 8,4 % en 1977. Si l'on prend les communes de plus de 3 500 habitants, cette proportion dépassera probablement 22 % (contre 15,5 % en 1977). C'est un chiffre qu'il faut comparer avec les 25 % de femmes que la loi votée par le Parlement l'été dernier avait essayé d'imposer sur les listes des communes de plus de 3 500 habitants et que le Conseil constitutionnel avait estimé contraire à la Constitution. La dynamique créée par la discussion de ce texte se concrétise aujourd'hui. *« La progression est spectaculaire »*, affirma avec joie Mme Roudy, qui ajouta : *« Les mœurs l'emportent sur la loi. »*

« L'effort vient surtout des petites communes et des communes rurales où les mentalités évoluent plus lentement », expliqua Mme Jeanine Mossuz-Lavau, chercheuse au C.N.R.S., lors d'une table ronde réunissant également Mme Hélène Carrère d'Encausse, professeur à l'Institut d'études politiques, M. William Beer, professeur, et Mme Anne-Marie Legoannec, professeur. Il était temps que les femmes se réveillent, car, selon un tableau comparatif fourni par le ministère des droits de la femme, seules l'Italie et l'Espagne arrivent derrière la France pour la représentation féminine dans les assemblées locales.

Pourquoi cette faiblesse de leur représentation ? Telle est la question à laquelle ont tenté de répondre MM. Maurice Duverger et Nicolas Wahl, directeur de l'Institut français à l'université de New-York, et MMmes Madeleine Rebérioux, historienne, et Nicole du Roy, journaliste. Mode de scrutin ? Plus grand sexisme des Français ? Aucune réponse convaincante n'a été donnée.

En revanche, un sondage réalisé par l'IFOP pour R.T.L. auprès de 9 000 Français à la sortie des bureaux de vote les dimanche 6 et 13 mars et présenté par Mme Mossuz-Lavau permet d'éclairer le comportement des électrices. Ainsi, on constate que les femmes tendent de plus en plus à voter comme les hommes. Si l'on prend les intentions de vote à gauche, l'écart en 1965 entre hommes et femmes était de 12 points, de 4 points en 1977. Il n'était plus cette année que de 3 points. Cet écart varie beaucoup selon les âges et si, jusqu'à quarante-neuf ans, les votes sont à peu près identiques selon les sexes, le fossé se creuse ensuite : pour les soixante-cinq ans et plus, 43 % des hommes déclarent voter à gauche contre 28 % des femmes. De quoi faire encore réfléchir chercheurs, sociologues et politologues.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Les maires du premier tour

Nous commençons ci-dessous à publier la liste des maires réélus ou élus. Pour ces derniers, nous faisons suivre leur nom d'une courte biographie.

ÉLUS

– *Aisne :* à Laon, M. René Dosière (P.S.).

[Né le 3 août 1941 à Origny-Sainte-Benoite (Aisne), M. René Dosière est diplômé d'études supérieures de géographie. Elu en 1977 au conseil municipal de Laon, dont il fut adjoint aux finances, il est président du conseil régional de Picardie depuis juillet 1981. Spécialiste des aspects financiers de la décentralisation, il a été chargé de cours sur les finances locales à l'université de Reims. Il préside actuellement la commission de la décentralisation, de l'équilibre du territoire du IXe Plan.]

– *Loire-Atlantique :* à Nantes, M. Michel Chauty (R.P.R.), sénateur.

[Né le 11 février 1924 à Cholet (Maine-et-Loire), M. Michel Chauty, représentant en tissages, avait été maire de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) de 1959 à 1977. Elu au Sénat en 1965 et réélu en 1974, il a présidé de 1968 à 1976 le groupe des non-inscrits à la Haute Assemblée, avant d'adhérer au R.P.R. en 1978. Il préside depuis 1977 la commission sénatoriale des affaires économiques et du Plan. M. Chauty est père de dix enfants.]

– *Marne :* à Reims, M. Jean Falala (R.P.R.), député.

[Né le 2 mars 1929 à Mohon (Ardennes), M. Jean Falala, cadre commercial, qui a siégé au conseil municipal de Reims de 1965 à 1977, est conseiller général depuis 1961 et député depuis 1967. M. Falala est vice-président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, membre du comité central et du bureau politique du R.P.R.]

– *Vaucluse :* en Avignon, M. Jean-Pierre Roux (R.P.R.), ancien député.

[Né le 5 août 1938 à L'Isle-sur-la-Sorgue, commune dont il a été le maire de 1965 à 1971, M. Jean-Pierre Roux, ingénieur de l'équipement, a été député de 1968 à 1973. Il est délégué départemental et membre du comité central du R.P.R.]

RÉGION PARISIENNE

– *Essonne :* à Orsay, M. Michel Lochot (div. d.).

[Né en 1936, M. Michel Lochot est cadre supérieur.]

– A Verrières-le-Buisson, M. Bernard Mantienne (div. d.).

[Né en 1933, M. Bernard Mantienne, cadre administratif, était depuis 1971 premier adjoint au maire.]

– *Hauts-de-Seine :* à Levallois-Perret, M. Patrick Balkany (R.P.R.).

[Né le 16 août 1948 à Neuilly-sur-Seine, M. Patrick Balkany dirige une société de distribution de prêt-à-porter. Conseiller général de Levallois et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine depuis 1982, il est membre du comité central du R.P.R.]

RÉÉLUS

– *Aude :* à Cuxac-Cabardès, M. Raymond Courrière (P.S.), secrétaire d'Etat aux rapatriés.

– A Narbonne, M. Hubert Mouly (mod.).

– *Calvados :* à Caen, M. Jean-Marie Girault (U.D.F.-P.R.), sénateur.

– *Charente :* à Angoulême, M. Jean-Michel Boucheron (P.S.), député ; à Cognac, M. François Hardy (R.P.R.), ancien député ; à Ruelle, M. Jean-Maurice Poitevin (P.S.) ; à Soyaux, M. Lucien Petit (P.S.).

– *Charente-Maritime :* à La Rochelle, M. Michel Crépeau, ancien président du M.R.G., ministre de l'environnement.

– *Corrèze :* à Brive-la-Gaillarde, M. Jean Charbonnel (R.P.R.), ancien ministre ; à Ussel, M. Henri Belcour (R.P.R.), sénateur.

– *Côte-d'Or :* à Dijon, M. Robert Poujade (R.P.R.), ancien ministre, ancien député.

– *Gard :* à Bessèges, M. André Rouvière (P.S.).

– *Gironde :* à Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas (R.P.R.), député, ancien premier ministre ; à Mérignac, M. Michel Sainte-Marie (P.S.), député.

– *Ille-et-Vilaine :* à Dinard, M. Yvon Bourges (R.P.R.), ancien ministre, sénateur.

– *Indre :* à Châteauroux, M. Daniel Bernardet (U.D.F.).

– *Loire-Atlantique :* à La Baule-Escoubiac, M. Olivier Guichard (R.P.R.), député, ancien ministre ; à Châteaubriant, M. Xavier Hunault (div. d.), dép. non inscrit ; à Rézé, M. Jacques Floch (P.S.), député ; à Saint-Herblain, M. Jean-Marc Ayrault (P.S.) ; à Bouguenais, M. François Autain (P.S.), secrétaire d'Etat chargé des immigrés.

– *Loir-et-Cher :* à Blois, M. Pierre Sudreau (U.D.F.), ancien ministre.

– *Lot :* à Cahors, M. Maurice Faure (M.R.G.), ancien ministre, député.

– *Moselle :* à Metz, M. Jean-MarieRausch (U.D.F.-C.D.S.), sénateur.

– *Oise :* à Beauvais, M. Walter Amsallem (P.S.) ; à Creil, M. Jean Anciant (P.S.), député ; à Compiègne, M. Jean Legendre (CNIP).

– *Puy-de-Dôme :* à Chamalières, M. Claude Wolff (U.D.F.-P.R.), député ; à Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement.

– *Hautes-Pyrénées :* à Lourdes, M. François Abadie (M.R.G.), secrétaire d'Etat au tourisme.

– *Pyrénées-Orientales :* à Perpignan, M. Paul Alduy (U.D.F.-P.S.D.), ancien député.

– *Rhône :* à Meyzieu, M. Jean Poperen (P.S.), député.

– *Seine-Maritime :* à Rouen, M. Jean-Lecanuet, président de l'U.D.F., sénateur, ancien ministre ; au Havre, M. André Duroméa (P.C.), député.

– *Seine-et-Marne :* à Melun, M. Marc Jacquet (R.P.R.), sénateur, ancien ministre.

– *Tarn :* à Castres, M. Jean-Pierre Gabarrou (P.S.), député.

– *Vienne :* à Poitiers, M. Jacques Santrot (P.S.), député.

RÉGION PARISIENNE

– *Essonne :* à Sainte-Geneviève-des-Bois, M. Jean Ooghe (P.C.).

– *Hauts-de-Seine :* à Boulogne-Billancourt, M. Georges Gorse (R.P.R.), député, ancien ministre ; à Neuilly, M. Achille Peretti (R.P.R.), ancien député ; à Rueil-Malmaison, M. Jacques Baumel (R.P.R.), député, ancien ministre.

– *Val-de-Marne :* à Alfortville, M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat ; à Nogent-sur-Marne, M. Roland Nungesser (R.P.R.), député, ancien ministre.

– *Val-d'Oise :* à Argenteuil, M. Robert Montdargent (P.C.), député ; à Montigny-lès-Cormeilles, M. Robert Hué (P.C.) ; à Sarcelles, M. Henry Canacos (P.C.), ancien député.

– *Yvelines :* à Saint-Nom-la-Bretèche, M. Jacques Kosciusko-Morizet (R.P.R.

APRÈS LE DEUXIÈME TOUR

La presse étrangère s'interroge sur les conséquences de l'« avertissement »

En R.F.A., *Die Welt* (conservateur) constate que « *les socialistes se présentent en meilleure posture* ». « *Des observateurs estiment que le gouvernement dévaluera le franc dans les prochains jours* », ajoute-t-il. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* écrit de son côté que « *les responsables doivent tirer les conséquences du fait que leur politique de l'endettement ne sort pas le pays de la crise, mais l'y enfonce* ».

En Italie, le *Corriere della Sera* (indépendant) estime « *probable* » que M. Mitterrand « *ne recourra pas à des initiatives du genre électrochoc. Mais il ne pourra pas ne pas tenir compte du fait que beaucoup de mécontentement s'est manifesté vis-à-vis de la politique gouvernementale...* ». *La Stampa* (centre gauche) écrit : « *La grande peur s'est dissipée et l'on respirait dimanche soir à l'Élysée un air de soulagement.* » Pour *l'Unita*, organe du parti communiste, « *la gauche au second tour reprend le chemin de la victoire* ».

A Madrid, *el Pais* (indépendant) estime qu'il s'est davantage agi d'un vote « *contre* » le gouvernement socialiste qu'en faveur de l'opposition de droite. *A.B.C.* (monarchiste) considère que la gauche « *a évité la catastrophe, mais a accusé un revers* ». *Diario 16* (centriste) insiste sur le fait que la gauche a réussi à rétablir la situation lors du second tour de scrutin, tandis que *Hoja del Lunes* (indépendant) estime que l'opposition de droite n'a pas été battue.

A Moscou, les *Izvestia* écrivaient lundi soir que la majorité présidentielle « *a conservé globalement ses positions* », à l'issue du deuxième tour des élections des municipales de dimanche. L'organe du gouvernement soviétique affirme que « *la droite, en dépit de ses efforts, n'a pas réussi à attirer les électeurs de son côté* ». « *Les représentants des partis de gauche conservent la majorité des municipalités de trente mille habitants (...), pratiquement tous les membres du gouvernement ont été réélus* », ajoute le journal. Les *Izvestia* constatent néanmoins que la gauche a subi « *des pertes* », et que Paris et Lyon, où « *la population ouvrière a fortement diminué au cours de ces vingt dernières années* », restent entre les mains de l'opposition.

Pour sa part, l'agence Tass, dans une correspondance de Paris, estime également que dimanche « *les forces de gauche ont réussi à mobiliser leur électorat* ». Les partis de droite n'« *ont pas réussi à combler leurs pertes subies lors des dernières élections municipales de 1977* », ajoute Tass.

Les journaux britanniques soulignent le redressement opéré par la gauche entre les deux tours

De notre correspondant

Londres. — La presse britannique est unanime, ce mardi 15 mars, à souligner le redressement des partis de gauche lors du second tour des élections municipales. « *Le premier a montré un sérieux mécontentement, le second une adhésion au moins partielle au changement de 1981 vers le socialisme* », écrit le *Daily Telegraph* (conservateur).

Le *Times* (indépendant) se félicite de ce résultat témoignant de la stabilité du corps électoral : « *Que la France puisse mieux s'en sortir avec un gouvernement conservateur, ou non, il n'est ni probable ni désirable qu'un changement de gouvernement soit provoqué par des élections locales (...) Il est dans l'intérêt de la France comme dans celui de ses alliés et partenaires que* [les socialistes] *gardent une autorité suffisante pour gouverner efficacement.* »

Quelles leçons le président de la République tirera-t-il de l'avertissement reçu les 6 et 13 mars ? Le message n'est pas clair, affirme le *Daily Telegraph*, « *mais les goulets d'étranglement économiques rendent certainement inévitables que l'austérité soit maintenant le maître-mot* ». Cette analyse est partagéée par le *Times*, qui insiste cependant sur la marge de manœuvere supplémentaire offerte à M. Mitterrand par l'ambiguïté du résultat : « *C'est important, parce que cela augmente ses chances d'obtenir le soutien populaire pour des décisions politiquement très difficiles, et les choix économiques qu'il doit maintenant faire.* » Le parti socialiste est divisé : certains penchent pour une politique protectionniste alors que d'autres acceptent les contraintes d'une économie ouverte. « *Fausse alternative* », affiime le grand journal londonien. Conséquence de la politique de déflation menée en 1981, la France consomme plus qu'elle ne produit : « *A moyen terme, la solution doit être de produire plus. A court terme, elle ne peut être que de consommer moins. Derrière des barrières douanières, l'austérité ne serait pas plus agréable, mais elle serait moins efficace, dans la mesure où l'industrie française deviendrait certainement moins compétitive.* » — D. V.

LA CAMPAGNE ELECTORALE DANS L'AUDIOVISUEL

La Haute Autorité estime avoir joué son rôle de « rempart contre les pouvoirs »

« *Cela s'est plutôt mieux passé que les autres fois* », a déclaré — sans triomphalisme superflu — Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, en conclusion de la conférence de presse organisée, lundi 14 mars, au lendemain du second tour des élections municipales. Quarante saisines ont eu lieu au total, dont vingt et une ont été accueillies favorablement par la Haute Autorité et donné lieu à rectification. Dans les stations régionales de Radio-France et de FR 3, point névralgique de l'expérience (1), la majorité n'a présenté que deux saisines (acceptées) et l'opposition onze (dont sept repoussées).

« *Dans ces recours incessants*, a déclaré Mme Cotta, *la Haute Autorité est bien apparue comme un rempart entre les pouvoirs, le pouvoir et les rédactions qui, le plus souvent, ont compris notre rôle.* » Résultat important car, « *pour nous, ce premier contact avec une campagne politique essentielle pour les radios et les télévisions de service public était une sorte de test.* » Tout en reconnaissant que, pour respecter un équilibre, la notion de minutage « *n'est pas une panacée* », la présidente de la Haute Autorité estime que « *les minutages donnent tout de même une indication intéressante* ».

Des précisions ont été fournies, notamment par M. Marc Paillet, sur le fonctionnement de la « cellule électorale » créée pour instruire les demandes de réclamations. Ainsi la Haute Autorité n'est jamais intervenue auprès des rédactions ; celles-ci ont été chargées elles-mêmes de réunir, en cas de saisine, les éléments d'enquête pour instruire le dossier. L'intervention éventuelle de la Haute Autorité se situait à la présidence de la chaîne.

« *La position de la Haute Autorité*, a ajouté Mme Cotta, *est toujours délicate : il n'est ni dans sa vocation ni dans sa volonté de se mêler de déontologie journalistique (...). Il est, en revanche, dans son rôle de définir un nouveau type de rapports, en matière politique, entre les pouvoirs et l'audiovisuel, de façon à dégager l'audiovisuel public et ceux qui le font de contraintes et de pressions subalternes pour définir, par différence, une nouvelle pratique de l'audiovisuel en France.* » La présidente de la Haute Autorité comptait-elle au nombre de ces pouvoirs celui des auditeurs et téléspectateurs ? Elle a précisé qu'elle recevait en moyenne cent cinquante lettres par jour.

Le cas des radios locales privées, confrontées aux règlements en vigueur dans le secteur public de l'audiovisuel, a été évoqué. Certaines ont diffusé dimanche soir, dès 19 h (au lieu de 20 h), des estimations réalisées par des instituts de sondage, malgré les recommandations de la Haute Autorité. Mais comment exiger d'elles une discipline rigoureuse alors que, pour la plupart, elles n'ont même pas encore d'autorisation officielle ? « *Il y a un vide juridique* », a reconnu M. Daniel Karlin.

Pour les consultations électorales à venir, on retiendra cette réflexion de M. Gabriel de Broglie au sujet du rôle de la Haute Autorité : « *Pendant la campagne électorale, l'essentiel des interventions de la Haute Autorité a tout naturellement consisté à assurer le pluralisme de l'information. Mais il y a l'autre aspect de sa mission, indissociable du premier, qui est de garantir l'indépendance de l'information. Cette indépendance n'est pas une chose facilement acquise, certaines déclarations jetées dans le feu de la campagne le montrent. Il est possible que cette garantie d'indépendance prenne désormais la première place parmi les préoccupations de la Haute Autorité.* ».

C. D.

(1) Voir *le Monde* du 9 mars.

L'Ile-de-France, place forte de l'opposition

Dans le plateau gauche de la balance : Dourdan ; dans le plateau droit : Suresnes, Nemours, Pavillons-sous-Bois, Chelles, Rosny-sous-Bois, Joinville-le-Pont... Cinquante-quatre communes en tout — en ne retenant que les villes de plus de trois mille cinq cents habitants. En Ile-de-France, les électeurs ont tranché sans contestation possible, plus nettement encore que dans le reste du pays.

De tout temps, Paris a amplifié les mouvements politiques nationaux ; aujourd'hui, toute la région qui l'entoure adopte cette attitude. Les modes de vie et de pensée des Parisiens sont devenus ceux des banlieusards : *quand l'évolution de la vie familiale oblige à déménager, on passe facilement d'une commune à une autre.* Finalement, l'habitant de la région parisienne est peu attaché à sa commune ; ses votes municipaux sont donc particulièrement influencés par ses choix de politique nationale. Il est significatif que la seule commune que le P.S. a pu gagner sur la droite (Dourdan) comme celle qu'il a sauvée au deuxième tour alors que la droite l'avait devancé largement au premier (Meaux) sont aux franges de l'Ile-de-France, là où elle ressemble plus à la province qu'à la banlieue. Dans un tel contexte, la fameuse « prime au sortant » joue ici moins fortement qu'ailleurs.

Le déclin du parti communiste autour de Paris est particulièrement sensible, tout simplement parce que c'était *là qu'il était le plus fort.* Mais ce sont surtout des communes qu'il avait conquises depuis douze ans qu'il perd. A l'exception de Montfermeil, ses vieux fiefs ont résisté. Son avance y était suffisamment forte pour qu'il puisse supporter une érosion de ses voix ; mais le P.C. verra dans ses résultats une raison de redoubler ses critiques contre la DATAR et sa politique de désindustrialisation de la région parisienne ; c'est son électorat « naturel » qui ainsi s'évanouit.

Pour la gauche, cette évolution est inquiétante, car le P.S. n'a pas su capter cet électorat perdu par le P.C. Ainsi les deux communes où les communistes, bien que détenant la mairie, avaient laissé la tête de la liste d'union de la gauche à un socialiste sont passées à droite, de même que deux sur quatre (*Dammarie-les-Lys* et Villeparisis) où les socialistes avaient devancé les communistes au premier tour. Dans les deux autres (Magny-les-Hameaux et Guyancourt), certes *il a pris la mairie, mais cette victoire dans* la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ne compense pas ses déconvenues dans ces nouveaux lieux d'urbanisation. La perte de Maurepas est pour lui particulièrement inquiétante. Si elle ne l'empêchera pas de prendre au P.C. la présidence du syndicat communautaire qui gère Saint-Quentin, elle montre que, contrairement à ce qu'il espérait, les habitants des cités neuves ne lui sont pas définitivement acquis.

Le P.S. perd même des communes de vieille implantation socialiste. A Pavillons-sous-Bois et à Saint-Gratien, les conflits au sein même des sections du parti ont sûrement joué un grand rôle. A Suresnes, l'explication est autre : le temps consacré par M. Robert Pontillon à ses activités de conseiller du premier ministre et à ses voyages *à l'étranger l'a certainement empêché* d'être assez présent dans sa ville. Surtout, l'évolution urbanistique des villes de l'Ouest parisien n'est guère favorable à la gauche. Les responsables *du P.S. le savaient*, mais ils ne pensaient pas que les conséquences en arriveraient si vite.

Nul doute que cela va les amener à demander à *leurs maires* encore en place de mieux surveiller les projets de construction dans les cités. En attendant, ils n'ont plus que deux maires dans les Hauts-de-Seine, alors qu'ils y ont deux députés et un sénateur. Les élus nationaux du P.S. n'ont pas réussi à asseoir leur influence locale. Cela pourrait les rendre accueillants à une modification du système électoral de l'Assemblée nationale.

La droite, pour sa part, va se sentir renforcée. Déjà, elle avait fait du conseil régional et des cinq conseils généraux qu'elle dirige (Yvelines, Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Essonne, Hauts-de-Seine) des bastions de reconquête du pouvoir. Mais elle savait que dans le Val-d'Oise et l'Essonne, si elle était majoritaire à l'assemblée départementale, elle était minoritaire dans le département. *Les résultats des 6 et 13 mars* n'ont pu que la conforter, comme ils lui permettent de voir venir avec optimisme les futures élections régionales. Ce n'est pas seulement Paris qui est devenue *une place forte* de l'opposition, mais c'est toute sa région.

THIERRY BRÉHIER.

DÉPARTEMENTS	COMMUNES AVANT MARS 1983				Perdues par le P.C.		Perdues par P.S.+M.R.G. —	Perdues par opp. —	COMMUNES APRES MARS 1983			
	P.C.	P.S.	M.R.G. + div. g.	opp.	gagnées par le P.S.	gagnées par opp.	gagnées par opp.	gagnées par le P.S.	P.C.	P.S.	M.R.G. + div. g.	opp.
Seine-Saint-Denis	27	7		6		4	2		23	5		12
Val-de-Marne	17	7	1	22		1			16	7	1	23
Hauts-de-Seine	10	3		23		3	1		7	2		27
Total petite couronne	54	17	1	51		8	3		46	14	1	62
Yvelines (+ 3500 h.)	18	13	3	41	2	6	9		10	7	2	56
Val-d'Oise (+ 3500 h.)	15	9	2	28		4	3		11	6	2	35
Essonne (+ 3500 h.)	21	15		28		6	5	1	15	11		38
Seine-et-Marne (+ 3500 h.)	11	16	1	21		7	4		4	12	1	32
Total grande couronne (+ 3500 h.)	65	53	6	118	2	23	21	1	40	36	5	161
TOTAL ILE-DE-FRANCE	119	70	7	169	2	31	24	1	86	50	6	223

En Ile-de-France

L'opposition conteste la réélection de plusieurs maires de gauche

Le climat passionné, pour ne pas dire violent, *qui a entouré le second* tour des élections municipales en Ile-de-France s'est traduit par de nombreux incidents autour des bureaux de vote. Plusieurs demandes d'annulation de scrutins ont été formulées par l'opposition à l'encontre de listes communistes réélues d'une courte tête.

Ainsi à Trappes, dans les Yvelines, Mme Jeanine Cayet (U.D.F.), battue de 129 voix par le sénateur-maire sortant communiste, M. Bernard Hugo, a-t-elle demandé l'annulation du scrutin en raison « *de nombreuses irrégularités flagrantes et constatées par huissier* » : dans deux bureaux de vote au moins, le nombre des enveloppes a été supérieur au nombre des émargements (trente-neuf enveloppes dans le quatrième et seize enveloppes *dans le neuvième*).

M. Hugo, maire de l'une des plus anciennes communes communistes, ne nie pas le décalage entre le nombre *des émargements et celui* des enveloppes. « *Toutefois*, dit-il, *c'est sans doute la droite qui a oublié d'émarger les listes pour provoquer une demande d'annulation. Il n'y a eu aucune fraude de notre part.* »

A Antony, dans les Hauts-de-Seine, de nombreux incidents ont été signalés par M. Patrick Devedjian, tête de liste R.P.R., battu de 419 voix (1,47 %) par M. André Aubry, conseiller général (P.C.F.) et maire sortant. M. Devedjian affirme que « *dans trois bureaux de vote, des commandos communistes ont jeté sur les tables des enveloppes au moment du dépouillement* » et a recensé, *dans ces trois bureaux*, respectivement cinquante, quatre-vingts et cent soixante bulletins de plus que d'émargements. Il indique également que le président *communiste* du 11e bureau a été pris, devant plusieurs témoins, en flagrant délit de fraude alors qu'il glissait plusieurs enveloppes dans l'urne. Enfin, M. Devedjian *soutient que tous les compteurs* des urnes ont été intentionnellement démontés avant le scrutin. Il évalue la fraude globale à environ un millier de voix.

De son côté, M. Aubry nous a fait savoir, par son responsable de l'information, qu'« *il fait porter la responsabilité des incidents sur le candidat du R.P.R.* » qui a fait venir à Antony « *des cow-boys, des gros bras de droite et d'extrême droite de toute la région parisienne pour faire délibérément monter la tension. A tel point que deux présidents n'ont pu rejoindre le bureau centralisateur que sous la protection de la police* ». Pour ce qui est des accusations précises portées par M. Devedjian, les responsables communistes indiquent qu'ils publieront incessamment une réponse.

En Seine-SaintDenis, les contestations concernent Aulnay-sous-Bois et Noisy-le-Grand. A Aulnay, les responsables communistes affirment que « *tout s'est passé normalement, un petit incident ayant eu lieu au bureau centralisateur quand des militants de l'opposition ont voulu y pénétrer en force* ».

M. Eric Raoult, responsable R.P.R. de la circonscription de Noisy-le-Grand estime, en revanche, que, dans cette ville, « *nos comptages indiquaient la victoire de la liste de Mme Richard (R.P.R.) avec une avance de 199 voix* » alors que Mme Marie-Thérèse Goutmann, maire communiste sortant, s'est proclamée élue « *sans donner de chiffres* ». « *Ceux-ci*, affirme M. Raoult, *ont été délibérément falsifiés par Mme Goutmann et M. Jean-Louis Mons, président du conseil général de Seine-Saint-Denis, venu à la rescousse.* »

Tract diffamatoire

Dans le Val-de-marne, après la contestation, au premier tour, des résultats de Limeil-Brévannes, Champigny et Choisy-le-Roi, l'opposition demande l'annulation des scrutins de Créteil, Villeneuve -Saint-Georges et la Queue-en-Brie. A Fontenay-*sous-Bois, l'opposition estime qu'elle* a subi une défaite « politique » bien qu'une « petite » fraude ait eu lieu.

A Créteil, Me Sylvain Garant, proche du R.P.R., *indique qu'un* tract diffamatoire attaquant M. Michel Guillou, tête de liste du Rassemblement, a été distribué le samedi 12 mars. Selon lui, « *il y aurait eu des irrégularités au premier bureau de vote, où on a constaté une chute de 20 % des voix de M. Guillou, alors que celles de M. Cathala, maire (P.S.) sortant, d'autant* ». Les procès-verbaux du 28e bureau et ceux du quartier de Mont-Mesly feront l'objet de vérifications. M. Cathala, réélu avec 451 voix d'avance déclare pour sa part « *n'avoir été saisi d'aucune observation* ».

A Villeneuve -Saint-Georges, où M. Roger Gaudron, maire sortant communiste, a été réélu avec 87 voix d'avance, Me Jean-Michel Baloup, membre du R.P.R., estime que « *ce résultat a été obtenu après le trucage des résultats des 2e, 10e et 14e bureaux. L'opposition aurait dû gagner par 6 440 voix contre 6 235 voix à M. Gaudron, selon les vrais résultats proclamés bureau par bureau* ».

M. Gaudron déclare de son côté que « *la droite se livre à sa hargne habituelle. Les résultats ont été proclamés, le préfet a fait une déclaration, tout est conforme* ». A la préfecture, on ne confirme pas ces propos : « *Le préfet n'a pas à proclamer ou à refuser les résultats. Des incidents ont eu lieu et nous n'avons aucun moyen de vérification. Le différend reste entier.* »

Même constatation de la préfecture pour la Queue-en-Brie, où M. Claude Roméo, maire sortant communiste, a été réélu avec cent quarante-six voix d'avance sur M. Roger Fontanille (R.P.R.). « *A la proclamation bureau par bureau, M. Fontanille avait gagné*, affirme pourtant Me Baloup, *mais le procès-verbal du cinquième bureau a été falsifié : quatre-vingt-douze voix sont passées de droite à gauche.* »

« *Ces allégations sont complètement fausses*, répond M. Roméo. *Je n'ai relevé aucune observation des scrutateurs. La droite ne supporte pas de perdre après avoir fait régner dans ma ville un climat fascisant depuis plusieurs jours : le soir des résultats, six cents personnes, militants, gros bras du R.P.R. ont envahi la mairie, et la police a dû faire évacuer la salle.* »

La balle est désormais dans le camp des tribunaux administratifs. Bel écheveau à démêler, qui pourrait conduire à de nouveaux scrutins, tout particulièrement dans le Val-de-Marne, où l'opposition espérait de *meilleurs résultats au vu de sa progression* au premier tour.

OLIVIER SCHMITT (avec nos correspondants en région parisienne).



DISSUASION OU CONFUSION

Le départ anticipé, la semaine dernière, du général Jean Delaunay de son poste de chef d'état-major de l'armée de terre a, de nouveau, attiré l'attention sur la volonté gouvernementale, souvent mal perçue, d'organiser différemment les forces nucléaires tactiques et les forces terrestres françaises. Cette réforme devrait s'étaler sur dix années.

Dans une série de deux articles dont nous commençons la publication, l'ancien commandant de la Ire armée, le général François Valentin, s'interroge sur la portée politique et militaire de ces changements, à l'heure où, observe-t-il, les hésitations des Etats-Unis pourraient laisser croire à Moscou que le « parapluie » américain est une illusion.

I. – *Recherches et flottements américains*

par FRANÇOIS VALENTIN (*)

L'une des principales dissymétries entre l'Est et l'Ouest est que les Soviétiques fondent leur action sur la continuité et la foi en l'inéluctable *aboutissement de leurs efforts*, tandis que les Occidentaux, férus d'esprit critique, aiment à remettre en question leurs options et fournissent à leurs adversaires, par des démarches changeantes ou maladroites, des arguments que ceux-ci n'auraient pas trouvés eux-mêmes.

La sécurité de l'Occident repose, depuis trente-cinq ans, sur la dissuasion par les armes nucléaires. Quels que soient les progès de la science, rien ne permet de considérer qu'à bref délai une percée technologique renverse cette situation. Ni le vieillissement des institutions de l'alliance atlantique ni l'apparition d'armes classiques plus efficaces ne justifient l'abandon d'une conception générale qui, fondée sur l'éventualité de l'escalade et l'énormité du risque, a donné des années de paix dans les zones où le danger du recours à l'atome était patent.

Bien entendu, la notion de l'escalade implique qu'elle *comporte* plusieurs barreaux et que tous soient solides, faute de quoi l'agresseur trouvera une faille qui lui permettra d'espérer mettre en échec le système. Forces classiques, grandes unités dotées d'armes nucléaires tactiques, armement atomique de théâtre, armement stratégique intercontinental *forment* un ensemble dont chaque catégorie tient une partie des mailles. C'est cet ensemble qu'Américains et Européens doivent avoir à cœur de fortifier, au lieu de le saper par de fausses manœuvres, des abandons gratuits ou de vaines contestations.

Duperie

Faut-il rappeler la duperie que fut l'accord SALT-I quand, peu après la signature, les Soviétiques révélèrent qu'ils avaient accédé à la technique des charges multiples, lesquelles faisaient l'essentiel des atouts américains dans le marché conclu. L'abandon, semble-t-il, gratuit de la production de la bombe à neutrons ? et sur le plan politique, au moment où le SS-20 risquait de faire passer *certains* Européens de l'inconscience à la panique, l'insistance de personnalités des États-Unis à menacer *leurs alliés, s'ils ne faisaient* pas un effort nouveau, d'un retour américain à l'isolationnisme ? A cet égard, *les déclarations* de M. Kissinger, à Bruxelles, lors du trentenaire de l'OTAN, ne furent pas du meilleur effet.

La défense même des États-Unis *ne fut pas renforcée par certains* arguments des responsables de haut niveau, plaidant pour la construction du système MX, en riposte à la possession par les Soviétiques de missiles sol-sol intercontinentaux de très grande précision. Ce n'était pas seulement, disaient-ils, le déséquilibre dans ce type d'armements qui était intolérable pour les États-Unis, mais l'obligation faite aux Américains de riposter par une frappe « anticités » à une première frappe « antiforces » ; ne disposant, en deuxième frappe, que de missiles tirés de sous-marins, donc moins précis, les Etats-Unis seraient ainsi acculés à une réaction moralement inacceptable pour eux.

L'idée même que l'adversaire aurait le moindre scrupule à riposter, par une frappe dévastatrice, au tir de centaines de charges nucléaires soviétiques sur des objectifs militaires en territoire américain n'aurait sûrement pas germé dans des esprits soviétiques. Cet argument moral est à rapprocher de l'attitude prise par les évêques des Etats-Unis en 1982, dont on a pu avoir un aperçu en lisant l'article de Mgr Pézeril dans *le Monde* du 25 août 1982. Le plus fort, c'est que la propagande contre le « nucléaire » semble toujours dirigée contre les Etats-Unis. Et pourtant, l'affaire des SS-20 offre un bon exemple d'une menace atomique venant de l'Est.

Scabreux

Certes, il était dans la nature des choses que les Soviétiques installassent à la place de SS-4 plus ou moins périmés des matériels intégrant les progrès technologiques les plus avancés. Rien n'eût empêché les Américains d'en faire autant s'ils avaient disposé d'équipements de semblable qualité. On aurait discuté après. Malheureusement, les Américains n'avaient pas, à l'époque, planifié le remplacement des Pershing-I. Le cardinal de Retz disait qu'il est de grandes fautes après lesquelles on ne peut rien. Espérons que ce n'est pas le cas !

Mais, les solutions du problème *sont, aujourd'hui, toutes assez scabreuses*. Le SS-20, s'il présente un danger nouveau du fait de sa mobi*lité et de sa précision, n'est pas*, comme on a tendance à le dire, l'arme qui permettrait de détruire *les objectifs militaires* de l'Occident, en totalité ou selon une sélection savante, en épargnant l'environne*ment. Il tire, pour le présent, trois* charges de 150 kilotonnes. Compte tenu du tissu urbain du pays, trois *cents projectiles, avec neuf cents* charges, sur les objectifs militaires en Allemagne de l'Ouest, détrui*raient une bonne partie de l'habitat*. Là aussi, il serait insensé de laisser planer le doute : une telle attaque ne *devrait pas pouvoir se produire sans* déclencher une réaction dévastatrice des Occidentaux, à moins que le mot *dissuasion* ne *fût vide de sens*.

Le SS-20 est une arme de terreur, une arme de pression politique. C'est dans cette optique qu'il importe, sans tenir compte des arguments purement militaires, de rétablir l'équilibre et de refuser de soumettre l'Europe à la pression unilatérale des Soviétiques. Car la mobilité du SS-20 fait que, même si tous les lanceurs étaient stationnés au-delà de l'Oural, ils pourraient, contrairement à leurs prédécesseurs, en cas de tension, être acheminés en quelques jours à l'Ouest.

Un leurre

L'option « zéro » est donc un leurre. L'implantation de Pershing-2 et de missiles de croisière ne supprimerait pas le danger ; mais, au moins, elle multiplierait les difficultés pour l'adversaire, en accroissant le nombre des objectifs à neutraliser, dont certains, bien protégés, nécessitent un nombre élevé de charges.

Si, comme il vient d'être dit, l'hypothèse d'une agression soviétique se traduisant par des tirs massifs de SS-20 nous paraît peu vraisemblable, cela ne signifie pas qu'aucun danger n'existe. En raison de la grande supériorité des forces de l'Est en armement classique, ce danger viendrait plutôt d'une tentative d'agression par les moyens dits conventionnels, les Soviétiques pensant que les Occidentaux ne prendraient pas l'initiative du recours à l'atome.

Quand on voit renaître aux États-Unis la théorie du « *no first use* », on conçoit qu'un tel cheminement de la pensée chez les Soviétiques ne serait pas sans fondement. Ces considérations conduisent à porter l'attention sur la capacité de résistance des forces classiques de l'Ouest, et en particulier sur le plan Rogers (1).

Les déclarations du commandant suprême des forces alliées en Europe appellent quelques remarques. La première est que tout esprit équilibré ne peut qu'approuver l'idée de renforcer le « *premier barreau de l'escalade* », à savoir les forces classiques. Si les armes modernes de saturation et les munitions à guidage terminal peuvent avoir une efficacité telle que le recours au nucléaire soit retardé, tant mieux. Mais, et c'est la deuxième remarque, outre que ces armes sont loin d'équiper encore toutes les grandes unités, elles ont leurs limites : danger de brouillage pour certaines, difficultés d'une localisation des objectifs soumise aux aléas de la météorologie, temps de réaction qui, même réduit au minimum, rend malaisé de frapper les *objectifs mobiles, etc.* Or, les groupements d'exploitation soviétiques, placés derrière les premiers éche*lons, ne seraient pas statiques* ; déployés en profondeur, ils se déplaceraient rapidement et seraient fortement appuyés par une aviation tactique supérieure en nombre.

Capital

La dernière remarque concerne le recours à l'atome ; avec beaucoup de netteté, le commandant suprême en Europe souligne que les armes classiques, dont il attend un renforcement de la défense, n'ont pas pour objet de substituer une prétendue dissuasion conventionnelle à la dissuasion nucléaire et que la menace de l'emploi des armes atomiques reste un des piliers de la politique de l'alliance.

Cette observation est capitale, d'abord parce que, pour l'agresseur, le danger de l'escalade doit demeurer sans équivoque, ensuite parce que, *sans la crainte de l'atome* tactique, l'agresseur peut concentrer ses forces ; les risques d'agression et les chances de *succès* de celles-ci *en* seraient donc accrues.

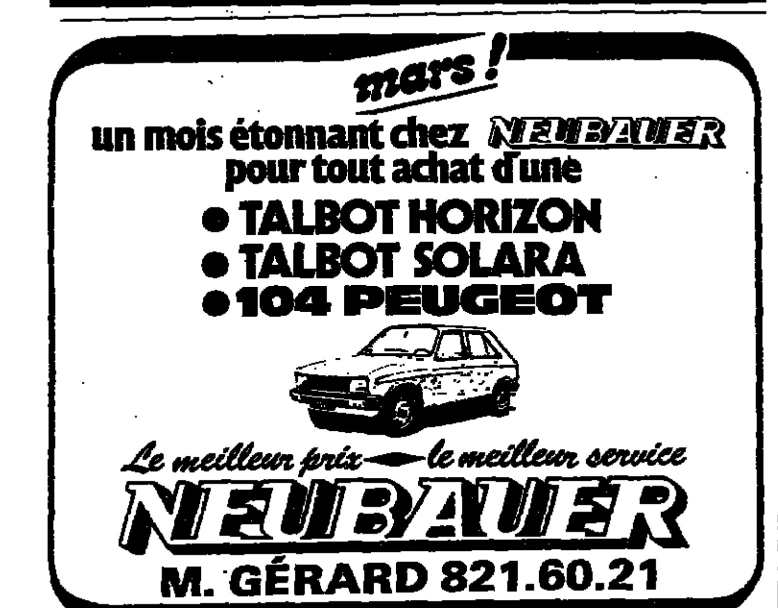
On aurait aimé néanmoins, quand on constate les interprétations qui ont été données aux conceptions du général Rogers, qu'il rappelât ces deux arguments. Certes, qu'il répugne, comme il l'a dit, à avoir recours à l'*arme nucléaire rapidement*, tout homme digne de ce nom partage son sentiment. Mais, venant après les *plaidoiries en faveur du « no first use »*, tout semblant d'hésitation peut encourager les hommes politi*ques soviétiques à exercer sur les* Européens de l'Ouest une pression accrue ; leur montrer que le parapluie atomique américain est une *illusion* et, en même temps, susciter le découragement par le sentiment de peur qu'inspirent l'atome d'une part, la supériorité soviétique en armements classiques et nucléaires de théâtre, de l'autre. Tel est le but des Soviétiques et non la guerre.

(*) Général d'armée (cadre de réserve) ; ancien commandant de la Ire armée.

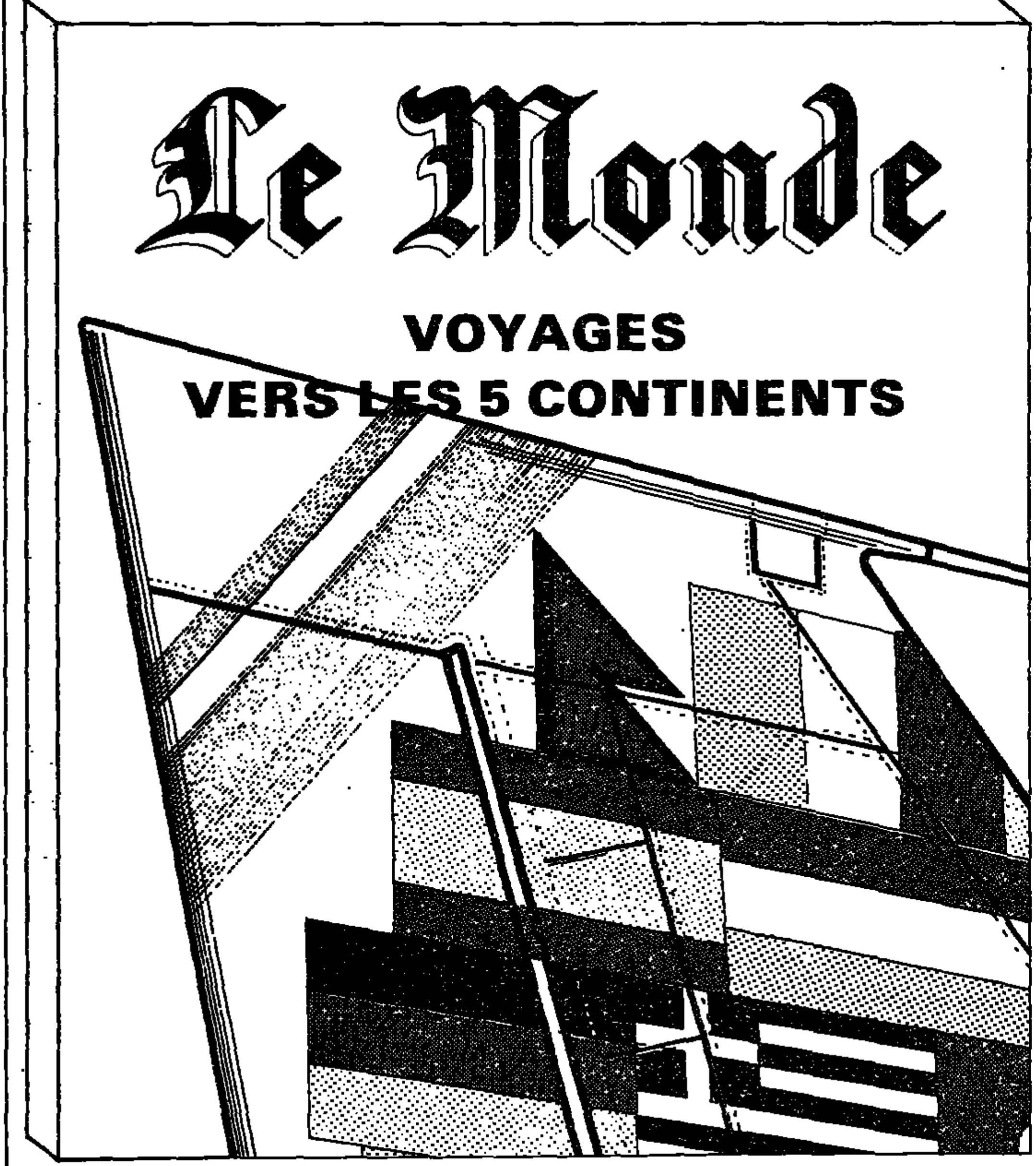
(1) *Le Monde* du 6 janvier 1983.

Prochain article :

POLITIQUE ET MOYENS DE LA FRANCE









FAITS ET JUGEMENTS

Enquête aux Etats-Unis sur les protections américaines de Klaus Barbie

Le département américain de la justice a annoncé, lundi 14 mars, l'ouverture d'une enquête par ses services sur les protections dont aurait bénéficié Klaus Barbie aux Etats-Unis entre la fin de la seconde guerre mondiale et 1951, date de son départ pour la Bolivie.

Cette décision a été prise à la suite des nombreuses informations et des témoignages produits sur ce sujet depuis l'expulsion vers la France et l'inculpation à Lyon, où il est aujourd'hui détenu, de l'ancien chef de service du S.D. nazi (*le Monde* du 16 février).

Selon le communiqué du ministère, les allégations qui se sont multipliées depuis six semaines sur une utilisation de Barbie par les services secrets américains après 1945 méritent « *une enquête exhaustive* » et seront examinées avec la « *plus grande attention* ». M. Tom Decair, porte-parole du ministre américain de la justice M. William French Smith, a précisé que les éléments produits jusqu'à présent ont été enregistrés « *avec la plus grande inquiétude* » et qu' « *un examen préliminaire des archives gouvernementales indique qu'ils reposent sur des bases assez solides pour justifier une enquête plus approfondie* ». A l'issue de cette enquête un rapport sera publié et présenté au Congrès.

La décision du ministère américain de la justice est consécutive à l'intervention de nombreux parlementaires qui avaient exprimé leur émotion devant la multiplication des informations mettant en cause les Etats-Unis sur la façon dont Barbie non seulement avait pu échapper aux recherches, mais encore sur les possibilités qu'il aurait eu de revenir dans ce pays pour y traiter des affaires, notamment des achats d'armes, au nom de la compagnie de transport maritime dont il était, à La Paz, le dirigeant.

M. Mulinaris, les Brigades rouges et le Parlement européen

Le comité de défense de M. Vanni Milinaris, Italien qui a vécu en France puis a été arrêté et incarcéré en Italie depuis treize mois dans le cadre de la lutte contre les Brigades rouges, a décidé d'introduire un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. L'abbé Pierre, fondateur des communautés d'Emmaus et promoteur du comité, a déclaré, le 9 mars, que les supputations faisant de M. Mulinaris, trente-six ans, ancien directeur de l'école de langues Hyperion à Paris, l'homme-clé des contacts internationaux du terrorisme italien, reposent essentiellement sur les témoignages, démentis par la suite, d'anciens terroristes repentis. Le comité Mulinaris a choisi de présenter l'affaire devant le Parlement européen en raison, selon l'abbé Pierre, « *de son action en faveur des valeurs démocratiques* ».

● *Un avion s'écrase en Afghanistan.* — Un avion de la compagnie intérieure afghane Bakhtar, assurant la liaison Uruzgan-Kaboul, s'est écrasé, jeudi 10 mars, à 140 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Les dix-neuf occupants de l'appareil ont été tués. Selon Radio-Kaboul, les mauvaises conditions météorologiques régnant sur la région sont à l'origine de l'accident. Mais un dirigeant de la rébellion afghane à New-Delhi a laissé entendre que l'appareil a pu être abattu par des insurgés. — (*Reuter, A.P.*).

Après avoir été arraisonné pour contrebande, un cargo panaméen s'échoue sur la côte corse

Un cargo panaméen, le Niagara, s'est échoué, mardi matin 15 mars, sur la côte sud-est de la Corse, au large de Solenzara. Ce navire avait été arraisonné la veille par les douaniers italiens pour contrebande. L'équipage avait abandonné le navire après, semble-t-il, y avoir mis le feu et avait été recueilli par des vedettes italiennes.

Dans la soirée du 14 mars, estimant que ce bateau qui dérivait, en feu, vers les côtes corses, pouvait présenter un danger et des risques de pollution, la préfecture maritime de Toulon donnait ordre de bombarder le bateau. Plusieurs bombes et roquettes furent tirées par des avions de l'aéronavale, mais ne parvinrent pas à le faire couler.

Mardi matin, le navire, qui était toujours en feu, s'était échoué et d'importants moyens navals (escorteur d'escadre, remorqueur de haute mer, hélicoptères) étaient arrivés sur les lieux.

M. Ceccaldi-Pavard (U.D.F.) est inculpé de banqueroute et d'ingérence

M. Pierre Ceccaldi-Pavard, sénateur U.D.F. de l'Essonne, a été inculpé, lundi 14 mars, d'infraction à la législation sur les sociétés, de banqueroute et d'ingérence, par M. Jean-Luc Delahaye, juge d'instruction à Paris. M. Ceccaldi-Pavard, qui a choisi pour défenseur le bâtonnier Bernard Baudelot et Me Pierre Fayon, est poursuivi en tant que président de la Société d'économie mixte pour l'équipement et l'aménagement de la Seine-et-Oise (SEMEASO) qu'il avait créée il y a une vingtaine d'années et dont le bilan a été déposé le 21 juillet 1981, bien que la mauvaise gestion de cet organisme ait été dénoncée dès 1979 par le rapport d'une commission interministérielle.

Il est notamment reproché à M. Ceccaldi-Pavard de s'être adressé à des banques, dont les agios sont beaucoup trop onéreux, au lieu d'avoir eu recours aux organismes publics de financement. Il se serait en outre servi du matériel d'impression de la SEMEASO pour ses besoins personnels et aurait perçu, durant plusieurs années, des commissions sur les assurances de la SEMEASO... souscrites auprès d'une compagnie dont il était l'agent (*le Monde* du 26 novembre 1982).

[Le juge d'instruction a attendu la fin de la campagne des municipales pour inculper M. Ceccaldi-Pavard, maire de Dourdan depuis 1959 et que son inculpation probable avait incité à ne pas se représenter. M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., qui briguait sa succession, a été battu au premier tour par M. Yves Tavernier, député P.S., sur lequel se sont portés 52,44 % des suffrages exprimés. Dourdan est la seule ville de l'Ile-de-France prise à l'opposition lors de ces élections.]

Mise en liberté d'un policier qui avait tué un adolescent

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Louis Gondre, a décidé le 9 mars de libérer un gardien de la paix, M. Claude Marin, trente ans, incarcéré depuis le 11 juin 1982 pour avoir tué, dans la nuit du 9 au 10 juin, Bruno Zerbib, dix-sept ans et demi, avec une carabine à lunette en tirant d'une fenêtre de son appartement situé au troisième étage, 3, rue Thomire, à Paris-13e. M. Jean-Louis Bruguière, le juge chargé d'instruire l'affaire, s'était opposé à cette mise en liberté.

M. Marin avait cru que Bruno et deux de ses camarades voulaient dérober son scooter rangé au bas de l'immeuble, car ils avaient déclenché un système d'alarme. Les deux amis de la victime ont expliqué que tous trois s'étaient approchés de l'engin, non pour le voler, mais pour examiner les barres de protection des garde-boue (*le Monde* daté 13-14 juin).

AÉRONAUTIQUE

● *Les exportations aérospatiales de la France* se sont élevées en 1982 à l'équivalent de 44 380 millions de francs (hors taxes), au lieu de 35 174 millions de francs en 1981. Selon le général Jacques Mitterrand, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), le chiffre d'affaires de ce secteur a été de 50 milliards de francs en 1982 pour une main-d'œuvre évaluée à 116 000 personnes (environ 230 000 avec les emplois induits).

MÉDECINE

Le Conseil de l'Europe propose un plan de lutte contre l'infection à l'hôpital

De notre correspondant

Strasbourg. — La bataille de l'hygiène est loin d'être gagnée dans les hôpitaux. Il faut multiplier les mesures préventives et accroître les efforts, pour arrêter l'expansion des infections à l'hôpital. C'est là, une des principales conclusions d'études menées depuis plusieurs années dans le cadre du comité européen de la santé du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Au cours des trente dernières années, on a constaté une augmentation très nette des infections chez les malades hospitalisés dans tous les pays membres. Ce phénomène, qui n'est pas resté sans conséquence sur la mortalité, a entraîné un enchérissement du coût de la médecine. Selon de nombreux rapports portant aussi bien sur des établissements scandinaves, d'Europe méditerranéenne, suisses ou français, le chiffre moyen des infections contractées par les patients à l'hôpital s'établit à un taux global de 15 %. Cette moyenne, souligne-t-on dans les milieux proches du comité d'experts sur la prévention des infections hospitalières, tient compte des secteurs à haut risque où un malade sur deux est touché, mais aussi de ceux où les dangers d'infection sont quasi inexistants.

Ainsi, si le taux d'infection le plus bas de 0,3 % est relevé dans certaines opérations chirurgicales sous haute asepsie, le « record » se trouve dans les complications urinaires où il peut atteindre jusqu'à 57 % par suite d'utilisation des cathéters. 70 % des malades souffrant d'infections hospitalières des voies urinaires ont été soumis auparavant à des examens urologiques ou à une cathétérisation de la vessie. Tous les actes médicaux qui recourent à la pose de sondes de rein, à l'intubation pour l'endoscopie stomacale, sont signalés comme particulièrement contaminants. Très nombreuses sont aussi les infections du système respiratoire.

Climatisation et rationalisation

Dans la propagation des contaminations les matériels sont souvent mis en cause. C'est le cas en particulier des installations d'hémodialyse (rein artificiel) où les germes se multiplient dans les tubes parcourus par le liquide dialysé, allant jusqu'à provoquer des accidents graves, comme des chocs septiques. Une des conséquences dans le domaine de la dialyse rénale a été l'augmentation du taux d'hépatites virales constatées dans plusieurs hôpitaux. La vaccination contre l'hépatite devrait permettre de lutter contre ce fléau.

Pour expliquer la propagation des contaminations, des études du Conseil de l'Europe mettent en cause assez paradoxalement des retombées du modernisme dans les grands hôpitaux : ainsi, les systèmes de climatisation qui peuvent être de véritables répartiteurs de germes ou les blocs opératoires de plus en plus vastes qui entraînent un accroissement notable de la circulation des personnels. En accusation, également, certains excès de rationalisation, aboutissant à la création de stations centrales de radiographie, qui accueillent aussi bien malades hospitalisés que consultants externes et qui peuvent se transformer en véritables « carrefours d'infection ». A incriminer, en outre, l'antibiothérapie préventive, utilisée de manière systématique surtout quand elle « *sert d'alibi aux médecins et chirurgiens pour réduire leurs exigences en matière d'hygiène* ». Le manque de rigueur, en ce domaine, est l'un des principaux accusés.

Un rapport d'ensemble du Conseil de l'Europe en fait le constat : « *Alors que les risques d'infection n'ont cessé de croître dans les hôpitaux depuis trente ou quarante ans, les impératifs d'hygiène n'ont guère progressé ; dans un certain nombre de cas, ils ont même regressé. Situation paradoxale s'il en est. Car on concentre, dans les hôpitaux, de plus en plus de malades graves et infectés d'une part et des patients âgés, fragiles, aux défenses immunitaires réduites et sur lesquelles ont provoquée des interventions lourdes, d'autre part. Il est clair que si l'on ne prend pas des précautions rigoureuses, les malades s'échangent leurs pathologies, les communiquent parfois au personnel qui, à son tour, les disséminent* ».

Pour certains experts, le mouvement d'humanisation des hôpitaux a contribué au relâchement de la discipline d'hygiène. Ils n'hésitent pas à critiquer l'afflux des visiteurs, notamment pendant les week-ends, allant jusqu'à prendre leur repas dans les chambres des malades comme on peut le constater d'une manière générale en Europe méridionale. L'installation de cafétérias, d'appareils distributeurs de boissons où se croisent malades, visiteurs et personnel hospitalier, constitue un facteur supplémentaire de la dissémination infectieuse.

Les conséquences économiques de la surinfection sont nombreuses. Celle-ci concourt à l'augmentation des dépenses d'hospitalisation par suite de l'allongement des durées de traitement. On estime que dans un cas sur six, la prolongation atteint deux à trois jours pour un hôpital moderne, voire huit à quinze jours pour 5 % des malades. Dans les hôpitaux vétustes, sans véritables structures de prévention, ces proportions s'accroissent notablement. On a chiffré le coût supplémentaire de ces infections aux États-Unis entre deux cents et huit cents millions de dollars par an.

Le comité sur la prévention des infections hospitalières du Conseil de l'Europe a mis au point une stratégie de lutte contre la contamination. Les mesures préconisées concernent aussi bien la mise au point d'une définition commune de la surinfection que la réduction de l'antibiothérapie généralisée, mais sourtout la mise en place d'une politique rigoureuse pour le développement de l'hygiène en milieu hospitalier, visant à la fois les personnes et le matériel, avec la généralisation d'objets à usage unique. Une attention particulière doit être portée à la formation de base et permanente de tous les personnels en matière d'hygiène et d'épidémiologie. Des expériences pilotes menées sous l'égide des services du Conseil de l'Europe, dans une série d'hôpitaux comme le C.H.U. de Limoges ou à Lisbonne, à Rome, à Ankara ou à Morges en Suisse, doivent permettre d'apprécier l'efficacité de ces méthodes.

De l'avis des experts, il faudra bien une dizaine d'années pour gagner la bataille contre l'infection.

JEAN-CLAUDE HAHN.

SCIENCES

DEUX ORGANISMES POUR L'AIDE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AU TIERS-MONDE

Quarante-huit heures seulement avant que ne s'installe le Comité national du programme mobilisateur « Recherche scientifique et innovation technologique au service des pays en voie de développement », le gouvernement vient de créer par décret, paru au *Journal officiel* du 13 mars, deux organismes destinés à faciliter l'aide au tiers-monde dans le domaine des sciences et des techniques. Il s'agit du Conseil permanent de la recherche et du développement technologique en coopération et du Comité national pour la recherche scientifique et l'innovation technologique au service du développement du tiers-monde. Le ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, et le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, M. Christian Nucci, devraient présider, mardi 15 mars, la mise en place de ce dernier.

Le Comité national, fort d'une quarantaine de personnes appartenant tant au monde de l'administration qu'à celui des grands organismes de recherche français et des organisations syndicales, aura pour tâche de proposer les orientations politiques et les grands objectifs de la recherche en coopération pour le développement, en relation bien sûr avec le contenu du programme mobilisateur lancé sur ce thème. Quant au Conseil permanent, présidé par M. Pierre Lavau, composé de représentants des ministères et des organismes de recherche, il sera chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique définie par le Comité national.

RELIGION

Mgr Antonio Quarracino est élu président du CELAM

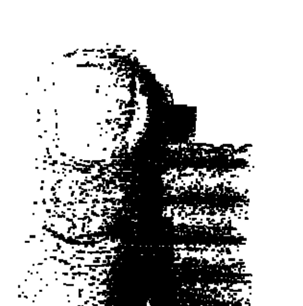
Port-au-Prince (*A.F.P., Reuter*). — Mgr Antonio Quarracino, évêque d'Avellaneda (Argentine), a été élu, *lundi 14 mars, président*, pour une période de quatre ans, du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM). Il succède à ce poste à un Colombien, Mgr Alfonso Lopez Trujillo (*le Monde* du 4 avril 1979). Mgr Quarracino était auparavant secrétaire général du CELAM.

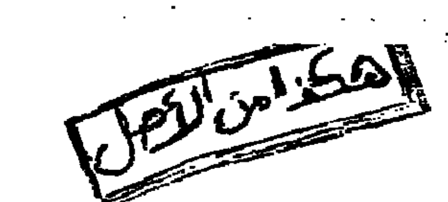
Cette élection, qui a eu lieu au cours de la dix-neuvième assemblée ordinaire du CELAM, dont les travaux ont été ouverts le 9 mars à Port-au-Prince (Haïti), par Jean-Paul II, *confirme l'influence* de la tendance conservatrice au sein de cette assemblée. L'élection de Mgr Quarracino a, du reste, été obtenue au détriment du cardinal brésilien Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, candidat réputé plus progressiste.

Deux autres conservateurs ont aussi été élus à la direction du CELAM : le Paraguayen Felipe Santiago Benitez Avalos, évêque de Villarica comme premier vice-président et le dominicain Hugo Polanco Brito, évêque de Higüey, comme président du comité économique. *Un libéral, l'évêque brésilien* de Nova Frigurgo, Mgr Clemente Carlos Isnard, accède à la deuxième vice-présidence.

Après son élection, Mgr Quarracino a fait état de sa préoccupation devant l'influence grandissante de certaines sectes protestantes ou orientales en Amérique latine. Pour faire connaître largement la « *réponse pastorale* » à ce problème, l'installation de puissants émetteurs de radios catholiques est, notamment, prévue en Amérique latine et dans les Caraïbes à partir de 1984.

● *La retraite de Mgr Sergio Mendez Arceo*, évêque progressiste controversé de Cuernavaca (Mexique), dont la démission avait été acceptée au début de cette année par Jean-Paul II (*le Monde* du 6 janvier), est effective à dater du mardi 15 mars. Mgr Mendez Arceo est âgé de soixante-quinze ans.





Le Monde

régions

Bretagne — LES PROMESSES DE LA MER

A LORIENT

Le port de pêche a besoin d'une sérieuse cure de rajeunissement

Plus de 370 tonnes de lieu noir viennent d'être retirées de la vente, détruites ou transformées en farine en quelques jours à Lorient (Morbihan). Cette mévente souligne les difficultés du port morbihanais, pour lequel le ministre de la mer, M. Louis Le Pensec, vient d'annoncer des mesures d'aide et de relance.

De notre envoyée spéciale

Lorient. — « *Le compte d'exploitation d'un chalutier est structurellement déficitaire.* » M. Gérard Lanlo, président des armateurs lorientais, sait de quoi il parle. Il est « *entré dans le métier il y a trente-trois ans comme commis d'armement* ». Mais, au-delà de la crise que traverse la flotte de Lorient depuis 1974, c'est bel et bien un nouvel âge de la pêche qui se prépare sur le port de Kéroman.

S'il est un port complet, c'est bien Lorient, alias l'Orient depuis sa création par la Compagnie des Indes au dix-huitième siècle. Ses habitants ne se privaient pas de le faire remarquer : « *Nous sommes le seul port français à être à la fois port de commerce, de guerre, de plaisance et de pêche* », affirme le député et maire, M. Yves Le Drian (P.S.). Dans ce dernier domaine, précisément, Lorient a une place de choix. « *Premier port pour la valeur des poissons débarqués, puisque nous sommes restés fidèles aux espèces dites « nobles » tout en accueillant des chalutiers industriels.* » « *Seul port équilibré puisque nous avons trois catégories de flottes* », confirme-t-on à la chambre de commerce et d'industrie, gérante des installations portuaires : les chalutiers industriels : 23 unités, soit 45 % de l'activité du port de pêche ; les semi-industriels : 40 unités (33 %) ; les bateaux artisanaux : 110 unités (19 %) de l'activité du port.

Corporatisme

Des charges financières fixes, des aléas multiples, c'est ainsi que les armateurs résument leurs difficultés actuelles. Pour les frais de fonctionnement, ils inscrivent en tête le salaire de l'équipage (payé au pourcentage des ventes), soit 30 % du chiffre d'affaires ; le coût des opérations de déchargement du poisson : 20 % ; celui du gazole : 23 %. « *Depuis la crise du pétrole, il est passé de 13 centimes à 1,90 franc le litre. Compte tenu d'une subvention gouvernementale de 23 centimes, vous n'avez qu'à faire le calcul !* » M. Lanlo l'a fait ce calcul : « *Cela me revient à 3 millions de francs par an.* » Quant aux recettes, elles sont à la fois fragiles et aléatoires : « *Nous ne vendons pas notre poisson, on nous l'achète.* » Les prix dépendent, en bonne logique, de la demande. La denrée est périmée le jour même de sa mise en vente. D'autant que l'ère de la pêche industrielle est aussi celle de la « *surproduction* », de janvier à mars notamment : « *On rapporte quatre fois plus de poisson qu'avant...* »

A la fragilité du produit répond le corporatisme de certaines catégories professionnelles : « *Plus personne ne veut aujourd'hui payer les pots cassés,* affirme un professionnel. *Les dockers ont obtenu en quelques années une augmentation spectaculaire de leur rétribution (de 9 centimes à 1 franc par kilo de poisson, alors que le prix du kilo est passé de 3 à 6 francs) pour débarquer la marchandise, la trier et la mettre en ordre pour la criée. Le salaire de l'équipage est assuré. Jusqu'aux armateurs qui cotisent pour une auto-assurance. Le FROM* (Fonds régional d'organisation du marché) *intervient financièrement chaque fois que les cours descendent au-dessous d'un prix-plancher.* »

Trois cent soixante-dix tonnes de poissons ont ainsi été « *jetées au trou* » en quelques jours. Mais l'armateur est rétribué. « *S'il ne l'est pas, il réclame des subventions aux pouvoirs publics.* » C'est notamment le cas pour la pêche industrielle.

L'époque de l'économie facile, celle du carburant à bas prix, est pourtant terminée. Mais si le port stagne aujourd'hui, c'est que la reconversion engagée ne peut réussir qu'à deux conditions : le maintien de la flotte et l'existence de débouchés assurés pour le poisson. La pêche doit faire aujourd'hui ce que l'agriculture a fait il y a trente ans.

Compte tenu de l'augmentation des charges, les armateurs ne peuvent dégager la marge d'autofinancement suffisante pour construire de nouveaux bateaux, d'autant que l'inflation semble particulièrement galopante dans les chantiers navals. Aujourd'hui, avec l'augmentation des matières premières et les équipements électroniques, il faut compter 12 à 14 millions de francs pour un bateau de 33 mètres (semi-industriel) et 40 millions de francs pour un grand chalutier (55 mètres). On est loin du temps où les armateurs finançaient eux-mêmes le renouvellement de la flotte. Aujourd'hui, ils n'y participent plus que pour 20 % et, malgré l'aide de l'État et de la région (25 % en tout), ils ne bouclent leur budget qu'au prix d'un lourd endettement. Or la flotte industrielle n'est déjà plus toute jeune : dix-neuf bateaux sur vingt-trois ont plus de huit ans. La moitié des chalutiers semi-industriels ont plus de vingt ans. Les artisans dont les investissements sont moins lourds s'en tirent mieux : la moyenne d'âge de la flotte de pêche côtière ne dépasse pas cinq ans.

Le quirat

« *La question du maintien en flotte commence à se poser* », affirme-t-on à la chambre de commerce et d'industrie (C.C.I.). Pour son président, M. Michel Laudren, « *le seul recours aux subventions ne paraît pas susceptible d'assainir profondément la situation* ». La C.C.I. propose donc de « *réactiver le système séculaire de financement des navires : le quirat* ». Ses partisans affirment que ce mode de financement remonte... au temps de la Bible et que Voltaire lui-même y fit fructifier son capital. Il s'agit d'acheter une « part » de bateau durant toute la période de construction. L'avantage de cette opération, purement fiscale (le « déficit » d'un bateau qui ne vogue pas encore est déduit des revenus), a permis la construction de flottes entières et pourrait éviter à celle de Lorient de décliner irrémédiablement (1). Le maire de la ville propose pour sa part l'appel à l'épargne régionale.

Mais la pêche lorientaise n'aura d'avenir que si elle est également intégrée à une chaîne de type agro-alimentaire qui garantirait l'écoulement de la production. C'est surtout le cas pour la pêche industrielle, puisque 60 % du poisson débarqué par les grands chalutiers sont voués à transformation. Or les armateurs ne sont pas équipés de moyens de stockage importants. Alors que, dans certains ports étrangers, il est possible de conserver la production d'une année entière de poisson congelé, le tonnage retiré de la vente en une journée à Lorient (70 tonnes environ) ne peut être conservé. Il n'existe d'autre part que de petites unités de transformation, voire des ateliers artisanaux. Enfin, la société anonyme à caractère coopératif Pro-Pêche commence seulement à commercialiser ses produits : sardines, lieu, thon fumés.

« Un métier de joueur »

Derniers secteurs qui doivent faire une cure d'adaptation : la vente (le mareyage) et le déchargement (les dockers). Il faut donc créer une seconde filière « contractuelle » parallèle à la chaîne actuelle de distribution. Selon cette formule, l'armateur enverrait directement son poisson à l'usine de transformation. Les chalutiers-congélateurs débarqueraient leur poisson mis en caisses et trié préalablement à bord en mer.

Face à une flotte qui vieillit sans les moyens de se renouveler et à des armateurs qui n'assurent pas la relève, les mesures annoncées par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, lors de sa visite à Lorient le 28 janvier (aide aux armateurs pour *le maintien de toutes les flottilles,* arrivée d'un chalutier-congélateur, aide aux industries de transformation), sont-elles de nature à donner un second souffle à Kéroman ? La mairie et la C.F.D.T. (majoritaire chez les marins) les jugent, d'une seule voix, adaptées à *la situation.* « *Les conditions du renouveau sont réunies,* estime M. Le Drian. *Du reste, un groupe de travail composé de toutes les parties prenantes s'est réuni durant des mois, et nous suivrons l'application de ces mesures de très près.* » « *L'hémorragie du port a cessé,* déclare pour sa part M. Daniel Martin, délégué départemental C.F.D.T. *Il était grand temps, mais la relance suivra-t-elle ?* » La chambre de commerce, quant à elle, affirme que les réformes proposées par le ministre sont « *insuffisantes* ».

« *La pêche est un métier de joueur* », conclut M. Lanlo. Reste à savoir si la Bretagne veut « jouer », elle ausi, pour la pêche, comme elle l'a fait pour l'agriculture, la « carte » de l'industrie agro-alimentaire du vingt et unième siècle.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Mais les mesures fiscales prises à partir de 1965 ont mis fin à ce système avantageux.

AU 8, RUE DU BOUT-DU-MONDE

Un fameux fumage

« *C'est Charlot qui a eu l'idée... Il est de Boulogne, alors les techniques de fumage de poisson, il connaît !* » C'est ainsi que M. Charles Bourgain a essayé un beau jour de fumer du lieu noir, pour lui et quelques amis. Comme le nombre des amis ne cessait d'augmenter, il a décidé de créer un atelier de transformation... dans l'arrière-boutique de son bureau du FROM (Fonds régional d'organisation du marché) à Lorient, en compagnie de son associé, silhouette de basque dans ses « *poutou coat* » (sabots de bois). Entre deux activités administratives, ils reçoivent le lieu « *qui arrive tout découpé en filets du port de pêche* », l'étalent sur des plaques, le salent à la main, le passent à l'eau douce quelques heures plus tard, puis le glissent dans les fumoirs. Les filets fumés au hêtre restent de vingt-quatre à trente-six heures dans une immense armoire. « *A partir de demain matin huit heures, nous regarderons leur couleur, leur épaisseur puis nous les sortirons un à un. C'est un travail de boulanger.* »

Plus loin, des filets de hareng, de maquereau, de saumon, achèvent leur « bronzage ». Dans quelques semaines, il y aura aussi « *des truites de mer, car l'essai fait avec des truites d'élevage n'a pas été concluant. On travaille au flair, nous ne pouvons pas faire de grandes quantités* ».

Il faut 2 kilos de poisson brut pour faire 1 kilo de filets fumés. A la découpe, on perd déjà 50 % puis 30 % au fumage, enfin, « *si les filets sont découpés, nous perdons encore 20 %* ». Emballés sous vide, étiquetés, ils attendent rangés dans le réfrigérateur un prochain départ. « *Nous figurons sur des cartes de restaurants de Lorient, Brest et même Paris.* » En Bretagne, on échange déjà des adresses et des recettes de sauce à l'huile, aux herbes, au yaourt, au citron.

Le téléphone sonne... « *Au 8 de la rue du Bout-du-Monde, oui, c'est ça,* répond Charles Bourgain, *vous verrez des bureaux qui sentent le poisson fumé, vous ne pouvez pas vous tromper...* »

M.-C. R.

★ Charles Bourgain, 8, rue du Bout-du-Monde, Lorient. Tél. (97) 37-38-98.

UN ENTRETIEN AVEC LE NOUVEAU MAIRE DE BREST

« Nous ne pouvons nous satisfaire d'une politique navale « de rafistolage »

affirme M. Jacques Berthelot (R.P.R.)

M. Jacques Berthelot (R.P.R.), trente-six ans, a été élu, dès le premier tour du scrutin municipal, pour diriger la ville de Brest, succédant à une équipe d'union de la gauche. Il était entré à la mairie lors des élections partielles de septembre 1982, organisées après le décès du maire socialiste de la ville, M. Francis Le Blé.

Il a fait de la « marine » l'un de ses chevaux de bataille durant la campagne électorale. La vocation maritime de Brest restera-t-elle au centre des préoccupations économiques de la nouvelle équipe municipale ?

« *Sans nul doute,* répond-il. Comment nier la crise que traversent la construction et la réparation navales ? » *La flotte de commerce désarme des bateaux, le trafic pétrolier diminue. Or Brest est spécialisée dans le carénage des pétroliers, notamment des super-tankers, avec sa forme de radoub n° 3.* » Mais « *ce ne sont pas les mesures immédiates prises par le gouvernement et la municipalité socialistes (envoi en formation de deux cents personnes menacées de licenciement, arrivée de deux bateaux de guerre pour travaux d'entretien) qui permettront de résoudre cette crise. C'est du « rafistolage » car le problème de fond demeure : il y a une crise du fret. Ce sont des mesures économiques qu'il faut prendre et non des mesures sociales.* »

Le tout est bien sûr de savoir si Brest « *peut obtenir des marchés. La réparation navale a un atout : le travail qui y est fait est de bonne qualité* ». Mais aussi un inconvénient de taille : « *Les syndicats sont politisés, et les actions qu'ils mènent découragent les armateurs.* »

Il ne faut pas oublier non plus que « *la mairie ne peut pas faire grand-chose* ». « *Le plan de charge de l'arsenal est fixé par le ministère de la défense* », ajoute le nouveau maire ; « *or, mis à part ses ouvriers, mille personnes environ vivent des travaux de sous-traitance* ».

Un port franc

Compte tenu des contraintes nationales et internationales, la politique de la nouvelle municipalité peut se résumer ainsi : faire un effort local de diversification et de prospection. L'équipe de M. Berthelot a formulé plusieurs propositions dans son programme électoral : attirer à Brest des bateaux de grande taille autres que les pétroliers (minéraliers, porte-conteneurs, transporteurs de gaz, cargos) ; aider à la prospection des engins off-shore, des plates-formes de forage ; développer les travaux de carénage de courte durée pour les pétroliers et même construire ou réparer de petits bateaux de guerre étrangers, comme cela se fait en Angleterre par exemple.

D'autre part, « *le port pourrait être un port franc pour l'importation de matières premières en franchise de toutes taxes douanières, matières premières qui seraient transformées sur place et réexpédiées à longue distance. Enfin l'installation d'un mini-terminal pour le gaz de méthane pourrait être envisagée* ».

La mairie n'est pas seule en cause dans cet effort : « *Il revient à la chambre de commerce et d'industrie de rechercher de nouveaux clients pour le port de Brest.* »

A propos de l'arsenal, M. Berthelot est catégorique : « *Si on ne construit pas le porte-avions nucléaire* (que tous les syndicats surnomment ici « le porte-avions électoral »), *nous sommes cuits.* » La nouvelle municipalité « *se battra en permanence pour défendre le plan de charge de l'arsenal brestois* ».

La concertation avec le pouvoir ? M. Berthelot ne voit pas pourquoi sa propre équipe n'aurait pas, comme la précédente et de la même façon, l'oreille des pouvoirs publics. « *Nous allons gérer la ville pour tous les Brestois. On verra si le gouvernement pratique la même politique pour tous les Français.* » En fait, le nouveau maire de Brest préfère « *les actions modestes et ponctuelles, d'autant que l'ère des grands déménagements, celle de la décentralisation industrielle, est terminée* ».

Brest ville à vocation maritime ? « *Forcément* », conclut-il. *Nous n'allons pas nous spécialiser dans la pâte à papier !* » Il « *en parlera à M. Rocard* », pour savoir si, « *au-delà des mots, il existe une volonté politique d'aménagement du territoire* ».

M.-C. R.



RÉGIONS

POUR L'AIDER A RÉSOUDRE SES PROBLÈMES BUDGÉTAIRES

L'Etat accorde à la ville de Créteil une aide exceptionnelle

Créteil, grosse cité du Val-de-Marne, restera à la gauche. Ainsi en ont décidé les électeurs, qui ont renouvelé, d'extrême justesse, leur confiance au maire sortant, M. Laurent Cathala, député socialiste, (lire page 8 l'article d'Olivier Schmidt sur les contestations des scrutins en Ile-de-France). Il a battu, grâce à la mobilisation des abstentionnistes au deuxième tour, son adversaire R.P.R. de quatre cents voix.

Certes, l'opposition, qui lui reprochait de façonner une ville trop importante, trop gigantesque, aura son mot à dire dans le nouveau conseil municipal, mais elle ne pourra pas empêcher M. Cathala de poursuivre le développement de Créteil comme il l'entend, c'est-à-dire comme... une ville nouvelle qui ne dit pas son nom.

La population est passée de 59 000 habitants en 1975 à 80 000 à la fin de 1982, et les édiles municipaux n'abandonneront pas l'objectif qu'ils se sont fixé : 120 000 habitants à terme. *« Il ne saurait être question d'une pause dans la croissance de la ville*, affirme M. Cathala, *pause qui aboutirait au « surdimensionnement » d'équipements publics impossibles à rentabiliser. »*

Ainsi en ira-t-il de la Maison des arts, des infrastructures routières ou *encore de certains équipements* commerciaux. Mais le développement futur de la ville tiendra compte des aspirations des habitants, fait nouveau à Créteil. La deuxième tranche du « nouveau Créteil » sacrifiera le monumental à l'humain et renouera avec un urbanisme traditionnel : immeubles n'excédant pas cinq étages, courettes intérieures, locaux artisanaux et ateliers d'artistes en rez-de-chaussée pour donner plus de vie à la rue. L'emploi ne sera pas oublié,avec l'installation de nouvelles entreprises à la limite de Valenton, au sud.

Ne pas augmenter la pression fiscale

Cette croissance ne va *pas* sans poser certains problèmes financiers. Jusqu'à aujourd'hui, la ville relevait d'un *statut* de droit *commun* et ne bénéficiait pas des avantages des villes nouvelles. Désormais, sans *changer de statut, elle ne sera plus* tout à fait comme les autres. L'État vient de reconnaître sa spécificité et a *décidé de lui verser, au titre* de la dotation globale de fonctionnement, une somme spéciale de 5 millions de francs.

Pour la première fois, la Caisse des dépôts a consenti à allonger la durée et à abaisser les taux des crédits consentis dans des proportions comparables à celles accordées d'ordinaire aux villes nouvelles. Ces dispositions devraient éviter le recours à des emprunts privés, plus chers, et permettre un allégement de la dette communale.

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, vient de prendre plusieurs engagements dans une lettre adressée au maire : subventions de l'État pour la création d'une haltegarderie, d'une maison de quartier, d'une salle polyvalente, de logements sociaux.

« Pour ce qui est des mécanismes généraux de financement du budget communal, précise M. Mauroy, *le commissaire de la République tiendra chaque année avec vous, avant le vote du budget de la commune et la programmation des subventions d'État, une réunion pour examiner les ressources financières globales et les efforts consentis respectivement par l'État et la commune. »*

« Dans le cadre du rétablissement de l'équilibre budgétaire et après examen par la chambre régionale des comptes, continue le premier ministre, *et conformément à la procédure prévue par la loi du 2 mars 1982, l'État prendra les dispositions nécessaires pour permettre à la ville de ne pas augmenter la pression fiscale. »*.

Ces mesures auront pour effet, dès cette année, d'abaisser la taxe professionnelle de 25 à 30 % et d'éviter que les habitants ne payent la taxe d'habitation. Mais l'ensemble du Val-de-Marne devrait aussi en ressentir l'onde de choc : Créteil a absorbé en 1982 la moitié de l'enveloppe des crédits que le département consacre au logement.

Déjà, d'autres communes qui ont connu une croissance rapide et qui ont eu vent des engagements du premier ministre demandent que l'État se penche aussi sur leur cas.

FRANCIS GOUGE.

TRANSPORTS

La presse en avion

M. Charles Fiterman, ministre des transports,a, au *Journal officiel* du 28 février,en réponseà M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, donné des précisions sur la façon dont les trois compagnies aériennes françaises (Air France, Air Inter et UTA) sélectionnent les titres des journaux quotidiensqui sont offerts pendant les vols aux voyageurs.

● A AIR FRANCE, la répartition entre les différents journaux est déterminée par les habitudes de lecture des passagers telles qu'elles apparaissent dans les enquêtes périodiques effectuées par des organismes spécialisés. Lorsque ces enquêtes témoignent d'une évolution des habitudes de lecture, des modifications sont apportées à la composition du lot de journaux. C'est ainsi que, depuis octobre 1981, les quotidiens *Libération* et *le Quotidien de Paris* ont été ajoutés à la liste des journaux proposés à la clientèle. Aujourd'hui, la composition d'un lot de 33 exemplaires, représentant 13 quotidiens, est répartie de la manière suivante :

Titre de journal	Nombre d'exemplaires	
	Vols du matin	Vols du soir
Le Monde	6	10
Le Figaro	7	4
Le Matin	6	4
Le Nouveau Journal	1	1
L'Equipe	2	1
Les Echos	3	2
Le Parisien libéré ..	1	1
La Croix	1	1
France-Soir	—	4
L'Humanité	1	1
Herald Tribune ...	2	2
Le Quot. de Paris ..	2	1
Libération	1	1
	33	33

Le nombre de lots varie en fonction de la capacité des appareils : deux pour un avion de moins de cent sièges et huit pour un avion de plus de trois cent soixante places. *« Il est indubitable que cette répartition respecte le pluralisme des opinions en représentant très largement les grandes sensibilités politiques. Le contester ne reviendrait qu'à substituer la polémique à l'observation honnête. Les dépenses induites par l'achat à Paris de quotidiens français s'élèvent en 1982 à 5 millions de francs »*, précise le ministre.

● A AIR INTER, le nombre des exemplaires de quotidiens offerts aux passagers est déterminé par trois critères : 1) les contraintes budgétaires propres à la compagnie, qui dispose pour l'année 1982 d'un « budget presse » de 9,3 millions de francs ; 2) les tirages de la presse nationale et le souci de représenter le plus largement possible les différentes sensibilités ; 3) les goûts de la clientèle exprimés par sondages.

Les principaux titres distribués sont *le Figaro, le Quotidien de Paris, le Monde, le Matin, l'Humanité et France-Soir*. Sur les vols du matin et du soir, la compagnie propose un nombre d'exemplaires de quotidiens supérieur à celui des sièges offerts. Sur les vols de milieu de journée, la compagnie, se fondant sur le fait que sa clientèle a déjà pris connaissance de la presse matinale, propose un nombre d'exemplaires égal à 60 % du nombre de sièges offerts. Ce rapport s'est révélé dans quelques cas insuffisant et il est arrivé que des passagers derniers servis ne se voient proposer qu'un ou deux titres, *sans toutefois que* le journal *l'Humanité* soit plus particulièrement concerné qu'un autre quotidien.

● A U.T.A., les critères de choix sont également déterminés par la volonté de satisfaire les goûts de la clientèle et de présenter un large éventail de la presse nationale. Dix quotidiens sont ainsi proposés aux passagers. Les journaux *le Monde, France-Soir, le Figaro, le Matin et le Quotidien de Paris* viennent en tête pour la quantité d'exemplaires embarqués à bord.

Compte tenu de ces éléments, il est clair que le respect du pluralisme d'opinion en matière de presse diffusée à bord d'appareils de compagnies françaises n'apparaît en aucune façon menacé.

SPORTS

SAUT A SKI

L'envol solitaire de Gérard Colin

Correspondance

Oslo. — Gérard Colin, un Vosgien âgé de vingt-quatre ans, a réalisé une performance exceptionnelle, le 11 mars, lors de la nocturne de saut à ski *sur grand tremplin* organisée à l'occasion de la Coupe du monde à Baerum, une ville située à 20 kilomètres de la capitale norvégienne. Cet exploit, rarissime dans l'histoire française de la spécialité, s'est concrétisé par une quatrième *place derrière* l'Autrichien *Armin Kogler*, détenteur des deux précédentes coupes du monde, le Norvégien Olav Hansson et le Canadien Horst Bulau.

Déconcentré, le Français n'a pas confirmé, dimanche, dans le concours d'Holmenkollen (il est 40ᵉ) ses étonnantes dispositions, qui se sont d'ailleurs exprimées lors de la dernière quinzaine à Falun (14ᵉ) puis à Lahti (8ᵉ). Depuis Gilbert Poirot (10ᵉ aux Jeux olympiques de Grenoble en 1968), le saut à ski n'avait plus fait parler de lui en France.

En France, le saut ne nourrit pas son homme. Les membres de l'équipe de France ne bénéficient *pas du statut de leurs collègues* skieurs alpins et nordiques, tous casés soit dans l'administration des *douanes, soit dans l'armée*, à l'École militaire de haute montagne de Chamonix. Les fabricants de skis et de *chaussures ne s'intéressent pas à une* spécialité privée de marché.

Gérard Colin glisse « yougoslave » et *marche « autrichien »*. Le jeune Vosgien est au moins libre de ce côté-là. Lors de la remise des prix *à Baerum, il ne s'est pas cru obligé* d'exhiber ses outils de travail... Une indépendance aussi nette ne comporte *pas que des avantages*. Il faut manifester une franche passion à l'égard du saut pour prendre à peu *près sept cents fois par an* la voie des airs depuis bientôt dix hivers tout en n'étant jamais sûr du lendemain. Du moins jusqu'à cette saison où, les très bons résultats aidant, l'assiette se remplit raisonnablement.

Le jeune homme de La Bresse *n'aura pas besoin, pour la première* fois, cet été, de mettre en pratique ses talents de peintre en bâtiment. *En ajoutant au versement* mensuel pour manque à gagner de la Fédération française de ski (1 800 F) les *primes de résultats*, Colin devrait atteindre les 100 000 F. Ces primes sont également versées par la F.F.S., selon un barème assez compliqué : en fonction des points obtenus par le sauteur comparés à la moyenne de ceux des trois premiers du concours, il peut permettre de gagner de 3 000 à 8 000 F en Coupe du monde et de 1 000 à 3 000 F en Coupe d'Europe.

Mais Gérard Colin pense à ses coéquipiers : *« Pour eux, l'année aura été dure, avec seulement le « manque à gagner » de la Fédération. J'ai connu ça. Je m'en suis sorti, mais j'ai mis le temps. C'est grâce à mes jambes... »* C'est sa façon de dire qu'il n'a pas volé cet argent, salaire de sa sueur et de ses doutes enfin balayés par la réussite.

Il aurait pu bénéficier d'un contrat de sportif de haut niveau comme , depuis peu, son coéquipier Bernard Guillaume. Il a refusé sous ce merveilleux prétexte : *« Il s'agissait d'un emploi à la S.N.C.F. Je n'ai jamais pu encaisser les trains. C'est plus fort que moi. Horrible quand j'en vois un. Si j'avais accepté, il aurait bienfallu que je les emprunte ! »* Le jeune Vosgien espère néanmoins pouvoir examiner d'autres offres.

Chef de file d'une centaine de licenciés, Gérard Colin a pris, cette saison, une avance considérables sur les autres membres de l'équipe de France : quatre garçons, dont le plus jeune, Florian Trèves, va bientôt fêter ses dix-sept ans. Peu compétitifs, ils ont sauté uniquement en Coupe d'Europe. Gérard Colin a suivi tout le circuit des Coupes du monde avec son entraîneur, Maurice Arbdez. Il ne parvient pas toujours à assumer sereinement cette solitude, ce rôle de champion dans un désert. Comment le peupler ? La question est délicate à résoudre dans un pays opérant dans cette discipline avec un encadrement réduit, vivant en vase clos.

LLIBERT TARAGO.

AUTOMOBILISME

GUY LIGIER RENONCERAIT A LA FORMULE 1

Guy Ligier envisagerait d'abandonner la formule 1. Déçu par le résultat des deux voitures de son écurie au Grand Prix du Brésil — abandons du Français Jean-Pierre Jarier au vingt-deuxième tour et du Brésilien Raul Boesel au vingt-cinquième, — le constructeur de Vichy a déclaré : *« Des batteries mal ajustées, des attaches de triangles, des roulements et des transmissions cassés, je ne savais pas que l'équipe était tombée si bas. Cela fait dix jours que nous avons panne sur panne. Tous les ans, l'équipe se dégrade. Et je ne vois pas comment cela pourrait s'arranger. Alors je préfère renoncer. »*

Le constructeur, qui fondait de grands espoirs sur sa nouvelle JS-21, rencontre en effet des difficultés financières qui pourraient l'amener à choisir entre son entreprise de voiturettes et la formule 1. La SODEM, filiale de Motobécane, qui distribuait les automobiles Ligier, a déposé son bilan, obligeant le constructeur à remonter un réseau de concessionnaires. *« J'ai fourni de gros efforts, pris des risques, pour être au départ cette saison*, a déclaré Guy Ligier. *J'abandonnerai dans le courant de la saison parce que je connais aussi des problèmes industriels personnels. Il y a une usine derrière et quatre cents personnes à faire vivre à Vichy. »*

CARNET

Naissances

— Frantz BOUCRAUT et Claude-Annie DUPLAT-BOUCRAUT sont *heureux d'annoncer la naissance de leur* fille,

Aline.

11, rue des Récollets,
75010 Paris.

— Jacques et Brigitte LIZÉ ont la joie d'annoncer la naissance de
Marie-Lou,
le 5 mars 1983.
90, rue du Chemin-Vert,
75011 Paris.

Décès

— Mᵐᵉ Marc Azoulaï,
Jessica, Catherine et René,
M. et Mᵐᵉ René Azoulaï,
Les familles Valensin, Scialom, Sasportes, Bessis, Fresco, Cordellier, Hazan,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très cher

Marc AZOULAÏ,
professeur à l'université Paris-I,
Panthéon-Sorbonne,

Funérailles au Père-Lachaise, vendredi, 10 h 30, au columbarium.

— Mᵐᵉ Georges Deseilligny, née Tanie André, *son épouse*,
M. Jean Perrot,
M. Robert Deseilligny,
M. et Mᵐᵉ Christian Deseilligny,
Le docteur et Mᵐᵉ Jacques Tiret,
M. l'abbé Gérard Deseilligny,
M. et Mᵐᵉ François André,
Mˡˡᵉ Lucette André,
M. et Mᵐᵉ Michel André,
ses frères, sœur, beaux-frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges DESEILLIGNY,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,
Mentioned in Dispatches
Star 1939-1945, Burma Star,
survenu le 10 mars 1983, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 17 mars 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, *Paris-1ᵉʳ*.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Rue des Journans, Segny 01170 Gex.

— Michel et Michèle Fardeau,
ses enfants,
François, Vincent, Christine et Jean-Marie, ses petits-enfants,
Odette Garon, sa belle-sœur,
Les familles Fardeau, Herrier, Angereau, Lemasson et Evrard,
Jacqueline Gillet,
Tous ses amis,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Louis GAUTIER-CHAUMET,
journaliste,
ancien député de Paris,
officier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 10 mars 1983 dans sa quatre-*vingt-huitième année*.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, en l'église Sainte-Marguerite, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

24, rue du Docteur-Roux,
92330 Sceaux.
156, rue de la Roquette,
75011 Paris.

[Né le 21 mars 1895 à Angers, Louis Gautier-Chaumet commença sa carrière en 1913 au « Petit Courrier d'Angers ». Après la première guerre mondiale, il sera chroniqueur au « Journal », à « l'Auto », rédacteur en chef de « la Presse », de Radio-Cité, directeur des services politiques de « l'Intransigeant » puis de « Ce soir ». Après la seconde guerre mondiale, il deviendra membre du Bureau national (1945), puis vice-président du R.G.R. en 1955 et député de la Seine (3ᵉ secteur) en 1956. Il dirigera plusieurs revues, créera, animera et présidera de nombreuses associations. Il était président de l'Union nationale des journalistes honoraires.]

— Henri et Hélène Mayer,
Jacques et Marianne Mayer,
Jeannine Mayer,
Philippe et Annie Mayer,
Nicole et Paul Fabbri-Mayer,
ses enfants,
Leurs enfants et petits-enfants,
Adrien et Jay Alcan,
Maurice et Marcelle Alcan,
Louise Alcan,
ses frères et sœurs,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-onzième année, de

Mᵐᵉ veuve
Maurice Daniel MAYER,
née Marianne Alcan,

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Le proviseur,
Le personnel du lycée et du collège Carnot de Cannes,
Le personnel des établissements de Greta,
ont le regret de faire part du décès, survenu à Cannes le 3 mars 1983, de

M. PLUVINAGE Fernand,
intendant universitaire,
conseiller d'administration scolaire
et universitaire,
officier des Palmes académiques.

L'inhumation a eu lieu à Cambrai (*Nord*), *le jeudi 10 mars 1983*, à 14 heures.

—Mᵐᵉ Paul Roquepio, son épouse,
Henri et Hélène, Jean Antoine et Anne Louise, Philippe et Françoise Roqueplo, ses fils et belles-filles, ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mᵐᵉ André Deveaud, sa sœur,
Et M. Jacques Deveaud, son beau-frère,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul ROQUEPLO,
docteur en droit,
qui s'est éteint le 13 mars 1983 dans sa quatre-vingt-treizième année, au terme d'une belle et longue existence.

Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Annonciation, le vendredi 18 mars, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu à La Canourgue-en-Lozère dans le caveau de famille.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. *Henri* STEHLE,
directeur de recherches agronomiques
(E.R.),
survenu le 19 février 1983, à l'âge de soixante-treize ans.

De la part de
Mᵐᵉ Henri Stehle,
M. Guy Stehle et Mᵐᵉ le docteur Michèle Stehle,
Mˡˡᵉˢ Barbara et Diane Stehle,
son épouse, ses enfants et petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée au temple protestant du Saint-Sauveur, *105, rue de l'Abbé-Groult, Paris-15ᵉ, le* mercredi 16 mars, à 15 h 30.

« Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu. »
(Matt., V, 8.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

[*Henri Stehle, ingénieur agricole de Grignon* et d'agronomie coloniale de Nogent, docteur-ingénieur, a fait la plus grande partie de sa carrière d'agronome, de botaniste et d'enseignant aux Antilles. Il a été successivement directeur du jardin d'essais de Pointe-à-Pitre de 1934 à 1938, puis fondateur des écoles d'agriculture de Pointe-à-Pitre (1935) et de Tivoli (1939) et responsable, durant la guerre, de 1940 à 1942, des services de l'agriculture, des eaux et forêts et du conditionnement de la Martinique, créateur, en 1948, de la recherche agronomique des Antilles-Guyane, qu'il dirigea jusqu'en 1964. Il est l'auteur de nombreuses flores et ouvrages sur l'écologie, la botanique et l'agronomie. Titulaire de la *médaille Crevaux des explorateurs* d'Amérique, lauréat de l'Institut et de la Société botanique de France, il était aussi membre correspondant de l'Académie des sciences d'outre-mer, du *Muséum d'histoire naturelle* de Paris et du Jardin botanique de New-York. Il a pris une part active dans les mouvements de protection de la nature et était à ce titre membre du Haut Comité de protection de la nature, administrateur des parcs de Port-Cros et du Mercantour, président du comité scientifique de l'U.R.V.N. et *membre d'honneur du Parc naturel de la Guadeloupe.*]

— Le docteur et Mᵐᵉ Vignes,
M. et Mᵐᵉ Daniel Vignes,
M. François Vignes,
ont la douleur de faire part du décès de

Mᵐᵉ VIGNES,
veuve du professeur Auguste Henri Vignes,

survenu le 16 février 1983 à Usson-du-Poitou (Vienne).

Anniversaires

— 16 mars 1972.

Pour le onzième anniversaire de la *mort du*

professeur Georges DUBARBIER,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part de Mᵐᵉ Dubarbier et de son fils René.

32, avenue Carnot, Paris-17ᵉ.

Avis de messes

— Paulette, Dominique Mocaër
Et Benjamin Dalle,
prient d'assister à la messe qui sera célébrée le vendredi 18 mars, à 12 h 15, en l'église Saint-Honoré d'Eyleau, 66, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16ᵉ, à l'intention de

M. Albert MOCAËR,
décédé le 20 mars 1982.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du Commissaire général de la Marine

Frédéric LAURIN,

une messe sera célébrée à son intention le jeudi 17 mars, à 18 heures, dans la chapelle du Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris.

Le Monde

culture

CINÉMA

LA MORT DE MAURICE RONET

Comédien de son temps

L'acteur Maurice Ronet est mort le 14 mars à Paris des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

Il fit ses débuts au cinéma grâce à *Jacques Becker qui, dans Rendez-vous de juillet,* lui donna le rôle d'un représentant de la génération d'après guerre, dite « de Saint-Germain-des-Prés ». Il avait vingt-deux ans, il était beau, séduisant, on l'employa en France et en Italie comme nouveau « jeune premier », jusqu'à *Ascenseur pour l'échafaud* (1957), *où Louis Malle sut utiliser* ses véritables dons dramatiques, sa présence, et une ambiguïté qui n'était guère apparue auparavant.

Maurice Ronet affirma, au tournant des années 60, une personnalité intéressante parce que difficile à cerner, achevant sa mutation avec *Plein soleil,* de René Clément et *Feu follet,* de Louis Malle, *d'après le roman* de Drieu La Rochelle. Au cours d'une carrière féconde, il resta, malgré certains films médiocres, un acteur exceptionnel, échappant aux *stéréotypes et aux modes,* et vivant toujours, dans sa maturité, la passion de ce *Métier de comédien* (1) sur lequel il publia, en 1977, un livre de réflexions. On a pu apprécier aussi son talent de metteur en scène dans les films qu'il tourna pour la télévision au *cours de ces dernières années.*

[Né à Nice, le 13 avril 1927, Maurice Ronet, après des études au Conservatoire, est acteur au théâtre, dans les classiques, avant de rencontrer Jacques Becker qui l'engage pour *Rendez-vous de juillet* (1949). Lancé au cinéma, il tourne au cours des années 50 une vingtaine de films de genres divers, échappe à son emploi de « jeune premier » avec *Ascenseur pour l'échafaud*, de Louis Malle, bientôt suivi *de Plein soleil* (1959), où René Clément lui fait mener un jeu de rapports étranges avec Alain Delon. Il est également acteur en Italie, en Espagne et aux Etats-Unis. Une nouvelle *rencontre avec Louis Malle* en 1963 lui vaut alors son meilleur rôle (*Feu follet*). Jusqu'en 1976, il tourne plusieurs films par an, parmi lesquels on peut citer *Trois chambres à Manhattan*, de Marcel Carné ; *la Longue Marche*, d'Alexandre Astruc ; *la Ligne de démarcation* et *le Scandale*, de Claude Chabrol ; *la Piscine*, de Jacques Deray ; *la Modification*, de Michel Worms, d'après Michel Butor ; *Qui ?*, de Léonard Keigel ; *Raphaël ou le débauché*, de Michel Deville (le désespoir romantique).

En 1963, Maurice Ronet s'était essayé, *sans succès, à la mise en scène de* cinéma avec *le Voleur du Tibidao*. En 1977, il réussit cette nouvelle carrière avec *Bartleby*, nouvelle d'Herman Melville réalisée pour la télévision. Suivent, au petit écran, *Folie douce* (1979), d'après William Irish (il y tient, de plus un rôle remarquable), *le Scarabée d'or et Ligeia*, d'après Edgar Poe (1981). Acteur, on le vit encore au cinéma dans *Beau-père*, de Bertrand Blier (1980), et *la Balance*, de Bob Swaim (1982), et à la télévision dans *la Déchirure* de Frank Appréderis (1982).]

JACQUES SICLIER.

(1) Editions France Empire.

L'école buissonnière

Il disait : « *J'appartiens à une génération perdue, une génération qui a commencé par jouer la comédie de la guerre dans la cour de récréation.* »

Il ajoutait que, une fois adultes lui et ses amis – il aimait beaucoup l'amitié, et elle le lui rendait bien – eux donc, complices en bande, passaient leur temps à rechercher *la cour de récréation « un peu partout, dans les livres, les films, souvent dans les bars »*. Voire dans cette cuisine où avec Christian Marquand, ils jouaient avec des couteaux à une corrida dangereuse. Pour rire, l'alcool aidait. Ronet parlait de l'ébriété en poète. Il maîtrisait l'art de boire, en désespéré pudique, pur. Buvait avec ses amis, pour avoir l'impression de faire *l'école buissonnière, de prolonger* la vie. « *Seulement,* disait-il encore « *si l'on veut continuer à vivre il faut s'arrêter de boire.* » Ce qu'il faisait, « *sans excès* », à cause de son métier « *l'essentiel* »), pour pouvoir écrire aussi, *pour lire*.

Il lisait beaucoup. Il avait tout lu. C'était le temps de Sartre. Il s'était immergé dans Céline, en solitaire, avec la passion d'un autre bien différent de *lui* : Dominique de Roux. Il jurait par Michaux, s'appuyait sur Valéry pour mieux être près de Faulkner, d'Hemingway. Ses philosophes avaient pour nom Shopenhauer, Heidegger, Kierkegaard : pas un hasard si « l'enfant triste » à la Nimier qui adapterait Melville savait l'attrait du *suicide*.

Tout cela, son talent de *conteur aussi, donnait des nuits* très gaies, belles et plutôt foldingues : alors Paris s'appelait Saint-Germain-des-Prés. Oui, Ronet était d'époque.

Son élégance mélancolique, sa fantaisie devenaient symboles. En un demi sourire, il cristallisait les doutes de ceux qui en 1960 *allaient finir d'avoir trente* ans. Et pourtant il ne vieillissait pas, ou si peu. Une nature, comme on dit. Quelqu'un. Quelqu'un d'attentif aux êtres (il préférait ceux-ci, celles-ci « *en danger, en porte à faux* »).

Beaucoup pourraient parler de son regard. Il avait les yeux du *peintre qu'il avait commencé par* être, avec sérieux, lui, ce fils de comédiens, capable aussi de jouer du piano jusqu'au matin, ou de s'installer à l'orgue des églises, dans la campagne ou *il* avait fini par acheter un bout de *terre, après avoir toujours vécu* dans des chambres d'hôtel. « *Chez moi,* disait-il, *c'est la sensibilité qui l'emporte, l'intelligence fait seulement fonction de gendarme.* » Il aura été un vigilant.

MATHILDE LA BARDONNIE.

« L'ÉCRAN MAGIQUE », de Gianfranco Mingozzi

Le plaisir du film

Il y a l'intellectuel à petites lunettes, *le fasciste des années 30* au mâle profil et à la chemise noire, la *belle insurgée, la fille de famille très* portée sur les muscles prolétaires, les enfants qui s'éparpillent sur la place du village, les ocres et les verts de la campagne, tour à tour bouleversée de lumière ou quadrillée de pluie. Est-ce à dire qu'on a déjà vu cent fois *l'Écran magique ?*

Il existe un charme particulier du *film historique italien, sentimental et* raisonneur, et Mingozzi – un peu mieux connu peut-être du public français depuis la récente rétrospective à la Cinémathèque (1) – travaille ici en complicité avec Bertolucci et les frères Taviani. Mais il y met un *amour du cinéma qui n'appartient* qu'à lui, et *l'Écran magique* n'est autre qu'un hommage à la lanterne du même nom.

Le soir, dans les bourgades, deux frères sortent de leur camion chaises, projecteur, bobines. Ils installent le voile (*Vela incantata est le titre original*), et voguent dans l'ombre les aventures surgies du néant. Quel est le métier de ces jeunes nomades ? Nous faisons du cinéma, répond l'aîné. *Puisqu'ils le montrent.* Exactement comme les gens du Denfert-Rochereau, seule salle à abriter Mingozzi, font du cinéma : en aimant les films, en les montrant.

Autour des projections, autour des deux garçons dont Mingozzi livre progressivement le passé, le monde de *la petite ville où ils sont établis prend* corps. Ils sont absorbés ou rejetés. Le plus vieux se débat parmi les citadins, prêt à tous les compromis pour sauver son rêve quotidien. Plus proche des paysans, le cadet, hanté par les abandons de son enfance, que rejoindront les premiers abandons de l'âge adulte, découvre les perversités *de l'époque, la fiction et ses mensonges.* Sous son regard, le fascisme est décrit dans son pouvoir d'élimination : disparaissent l'intellectuel communiste, le viel homosexuel libéral, et tous ceux qui s'opposent à l'odre établi.

On resterait là des heures, car joue la magie de Mingozzi. Il dit ce *que l'on sait déjà avec des ellipses,* ou en s'attardant sur les émotions, il propose d'aimer ses héros de la façon la plus conventionnelle, mais il nous entraîne dans la poésie d'un plaisir, celui qui, en toute connaissance de cause, fait rire et pleurer aux *surprises des histoires bien racontées.*

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Denfert-Rochereau (14e).

(1) *Le Monde* du 18 janvier.

«MARTINOVICS», de Judit Elek

(Suite de la première page.)

L'abbé Martinovics a lui-même rédigé dans notre langue des *Théories philosophiques,* à Buda, qui est alors la capitale de la Hongrie. L'essentiel *de ces documents est constitué par* l'enquête, menée à Vienne, du conseiller principal de la police, Shilling, et par le journal du prince Nador, frère du roi François II.

Avant même les événements traités par *Martinovics*, ce qu'on peut *appeler le procès Martinovics,* – l'enquête, les interrogatoires et l'exécution d'une partie des conspirateurs, – l'Autriche est déjà dans une situation inextricable. Le monarque *Joseph II (qui régna de 1780 à* 1790), influencé par notre Encyclopédie, veut instaurer une sorte de monarchie *révolutionnaire,* joue au despote éclairé. Il a parmi ses familiers l'abbé hongrois Martinovics qui, lui, rêve d'une révolution radicale, et *non pas d'une simple réforme.* Léopold II succède à Joseph II, puis François II, sous le règne duquel se déroule le film entre 1794 et le printemps 1795, à Léopold II.

Judit Elek suppose connu du public l'arrière-plan historique de l'af*faire Martinovics, car l'abbé de* Szaszvar appartient en Hongrie à une sorte de florilège révolutionnaire, comme certaines figures de notre aristocratie et de notre clergé à *l'époque de la Révolution* française. Martinovics se lance dans un double, un triple jeu, vis-à-vis du pouvoir, vis-à-vis de la police, vis-à-vis de ses complices. Une parenté lointaine existe, semble-t-il, avec les préoccupations du cinéaste polonais Andrzej Wajda pour son film français sur *Danton,* postérieur. Insensiblement, avec une force dialectique vertigineuse, *Martinovics* nous enserre dans les rets d'une histoire où le bien *et le mal n'ont plus* la *transparence* chère aux âmes naïves. Martinovics devient le visionnaire de la révolution, l'illuminé.

Judit Elek, avec une perversité que nous dirions « féminine », si l'adjectif ne sonnait péjorativement, a serré d'autant plus près une impossible vérité de l'histoire qu'il n'y avait *pas de réponse toute faite.* Elle a inventé une forme, à mi-chemin des constructions sèches de Robert Bresson et du plain-chant verbal des films de Pierre Perrault, qui révèle un prodigieux talent.

Il est dommage qu'en 1981 (l'année de *Méphisto*) les responsables de la sélection du Festival de Cannes aient *ignoré* cet ouvrage, qui leur était alors proposé pour la section expérimentale Un certain regard. Nous pourrions voir aujourd'hui le film dans des conditions normales, avec une copie 35 mm, des sous-titres. Ne manquez pas *Martinovics* tant qu'il en est encore temps.

LOUIS MARCORELLES.

★ **Les Gémeaux, Sceaux, jeudi 17 mars, 21 heures. Tél. : 660-05-64.**

MUSIQUE

CRÉATION « LA LUNE VAGUE », de René Koering, à Rennes

Un maelström lyrique

Autant l'avouer tout de suite, plutôt que de le laisser deviner à travers des formules ambiguës, je n'ai pas aimé le nouvel opéra de René Koering, la Lune vague, *dont le théâtre de Rennes présentait la création scénique les 8 et 9 mars. Mais c'est là une opinion toute personnelle car le public semble avoir suivi la représentation avec une attention soutenue et, à la fin, n'à pas ménagé ses applaudissements.*

Une musique fatigante, brouillonne, associant tant bien que mal instruments traditionnels et moyens électro-acoustiques et qu'on a peine à croire sortie de la même plume que le quatuor crée à Venise en 1981 ; une intrigue compliquée – moitié en allemand, moitié en français, – mêlant les thèmes de la création (artistique), de l'amour, de la mort, de l'initiation aux clichés de la littérature fantastique, telles sont, en termes crus et malgré quelques minutes d'émotion vraie ou de plaisir musical ici et là, les réflexions que m'inspire, à la première audition, ce maelström lyrique.

Quelles que soient la valeur et la portée d'un jugement qui n'engage que son auteur, il serait injuste cependant de piétiner en quelques formules un travail de longue haleine dans lequel un compositeur s'est engagé complètement (puisqu'il est également l'auteur du livret) et qui répond indéniablement à une puissante nécessité intérieure.

Au premier plan des forces vives du livret de la Lune vague, *il faut placer son ambiguïté, qui permet à chacun d'y découvrir les grands thèmes auxquels il est plus particulièrement sensible : l'intrigue laisse la porte ouverte à l'imagination, ce qui, en matière d'opéra, vaut toujours mieux qu'un didactisme vain. Quant à la partition, outre des effets évocateurs d'orages intérieurs, elle met à contribution la vocalité sous toutes ses formes depuis la parole des comédiennes (Thalie Fruges et Penny Fairclough) jusqu'au lyrisme en perpétuel débordement des deux héros : Martin Egel (Hokou-l'Artiste) et Julien Conwell (Lobelai-la Mort), en passant par le grotesque de Spyros Sakkas (Zak-le Matamore) et la voix électronique (le Père).*

Pour la réalisation scénique de cet opéra créé en version de concert lors des rencontres internationales de Metz en 1982, René Koering avait fait appel à deux spécialistes italiens de la mise en scène à effets, dans le bon sens du mot, capables de produire sur un plateau de théâtre des illusions que l'on croirait réservées au cinéma : Maria Francesca Siciliani et Uberto Bertacca (ce dernier pour le décor et les costumes). Ils ont confectionné, avec des moyens relativement limités, une sorte de « grand spectacle » onirique, comme en appelle l'opéra fantastique. Dans la fosse, les musiciens de l'Itinéraire, en petite formation, et placés sous la direction de Michel Decoust, ont contribué à la réussite de l'ensemble.

GÉRARD CONDÉ.

★ *La Lune vague* doit être repris au Festival d'Angers, puis sur d'autres scènes.

LETTRES

CORRESPONDANCE

Le salon de Florence Gould

Après la mort de Florence Gould et l'article de Dominique Aury publié dans le Monde *du 3 mars, M. Jean Grand d'Issy-les-Moulineaux nous écrit :*

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le salon de Florence Gould *ne s'ouvrit pas en 1945, mais dès* 1941. D'abord à l'hôtel Bristol, puis dans son somptueux appartement de l'avenue Malakoff, à partir d'avril 1942. Florence Gould suivit les conseils de Marie-Louise Bousquet d'utiliser sa fortune pour créer un salon littéraire.

On y retrouvait, tous les jeudis, beaucoup de grands noms de la littérature d'alors, aussi bien collaborateurs que résistants : Pierre Benoit, membre du Comité France-Allemagne, et Jean Paulhan, fondateur du Comité national des écrivains, Jouhandeau, Cocteau, Marcel Arland et bien d'autres, mais aussi des officiers francophiles de l'armée d'occupation comme Jünger ou Heller. Celui-ci, familier de la maison, mentionne dans son livre, *un Allemand à Paris* (édition du Seuil 1981), qu'il y rencontra même le colonel Partick, chef de l'Abwehr (Service du contre-espionnage allemand) à Lyon.

Ce fut toute la richesse mais aussi toute l'ambiguïté d'un tel lieu que *de permettre de telles rencontres en* une telle époque.

∴

En outre, M. René Defez, directeur des éditions des Deux rives, nous prie de signaler que c'est lui qui, en 1950, « ressuscita » le Prix des critiques dont Florence Gould assura ultérieurement la dotation.

EXPOSITION

LES DESSINS DU COMTE D'ORSAY AU LOUVRE

Un collectionneur de collections

Mille dessins au Louvre et dix mille gravures partagées avec la Bibliothèque nationale portent la marque d'un monogramme dont on a longtemps *ignoré le sens. Il s'agit,* pour les dessins, d'œuvres d'artistes italiens des XVIe et XVIIe siècles ou d'artistes français ayant travaillé au XVIIIe à l'académie du roi à Rome. Une exposition de cent quarante-quatre pièces, accompagnées de documents, *raconte* l'histoire récemment reconstituée de ce collectionneur qui n'avait pas laissé grand souvenir parmi les amateurs de l'Ancien Régime. Son titre nobiliaire, ajouté à son *patronyme de Grimod était fraîchement* acquis et sa collection, rapidement constituée peu avant la révolution, quitta ses salons aussitôt après le bouleversement de 1789.

Sur l'un des dessins portant le mystérieux cachet, les lettres R.S. *entrelacées à l'intérieur d'un* O, la dédicace d'un érudit italien indiquent une piste que confirment des recherches faites dans les archives des musées nationaux. On y trouve les *procès-verbaux de la saisie de la collection* du comte d'Orsay. O.R.S. est donc le comte d'Orsay.

Commencé le 16 septembre 1793 par la commission des arts de Versailles, l'inventaire de la saisie dure huit jours. Le détail de la collection se *trouve dans de longues feuilles manuscrites* où sont repris jusqu'aux annotations en italien figurant au bas ou au dos des dessins. L'administration française est bien organisée : *elle note tout et conserve tout.* Une seule chose a disparu : l'inventaire du collectionneur même qui s'étalait sur 305 pages et que la commission des arts avait eu entre les mains.

Fils d'un fermier général rapidement enrichi, Jean-Marie-Gaspard *Grimod, avait acheté son titre de Seigneur* d' Orsay en 1770 à la famille qui a d'autre part laissé son nom au Quai et par conséquent au futur musée du dix-neuvième siècle. Ayant la fortune, il veut redorer son blason grâce aux demeures de prestige et à l'art. Malgré l'ampleur de ses trésors, le comte n'est pas un collectionneur encyclopédique selon la mode du Siècle des Lumières. Il *n'achète pas en amateur, œuvre par* œuvre. Il achète par lots. C'est un collectionneur de collections, plus spécialement de collections d'artistes, bien différentes des ensembles qui décorent des appartements et où l'on trouve des études de *figures, de détails anatomiques,* de drapés, de visages servant à leur travail d'atelier. Pour les compositions, souvent les gravures leur suffisent. C'est le cas du fonds provenant de *Charles Natoire, trente-quatre pastels,* plus de très nombreux dessins d'artistes italiens, certains « retouchés » par le peintre, qui en patron de l'académie de Rome, n'hésitait pas à rectifier une œuvre en sa possession.

Le comte d'Orsay part à la rencontre de Natoire en 1775 au mo*ment où celui-ci prend sa retraite de* directeur de l'académie de Rome. Jeune veuf de vingt-quatre ans, le comte entreprend ainsi un voyage de trois ans en Italie, ce grenier des arts de l'Europe, au dix-huitième siècle. Il est en avance sur la mode, venue *d'Angleterre, du « grand tour »,* où se mêlaient voyages, acquisitions d'œuvres, rencontres d'érudits et d'artistes. Un savant romain, Carlo Bianconi – l'auteur de la dédicace *qui a révélé l'existence du comte* d'Orsay, – est son cicérone sur le marché. Le comte achète à tour de bras, non sans se faire « refiler » des pièces douteuses.

Mais il va à l'académie du roi, le club des artistes français, mise en place par Louis XIV tant pour étudier les antiques que pour retenir ses pen*sionnaires dans le giron national* afin qu'ils ne se perdent pas comme Poussin et Gellée en devenant romains. Le comte d'Orsey se fait mécène des pensionnaires qui le conseillent et l'accompagnent dans ses voyages, « *sans qu'il leur en coûte rien* ». Son périple à travers les sites archéologiques de Sicile est évoqué par d'étonnants dessins de Suvée qui a découvert des vestiges ignorés de *Winckelmann, l'apôtre allemand* de l'antiquité romaine.

Le comte d'Orsey fait plusieurs acquisitions importantes autour de l'académie de Rome : les collections de l'atelier Natoire qui vient de décéder, de Vleughels, lui aussi ancien di*recteur de l'académie, de Subleyras* pensionnaire et peintre français qui a passé une grande partie de sa vie en Italie et dont le Louvre possède aujourd'hui quasiment tous les dessins grâce à O.R.S. A ces trois fonds exceptionnellement riches, il faut ajou*ter un ensemble Bouchardon, des* feuilles de Suvée, Deprez, Mellin... et, doublant en quantité ces dessins d'artistes français, des dessins italiens de Cambiaso, Cortone, Agresti, *Crespi, Zuccaro,* et nombre d'anonymes de Sienne, de Venise, de Rome...

Deux cent vingt-deux caisses seront nécessaires au comte d'Orsay pour expédier ses acquisitions. De retour à Paris, la collection Calvière lui permet de compléter ses œuvres d'Italie d'autres dessins français (Vouet, Le Sueur, Coypel, Corneille...) et d'œuvres de l'école du Nord (Rubens, Rembrandt, Hoogstraten). Il achète, jusqu'en 1784, des trésors d'art qu'il installe en partie *dans les salons et galeries à éclairage* zénithal de son hôtel de la rue de Varenne, aménagé comme un museum et qui, dans ces années de préhistoire du musée, passe pour « *une des curiosités à voir à Paris* ». Ce comte d'Orsay est mort pauvre, mais la révolution, qui a confisqué sa collection, a réalisé son rêve de museum. Son trésor est en effet resté dans son intégralité au musée national du Louvre.

JACQUES MICHEL.

* Les dessins du comte d'Orsay, au Louvre. Catalogue établi par Jean-François Méjanès. Jusqu'au 30 mai.

THÉATRE

« L'ORDINAIRE », de Michel Vinaver, salle Gémier

L'heure de vérité dans les glaces

Un avion privé, qui emporte de Rio à Santiago-du-Chili le président d'une compagnie américaine de construction, sa femme, sa secrétaire, ses quatre vice-présidents et deux parentes tombe dans la Cordillère des Andes.

La nouvelle pièce de Michel Vinaver, *l'Ordinaire*, nous fait assister à la survie des naufragés. Les uns vont mourir des suites de l'accident. D'autres se perdront dans les glaces. Le matin du quarante-deuxième jour *ne restent qu'une femme et un* homme : dans l'espoir d'atteindre la plaine, ils s'éloignent vers un col, animés par la femme, la plus courageuse.

Pour certaines pratiques précises de la technique de survie, Michel Vinaver *a pris appui sur le témoignage* de naufragés véritables, dont l'avion était tombé dans ces montagnes il y a quelques années, et notamment sur le fait que ces vrais naufragés, lorsque les vivres furent finis, n'eurent d'autres moyens de se nourrir que la chair de leurs camarades morts. Mais tout de suite il faut préciser que le propos de cette pièce n'est pas dans ce fait d'exception, en tout cas pas dans son exploi*tation facile : cet acte (consommer* cette chair) est « énorme », mais justement cette énormité s'inscrit ici dans une suite de conduites de survie obligatoires, et l'art suprême de Michel Vinaver, dans cette pièce qui est un chef-d'œuvre, consiste, entre autre chose, à nous impliquer dans une réflexion passionnante et approfondie sur ce qui, dans nos vies, est libre, sur ce qui est nécessaire, sur le *plus ou moins de lumière que nous* apportons à ce tri.

L'Ordinaire est une œuvre qui, de seconde en seconde, maintient le spectateur en suspens, et qui, du même coup, atteint la dimension du grand théâtre méthaphysique pur, avec, comme grands frères accoudés à l'horizon, les Grecs et les Alle*mands*.

Fidèle à ses habitudes, Michel Vinaver distribue, module entre ses protagonistes, un contre point très vivant, souple, de suites de paroles instinctives, de dialogues posés, d'accrochages brusques, d'anges qui passent, de cheveux sur la soupe, de silences causants partagés, ou de rêveries perdues : *admirable musique* de chambre, claire et ombreuse, hasardeuse et entêtée, enclenchée et fonçant à vide, comme si toutes nos servitudes et nos espérances d'humains dansaient lentement là, devant, dans le rayon oblique de ces paroles aux cœurs croisés, une ronde éternelle. C'est très fort et très beau. Cessons de gémir sur un soi-disant désert : Michel Vinaver est un dramaturge essentiel.

Les acteurs ont été conduits à la perfection par Alain Françon et l'auteur. Particulièrement remarquables sont Jean-Marc Bory, l'un des vice-présidents, coincé entre sa thématique acquise de manager efficace et *ce qui lui reste d'enfance, comédien* d'une rare présence, dont la cendre n'étouffe pas le feu mais, au contraire, semble le chauffer à blanc, et qui diffuse ainsi l'éclat d'une méditation fiévreuse, d'une passion donnée à autrui sans exhibition aucune, et Michel Peyrelon (le président de l'entreprise) qui, au contraire, extériorise carrément la volonté et les accrocs du personnage, mais avec un charme ironique attachant ; il faut dire que Michel Peyrelon « porte » avec un humour frappant l'accumulation de lainages hétéroclites que la cinéaste Michèle Rosier a conçue pour vêtir les naufragés de *l'Ordinaire* (Michèle Rosier a transformé de fond en comble, il y a quelques années, la façon dont on se nippe dans les Alpes).

Les autres acteurs, Yveline Ailbaud, Anne Alvaro, Gilles Amiot, Georges Goubert, Anouk Grinberg, *Dominique Guihard,* Claude-Bernard Pérot, Henri Serre, Hélène Surgère, sont excellents. Beau décor de Gérard Schlosser.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre national de Chaillot, salle Gémier, 20 h 30.



CONCERTS

Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Jeudi 17 mars 20 h 30	QUATUOR PRAT HAYDN - DUTILLEUX BEETHOVEN

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 19 mars 20 h 30	Dir. : LORIN MAAZEL STRAVINSKY R. STRAUSS

MUSIQUES TRADITIONNELLES

RADIO FRANCE Grand Auditorium Samedi 19 mars 21 h	TURQUIE CINUÇEN TANRIKORUR Chant et oud Musique profane et sacrée

CONCERT DE L'U.E.R.

RADIO FRANCE Lundi 21 mars 20 h 30	JUNGE DEUTSCHE PHILHARMONIE Dir. Gary BERTINI WEBERN - DEBUSSY SCHUBERT

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 22 mars 20 h 30	Dir. : Lorin MAAZEL MAHLER : 7e SYMPHONIE

MUSIQUE DE CHAMBRE à la mémoire de Pierre HASQUENOPH

RADIO FRANCE Grand Auditorium Mercredi 23 mars 20 h 30	Quatuor ENESCO, M. SARTOVA R. et A. PETROSSIAN E. CHOJNACKA, A. DUMOND V. BAUER, M. GELIOT J.Y. FOURMEAU Instrumentistes du NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE dir. : P.M. LE CONTE

MUSIQUES SACRÉES

ÉGLISE ST-GERMAIN-DES-PRÉS Jeudi 24 mars 20 h 30	DONIZETTI - PUCCINI T. Hart, T. Cedelle S. Pecchioli, P. Bello M. Smith, A Titus Chœur de Radio France NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE dir. : G.L. GELMETTI

PERSPECTIVES DU XXe SIÈCLE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Samedi 26 mars	« La jeune musique par les jeunes musiciens » 14 h 30 : STOCKHAUSEN WEBERN - SCHOENBERG Soliste de l'Ensemble Modern 18 h : WEBERN - F. GOLDMANN Y. DIEDERICHS - STOCKHAUSEN N.A. HUBER Ensemble Modern de la JUNGE DEUTSCHE PHILHARMONIE dir. : Peter EÖTVÖS

CYCLE ACOUSMATIQUE INA-GRM

RADIO FRANCE Lundi 28 mars	18 h 30 : FERREYRA ALMURO 20 h 30 : DHOMONT ROYON LE MEE

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences.



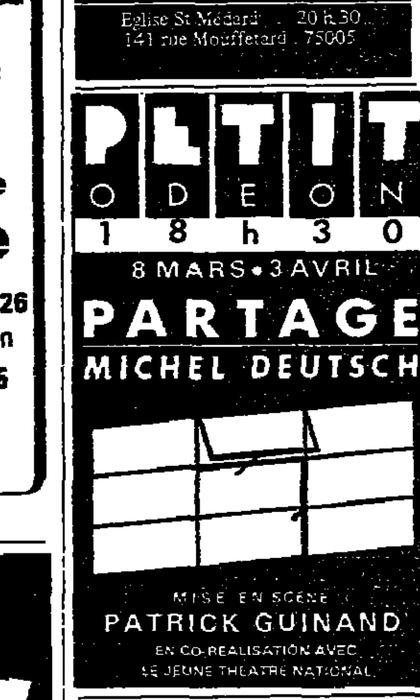
SALLE PLEYEL - 20H30
Mercredi 16, jeudi 17, vendredi 18 mars
DANIEL BARENBOÏM
CLAUDIO ARRAU
DEBUSSY - LENOT (16, 17)
BRAHMS (16, 18 : Conc. piano n° 1)
BRAHMS (17, 18 : Conc. piano n° 2)
Cycle de Musique de Chambre
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 12 avril - 20h30
ITZHAK PERLMAN
VLADIMIR ASHKENAZY
BRHAMS (Sonates piano violon)
SALLE PLEYEL - 20H30
Mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15 avril
DANIEL BARENBOÏM
MAURICE ANDRÉ
BEETHOVEN - HAYDN
ALBINONI - ELGAR (13, 14)
SCRIABINE (13, 14) - BRAHMS (15)
LOCATION SALLE PLEYEL OU 563.07.96

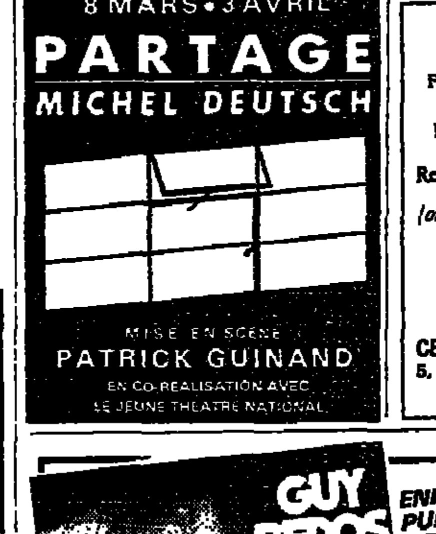
CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE GAVEAU Mercredi 16 mars à 20 h 30 (p. e. Mondial Musique)	QUINTETTE FRANCE-FINLANDE L. Karhilo G. Poulet, M. Moulin T. Adamopoulos, M. Stilz KOKKONEN (1re audition) BEETHOVEN - SCHUBERT
SORBONNE GRAND AMPHI 47, r. des Écoles Jeudi 17 mars à 20 h 45 Loc. : FNAC Royal Tourisme Libr. Gibert (disques) CROUS (p.e. Werner)	CALCHAKIS MUSIQUE DES ANDES Cantate POUR UN HOMME LIBRE (création en concert) CHŒURS SORBONNE
SALLE GAVEAU Jeudi 17 mars à 20 h 30 (p.e. Dandelot)	J.M. Fournier Productions en accord avec A. Busschaert Unique Récital du pianiste ÉMILE NAOUMOFF SCHUBERT, FAURÉ, RAVEL NAOUMOFF, STRAVINSKY
ÉGLISE ST-GERMAIN-des-PRÈS Jeudi 17 mars 20 h 45 (p.e. Mondial Musique)	J.S. BACH : PASSION selon saint JEAN C. LAPORTE, D. HERLIDO J. ELWES, U. REINEMANN J. VILLISECH Chœur national dir. : Jacques GRIMBERT Orchestre de Chambre de VERSAILLES dir. : Bernard WAHL
THEATRE de PARIS Samedi 18 h « Sous les Lustres » le 19 mars Rens. 280-09-30 (p.e. Mondial Musique)	Lauréats de la Fondation Menuhin Véronique GHESQUIERE harpe Jacques LIBOUBAN flûte BLAVET, BACH, HAENDEL GODEFROY, CHOPIN DONIZETTI, FRANÇAIX JOLIVET, FAURE, etc. ?
SALLE GAVEAU Samedi 19 mars à 17 h (p.e. Werner)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE PROGR. MUS. FRANCE CULTURE Quatuor Vermeer BEETHOVEN - MENDELSSOHN MOZART
Eglise des Billettes Dimanche 20 mars à 17 h (p.e. Kiesgen)	Ensemble Instrumental et Vocal du Collegium de Versailles Dir. : Franck LANGLOIS A. BRUMEL - W. BYRD JOSQUIN DES PRÉS
SALLE CORTOT 78, r. Cardinet Dimanche 20 mars à 20 h 30 (Valmalète)	« IN MEMORIAM ERNST WALLFISCH » TRIO LUDWIG Lory WALLFISCH piano Alain MOTARD piano MOZART, BEETHOVEN MIHALOVICI SCHUBERT
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Châtelet Lundi 21 mars à 18 h 30 (p.e. Werner)	CATHERINE CANTIN flûte Orchestre des élèves du Conservatoire de Paris Dir. : JEAN-SÉBASTIEN BEREAU Ferguerey, Mozart, Bach
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Châtelet Lundi 21 mars à 20 h 30 (p.e. Werner)	LISBETH BALSLEV soprano ORCH. COLONNE dir. : UWE MUND Beethoven, Wagner
THÉÂTRE de l'OPÉRA-COMIQUE Salle Favart Lundi 21 Mercredi 23 mars à 18 h 30 (p.e. Valmalète MusicaGlotz)	DEUX RÉCITALS Le 21 : Frédéric LODEON Bach, Kodaly Le 23 : Augustin DUMAY Piano : Blandine DUMAY STRAUSS, DEBUSSY RAVEL
THÉÂTRE de l'OPÉRA-COMIQUE Salle Favart Lundi 21 Mercredi 23 mars à 20 h 30 (p.e. Valmalète)	Le 21 : CONCERT BACH « Les Sol. de l'Opéra » Sol. : Pierre DOUKAN Le 23 : CONCERT AUTOUR du Piano et du Violon Sol. : Georges PLUDERMACHER HERVÉ LE FLOCH BRAHMS - BARTOK - FRANCK
THÉÂTRE de l'OPÉRA-COMIQUE Salle Favart Lundi 21 Mercredi 23 mars à 22 h 30 (p.e. Valmalète)	2 CONC. DE MUSIQUE TRADIT. INDIENNE RAVI SHANKAR
Théâtre des Champs-Elysées Mercredi 23 mars à 20 h 30 (Dandelot, p.e. B.A Musique)	Au profit de la restauration de la Cathédrale Orthodoxe St Alexandre Nevsky Récital de piano YURY BOUKOFF Chopin, Liszt, Schumann
SALLE GAVEAU Mercredi 16 Mercredi 23 mars à 18 h 30 (Valmalète)	Une heure avec... QUATUOR VIA NOVA le 16 : HAYDN SCHUBERT le 23 : MOZART BRAHMS
Théâtre des Champs-Elysées Jeudi 24 mars à 20 h 30 (P.e. Dandelot)	« Les Grands Concerts » av. la partic. de l'Ademma Unique Concert à Paris du WIENER NONETT Membres de l'Orchestre philharmonique de Vienne Mozart - Beethoven - Spöhr
ESPACE P. CARDIN Lundis 11 et 18 avril 20 h 30 Rens. : 266-17-30 (P.e. Mondial Musique-Valmalète)	Musique à l'Espace « ANNÉE J. COCTEAU » FRANCIS POULENC : LA VOIX HUMAINE avec Jane RHODES COCTEAU POÈTE évocation audiovisuelle de J.-M. Grenier

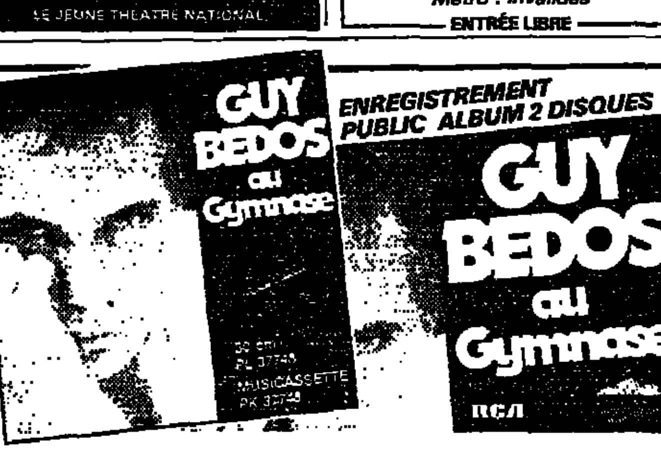
Musique
THEATRE DE LA VILLE
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
du 22 au 26 mars
katia et marielle labèque
mardi 22 jeudi 24 samedi 26
de Scott Joplin à Gershwin
mercredi 23 vendredi 25
Stravinsky
274.22.77

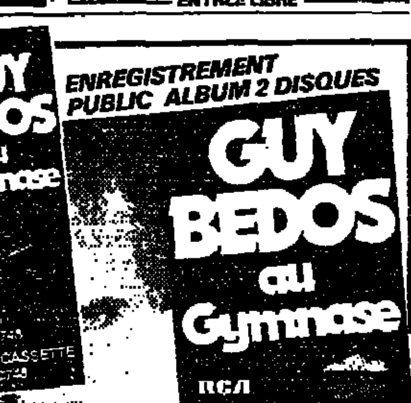
Fêtes Baroques
Mars
16/3 R. JACOBS, K. JUNGHANEL
W. CHRISTIE, J. TER LINDEN
Eglise St Médard 20 h 30
141 rue Mouffetard 75005





GUY BEDOS
au Gymnase
PROLONGATION
Location 21 jours à l'avance
Tél. 246.79.79
RCA





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

KLEBER ET MARIE-LOUISE, Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 21 h.
LA PLUS FORTE. PREMIER AVERTISSEMENT, Centre suédois (271-82-20), 20 h 30.
PEINES DE CŒUR D'UNE CHATTE ANGLAISE, Th. de Paris (280-09-30), 20 h 30.
LE PARADIS SUR TERRE, Th. 18 (226-47-47), 22 h.
L'ORDINAIRE, Gemier (727-81-13), 20 h 30.
LES EMIGRÉS, Déchargeurs (236-00-02), 20 h30.
PERFORMANCES, Bastille (357-42-14), 19 h.
MARIONNETTES TCHÈQUES, Th. de Paris, petite salle (280-09-30), 20 h 30.
LE SAPERLEAU, Saint-Denis, Halles (243-00-59), à 20 h 30.
LAZARE DUPRON, Villejuif, Th. Romain-Rolland (726-15-02), 21 h.
TU AS LES BRAS TROP COURTS, Mogador (285-28-80), 20 h 30.
LE POTIER D'ÉTAIN, Salle Valhubert (584-30-60), 20 h 30.
BECKETT WARRILOW, Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philippe (243-00-59), 20 h 30.
THÉATRE D'OMBRES, La Huchette (326-38-99), 21 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Intermezzo.
CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer : 18 h 30 : Palerme ou Jérusalem.
ODÉON (325-70-32) : 20 h 30 : Triptyque.
PETIT ODÉON (325-70-32) 18 h 30 : Partage.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : le Pip Simmons : Snuff le Silencieux.
CARRÉ SYLVIA MONFORT (531-28-34) 20 h 30 : Chaud et froid.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23) 21 h : Moi.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), 20 h 30, les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), 21 h, L'amour tue ; 18 h 30 : Chant du cygne.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30, les Corps étrangers.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine, les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-36-36), I : 20 h 30, Lamentu di l'omu persu tra mare e surgente ; – Aquarium (374-99-61) 20 h 30, Histoires de famille. – Epée de bois (808-39-74) 20 h 30, la Mort travestie.
CINQ DIAMANTS (580-18-62) 21 h : la Mort d'Elsa.
CIRQUE MORENO (782-02-82) 20 h 30 : Djebel Amour.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Resserre 20 h 30 : le Bon Dieu ; le Marchand d'anchois. – Galerie 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) 20 h 45, Comédie passion.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) 20 h 30, Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) 20 h 30 : Hôtel Jawat et de la plage.
DAUNOU (261-69-14) 21 h, Argent mon bel amour.
DEUX PORTES (361-49-92) 20 h 30 : Les Fourmidiables.
ÉDOUARD VII (742-57-49) 21 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42) 20 h 30, Azaïs.
ÉPICERIE (272-23-41) à 20 h 30 : les Chants de Maldoror.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 22 h, Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
ESSAION (278-46-42), 20 h 30 : la Manekine.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; II. 22 h, S. Joly.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : la Chienne dactylographe.

CONCERT
Robert MEUNIER
luth
Œuvres de Mouton, Gaultier, Ferrabosco L., F. da Milano, Newsidler
JEUDI 17 MARS à 20 h 30
Le Compositeur Philippe MÉNARD
ATELIER
Recherches à partir des synthétiseurs Oberheim
(ouvert à tous, sur inscript., p. 235)
LUNDI 21 MARS à 17 h 30
CONCERT
Accompagné par Serge RUSTIN sur synthétiseur Oberheim
MARDI 22 MARS à 20 h 30
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (7e) - 551-35-73
Métro : Invalides
ENTRÉE LIBRE

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 15 mars

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Gilles X ; Maréchal de Rais.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 18 h 30 : Yes peut-être : 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Penduje ; Petite salle, 18 h 30 : OM-SAAD.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74). 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse, 21 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : le Fauteuil à bascule.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 22 h : Feu et Viols.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Agir, je viens.
TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
TH. DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : Intimité.
TH. DE PARIS (280-09-30) II 18 h 30 : Silvia Malagugini.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Dylan ; Petite salle, 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Femmes d'un homme.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : J. Beaucarne.
MARIGNY (256-04-41), à 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Serge Reggiani.
PALACE (246-10-87), 20 h 30 : Nicole Croisille.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 21 h : Holiday on Ice.
PORTE DE LA MUETTE (288-46-10), 20 h 45 : Les nuits du cirque.
PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11), à 20 h 30 : J. Clerc.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina ; O. Guidi, J.-C. Carrasco.

La danse

CISP (343-19-01), 20 h 45 : Suzon Holzer.
PALAIS DES CONGRES (758-13-03), 20 h 30 : la Belle au bois dormant.
THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Théâtre et musique.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : J. Kalfan (Bach, Beethoven, Albeniz...)
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Ensemble 2e2m, dir. : P. Mefano (Iranyi, Sciarrino, Murail...).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : A. Brendel (Beethoven).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : Les Arts florissants, dir. : W. Christie (Gesualdo, Vecchi...).
ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Pueri Cantores, dir. : J.-P. Lore (Liszt).
ÉGLISE SAINT-LOUIS EN L'ILE, 20 h 45 : Chœur J.-B. Corot, dir. : G. Boulanger (Fauré, Kodaly).
ÉGLISE SAINT-JULIEN LE PAUVRE, 21 h : Quatuor Epsilon (Mozart, Mendelssohn).
IRCAM, Espace de projection, cycle INA-G.R.M., 18 h 30 : (Petit, Srawley) ; 20 h 30 : (Dufour, Bayle).
ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 21 h : Ensemble Antiqua de Paris, dir. : J. Roussel (Bach, Haendel).
ÉGLISE N.-D. DES CHAMPS, 20 h 30 : Représentation sacrée de la Passion du Christ.
CONCIERGERIE, 21 h : Ensemble d'archets français, dir. J.-F. Gonzales (Vivaldi).
THÉATRE 14, 20 h 30 : J. Fourrier ; C. Sedro (Glück ; Gershwin ; Debussy).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Gérard Badini, Swing Machine
CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), 20 h 30 : Solo et Namana.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, Conversation II.
ELYSÉE-MONTMARTRE (606-38-79), 20 h 30 : Trio Hank Jones.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, Stan Getz, Chet Baker.
PATIO (758-12-30), Eddie Cleanhead Vinson.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : E. Le Lann, Devillers, Urtreger.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Varis, D. Cravie, Y. Torchinsky, J. Jouy.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : M. Laferrière.
SUNSET (261-46-60) 23 h : J.-M. Kadjan.

En région parisienne

ASNIÈRES, Grand Théâtre (790-63-12), 20 h 45 : Victoria de Los Angeles.
AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16), 20 h 30 : Noce.
BAGNEUX, Th. V.-Hugo (663-10-54), 20 h 30 : Lady Macbeth au village.
BOBIGNY, Maison de la culture (831-11-45), à 20 h 30 : les Ames mortes.
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.T.B. (603-60-44), 20 h 30 : la Fleur au fusil.
CERGY-PONTOISE, C.C. (032-79-00), 21 h : Maupassant.
CHATILLON, Église St-Philippe et St-Jacques, 20 h 45 : Ensemble J.-S. Bach.
CHATOU, M.J.C. (071-13-73), 21 h : Le procédé Guimard-Delaunay.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) 20 h : la Tragédie de Coriolan.
IVRY, Théâtre (672-37-43), 20 h 30 : Homme pour homme.
MALAKOFF, Théâtre 71 (655-43-45) 20 h 30 : Mère Courage et ses enfants.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : Combat de nègre et de chiens.
SAINT-DENIS (243-00-59), 20 h 30 h : la Légende d'Agamemnon.
SARCELLES, Forum des Cholettes (419-54-30), 21 h : Tchouk-Tchouk Nougah. Lacombe et Asselin.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : les Marches ténébreuses.

WARNER COLUMBIA FILM
invite les lecteurs du Monde *à une projection exceptionnelle en avant-première du film de Richard ATTENBOROUGH*

GANDHI
avec BEN KINGSLEY

Le mardi 22 mars 1983 à 20 h 30 au cinéma LE GRAND MIRAMAR, place de Rennes, 75014 PARIS.

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes, dans la mesure des places disponibles.

✂ ....

Invitation pour : 1 personne
2 personnes (*)

A retourner au *MONDE* « GANDHI » J.-F. COUVREUR
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09,
accompagnée d'une enveloppe AUTOCOLLANTE non timbrée à vos nom et adresse.

(*) Rayer la mention inutile.





SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15, la Fille de Hambourg, de Y. Allégret ; 19 h, Hommage à S.-S. Saless : Loin du pays ; 21 h, les Iles, de I. Azimi.

BEAUBOURG
(278-35-57)
Relâche

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

ALL BY MYSELF (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54)

ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33)

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85)

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 13e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM Nº 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE CAMION DE LA MORT (A., v.f.) : Gaîté-Boulevard, 9e (233-67-06).

CAP CANAILLE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

CAPITAINE MALABAR DIT « LA BOMBE » (It.-A., v.f.) : Paramount-City, 6e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

COBRA (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Cujas, 5e (354-89-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Miramar, 14e (320-89-52).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.). (V. ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'EMPRISE (A., v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'IMPOSTEUR (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (**) (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BARQUE EST PLEINE, film suisse-allemand de Markus Imhoof, v.o. : Forum, 15e (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE CHAT NOIR (*) film italien de Lucio Fulci, v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

L'ECRAN MAGIQUE, film italien de Gianfranco Mingozzi, v.o. : Denfert, 14e (321-41-01).

FANNY ET ALEXANDRE, film suédois d'Ingmar Bergman, v.o. : Gaumont-Halles, 1e (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

HALLOWEEN III, LE SANG DU SORCIER (*) film américain de Tommy Lee Wallace, v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

HORREUR DANS LA VILLE (*), film américain de Michael Miller, v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MORTELLE RANDONNÉE, film français de Claude Miller, Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SANS RETOUR (*), film américain de Walter Hill, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? film yougoslave d'Emir Kusturica, v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Opéra, 2e (261-50-32).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44).

RAMBO (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-50) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE RUFFIAN (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-63-68) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

T'ES HEUREUSE, MOI TOUJOURS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TOUT L'OR DU CIEL (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Kinoparama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

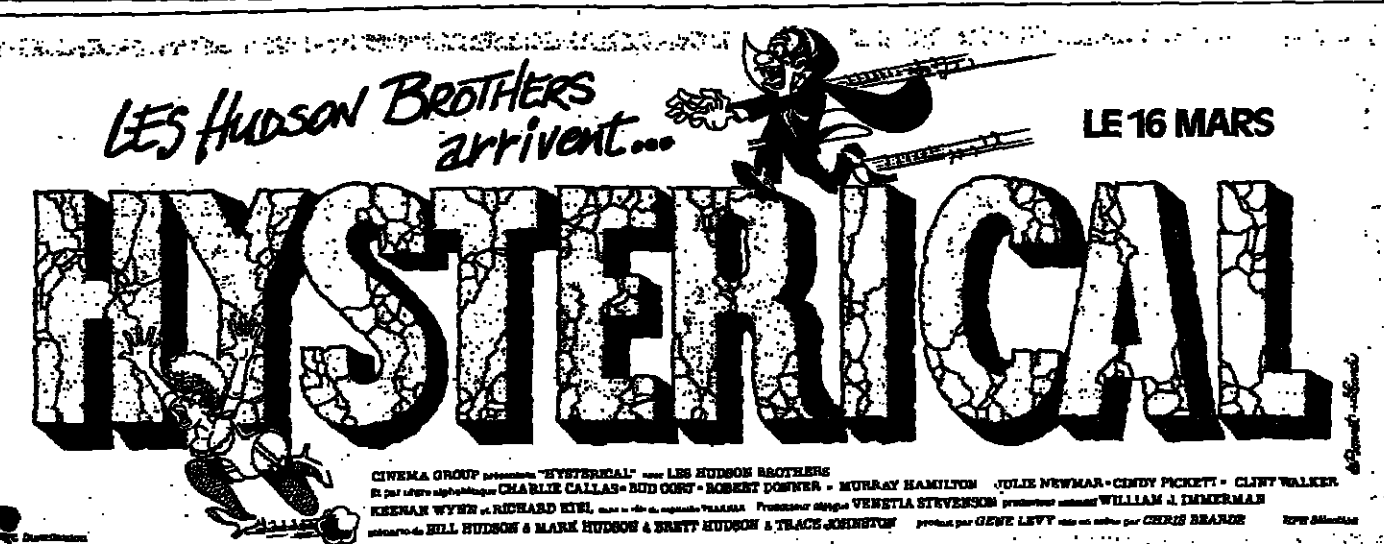
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

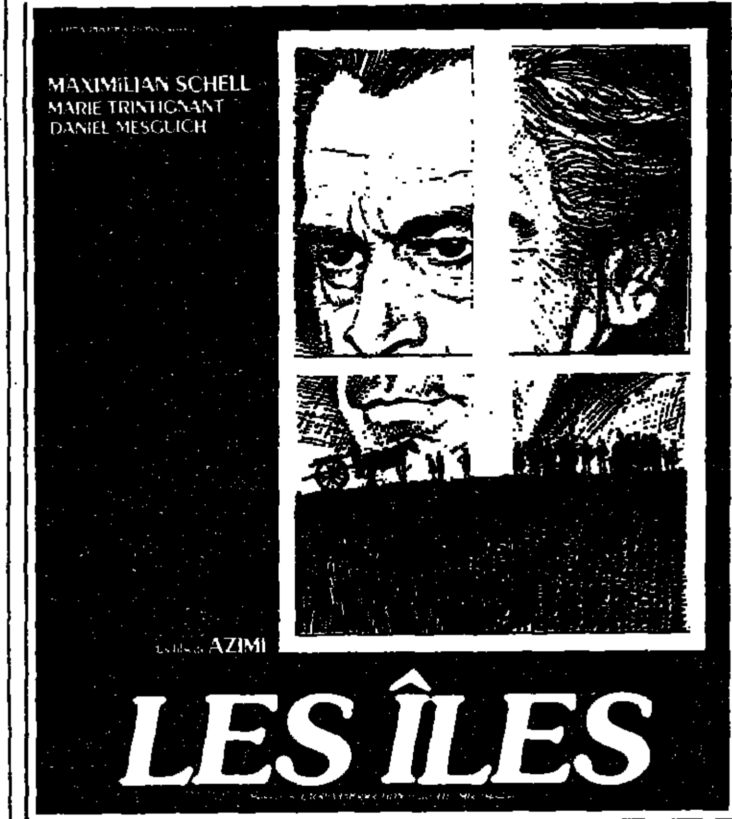
YOL (Turc, v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).















COMMUNICATION

Mardi 15 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Retransmission théâtrale : Flock.
De S. Rougerie, mise en scène E. Bierry, réal. M. Bertin, avec S. Fennec, S. Rougerie, J. Turlier...
Entre deux coups de téléphone anonymes, Paul et Fabienne improvisent un dîner. Sébastien Flock, le patron de Paul, débarque et tire les ficelles à coups de whisky et de revolver...

22 h 30 Famille je vous aime.
Enquête de B. Lartigue-Hania, réal. L. Mauri (Rediff.).
Un reportage sur des enfants victimes de graves problèmes familiaux.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 Film : Le Mouton noir.
Film français de J.-P. Moscardo (1979), avec J. Dutronc, H. Rolles, T. Lopert, A. Wilkins, J. Desailly, M. Daems.
Un avocat qui a, volontairement, quitté son métier, et sa femme, enlève sa petite fille — pour laquelle il n'a qu'un droit de visite — afin de vivre avec elle, à sa guise.
Mise en scène impressionniste, assez frêle, pour une fantaisie poétique où Jacques Dutronc vagabonde à sa manière, avec la jeune Hélène Rolles.

22 h 20 Lire, c'est vivre : la Bête humaine, de Zola.
Par P. Dumayet.
Commenté par des employés de la S.N.C.F.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.
Soirée Alfred Hitchcock. A 20 h 20, actualités Gaumont ; à 20 h 45, Tom et Jerry ; à 23 h 10, Tex Avery ; à 23 h 15, Réclames ; 23 h 35, journal.

20 h 55 Premier film : La mort aux trousses.
Film américain d'A. Hitchcock (1959), avec C. Grant, E. Marie-Saint, J. Mason, J. Royce Landis, L. G. Carroll (Rediffusion).
Un agent de publicité new-yorkais, aux prises avec des espions et accusé d'un meurtre qu'il n'a pas commis, s'enfuit par le train et vit de dangereuses aventures.
Passionnant suspense dans lequel Hitchcock a rassemblé de nombreux thèmes et pas mal de citations de certains de ses films. Ce qui lui a permis de faire de la pure mise en scène sur une intrigue-poursuite dont Cary Grant est le héros.

23 h 50 Deuxième film : Lifeboat.
Film américain d'A. Hitchcock (1943) avec T. Bankhead, W. Bendix, W. Slezak, M. Anderson, J. Hodiak, H. Hull (v.o. sous-titrée. N.)
Les rescapés du torpillage d'un navire américain par un sous-marin allemand se trouvent réunis dans un canot de sauvetage. Or il y a, parmi eux, un nazi.
Film anti-fasciste (sur un sujet de John Steinbeck) du temps de la deuxième guerre mondiale. Hitchcock y a apporté l'ambiguïté des relations humaines, de la lutte du bien et du mal.

1 h 29 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

1 h 30 Prélude à la nuit.
Dédicaces, *de Schumann.* Sur le cimetière, *de Brahms, deux mélodies chantées par H. Prey.*

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui. Le problème philosophique, avec J. Roger.
20 h, Dialogues : philosophie et architecture, avec D. Payot et B. Queysanne.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Premières loges : œuvres de Verdi, Thomas.
20 h 30, Concert (donné salle Pleyel à Paris le 7 janvier 1983) : « Symphonie n° 8 », de Schubert ; « Symphonie n° 9 », de Brückner, par l'Orchestre national de France : dir. G. Kuhn.
22 h 30, Cycle acousmatique.
23 h 30, *La nuit sur France-Musique : Jazz-Club.*

Mercredi 16 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : les concours administratifs.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 53 Tirage de la loterie.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du loto.
20 h 35 Les mercredis de l'information : Derrière les murs.
Les exclus de la raison, reportage réalisé par H. Chambon et J.-C. Fontan.
Durant trois semaines, une équipe de TF1 a vécu dans l'hôpital psychiatrique de Vinatier près de Lyon.
(Lire notre article ci-contre)

21 h 40 Festival de Pau 1982 : Récital d'Alexis Weissenberg.
« Prélude, fugue et variation » de C. Franck, « Jésus que ma joie demeure » de Bach...

22 h 35 Balle de match.
Magasine mensuel du tennis : les Noirs américains et le tennis ; la Coupe Davis ; le classement du mois.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : Les amours de la Belle Epoque.
14 h 5 Les carnets de l'aventure.
« L'Eau blanche des Rocheuses ».
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
16 h 40 Cyclisme : Paris-Nice.
17 h 15 Platine 45.
Avec Pia Zadora, Randy Newman, Klaxon, Paula Moore, Christophe...
17 h 45 Terre des bêtes.
L'actualité animale : les animaux à l'affiche ; la protection de la forêt tropicale ; alerte chez les ornithologues ; les manchots...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Théâtre : Reviens petite Sheba,
de W. Inge. Mise en scène de S. Narizzano, avec Laurence Olivier et Joanne Woodward.
22 h 10 Magazine : Moi... je.
de B. Bouthier.
Un an de ma vie ; play back ; spécial couples ; soupe de nuit ; le son du mois.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Alcooliques anonymes.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Emission de Guy Lux, Lela Milcic et Pascal Danel.
Avec Gérard Lenorman et Roland Magdane.
21 h 35 Journal.
21 h 55 Téléfilm : Les chardons de la colline ou Léopold Baillard.
Réal. E. Logereau, avec J.-C. Arnaud, C. Brosset, L. Arbessier...
Une triste histoire que celle de ces trois prêtres qui n'en font qu'à leur tête en bâtissant une sorte de congrégation qui fait tache d'encre dans l'Europe. Ils finiront par être excommuniés...
22 h 49 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.
22 h 50 Prélude à la nuit.
Sonate pour violoncelle, de Z. Kodaly par P. Tortelier.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Les médecins sans frontières et l'Afghanistan.
8 h, *Les chemins de la connaissance* : Le Sahara des autres ; à 8 h 32, Au village avant 1914.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, *Le livre, ouverture sur la vie* : La XXe Foire internationale du livre pour enfants à Bologne.
11 h 2, La musique prend la parole : Mahler.
12 h 5, *Agora.*
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Journée Bernd-Alois Zimmermann (et à 17 h 32 et 20 h).
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Les femmes de M. Legouvé », de L. Estang.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : les jardins aquatiques.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 45, Promenade ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : *Mémoires d'un défunt.*
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : l'espace et le temps aujourd'hui ; le problème philosophique.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères.
6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Liszt, Berlioz, Haendel, W.-F. Bach.
8 h 7, Le Bougolama de 8-9.
9 h 5, D'une oreille l'autre : œuvres de Beethoven, Haendel...
12 h, *L'amateur de musique.*
12 h 35, Jazz : Toc et pas Toc.
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Ferrabosco, Johnson, Lawes, Bull, Blow, Purcell, Humfrey ; par C. Wells, contre-ténor ; N. Henon Kufferath, clavecin.
14 h 4, Microcosmos.
17 h 5, Repères contemporains.
17 h 30, Les intégrales : de la musique de chambre de J. Brahms.
18 h 30, *Studio-Concert (en direct du Théâtre du Ranelagh)*, œuvres de J.-S. Bach, Schubert, Chopin, Brown ; par A. Ball, piano.
19 h 38, Jazz : Où jouent-ils ?
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert (donné à la salle Pleyel à Paris le 9 janvier 1982) : « Voie, pour récitant, chœur et orchestre » de *Globokar* ; « *Kiem Ai, pour chœur et orchestre* », de Ton That Tiet, par le Nouvel Orchestre philharmonique, chœur et maîtrise de Radio-France ; Dir. J. Mercier et V. Globokar, chef de la maîtrise : H. Farge, sol. M. Lonsdale, récitant.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : le club des archives.

À voir

Au cœur de la nuit

Ce que vous verrez mercredi soir — et il faut que vous le voyez, — *c'est toute* la *détresse* et toute la tendresse du monde. Toute l'horreur et tout l'honneur de l'humanité. C'est à l'hôpital psychiatrique du Vinatier près de Lyon, un ramassis de cas désespérés, — il y en a près de quinze cents, des *malades mentaux émaciés*, obèses ou édentés, — prématurément blanchis, murés dans une angoisse sans fond, agités de tremblements, de soubressauts convulsifs ; des débiles profonds réduits à l'état d'animaux rugissants ; des enfants pubères qu'il faut langer, qu'il faut nourrir à la cuiller ; des petits pantins désarticulés dodelinant dans des fauteuils roulants ; des personnages âgées, des caractériels, des grabataires... Enfin, c'est le dépotoir du département.

Et pourtant ça ne fait pas peur. Ça ne fait pas rire. Plus extraordinaire encore, ça ne fait pas pitié. C'est comme ça, voilà tout. Et pour une bonne raison : derrière ces carreaux sans cesse brisés, *sans cesse remplacés*, au milieu de ces chaises en plastique valsant au gré de continuels accès de violence encouragés par l'inaction et l'ennui, des hommes et des femmes en blanc veillent avec un intelligence, une gaîté, un bon *sens, une simplicité, un calme* infinis sur le bien-être, ou plutôt le mieux être, de leurs patients. Ils donnent toujours l'impression de trouver normal ce qui est anormal. A aucun moment, en aucune circonstance, vous ne distinguerez *dans leurs attitudes, dans* leurs intonations, le moindre accent de condescendance ou de compassion.

Ils se rendent parfaitement compte de la situation. Ils s'étonnent même de voir une équipe de télé venir glaner ici des images de l'enfer. Ils réclament des unités plus petites, maisons communales, foyers, que sais-je. Ils ont raison, bien sûr. Reste qu'ils ont réussi à créer dans cet asile d'un autre *âge* une atmosphère si chaude, si gentille, que ceux qui partent reviennent. Et pas seulement parce que leur réinsertion sociale est difficile, voire impossible.

Parce que il y a une certaine manière de regarder les choses en face, de demander parfois et aux soignés et aux soignants de laisser leur folie au vestiaire, folie répétitive des premiers, interprétative des seconds, d'encourager la sexualité des pensionnaires et de les protéger contre les invites et les agressions — elles sont fréquentes — des gens de l'extérieur *qui* trouvent là des proies faciles. *Bref, parce qu'au cœur de cette* souffrance et de cette nuit, brille, apaisante, lumineuse, la tolérance.

CLAUDE SARRAUTE.

★ « Les mercredis de l'information : les exclus de la raison », A2, mercredi 16 mars, 20 h 35.

UNE EXPOSITION AU MUSÉE DE LA PUBLICITÉ

La saga du ticket-choc

Le Musée de la publicité (1) présente une exposition, inaugurée mardi soir 15 mars, consacrée aux campagnes publicitaires de la R.A.T.P., menée depuis 1981 sur la thème de « *la deuxième voiture* ».

Star publicitaire des années 80, le ticket de métro ? M. Pierre-Robert Tranié, adjoint au chef du service du *développement commercial*, responsable des campagnes publicitaires de la R.A.T.P., s'en déclare persuadé. Le petit rectangle jaune et marron, oublié au fond des poches ou jonchant le sol des couloirs du métro, est devenu protéiforme, grâce à *l'imagination des concepteurs* et aux possibilités des techniques audiovisuelles.

Vedette des films publicitaires cinéma-télévision de l'année 1981, deuxième encore en 1982 malgré une durée de vie de quinze mois (selon l'institut IPSOS), le spot « *Ticket chic, ticket choc* » symbolise la volonté de la Régie de se donner une marque jeune et moderne. Une nouvelle version de ce film sortira à la mi-mai. « *Ce sera la suite de la saga du ticket* », dit M. Tranié.

Le démarche publicitaire de la R.A.T.P. est toute récente. Très longtemps, la Régie a considéré que *sa situation de monopole, dans* le domaine des tranports collectifs parisiens, la dispensait de toute propagande. Puis elle s'est rendu compte que le développement des moyens de locomotion individuels (voitures particulières, taxis, motos) et un *changement des mentalités lui faisaient* perdre une nombreuse clientèle. En 1972, elle créait un service commercial (marketing et promotion), devenu, en 1980, service du développement commercial.

Mais, jusqu'à cette dernière date, la R.A.T.P. ne jouait que sur deux genres de communication : *événementiel* (la rénovation ou la création d'une *station de métro*, le renouvellement de certains matériels etc.) et institutionnel (la promotion de l'image globale de l'entreprise, comme la campagne « *La R.A.T.P., c'est moi* »). Ce n'est qu'il y a trois ans qu'elle s'est ouvertement lancée sur le marché commercial, pour vendre ses produits, donnant ainsi un coup de fouet à la carte orange (créée en 1975) et incitant les Parisiens à utiliser ses services.

D'où la campagne sur « *la deuxième voiture* ». Ce slogan, très bien reçu par le public — selon tous les sondages, — a été trouvé après une recherche *classique* », dit M. Tranié, parmi deux mille mots possibles. Une douzaine de personnes travaillent au service du développement commercial (ce qui est très inférieur aux structures comparables existant, par exemple à la S.N.C.F.) et une cellule de communication a été créée dans chacun des deux réseaux, routier (bus) et ferré (métro, R.E.R.). Un comité de coordination de la communication se réunit tout les cinq ou six semaines et, depuis 1973, la réalisation des campagnes publicitaires de la R.A.T.P. est confiée à l'Agence ECOM-UNIVAS.

« Ciblant » mieux ses publics, menant aussi des campagnes axées sur le comportement, comme celle intitulée « *frauder, c'est bête* » — le thème de la sécurité est encore plus délicat à traiter —, la Régie a consacré, en 1982, un peu moins de 20 millions de francs à sa publicité, ce qui représente à peine 0,20 % de son budget. « *Notre principal concurrent*, dit, M. Tranié, *est la voiture particulière. Pour ce qui concerne la seule région parisienne, Renault avait, il y trois ans, un budget de publicité deux fois supérieur au nôtre, et l'ensemble des constructeurs automobiles un budget dix fois plus élevé* ».

Vingt millions de francs, c'est le prix de cent mètres de voies ferrées nouvelles... La *plus grosse part* de ces crédits a été absorbée par la campagne sur « *la deuxième voiture* » : 9 millions de francs, dont 3,5 millions de francs pour la télévision. La R.A.T.P. ne s'adressant, en principe, qu'aux Parisiens, la R.F.P. (*Régie française de publicité*) *lui a* consenti des abattements importants, dès les premières diffusions (à la rentrée de septembre 1981). Mais les sommes engagées dans l'audiovisuel — s'ajoutant au coût de la publicité cinématographique ou par voie d'affichage — ont contraint la Régie à supprimer pratiquement toute annonce dans la presse magazine. Sauf pour les actions d'information liées à « l'animation » dans le métro (3,5 millions de francs du budget publicitaire). La R.A.T.P. entreprend du reste, une prochaine « animation » dans la deuxième quinzaine de mai, consacrée cette fois à la bande dessinée.

Nouvelle venue sur le marché publicitaire, la Régie a fait une percée spectaculaire : les collectionneurs s'arrachent les affiches, la mode s'est emparée des couleurs jaune et marron, et M. Tranié donne, aux étudiants férus de communication, des cours à l'INA et à la Sorbonne... La R.A.T.P., « *une marque à découvrir* », comme dit un autre slogan.

M. C.

(1) Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, 75010 Paris. L'exposition « Le musée à le ticket » est ouverte du 16 mars au 30 avril. Tous les jours de 12 h à 18 h, sauf le mardi.

Lu

« CHALEUR ET POUSSIÈRE », de Ruth Prawer Jhabvala

L'Inde, cet « imbroglio inextricable »

L'Inde est une mangeuse d'hommes. Elle ressemble à ces plantes vénéneuses qui exhalent un parfum enivrant destiné à attirer *d'éventuelles proies. Sous les* pétales, il existe une autre réalité : des écrivains comme R.K. Narayan ou Bhadani Bhattcharya (1) en ont rendu compte d'une façon attachante. Evidemment, ils sont indiens.

Ruth Prawer Jhabvala est d'origine polonaise. A la veille de la seconde guerre mondiale, elle s'est installée en Grande-*Bretagne où elle a fait ses études* avant d'aller vivre en Inde au début des années 50. A la croisée de plusieurs cultures, Ruth Praver Jhabvala est une observatrice privilégiée. En témoignent des romans comme *A Bakward Place* ou *Get Ready for Battle*qui restituent à la fois la société contemporaine indienne vue de l'intérieur, et l'affrontement entre les valeurs occidentales et les valeurs orientales.

Les éditions Balland se proposent de faire découvrir l'œuvre de *cette romancière. Un* premier titre vient de paraître, *Chaleur et poussière*, qui conte la destinée de deux femmes. Le récit concernant la première, Olivia, se situe avant l'indépendance, en 1923. Femme d'un fonctionnaire de l'administration coloniale, Olivia s'ennuie dans la résidence : elle y voit toujours les mêmes têtes, les mêmes Anglais, blasés, et dédaigneux à *l'égard des autochtones*. Elle finit par faire la connaissance d'un petit prince local dont elle tombe amoureuse. Ce sera le début de sa fin.

Deuxième destin : celui d'une narratrice qui se trouve être la petite-fille du *mari d'Olivia. Elle* arrive en Inde dans les années 80, à une époque où les déçus du matérialisme occidental viennent s'abreuver aux sources d'une spiritualité bien séduisante. La narratrice rencontrera l'un de ces nouveaux adeptes : après quelques mois passés à *déclamer des incantations*, miné par la maladie, il retournera dans son pays natal. L'héroïne, elle, restera. Mieux armée, plus lucide, moins exigeante, elle vit avant tout le quotidien.

Telle une terre maudite

E.M. Forster disait de l'Inde que c'était « *un imbroglio inextricable* ». *Près d'un demi-siècle* après lui, R.P. Jhabvala dresse un semblable constat : les aventures d'Olivia et de la narratrice sont des échecs. Cela ne tient pas seulement à leur statut d'Occidentales. Jhabvala montre que l'Inde dévore même ses propres enfants, telle une terre maudite.

Chaleur et poussière, que le cinéaste James Ivory a choisi de *porter à l'écran, est aussi* un roman intimiste aux tonalités victoriennes. Jhabvala procède par petites touches qui donnent au texte sa couleur, son relief, et en font, non pas l'une de ces grandes fresques comme on a pu en lire récemment sous d'autres plumes (3), mais plutôt une évocation toute en demi-teinte, charmante et inquiétante à la fois.

BERNARD GÉNIÈS.

★ *Chaleur et poussière*, de Ruth Prawer Jhabvala. Traduit de l'anglais par Nicole Ménant. Balland, 240 p., 69 F.

(1) Respectivement auteurs du *Tigre mangeur d'homme* et de *Qui chevauche un tigre.*

(2) Ces romans seront prochainement publiés par les éditions Balland. En anglais, ils sont disponibles dans la collection Penguin.

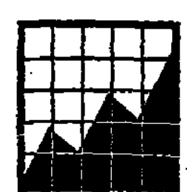
(3) Voir *le Monde* du 19 juin 1981.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Nous sommes une Société Industrielle en plein développement située dans la Région Ouest à 2 heures de Paris.

Nos produits sont en constante évolution.

Nos clients sont exigeants et recherchent une collaboration avec un partenaire de qualité.

Nos activités de Logiciel et de Micro-Informatique intégrée dans les réseaux importants sont nos axes commerciaux.

Nous avons décidé d'embaucher

UN DIRECTEUR

Sa mission :

- développer nos activités par une action commerciale percutante
- définir et respecter un budget de développement.

Nous avons confié ce recrutement à COMELOG - 9 rue Sainte Anne - 75001 PARIS. Ecrire sous pli confidentiel, Réf. CAI.



Importante Société Libanaise de navigation recherche pour Paris directeur en vue de prospecter marché français, sur sa ligne régulière vers le Moyen-Orient.

Expérience requise 8 ans minimum dans le marché maritime français.

Demande avec C.V. et photo à adresser à la Société MECIS, 118, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.
Tél. : 563-86-80, 563-96-02.
Télex : 642857 F.
Discrétion assurée.

ASSOCIATION NATIONALE MEDICO-SOCIALE PARIS
cherche

DIRECTEUR MÉDECIN

- 40 ans minimum.
- Compétent santé publique.
- Expérience vie associative et tiers-monde.

Salaire à débattre.

Envoyer curriculum vitae sous n° T 038.901 M.
REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

Un directeur des affaires sociales heureux d'avoir lu cette annonce

Les dirigeants ont décidé de confier la direction des affaires sociales à un homme ou une femme de métier. Parmi les 600 personnes de la société, une majorité d'ouvriers professionnels très qualifiés. Ils travaillent en continu sur des équipements de haute technicité. Mais, vous aurez évidemment en charge les autres membres du personnel, cadres et employés administratifs et commerciaux, techniciens, etc... D'importants investissements (personnel, machines et bâtiments) sont en cours.

En banlieue sud, vous dirigerez donc un important service et ferez ainsi face à toutes les obligations de votre fonction, à l'intérieur comme à l'extérieur : administration, gestion, formation, relations syndicales, représentation au syndicat patronal, etc... Toute la hiérarchie, du directeur général au chef d'équipe souhaite l'appui d'un fonctionnel compétent pour faire face à ses responsabilités sociales. Le dialogue avec les syndicats est celui qu'entretiennent des partenaires sociaux avertis... Votre réussite vous amènera à prendre en charge des responsabilités complémentaires d'administration générale.

Vos dix ans de vie en usine vous ont permis d'acquérir la solidité souriante qui sait se faire accepter par tous et concilier les besoins de l'entreprise et les attentes des hommes. Votre très bonne culture générale professionnelle vous amène à tenir un poste de haut niveau, avec tout ce que cela comporte de possibilités dans une société performante, filiale d'un groupe de 13 000 personnes. Merci de votre première lettre aux conseils de SIRCA sous la référence 514 887M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

INITIATIVES
CONSEIL DE DIRECTION

Leader national sur son marché, la SOCIETE des VINS de FRANCE recherche pour son principal établissement d'embouteillage et de distribution de GENNEVILLIERS (650 personnes dont 400 en production et en logistique) son :

Directeur des Projets Industriels

Intégré au sein de l'équipe de Direction (7 personnes), il aura à prendre en charge les fonctions suivantes :

- d'une part, assurer la conception et la mise en place des grands projets techniques d'adaptation et d'évolution de l'entrepôt nécessitant des investissements importants;
- d'autre part, développer un corps de méthodes de gestion industrielles et logistiques en liaison avec les utilisateurs internes.

Ce poste, très évolutif à terme, s'adresse à un jeune ingénieur (A & M., I.D.N., Centrale Lyon,...), âgé de 30 à 35 ans, justifiant d'une expérience d'encadrement en milieu industriel ou dans la distribution, présentant les capacités suivantes :

- esprit d'analyse et de synthèse, tourné vers l'innovation
- sens du dialogue et de la coordination
- tenacité et esprit de décision.

Envoyer lettre + CV + photo récente, sous référence S 012 à INITIATIVES CONSEIL DE DIRECTION - Département Recrutement 58-60, avenue de la Grande Armée - 75017 PARIS.

Société industrielle située en **BANLIEUE NORD** filiale d'un Groupe américain important recherche son

DIRECTEUR FINANCIER

Collaborateur direct du Président Directeur Général, il aura la responsabilité complète de la Gestion comptable et financière de la Société (Comptabilité générale et analytique, reporting à la Société mère, fiscalité, budgets, plans, trésorerie et relations avec les banques...) et travaillera en étroite liaison avec l'Informatique.

Le candidat, âgé d'environ 40 ans, sera diplômé d'une grande Ecole commerciale et titulaire d'une qualification comptable reconnue (expertise comptable de préférence).

Il aura acquis une très bonne connaissance des systèmes comptables anglo-saxons et français à travers une expérience d'au moins 5 ans dans une filiale française d'une Société américaine et sera, bien sûr, parfaitement bilingue anglais/français.

Les qualités personnelles doivent allier une forte motivation, une capacité prouvée de mener et d'animer une équipe et un sens développé des relations humaines.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 1696 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Directeur administratif et financier
Région lyonnaise 300 000 F

Nous sommes la filiale (800 personnes) d'un très important groupe industriel français dont la notoriété des produits dépasse très largement nos frontières.

Votre mission essentielle consistera à mettre en place le contrôle de gestion, l'informatique ainsi qu'une administration efficace dans le cadre d'une recherche systématique des moyens de réductions des coûts.

Vous connaissez donc bien le contrôle de gestion, vous avez déjà largement participé à un chantier de réorganisation des structures au sein d'un groupe industriel et vous êtes Ingénieur ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.

Une première expérience en cabinet d'audit anglo-saxon serait un plus.

Ce poste peut rapidement évoluer au sein du Groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil sous la référence LM/392.



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

MEDIA BA

La maintenance technique au plus haut niveau

Filiale d'un Puissant Groupe International, notre Société est spécialisée dans une activité de maintenance technique répondant aux besoins de confort, d'économie d'énergie et d'efficacité adaptée à une nouvelle génération d'immeubles. Pour faire face à son très fort développement elle recherche :

un directeur exploitation et sécurité

(ECP, AM, ETP, etc...)

Ayant une expérience de 6 à 8 ans de responsabilité d'entretien en milieu industriel pétrochimique ou sidérurgique, électricité industrielle et climatisation.

L'activité se situe dans un contexte de grandes variétés techniques ... un esprit mobile et polyvalent, allié à des qualités de manager est donc indispensable.

Ce poste peut évoluer vers des fonctions plus importantes dans le Groupe.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier sous référence ... à SODERHU
22, rue St-Augustin - 75002 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

Soderhu

MIDI PYRENEES

directeur du personnel HF
ECONOMIE SOCIALE

Le Directeur Général d'une entreprise, à but non lucratif, gérant plusieurs établissements dans un département de Midi Pyrénées et employant 500 personnes, recherche son futur collaborateur direct pour lui confier la direction générale du personnel.

Poste fonctionnel auquel sont rattachés les domaines suivants : • gestion des ressources humaines, • formation, • relations sociales dans l'Entreprise, • administration du personnel.

Situation de Cadre Supérieur qui peut passionner un homme de dialogue qui excelle dans les négociations.
Formation supérieure et expérience indispensables.
Très bonne qualité de vie dans ville moyenne agréable. Mer et montagne à proximité.

Pour recevoir une information détaillée sur cette offre, veuillez envoyer votre C.V. et une photo sous réf. 3303-M à

MLM Conseil
35 allées Jean Jaurès
31000 TOULOUSE
Tél. : (61) 62.73.56

CSNCR — CONSEIL

SBM

Direction Recherche et Développement
200.000 F +

Leader mondial dans sa spécialité (130 personnes - CA 50 millions de Francs - 60% production à l'export).

SBM fabrique et commercialise des appareils de chauffage «haut de gamme» et de régulation, destinés à l'équipement de bâtiments industriels et à l'élevage industriel.

Notre P.D.G. recherche son Directeur Recherche et Développement, ingénieur diplômé Centrale, A.M., INSA ou équivalent, ayant acquis une expérience professionnelle et d'encadrement d'environ 10 ans en B.E. et/ou en marketing-produit, de préférence dans le gaz ou l'électricité.

Responsable d'un budget de 3 millions de francs, il orientera les recherches du B.E. (6 ingénieurs et techniciens) vers des applications nouvelles pour les produits existants et aussi vers la création de produits inédits.

Il animera toutes les phases de réalisation de ses projets et jouera un rôle d'interface entre le marketing et la fabrication.

Si ce poste, basé à DIJON, ville universitaire, vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo) sous réf. 83309 M à

Selecom 225, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

Importante société de travaux électriques
recherche pour la région parisienne un

PATRON D'AGENCE
(250 000 F + et voiture)

Une formation d'ingénieur électricien et une bonne dizaine d'années avec des responsabilités de direction de chantiers, d'animation d'hommes, de ventes de contrats et de gestion de centres de profit sont requises.

Plus encore, des qualités de vrai patron d'un ensemble important, des aptitudes à innover et à créer de nouvelles formes d'interventions, un impact personnel pour motiver les équipes opérationnelles et les services de gestion (comptabilité et informatique) paraissent indispensables pour réussir dans un marché concurrentiel et difficile.

La personne retenue se verra confier la direction de l'ensemble parisien : elle devra, dans un premier temps, assurer une importante réorganisation (avec intégration de moyens informatiques décentralisés), obtenir rapidement des résultats probants par une gestion rigoureuse... Ceci étant réalisé, elle sera à même d'assurer les développements souhaités (C.A., marge, nouveaux types de travaux, adaptation des hommes à l'évolution).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence 257 888 M à REGIE PRESSE LE MONDE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Groupe leader d'équipement pour la maison

Directeur juridique

Agé de 30 ans au moins, le candidat souhaité est un généraliste qui, après des études juridiques supérieures, aura acquis une expérience minimale de 5 ans, soit en Cabinet, soit en entreprise et, de préférence, dans la distribution.

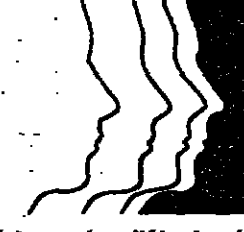
Il est directement rattaché au Directeur Général et ses missions comportent 3 axes : • assurer en permanence la sécurité juridique du Groupe et garantir la fiabilité des décisions prises, • conseiller les services de la société et les entreprises affiliées, • prendre en charge les dossiers contentieux.

L'intéressé a la responsabilité d'une fonction juridique «complète» l'amenant à intervenir dans des domaines variés : droit des sociétés, fiscalité, droit commercial, législation sociale. Il assume la gestion des marques et des assurances. Compte tenu des activités grande consommation de la société, son intervention est déterminante pour tous les problèmes spécifiques à la distribution : législation des prix, droit de la concurrence et de la consommation.

A des compétences techniques prouvées, le candidat doit associer des qualités de rigueur, précision, sens de l'organisation et avoir le goût du dialogue.

Le poste est à pourvoir à Paris et comporte de brefs déplacements en Province.

Adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite indiquant votre rémunération actuelle et d'une photo, sous réf. 9667 à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.



La compatibilité électromagnétique

Une société française d'électronique, en forte expansion dans des **secteurs de pointe,** liée à un groupe industriel important, recherche pour étoffer son service d'études et son service commercial :

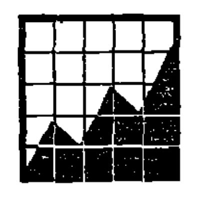
- pour son service TRAVAUX EXTERIEURS :
  - **un chef de groupe bureau d'études** (niveau projeteur 2e échelon), pour l'étude des dossiers, en collaboration avec les ingénieurs d'affaires et la fabrication, concernant des cages de Faraday, des blindages électromagnétiques, diverses applications électroniques ou électromagnétiques. (Réf. 303120 M)
- pour son département FILTRES ANTIPARASITES :
  - pour l'activité MESURES, **un ATP ou ingénieur débutant** de formation électrotechnique ou radioélectricité, pour l'assistance en clientèle dans le domaine de l'antiparasitage. (Réf. 303121 M)
  - pour le LABORATOIRE, **un ATP ou ingénieur débutant,** pour l'étude, la conception et la réalisation de prototypes de filtres antiparisites. (Réf. 303122 M)
  - **un dessinateur** (niveau E2, futur projeteur) pour la conception et la constitution des dossiers de fabrication en étroite collaboration avec le Laboratoire et le service Développement. (Réf. 303119 M)
  - pour la prospection, le suivi et l'assistance technique de clients utilisateurs de filtres, un **jeune technico-commercial** (R.P. + Ouest France) de nationalité française, spécialisé en électromécanique ou électrotechnique. (Réf. 302081 M)

Les postes sont basés dans la proche banlieue Nord de Paris, près de la Porte de Clignancourt. Si vous vous sentez concernés par ces offres, écrivez-nous sous la référence choisie.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

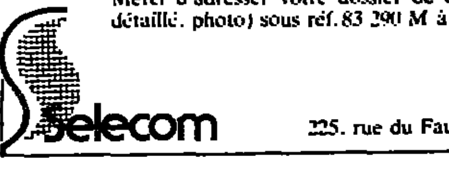
Fonctions Nationales et Internationales

Directeur technique Ingénieur électronicien

Constructeur français de matériels informatiques «sur mesure», nous sommes une P.M.I performante, décidée à jouer gagnant les risques d'une expansion peu commune.

Véritable «patron» des services techniques, adjoint direct du P.D.G., vous prendrez en charge la responsabilité du B.E., de l'unité de production et du Service Après-Vente (soit une équipe de 40 personnes).
Votre rôle sera d'assumer pleinement la coordination des projets, l'encadrement du personnel et le contrôle de l'industrialisation des produits. La conséquence logique de votre action sera aussi de proposer des solutions concrètes permettant de maîtriser les contraintes d'un développement rapide et d'investir judicieusement les capitaux disponibles.
Pour remplir cette fonction de premier plan, vous êtes ingénieur électronicien, microinformaticien, âgé de 35 ans environ et de formation type Supelec ou Sup aéro (connaissances des micro-processeurs nécessaires).
Votre expérience a prouvé vos qualités de meneur d'hommes et d'organisateur.
Rémunération proportionnelle à l'envergure du poste basé à Paris-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 83 290 M à



Selecom 225, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Dans une Agréable Ville du Loir et Cher

Une société française, ayant de bonnes perspectives de développement, C.A. F 120 millions, fabriquant et commercialisant des produits métalliques, *recherche pour prendre la direction de sa production*, un DIRECTEUR INDUSTRIEL.

Le poste est à pourvoir dans une unité décentralisée, employant 300 personnes, et conviendrait à un INGÉNIEUR diplômé, âgé de 35 ans minimum, concret, dynamique, animateur, ayant le souci du travail en équipe et de l'épanouissement des hommes, parfaitement expérimenté dans la production *et la fabrication de petits matériels de très grande* série, bon gestionnaire, perméable à l'informatique, capable de tenir ses objectifs et d'obtenir des résultats.

***La rémunération de l'ordre de F 250.000 par an* peut être négociée en fonction des compétences du candidat.**

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 40.85-M à CLA Recrutement 11, av. Delcassé 75008 Paris.



---

la direction de chantier à l'étranger ...vous connaissez

250-300.000/an

Nous sommes l'un des premiers groupes de bâtiment travaux publics (C.A. 1,2 milliard, 2700 personnes).

Nous recherchons :

un directeur de travaux

(ingénieur BTP de formation)

Homme de bâtiment avant tout, vous avez pu, au cours de votre carrière, vous familiariser avec les chantiers à l'étranger.

Nous vous proposons aujourd'hui de valoriser cette expérience en prenant la direction de nos chantiers Bâtiment Génie Civil (Maghreb, Moyen-Orient, Afrique, projets de 100 à 600 millions de F.).

Votre mission : totalement responsable de votre *chantier et en prise* avec la Direction Générale, vous en assurerez la réalisation depuis la commande jusqu'à la livraison.

Vous devez donc exploiter vos qualités :
de gestionnaire : gestion financière du chantier,
d'homme de contacts : relation clients, fournisseurs, sous-traitants, négociations avec les autorités locales, recrutement de la main d'œuvre...
d'organisateur : suivi de la bonne marche du chantier, animation de bases vie, souci de la qualité et respect des plannings,
en résumé, vous êtes un véritable entrepreneur capable de respecter des objectifs donnés et de mener à bien les missions qui vous sont confiées.

Un dernier détail : la pratique de la langue anglaise est indispensable.

Adresser votre dossier de candidature avec C.V.
et photo sous réf. 241 à Christine d'Aubigny
qui vous assure de sa totale discrétion
VALENS CONSEIL Recrutement
BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02.



VALENS CONSEIL

Société de distribution de biens d'équipement,
près de 3.000 personnes, en expansion, recherche :

DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

Rattaché au Directeur Général, il (elle) participera à l'élaboration des politiques et procédures concernant les ressources humaines et suivra leur mise en œuvre.

RESPONSABILITES PRINCIPALES :

- **Administration du personnel : paie, charges sociales, retraites**
- **Plan d'embauches, recrutement, accueil des nouveaux embauchés**
- **Relations sociales : syndicats, C.E., D.P.**
- **Amélioration des conditions de travail, hygiène et sécurité**
- **Formation, information, expression**
- **Rémunération, gestion des carrières.**

En rège générale, toutes activités concernant la définition et la réalisation d'une politique de qualité liant progrès économique et progrès social.

Ce poste, basé à Paris, intéressera vivement une personne possédant les qualités humaines exigées par la fonction étant, cela va sans dire, un(e) professionnel(le) confirmé(e).

**Ecrire à No 63.998, Contesse Publicité
20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

dans le domaine du Bricolage-Jardinage-Outillage

cherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

**5 ans minimum d'expérience,
ayant une parfaite connaissance
de ce secteur professionnel.
Bilingue anglais de préférence.
Capable de prospecter la clientèle et animer une équipe.
Homme de décision capable de contacts à tous niveaux.**

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo

***Écrire* sous le n° 7882 *le Monde* Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.**

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Directeur juridique

250-300 000 F

Nous sommes un très important groupe industriel français de plus de 7 000 personnes pour un C.A. qui dépasse 2 milliards de francs.
Du fait de la forte évolution de nos structures, nous développons aujourd'hui notre service juridique.
Vous aurez donc à prendre en charge le suivi des différentes assemblées et conseils, le montage de certains de nos contrats ainsi que l'assistance de la Direction Générale Groupe et des Directions Filiales *en matière juridique*.
Vous disposez d'une bonne formation juridique et vous faites preuve d'une solide expérience de ce type de fonction, de préférence au sein d'un grand groupe industriel.
Intégré à la petite équipe des Services Centraux du Groupe, vous serez basé à Grenoble.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil sous la référence LM/391.



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)



dumez

Une ville de 50.000 habitants tout près de RYAD...

Cela représente un **chantier de 5.000 villas** ainsi que la construction de toute **l'infrastructure** de la ville qui comprendra **152 bâtiments de types variés.**

Pour notre chantier de 5.000 villas

Réf. LM 046

Ingénieur bâtiment

Grâce à votre expérience, vous souhaitez maintenant vous intéresser à l'aspect logistique d'un grand chantier.
Dans un premier temps, nous vous proposons de **seconder le Responsable du service que vous serez très vite amené à *remplacer*.**
Votre mission vous amènera à prendre en charge l'ensemble des problèmes d'approvisionnement pour permettre le bon fonctionnement du chantier.
Pour ce poste, une bonne connaissance de tous les corps d'état est bien sûr nécessaire et **l'anglais sera votre langue de travail.**

Pour la mise en place de l'infrastructure

Réf. LM 4272

Ingénieur ETP ou équivalent

Le poste que nous souhaitons vous confier vous permettra de prendre en charge le **Service Métré.**
En liaison directe avec le client, vous serez chargé de contrôler l'établissement des situations et des règlements. Vous serez également responsable de l'évaluation des nouveaux travaux ainsi que de la réévaluation des prix.
Ce poste pourrait convenir à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine ou à un chef métreur très expérimenté disposant d'une **connaissance parfaite de l'anglais** *qui* sera la langue unique de travail.

Pour ces postes basés à Ryad, le séjour en famille peut-être envisagé et dans ce cas la scolarité sera assurée.
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cédex.

Mettez votre avenir en chantier.

média-system



dumez

L'adjoint du responsable du personnel pour notre chantier de Riyad

Fortement implanté à l'étranger, nous construisons actuellement en Arabie Saoudite, à proximité de RIYAD une ville de 50 000 habitants. 5 000 personnes participent à la construction de ce chantier.
Notre responsable du personnel cherche donc aujourd'hui à s'adjoindre un

Jeune diplômé de formation supérieure

Débutant ou avec une première expérience dans la fonction administrative ou personnel, vous désirez bâtir votre carrière à l'étranger.

Nous vous proposons de seconder notre responsable du personnel et dans ce cadre de participer :
- à l'organisation des mouvements du personnel et au suivi des formalités.
- à la collecte des informations servant à l'établissement de la paie.

Votre tempérament ainsi que votre potentiel seront utilisés à plein pour ce poste très formateur qui vous permettra d'évoluer ensuite vers de plus grande responsabilité dans la fonction personnel sur un chantier à l'étranger.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est bien sûr indispensable.

Pour ce poste basé à Riyad, le séjour en famille peut être envisagé et dans ce cas la scolarité sera assurée.
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. LM 311 à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cédex.

Mettez votre avenir en chantier

média-system

DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

MARSEILLE

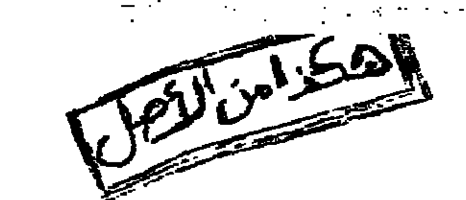
Notre entreprise implantée en France et à l'étranger, qui a *fait preuve* de son dynamisme et dispose d'un important potentiel d'évolution et de diversification, souhaite intégrer dans sa direction le responsable des travaux comptables et études financières.

Vous dirigeriez une équipe de 20 collaborateurs travaillant dans un environnement informatique temps réel relié à TRANSPAC.

Diplômé d'une Grande École de gestion (HEC, ESSEC, option comptabilité finances) votre expérience vous permet d'assurer ce poste de synthèse.

Écrire avec C.V. photo et prétentions au :

CABINET LE BARS, 67, rue Paradis, 13001 MARSEILLE.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LE HAVRE

DIVISION INVERSEURS

INGENIEUR RESPONSABLE MATERIAUX COMPOSITES

FORMATION : INGENIEUR GRANDES ECOLES

Chargé de l'étude théorique et de l'étude de la mise en œuvre des matériaux composites dans une structure inverseur :
• méthode de calcul • choix des matériaux • suivi des essais en laboratoire • relations avec les fournisseurs • coordination fabrication/études. Réf. IRMC

RESPONSABLE CONCEPTION INVERSEURS

FORMATION : INGENIEUR GRANDES ECOLES

• assister le responsable des études dans les travaux de conception de structure, la coordination avec le calcul et la fabrication • autorité hiérarchique sur une équipe de projecteurs • expérience de Bureau d'Etudes structure • bonne connaissance des moyens de *fabrication cellule avion* • *aptitude au travail en équipe* • *expérience* souhaitée dans la conception de structure en matériaux composites. Réf. RCI

INGENIEUR RESPONSABLE AVIONNAGE INVERSEURS

FORMATION : INGENIEUR ETUDE STRUCTURE AVION SOUHAITEE

• responsable de la coordination et du suivi des études d'installation de l'inverseur sur avion • relations avec les avionneurs et les motoristes pour les problèmes d'interface et de programme. Réf. IRAI

CHEF DU DEPARTEMENT TECHNIQUE INVERSEURS

FORMATION : INGENIEUR ETUDES MECANIQUES

• chargé de piloter le choix d'un système, son dimensionnement, son installation dans la structure, les essais de mise au point et de certification de ce système • connaissance des systèmes hydrauliques, pneumatiques. Réf. CDTI

Pour ces postes : Stage de formation à VILLAROCHE (77)
Expérience de 3 à 5 ans. *Anglais indispensable.*

DIVISION ARMEMENT

INGENIEUR RESPONSABLE DU BUREAU D'ETUDES ARMEMENT

INGENIEUR GRANDES ECOLES TYPE A.M. - ENSTA - IDN, ...

• assurer la responsabilité du Bureau d'Etudes Armement • responsabilité technique des projets en cours de tourelles de chars et de systèmes de défense anti-aérien • assurer les liaisons avec les Services Techniques militaires et avec les véhiculiers • participer aux actions d'analyse de la valeur.

Qualité de créativité, de contact et de coordination.
Compétences dans les domaines de la mécanique et de l'électro-mécanique nécessaires. Réf. IRBEA

HISPANO SUIZA

Adresser candidature sous référence correspondante avec C.V. et photo à la Direction des Relations Sociales 333 - Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

giordano

ENERGIE SOLAIRE TOTAL



NOTRE HOMME DE FABRICATION

GIORDANO S.A est l'une des filiales du groupe pétrolier TOTAL. Spécialisée dans la fabrication de matériels thermiques - un marché, on s'en doute, en pleine évolution - elle aimerait s'entourer des compétences d'un Ingénieur de bon niveau (mécanicien de préférence).
A 35 ans environ, en véritable "patron" d'usine (50 personnes), il est responsable de l'ensemble de la fabrication des matériels, assure un suivi rigoureux des besoins de production, conçoit des outils originaux pour *la fabrication de produits nouveaux.*
Un intérêt réel pour l'automatisme et l'électronique, des compétences prouvées dans le domaine de la tôlerie fine paraissent indispensables. Tout comme du pragmatisme et de l'ascendant pour faire passer ses vues, pour diriger ses équipes.
C'est à Vallauris, dans les Alpes Maritimes, que ce poste est créé. L'endroit ne devrait pas lui déplaire. Anglais courant requis.
Rémunération de l'ordre de 180.000 F.
Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo sous réf. HF/M à GIORDANO S.A. - Chemin Saint Bernard - 06220 VALLAURIS.
Les interviews auront lieu à Paris ou Vallauris.

Dessein

RESPONSABLE LABORATOIRE DE CONTROLE

LA SOCIETE FRANCAISE HOECHST

recherche pour son usine de Lillebonne (76). (matières plastiques chimie organique)

LE RESPONSABLE DU LABORATOIRE DE CONTROLE

Responsable d'une équipe de 20 personnes, il devra :
— Assurer le contrôle des matières premières, des produits en cours de fabrication et des produits finis.
— Proposer, en liaison avec le département « applications », des essais d'amélioration de formules et de procédés.
— *Conseiller les services de production.*

Le poste peut convenir à un INGENIEUR CHIMISTE débutant ou ayant une première expérience, connaissant les polymères et ayant des notions de rhéologie (méthodes d'analyse).

Des connaissances en transformation des matières plastiques sont souhaitées, de *même que la pratique de l'allemand et de l'anglais.*

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 646 à :



Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cédex 3
92080 - PARIS LA DEFENSE

responsables relations humaines

Groupe d'importance nationale, C.A. 1 milliard, nous créons la fonction Relations Humaines dans deux de nos *entités décentralisées comptant chacune environ 400 personnes.*
Rattachés aux Directeurs Régionaux et en relation avec la Direction des Relations Humaines du groupe, les hommes que nous recherchons vont participer a la définition et à la mise en œuvre de la politique sociale en matière de communication, d'animation et de motivation au travail. Ils pourront notamment y concrétiser leur intérêt dans le domaine : • des relations avec les representants du personnel • de la mise en place des moyens d'expression des salariés.
Aussi attendons-nous des responsables ayant à la fois de sérieuses connaissances en Droit du Travail et le sens du dialogue. Leur personnalité et leur expérience d'au moins 5 ans dans la fonction devront être associées à une grande rigueur.
Les postes sont à pourvoir à ROUEN et près de TROYES.

Isabelle Le Garsmeur examinera votre dossier
(lettre + C.V. + photo + prétentions) adressé aux Maisons BRUNO PETIT
21, rue des Capucins - 92190 MEUDON

Bruno-Petit

Organisation et Publicité

Entreprise solidement implantée à
LYON
recherche

responsable de la comptabilité analytique

Vous avez une expérience confirmée de la comptabilité analytique en milieu de production, et vous êtes parfaitement à l'aise dans le calcul des prix de revient standard, de formation BTS ou brevet de comptabilité, âge indifférent. Rattaché au Chef des Services Comptables, vous avez pour mission d'assurer le fonctionnement du système de comptabilité analytique en conformité avec les objectifs de gestion. Vous étudiez et proposez toutes mesures pouvant permettre l'évolution du système et l'allègement des charges de travail. Vous animez 8 personnes, tout en assurant la liaison avec les autres services de l'entreprise. Entreprise de 1100 personnes C.A. de 650 M. F.

Envoyer lettre manuscrite, avec C.V. et photo
à No 64355 Contesse Publicité
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Objectif permanent : une production de qualité

La Division ELECTRICITE-DISTRIBUTION d'ENERTEC, filiale du Groupe SCHLUMBERGER, renforce son potentiel et ses structures par l'engagement d'

Ingénieurs électroniciens

ENSI, INSA ...

• Responsable *assurance qualité*

Mission :
- évaluation des nouveaux produits.
- suivi de la qualité des fabrications.
- homologation des composants.
- liaisons avec les services Etudes et Marketing. Réf. S 275.

• Adjoint au responsable *maintenance*

Mission :
- participation à la maintenance électronique du matériel informatique ou *automatique.*
- création de la maintenance des programmes. Réf. S 276.

• Responsable section achats

Mission :
- gestion des commandes.
- négociations des transports,
- *liaisons avec les transitaires.*
- participation aux négociations fournisseurs. Réf. S 277.

Ces postes, basés à POITIERS, impliquent tous l'encadrement d'une équipe. La connaissance de l'anglais est un impératif.
Les possibilités d'évolution sont réelles au sein d'un groupe international de tout premier plan.
Adresser votre dossier, lettre manuscrite + photo à P. Coton, ENERTEC, 147/155, avenue du 8 Mai 45, BP 365, 86009 Poitiers.

ENERTEC
Schlumberger

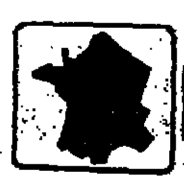


Cii Honeywell Bull

Etablissement Industriel de Belfort
(2400 personnes)
recherche

CHARGE(E) DE RECRUTEMENT

L'équipe de gestion de personnel et de recrutement a besoin de se renforcer pour mener à bien les différentes opérations de recrutement de personnel de tous niveaux : définition des postes, recherche de candidats, sélection, rédaction du contrat d'embauche.
Le poste demande beaucoup d'autonomie et une forte adaptabilité pour s'intégrer dans un établissement aux secteurs d'activités techniques très variés. De formation supérieure *Sciences Humaines, complétée IAE,* ou *Ecole* Superieure de Commerce, les candidats sont particulièrement motivés pour cette activité et possèdent de préférence une première expérience professionnelle.
Envoyer lettre de candidature et curriculum vitae à : Cii Honeywell Bull - Service Recrutement - 6, avenue des Usines 90001 BELFORT Tél. (84) 22.82.00.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE ALIMENTAIRE
recherche pour unité de production
(1000 personnes) 160 Km Ouest Paris

INGENIEUR RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

30 ans minimum, formation **A.M., E.N.T.I.A.A.** *ou équivalent.*
Rattaché à la Direction de l'établissement, il sera responsable :
- **de l'organisation et des méthodes industrielles**
- **des investissements des équipements**
- **des travaux neufs.**

Négociateur, homme de *terrain et de synthèse, il* apportera quelques années d'expérience dans l'industrie (alimentaire ou *autre). Un passage B.E. - méthodes et éventuellement production* serait apprécié.
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V. sous référence 240 à:

degré Conseil 11 rue La Boétie 75008 PARIS



IMPORTANT GROUPE
FINANCIER PRIVE
souhaite accueillir dans les régions
CHAMPAGNE et ALSACE

jeunes diplomés d'études supérieures

(SUP de Co, I A E ...)

ayant acquis une brève expérience commerciale.

Chargés, en relation avec le responsable d'agence, du suivi et du *développement d'une clientèle, ils* pourront s'initier aux autres activités du groupe.
Leur faculté d'adaptation, leur dynamisme, leur sens commercial, leurs performances pourront les conduire sous 2 à 3 ans, à une *responsabilité d'agence.*
Rémunération fixe évolutive, avantages sociaux, voiture de fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. + photo + *prétentions) à Direction Régionale SOVAC, B.P. 209*
54500 VANDOEUVRE LES NANCY.

Responsable du service technico-commercial "Transports"

Notre division Transports et Télécommunications figure parmi les grands spécialistes mondiaux des systèmes de distribution de titres de transports et du péage automatique.
Elle recherche un cadre technico-commercial justifiant d'une formation technique de haut niveau et d'une expérience confirmée du contact de clients importants (administrations, grandes entreprises...) utilisant des produits de haute technologie.
Ce cadre prospectera et coordonnera la prospection des marchés français (RATP, SNCF, Compagnies aériennes...). Il assurera la négociation et la gestion des contrats commerciaux. Il animera et contrôlera une équipe de deux personnes.

Anglais souhaité. Déplacements fréquents.
(Référence C1)

Chef de produit Traitement de chèques et Terminaux de paiement

Ce chef de produit, de formation commerciale ou technique supérieure, sera intégré au service marketing de notre division Transports et Télécommunications.

Il aura impérativement une première expérience de la vente ou du marketing de produits informatiques, dans l'idéal auprès de banques.

Sa mission sera de suivre l'évolution des marchés, d'analyser *les facteurs les influençant,* de proposer et *préparer le lancement* de nouveaux produits ou la mise au point de nouvelles stratégies en collaborant avec les services études et industrialisation.

Anglais lu indispensable.

(Référence C2)

Chef du marketing, division composants d'automatismes

Notre division Composants d'Automatismes occupe une place importante dans la plupart des domaines de l'automatisation : du *microcontact au compteur programmé à microprocesseur, des interrupteurs industriels aux composants d'automatismes séquentiels pneumatiques.*

Elle recrute son chef du marketing. Il est responsable de la vie du plan marketing, en matière de stratégie produits. Garant des méthodes et techniques utilisées par les départemnts opérationnels, il a aussi le souci d'optimiser constamment les techniques *utilisées en matière de promotion des ventes. Il anime et contrôle* une équipe de trois personnes qui conduisent les enquêtes marchés/produits pour le compte des départements. Il assiste les réseaux de vente français et étrangers dans l'amélioration de leurs *méthodes de prospection.*

De formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, Sup. de Co...), il a une expérience d'au moins trois ans du marketing industriel. Naturellement, il parle couramment l'anglais (40 % de nos ventes à l'export) et peut-être l'allemand. Le poste comporte des déplacements, principalement en Europe.

(Référence C3)

Postes à pourvoir à Valence



Adresser votre candidature en précisant la référence (lettre, C.V., photo, prétentions) à :
Crouzet S.A. - Direction du Personnel, 26027 Valence Cedex
(les entretiens auront lieu à Valence, les frais de déplacements étant remboursés)

CLECIM, filiale du Groupe CREUSOT-LOIRE, effectue 70 % de son CA à l'exportation *et rassemble 1800 personnes spécialisées dans la réalisation d'équipements et* d'unités complètes pour l'industrie de l'acier et de l'aluminium.
Le chef du service de la comptabilité recherche pour le seconder un

CADRE COMPTABLE

Profil : H ou F diplômé (e) d'une école de Commerce (type Sup. de Co), titulaire d'un DECS. La connaissance de l'anglais facilitera l'exercice de la fonction. L'expérience de 5 à 10 ans acquise de préférence dans un cabinet d'expertise puis dans une entreprise de construction de biens d'équipement sera mise à profit pour assurer ses fonctions.

Mission :
- animer une équipe d'une vingtaine de personnes,
- *prendre en charge la comptabilité générale, analytique et budgétaire excepté* la comptabilité fournisseurs,
- *veiller au respect des procédures comptables et optimiser les applications* informatiques,
- *contrôler l'application des règles fiscales y compris pour les filiales à l'étranger.*

Implantation : Notre établissement de St-Chamond (42).

HAVAS CONTACT



Merci d'adresser les dossiers de candidature à l'attention de M. GRUAU, responsable de la Gestion des Cadres - CLECIM - 107, bd de la Mission-Marchand 92400 COURBEVOIE sous la réf. *M/DAF.*

SAFT DIVISION ENERGIE N° 1 DE LA CONVERSION

Chef service contrôle plate-forme

en prise directe avec la Fabrication, le Technique et le Contrôle-Qualité

Pour notre usine RSI de TOURS (400 personnes), nous recherchons un ingénieur électro-mécanicien ou électronicien ayant au minimum 5 ans de pratique industrielle et désireux d'affirmer ses qualités de réalisateur dans un poste à aspects multiples.

Il dirige 40 personnes dont 30 techniciens avec lesquels il assure les réglages et mises au point de produits spéciaux à valeur élevée et de produits standardisés en moyennes séries.

Il gère ses coûts et ses délais. Il contrôle la qualité des livraisons de la fabrication et il est responsable du produit fini (réception client). Il assure l'interface avec les services technique-fabrication.

Si vous vous sentez capable de réussir dans ce poste exigeant et valorisant pour votre avenir, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/SCP/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

laboratoire pharmaceutique -orléans-

recherche pour poste RESPONSABLE SERVICE FABRICATION

1 PHARMACIEN

- Diplômé Industrie.
- CES ou Institut Complémentaire souhaité.
- La pratique de l'Anglais serait un atout supplémentaire.
- Débutant ou 1ère expérience industrie.
- *Très bonne* aptitude à la Direction d'une équipe.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 63932 à
Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Ingénieur méthodes grandes séries pour fabrications unitaires

Chaque machine est personnalisée mais les composants sont standards. Le chef d'établissement est l'homme du terrain et de la petite série. Le responsable des méthodes sera celui de la grande série (80 000 pièces/mois). Il n'y a donc pas paradoxe mais recherche de complémentarité au sein d'une efficace petite société de la banlieue de Lyon.

Votre prédécesseur part à la retraite. Vous nous apporterez donc les compétences d'un jeune qui, après une première expérience professionnelle, a fait de l'usinage de pièces mécaniques et des automatismes. Vous sentirez vivre une affaire qui a un grand nom dans la profession des machines spéciales pour le textile. Vous trouverez les solutions pour maintenir et développer une position sur un marché mondial, certes difficile mais passionnant. L'entreprise s'en donne les moyens : développement de nouveaux produits, investissements industriels, politique de sous-traitance. Autant de centres d'intérêts pour le responsable méthodes. Epris de technique, vous saurez également participer aux cercles de qualité et apporter votre contribution à des groupes autonomes.

Peu importe votre diplôme. Les enseignements de vos premières années dans l'industrie, votre sens de l'organisation, vos qualités d'animateur, votre souci de rentabilité, votre ambition aussi comptent davantage à condition que vous sachiez également travailler en équipe avec vos dirigeants, vos collègues et vos collaborateurs. Merci d'adresser votre première lettre aux conseils en recrutement de SIRCA qui vous assurent de leur totale discrétion. Référence 344 884M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

chef du service informatique



Bordeaux

Pour animer et coordonner une équipe de 45 personnes réparties en 4 secteurs (études, sytème, exploitation, développement péri-informatique), la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA GIRONDE (750 personnes) recherche le chef de son service informatique.

Il aura pour mission de : gérer le système d'informatisation et le parc informatique actuel composé en particulier d'un IBM 3032 sous MVS relié à 250 terminaux ; de concevoir et mettre en place le système d'information de l'entreprise pour la décennie à venir ; enfin, d'assurer la gestion complète de son service.

Très compétent dans le domaine de l'informatique et de la péri-informatique, il a environ 35 ans, une formation supérieure et une solide expérience acquise si possible dans le secteur bancaire, par exemple à un poste de responsable des études.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 3751/M à P. Audhuy, Sema-Sélection : 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



TURBOMECA

Brevets SZYDLOWSKI recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Rapportant au Directeur du Personnel de la Société (4500 personnes - Siège à BORDES, près de PAU), il aura la responsabilité d'un service structuré, chargé de la paie avec un large appel à l'Informatique, et de la gestion des retraites et de la Prévoyance.

Une première expérience soit de la gestion administrative du personnel dans une société moins importante soit de la fonction personnel en établissement est nécessaire. Principalement pour être à même de mener les améliorations de gestion toujours recherchées et aussi pour contribuer à développer l'information de l'ensemble du personnel. Ce poste constitue une réelle opportunité compte tenu de l'étendue de la couverture sociale et de la politique d'information du personnel pratiquées.

Merci d'écrire confidentiellement à notre Conseil OCS, avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. 2586 L.M. Les entretiens auront lieu à Paris et à Bordeaux.



1, rue Guillaume Brochon
BP 37 - 33024 BORDEAUX Cédex
PARIS - 91 rue du Fg. St-Honoré 8°





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une carrière en province !

Importante société française (5 000 personnes) à vocation internationale, nous avons pour activité l'ingénierie et la fabrication des éléments électro-nucléaires destinés aux centrales.

Nous recrutons pour nos unites situées en Bourgogne des Ingénieurs confirmés afin de renforcer nos équipes de fabrication et de recherche.

Ingénieur fabrication

Pour le suivi permanent de la bonne exécution des opérations de fabrication a dominante soudage. Le poste convient à un Ingenieur Mécanicien expérimenté ayant eu des responsabilites d'encadrement (réf. 2431/LM/IF).

Ingénieur procédés

Intéressé par l'étude et la réalisation.

Nous confierons à cet Ingénieur Métallurgiste diplômé l'analyse en atelier des problèmes techniques de qualité ainsi que l'étude et la mise en œuvre des actions correctives (réf. 2431/LM/IP).

Ingénieurs spécialisés C.N.D.

Radio - ultra-sons - courant de Foucault

Ces postes conviennent à des spécialistes souhaitant travailler au sein d'un centre de recherche et d'essais sur la mise au point et le développement des méthodes C.N.D. ainsi que sur la mise en œuvre de techniques nouvelles. Une équipe de techniciens leur est rattachée. (réf. 2431/LM/CND).

Ingénieurs soudeurs

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs diplômés + formation E.S.S.A. possédant une première expérience ainsi que le goût de l'étude/développement.

Ils seront chargés de concevoir et de développer des procédés et équipements de soudage automatique avec une équipe de 3 à 4 techniciens (réf. 2431/LM/IS).

*****

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence du poste à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

Dans le cadre de son expansion
IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE PHARMACIE
Département Chimie fine
recrute

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE
(débutant)

pour lui confier des tâches d'ingénierie (France-Etranger) et le faire participer à des travaux de mise au point industrielle faisant appel à chimie organique.

Anglais indispensable.

Lieu de travail : ville universitaire Bourgogne.

Envoyer C.V. détaillé (stages effectués), photo et prétentions s/réf. 13176 M
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

Chambre de Commerce et d'Industrie de BELFORT
recherche

assistant en gestion industrielle

Pour :
- promotion PMI
- conseil en gestion
- accueil, activités nouvelles.

Candidat souhaité : 25/30 ans environ, ESC ou équivalent. expérience entreprise souhaitée, contacts humains.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle à
C.C.I. BELFORT - B.P. 142 - 90004 Belfort Cedex

BANQUE RÉGIONALE
APPARTENANT À UN GRAND GROUPE FRANÇAIS
cherche pour participer au développement de ses services informatiques à
PERPIGNAN, un

analyste-programmeur

Jeune diplômé débutant ou ayant une première expérience informatique.
Il participera à la mise en œuvre d'une importante base de données sur matériel CII-HB.

Ce poste évolutif, est placé dans un environnement très agréable.

Adressez votre dossier de candidature, sous référence 75868/LM, à :

UNILOG-ETHNOS
Conseil en recrutement
9, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS.
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

Ingénieurs en calcul de structures RHÔNE-ALPES

Vous êtes depuis plus de 5 ans dans un BE : industrie aérospatiale, constructions nucléaires, structures mécaniques ou génie civil. Vous avez maintenant une parfaite maîtrise des codes de calcul en particulier des méthodes par éléments finis. Vous voudriez élargir votre horizon sans toutefois abandonner la technique. Vous souhaitez, tout particulièrement dans le domaine de la recherche, dialoguer avec d'autres entreprises et des universités. C'est ce que vous propose une grande entreprise nationale, d'abord à Paris et ensuite à Lyon à partir de l'été 84.

Plusieurs postes sont à pourvoir au sein d'un BE spécialisé en mécanique des structures :

Chef de Bureau d'Etudes

Il encadre une équipe d'une trentaine de personnes chargee des structures de génie civil et des structures mécaniques. Une part importante de son activité consiste à susciter et animer les actions de recherche et développement. Il lui faut au moins 12 ans d'expérience dans ce domaine d'activité. (Réf. 2901 M)

Responsable d'une équipe d'ingénieurs

Rattaché au Chef de bureau d'études, il dirige une équipe d'une dizaine de personnes et consacre aussi une part de son activité aux actions de recherche et développement. Il lui faut au moins 8 à 10 ans d'expérience dans ce domaine d'activité. (Réf. 2902 M)

Ingénieurs d'Etudes

Ayant au minimum 5 ans d'expérience dans l'un ou l'autre de ces domaines d'activité (structures mécaniques et structures de génie civil). (Réf. 2903 M)



Paris-Lille-Strasbourg

Vous aurez à votre disposition les ordinateurs les plus puissants en France et tout en travaillant dans une unité dont la taille restreinte permet l'efficacité, vous bénéficierez des ouvertures de carrière d'une très grande société.

Notre Conseil, la CORT, se charge de prendre les premiers contacts.
M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre CV en indiquant votre niveau de rémunération sans oublier de préciser la référence choisie. Vous êtes assuré d'une totale discrétion.
CORT – Departement Recrutement - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Desseln

Important Organisme de Prévoyance
recherche

UN CONSEILLER
EN PREVOYANCE INDIVIDUELLE
POUR REIMS

- niveau d'études supérieures souhaité
- expérience commerciale réussie d'au moins 2 ans
- travail sur rendez-vous
- rémunération fixe, voiture fournie

Poste basé à REIMS

Adresser C.V. détaillé, photo (retournée) et prétent.
à No 64229, CONTESSE Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

INSTITUT DE RECHERCHE DES TRANSPORTS
recrute
pour poste à LYON

CHERCHEUR EN ERGONOMIE

Formation : ergonomie ou physiologie du travail (3e cycle). Connaissances en études des conditions de travail et en biomécanique indispensables. Quelques années d'expérience souhaitables.

Ecrire C.V. et prétentions à : I.R.T., CERNE M. Flores, B.P. 75, 69672 BRON.

Organisme départemental de développement économique
recherche pour Périgueux

Assistant en Gestion Industrielle

De formation ESC, Gestion, DECS,... homme d'écoute et de contacts à niveaux élevés (élus locaux, dirigeants PME.PMI) possédant une bonne approche des différents niveaux fonctionnels de l'entreprise (gestion, fiscalité, marketing...), il assurera, dans le cadre de missions d'assistance et de conseil, l'établissement et l'entretien des relations avec les entreprises régionales.

Rémunération : 130.000 F.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo s/réf. 173 M à META Conseil 36, cours G. Clémenceau 33000 BORDEAUX

AVIGNON-BORDEAUX-CAEN-
LE HAVRE-LYON MONTPELLIER
META conseil

Une évolution de carrière motivante pour un jeune

Chef de produit grand public

LA FILIALE D'UN GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE à dimension internationale, premier europeen dans son domaine étoffe ses structures Marketing et **crée** le poste de **Chef de Produit grand public.**

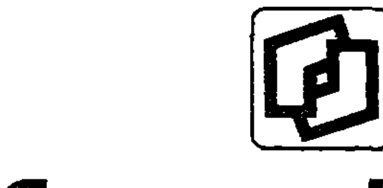
Actif, rigoureux et créatif, il aura pour mission :
- la definition et la gestion de la gamme grand public (France et développement en Europe),
- la responsabilité du budget publicité et les relations agence et sociétés spécialisees,
- les liaisons avec la force de vente et l'animation sur le terrain des actions promotionnelles.

Poste intéressant et évolutif pour jeune diplômé d'école supérieure de commerce ou ingénieur agro, disposant d'une expérience de 2 ans *minimum, acquise de préférence comme assistant* de Chef de Produit ou Chef de Publicité et connaissant les circuits de la grande distribution. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste région sud-est.

Écrire sous référ. LV 435 CM

4, rue Massenet 75016 Paris
etap



elf aquitaine

recherche pour
SES ACTIVITES EXPLORATION/PRODUCTION

INGENIEUR EN ORGANISATION

De formation Grandes Ecoles ou Universitaire, avec si possible formation complémentaire en Economie et Gestion.

Une expérience minimum de quelques années dans une Entreprise industrielle et/ou en Cabinet est indispensable.

Anglais courant et espagnol appréciés.

Déplacements en France et à l'Etranger.

Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 63855 à SNEAP, DC Recrutement, 26, Avenue des Lilas - Tour 1208 – 64018 PAU Cedex.

LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LILLE recrute,
pour compléter son équipe informatique :

gestionnaire de réseau HF

Sa mission sera de :
- surveiller le réseau informatique,
- restaurer les liaisons,
- diagnostiquer les incidents et la prévention des pannes,
- gérer le parc de matériel du réseau.

Diplôme d'Ingénieur ou équivalent.
Salaire mensuel brut :
de 6.500 F à 7.400 F selon expérience.

Adresser C.V., prétentions et photo à :
Monsieur le Directeur du Personnel
Centre Hospitalier Régional de LILLE
2, Avenue Oscar Lambret
59037 LILLE CEDEX

Tous les renseignements sur cette fonction peuvent être obtenus en téléphonant au (20) 96.92.80 - Poste 4426.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur aéronautique

Notre division Aérospatial recrute, pour son département aéronautique (anémobarométrie, navigation, commande et visualisation, détection magnétique...) un ingénieur de formation Sup'Aéro ou ENSICA, à qui sera confié le développement d'équipements aéronautiques au sein du service Etudes.
Les compétences en informatique, automatismes et mécanique du vol d'avions et d'hélicoptères nous intéressent particulièrement pour ce poste.
Une première expérience (deux à cinq ans) sera appréciée.
(Référence C4)

Poste à pourvoir à Valence



Envoyer dossier de candidature en précisant la référence (lettre, C.V., photo, prétentions) à :
Crouzet S.A. Direction du Personnel, 26027 Valence Cedex
(Les entretiens auront lieu à Valence, les frais de déplacements étant remboursés).

---

annonce parlée*

COFLEXIP

Sur un chantier offshore, il ne doit rien manquer
Société Internationale Offshore 800 personnes 1,3 milliard CA, leader mondial de la fabrication et de la pose de tubes flexibles sous-marins recherche pour son unité de production située en **Normandie**

Coordinateur des moyens techniques

Basé au Trait, près de Rouen, il assure en relation avec le siège de Paris, la coordination des services maintenance, logistique, import-export pour assurer une disponibilité permanente des matériels et équipements de pose sur nos navires spécialisés.
Ce poste implique une solide formation technique et plusieurs années d'expérience dans le milieu pétrolier : opérations offshore, gestion en matériel...
La pratique de l'anglais est impérative

Pour informations complémentaires et prise de rendez-vous éventuel, appelez le 763.11.15, réf. 1320.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

OSNOR

Pays de Loire

coopérative agricole en expansion
550 personnes - C.A. : 1 milliard
recherche

Analyste Système

Formation DUT informatique ou équivalent.
Pour mise en place Univac 1100/60 - temps réel - base de données.
Ce poste pourrait convenir à personne ayant une connaissance des systèmes IBM.

Les candidatures de débutants motivés seront accueillies avec intérêt.

envoyer CV, lettre et photo sous réf. 83.15 à :

FRANÇOIS REBOUD & CIE
CONSEILS EN RECRUTEMENT
9, rue Thiers - 51100 Reims

Avec une formation supérieure en

gestion

- Si la région lyonnaise vous attire
- Si vous avez acquis une expérience de quelques années dans un contrôle de gestion (de préférence en industrie)
- Si vous êtes intéressé(e) par le développement d'un nouveau système de gestion, au sein d'une petite équipe que vous animerez.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions et photo s/réf. 10791 à Contesse Publicité 74, rue Béchevelin 69363 Lyon Cedex 07 qui transmettra.

MEESCHAERT S.A.

Gérant de portefeuille à Marseille, recherche

CONSEILLER DE GESTION

Chargé d'entretenir et développer sa clientèle actuelle.
Sa mission consistera à analyser la situation patrimoniale de chaque client, à fournir les informations légales et fiscales sur la gestion des valeurs mobilières et à personnaliser les placements.
Ce poste exige un candidat de 30 ans environ à fort potentiel, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant l'esprit entrepreneur et le sens aigu du service. Il ouvre de larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante pour des candidats de valeur. Discrétion d'honneur.

Adresser C.V. photo sous pli personnel à
M. Emile MEESCHAERT – 12, rue Chauchat
75009 PARIS.

---

lesieur

DEBUTER DANS LA FONCTION PERSONNEL EN MILIEU INDUSTRIEL

Vous avez une Formation Supérieure, vous [illegible] votre carrière dans la fonction Personnel dans un Groupe pratiquant une politique [illegible]

LESIEUR, 6 milliards de Chiffre d'[illegible] personnes, leader sur la plupart de ses marchés, vous offre cette opportunité au sein de [illegible] BORDEAUX [illegible] personnes.

ASSISTANT DU CHEF DU PER[illegible] vous l'assisterez dans la gestion du quotidien (paie, recrutement...) et l'aiderez à concevoir, [illegible] et contrôler les nouvelles données de la politique sociale chez LESIEUR : structures de [illegible], Groupes de Progrès, techniques modernes de Gestion de Personnel...

Envoyez lettre [illegible] C.V. + photo à :
LESIEUR – [illegible]ment Cadres
122 Avenue du Général Leclerc – 92103 BOULOGNE

TOULOUSE

C.D.V. Electronic

Société spécialisée dans la réalisation en moyenne et grande série de mini et micro-ordinateurs

recherche

UN AGENT DE MÉTHODE

3 à 4 ans d'expérience
Formation B.T.S. ou D.U.T. électrotechnique ou électromécanique.

Il sera chargé :
- Analyse des coûts de fabrication.
- Mise en place des moyens pour l'amélioration de la production.
- Conception et recherche d'outillages.
- *Définition et suivi de la méthodologie du travail.*

Envoyer C.V. à C.D.V. ELECTRONIC
Av. Edouard-Serres, 31770 COLOMIERS.

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE
CNRS - IN2P3

recrute pour le LABORATOIRE D'ANNECY-LE-VIEUX DE PHYSIQUE DES PARTICULES.

1 INGÉNIEUR

diplômé Grandes Écoles, responsable de projets au sein de collaborations internationales.
Expérience en électronique rapide, analogique et digitale, bonnes connaissances en logiciel de base (orientation système) et en modélisation de processus physique, anglais courant.

Envoyer curriculum vitae au L.A.P.P., B.P. 909,
74019 ANNECY-LE-VIEUX CÉDEX
pour le 15 avril 1983 dernier délai,
à l'attention du Chef des Services Administratifs.

LA QUALITÉ. UNE CLÉ QUI OUVRE TOUTES LES PORTES.

Notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français intervient dans un domaine technique très avancé.
La Qualité y joue un rôle déterminant, présent à tous les stades des processus d'Études et de Fabrication.
Notre développement nous conduit à recruter, pour renforcer le Département Qualité un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

possédant quelques années d'expérience industrielle, en **mécanique** ou en **métallurgie.**
Exerçant de réelles responsabilités auprès des différents Départements de la société, au siège dans nos implantations et chez nos sous-traitants en France comme à l'étranger, ces fonctions lui permettront *d'acquérir une connaissance approfondie de nos activités et de nos procédures et lui assureront* de larges perspectives d'évolution au sein de l'entreprise ou du Groupe.
Poste basé à LYON.
Quelques déplacements sont à prévoir, impliquant une bonne connaissance de **l'anglais.**

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 75822 L à notre conseil.

MILO M.R.H 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

INFRARED ENGINEERING
INSTRUMENTS DE MESURE EN LIGNE

TECHNICIEN APRÈS-VENTE
LORMONT (33)

- DUT, BTS ou équivalent.
- *Expérience 2, 3 ans électronique analogique et microprocesseur.*
- Déplacements : France 80 %.
- Anglais indispensable.
- Dynamique.

Envoyer curriculum vitae, photo, prétentions à :
Yves VERBIESE
INFRARED ENGINEERING
50, rue Jean-Itey, 33310 LORMONT.

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

inspecteurs commerciaux

pour PROVINCE

Ecole commerce.
Expérience crédit.
Contact avec milieu automobile souhaité.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo à :
Direction du personnel - B.P. 72008
75361 Paris Cédex 08

RÉGION BOURGOGNE (COTE-D'OR)

ASSISTANT (E) en PUBLICITÉ

BTS + 2 ans expérience

Annonceur, agence ou support
langue (Anglais ou Allemand), qualités d'ordre et de nettetés, attentif, précis, disponible et actif.
Connaissances en fabrication imprimés appréciées.

Bon vendeur.
Adresser C.V. manuscrit détaillé + photo (retournée), à MEDIA Conseil, réf. 14/15/3. 7, bd Kir, 21000 Dijon, qui transmettra.

PME GRENOBLE

Notre Société est spécialisée dans l'étude et la réalisation d'instrumentations et traitement de données.
Nous souhaitons intégrer à notre équipe un

INGÉNIEUR DES VENTES CHARGÉ D'AFFAIRES

Le candidat retenu pourra être débutant ou avoir acquis une *première expérience de la négociation commerciale.*
Sa mission sera de promouvoir auprès d'une clientèle spécialisée des produits de très haute technicité.
Une grande disponibilité *pour déplacements fréquents en* France sera exigée.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier s/Réf. 134 (à mentionner sur l'enveloppe) à :
A2M
Conseil en recrutement et en Gestion de Personnel
45, cours Aristide Briand - 69300 CALUIRE
Tél (7) 808 99 90

CONCEPTION ETUDE RÉALISATION SYSTÈME *AUTOMATISÉ*
Chemin de belle poire
13170 Les Pennes-Mirabeau
cherche

INGÉNIEUR ET TECHNICIEN

Quelques années expérience *souhaité, formation mécanique* automatique.

MAITRISES SCIENTIFIQUES

DANS LE CADRE DU PLAN DE LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE
recherche

TITULAIRES MAITRISES SCIENTIFIQUES

DÉSIREUX SUIVRE :
1er avril 1983 30 sept. 1984, *stage conduisant à un diplôme d'ingénieur en génie électrique,* convent. par le MINISTÈRE DE LA RECH. ET DE L'INDUSTRIE. Stage rémunéré 70 % du dernier salaire.

Débouchés assurés.

Inscript. avant le 31 mars 1983.
ESIGELEC
58, rue Méridienne, B.P. 1012,
76014 ROUEN Cedex.
Tél. : (35) 72-80-94.

BANQUE PRIVÉE

RÉGION MÉDITERRANÉE recherche :

CADRE

CHEF SERVICE TITRES

Ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un important service « TITRES » (15 personnes) en vue de prendre la responsabilité du service lors d'un prochain départ en retraite du titulaire actuel.

Le candidat recherché doit être apte à maîtriser tous les *aspects du travail de ce service ainsi que des traitements* informatiques.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à OCBF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous référence 960 M.

BANQUE PRIVÉE RÉGIONALE (SUD-OUEST)

recherche :

2 ATTACHÉS (ES) COMMERCIAUX (IALES)

Jeunes diplômés (ées)
(Formation commerciale supérieure *ou équivalent*) ou expérience bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : OCBF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS qui trans. sous/référence 7.300 M.

YOPLAIT - CANDIA
U.C.A.L.M.

recherche

UN CHEF DE LABORATOIRE

Il sera responsable du laboratoire de contrôle d'une usine fabriquant produits frais, beurre, lait U.H.T. (effectif : 350 personnes).
Ce poste basé au Mans pourrait convenir à un Ingénieur ayant quelques années d'expérience en agro-alimentaire (laboratoire ou fabrication).

Les candidatures (curriculum vitae et prétentions) sont à adresser à l'attention du Service des Relations Humaines B.P. 329 - 72007 LE MANS CEDEX.

CENTRE MÉDICAL *NATIONAL*
M.G.E.N.
68410 TROIS-ÉPIS

recrute

UN (E) MASSEUR KINÉSI. D.E.

sous contrat à *durée déterminée jusqu'au 30 juin 1983.*

Ecrire au Directeur avec C.V.

Quotidien d'informations *régionales recherche :*
1 SECRÉTAIRE de rédaction quelques années d'expérience *ou débutant diplômé d'une* école professionnelle.
Joindre C.V. photo et Press-Book.
Ecr. s/nº 7.896 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

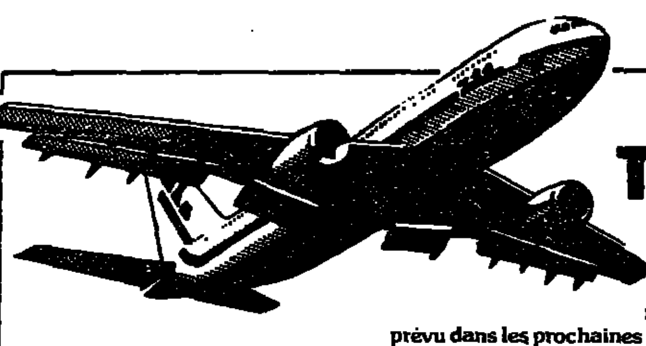
BANQUE ÉTRANGÈRE
cherche

CAMBISTE

pour sa succursale de NICE.
Envoyer candidature à nº M 56.639 Bleu, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités, prévu dans les prochaines années la conduit à recruter des

INGÉNIEURS
POUR LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS

FORMATION AÉRONAUTIQUE OU ÉLECTRONIQUE
(SUP'AÉRO, ENSTA, ESE, CENTRALE, TÉLÉCOM...)

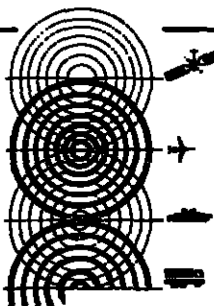
Les candidats âgés de 30 ans minimum auront une expérience acquise en bureau d'études et/ou sur projet.
Ils devront assurer :
– la prise en charge de la commercialisation de systèmes avioniques de haute technologie.
– les négociations des contrats et des accords de coopération avec les services officiels et industriels français.
– *le suivi des contrats.*
Ces postes offrent des opportunités intéressantes pour des ingénieurs motivés et attirés par les négociations et relations commerciales.
Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature, accompagnée d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 148, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX sous réf. IEC.



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS

HAVAS CONTACT



THOMSON-CSF
recherche pour son BUREAU D'ÉTUDES
des INGÉNIEURS
Débutants et Confirmés

Diplômés d'une Grande École à vocation mécanique, ils seront chargés de concevoir et de réaliser l'architecture mécanique de nos produits jusqu'à la phase industrialisation.
De larges possibilités d'évolution de carrière sont offertes au sein de la Division ou du Groupe à des candidats faisant preuve de créativité et d'aptitudes à l'encadrement.
Une bonne pratique de la langue anglaise est souhaitable.
Nous vous remercions d'adresser votre CV, photo et prétentions à J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fossé Blanc 92231 GENNEVILLIERS.

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT

INFORMATION TELEPHONEE

du droit du travail aux relations sociales

Nous vous proposons d'être l'**ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL** de la CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE (Paris 7e).

Vous aurez des responsabilités en matière de gestion, de recrutement, de formation et de contrôle financier.
Vous aurez à réaliser des études à caractère général dans les domaines inhérents à vos fonctions.

Nous cherchons un collaborateur de 40 ans minimum, de formation *supérieure, connaissant les problèmes de législation et de droit social,* juridique et fiscal.
Une expérience acquise dans le secteur privé – type établissement financier – serait souhaitée.

Pour connaître notre établissement et mieux apprécier l'intérêt de ce poste, nous vous invitons à écouter une information téléphonée complémentaire en appelant, de 8 à 19 heures au 609.95.95.
Précisez la référence 400.

Vous pouvez également poser votre candidature en adressant votre dossier sous référence 3144 à

Emplois et Entreprises

Filiale française de distribution (300 personnes. 200 MF de CA, 1500 clients) d'un leader de l'informatique, notre forte croissance nous conduit à rechercher un

Responsable du service crédit-recouvrement

qui, assisté d'une petite équipe se verra confier la responsabilité de l'évaluation *du crédit des prospects, de l'obtention des règlements dans les conditions* convenues, de la gestion des dossiers contentieux (en liaison avec nos avocats), des relations financières avec nos distributeurs.

Agé d'environ 35 ans, votre formation supérieure et votre expérience du recouvrement vous ont appris à négocier à un haut niveau.

Gestionnaire rigoureux, vous travaillez de façon autonome et savez motiver une équipe.
Vous avez l'habitude d'utiliser l'outil informatique et parlez l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en y indiquant votre souhait de rémunération sous réf. 22042 à ERNST et WHINNEY CONSEIL, 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui l'étudiera *avec soin et discrétion avant de vous répondre.*

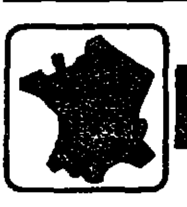
E&W

HAVAS CONTACT

La Fondation Nationale des Sciences Politiques
recrute, pour ses Services de Documentation,
deux collaborateurs de haut niveau pour être

Responsables d'Activités Documentaires

Les candidats doivent posséder une expérience professionnelle confirmée (au moins 10 ans) dans les secteurs bibliothéconomique ou documentaire, une bonne connaissance des services automatisés, une formation en sciences sociales (niveau second cycle), la maîtrise d'au moins une langue étrangère.
Ils doivent envoyer leur curriculum vitae, par écrit exclusivement, au
Directeur des Services de documentation
FNSP, 25, rue St-Guillaume 75341 Paris cedex 07.
Ils recevront une description de poste plus détaillée.



emplois régionaux



La Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel du Sud-Ouest
(AIRE-SUR-ADOUR, Landes)
recherche son

CHEF DE SERVICE SYSTÈME

Au sein du Département Informatique, équipé d'un matériel BURROUGHS Bi-processor 6800, ce collaborateur de haut niveau aura des responsabilités techniques, de coordination et de relation avec les constructeurs.
- Diplômé études supérieures et/ou large expérience dans la fonction ;
- *Connaissance des techniques bancaires appréciées.*

Adr. lettre manuscrite indiquant prétent. et c.v. à :
Monsieur le Directeur
de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel du Sud-Ouest
B.P. 169
40800 AIRE-SUR-ADOUR.

Recrute mai 1983
UN (E) ÉCONOME PRINCIPAL
Niveau D.E.C.S.
Connaissance : informatique, gestion comptabilité, législation.
Adr. lettre + C.V. + photo au Directeur Instit. Camille-Blaisot, rue des Vaux-de-la-Folie, 14000 Caen.

EXTERNAT CATHOLIQUE SOUS CONTRAT
(Ecole, collège, lycée)
1.300 élèves, sud-est
recherche
• DIRECTEUR GÉNÉRAL
• RESPONSABLE DE NIVEAU (lycée)
Rentrée septembre 1983.
Ecrire sous le n° T 038.913 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE D'AMIENS RECRUTE
1 CHARGÉ D'ÉTUDES
questions sociales
1 CHARGÉ D'ÉTUDES
implantations économiques

U.P.A. St-Etienne, recrute PROFESSEUR ARCHITECTE ts rens., 1, rue Buisson, 42000 ST-ETIENNE.

VILLE DE CHAUMONT
recrute
ADJOINT (e) ENSEIGNEMENT DE FORMATION MUSICALE
Conditions Statutaires
Adresser Curriculum Vitae à
Monsieur le Maire
HOTEL-DE-VILLE
52012 CHAUMONT Cedex.

CENTRE DE COMPTABILITÉ AGRICOLE
recherche
COMPTABLE
Sous la direction du Responsable de Région, il aura pour tâche de suivre et de développer une clientèle agricole et para-agricole.
DECS – Expérience de cabinet E.C. souhaitée. Poste à pourvoir à CERGY-PONTOISE.
Rémunération proposée 120.000 F.
Adresser C.V.
au C.G.C.E.A.O. Rue Pierre Waguet – B.P. 318. 60006 BEAUVAIS Cedex.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Formation scientifique supérieure + expérience industrielle

Notre domaine :
La réalisation clés en mains de grands ensembles industriels en France et à l'étranger.

Notre technique :
Se rattache aux technologies avancées.
Nous souhaitons défendre et élargir notre position sur le marché international et nous consacrons à cet effort des moyens importants.

Votre profil :
Ingénieur de formation scientifique supérieure, vous avez acquis une expérience industrielle en participant à la réalisation ou à la coordination de projets.

Votre rôle :
Au sein d'une petite équipe proche de la Direction, vous participerez à la **préparation de la stratégie du développement technique** dont vous **analyserez aussi la progression**, vous animerez d'autre part les relations avec les organismes ou sociétés extérieures intéressées à notre technologie.

Si vous souhaitez une plus large information sur cette opportunité et si elle vous semble répondre à votre recherche actuelle, adressez votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2441 à



MEDIA PA

9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE,
nous recherchons pour les Services Fiscaux
de la Direction Financière

FISCALISTE CONFIRMÉ

Diplômé de l'enseignement supérieur (École Nationale des Impôts, DESS ou Doctorat de Droit Fiscal), quelques années d'expérience en cabinet ou en entreprise vous ont permis d'acquérir une connaissance pratique de la fiscalité des sociétés au niveau national et international et utilisation courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (CV et photo) sous réf. 43940 - HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris qui transmettra.

HAVAS CONTACT

mammouth mammouth

En vue de l'ouverture
de son 6e hypermarché
en région parisienne
La Société des Supermarchés DOC
recherche

directeurs adjoints hypermarchés (Réf. 100)
pouvant justifier d'une expérience réussie, acquise obligatoirement en magasin de grande surface.

chefs de départements
chefs de rayons confirmés
Épicerie liquide - Produits frais - Bazar - Textile **(Réf. 200)**

responsables de caisses (Réf. 300)
capables d'assurer l'organisation et l'animation d'importantes lignes de caisses

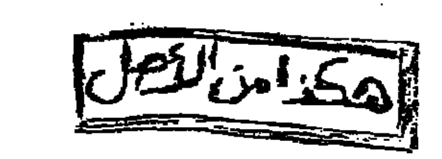
Réelles perspectives d'évolution et nombreux avantages sociaux.
Mobilité géographique limitée région parisienne.

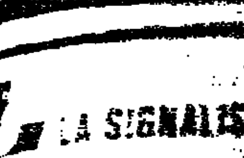
Adresser CV manuscrit, photo à
SMD Service du Personnel
17, avenue de la Résidence
92160 Antony



AMEP PA

mammouth mammouth







LA SIGNALISATION

Société Nationale d'Installation de *réseaux de télécommunications*
recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

ENST, A.M. ou équivalent.

Ayant des connaissances en transmissions numériques, réseaux *câblés et faisceaux HERTZIENS,* pour effectuer l'étude et la réalisation d'actions de développements techniques et de formation dans ce domaine.

Ce poste évoluera pour un candidat de valeur vers une activité à responsabilité dans le service opérationnel chargé des réseaux câblés.

Adresser C.V. avec photo s/réf. 8308 à :

LA SIGNALISATION, Service Recrutement
25 Impasse Lempernesse, 93000 BOBIGNY.

SWEERTS

Acheteur céréales
futur chef de service

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE, recherche un Cadre de bon potentiel, ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle et connaissant si possible le **négoce de céréales sur un plan communautaire et international.**

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE COMMERCIAL Achats-Approvisionnements-Gestion des stocks (*chiffre actuel 200 millions*) – vente de sous-produits. **Sera formé pour lui succéder à son départ en retraite.** Poste conviendrait à bon négociateur – organisateur et gestionnaire ayant bonnes connaissances en droit commercial et administratif – parlant anglais.

Poste à Paris.

Écrire sous référence YR 455 AM

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

Juriste des affaires internationales

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN, CA supérieur à 20 milliards de francs, recherche un **Juriste des Affaires Internationales** ayant une formation universitaire approfondie en droit des obligations et en droit des sûretés. Un diplôme d'une université américaine ou anglaise serait appréciée.

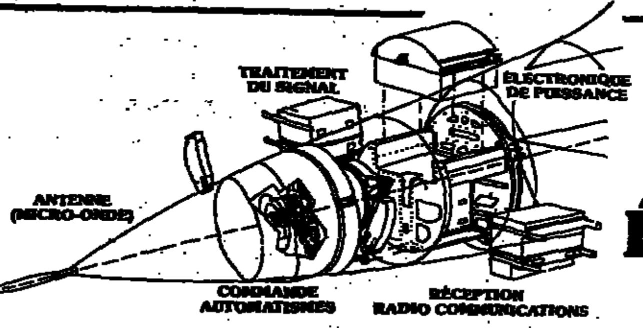
Intégré au sein d'une équipe de juristes, il assurera une fonction d'*information, d'études, de conseil, de négociateur, dans les domaines* suivants : prises de participation dans les sociétés étrangères et suivi de leur évolution ; *contrats et accords financiers, commerciaux, transferts de technologie* ; négoce international.

Ce poste conviendrait à un Docteur en droit privé ou niveau équivalent, ayant acquis une expérience de plusieurs années soit en entreprise, soit en cabinet d'avocats d'affaires. Les qualités requises sont le dynamisme, d'excellentes capacités de contact, la disponibilité pour des interventions en France et à l'étranger, une très bonne connaissance de l'anglais (espagnol apprécié).

Poste à Paris.

Écrire sous référ. *CV 459 AM*

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**



THOMSON-CSF
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des équipements de Contre Mesure aéroportés.
Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement permettent à RCM d'occuper une place de premier plan.
Nous proposons à de jeunes ingénieurs des responsabilités à la fois évolutives et variées dans les activités suivantes :

SYSTÈMES RADARS

- DÉFINITION et INTÉGRATION de SOUS SYSTÈMES.
Harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés - Maîtrise d'œuvre Radars.
- ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS.
Prospectives, modélisation, simulations.
- DÉFINITION-RÉALISATION D'ESSAIS au sol et en vol.

ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

- TRAITEMENT DU SIGNAL.
Matériel logiciel, algorithmes.
- PROPAGATION, RÉCEPTION, RADIO, COMMUNICATIONS.
- MICRO-ONDES.
Formation assurée pour scientifiques de haut niveau.
- ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
- CONCEPTION DE CIRCUITS RAPIDES.

Une ou plusieurs de ces activités correspondent à vos compétences.
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes au sein d'une grande entreprise pratiquant une activitée industrielle sophistiquée avec une très grande rigueur technique.

THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF CEDEX.



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche pour sa **Direction Comptable,**

Deux titulaires du DECS ou diplôme équivalent

Les deux postes, à pourvoir à **Paris,** sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur tant dans le domaine de la comptabilité générale que dans celui du contrôle budgétaire.
Il sera exigé d'un des deux titulaires une expérience confirmée dans le domaine comptabilité générale.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous **référence 3.307 M** à ***PUBLIPANEL*** 20, rue Richer 75441 Paris Cédex 09, qui transmettra.

GROUPE



Vous êtes diplômé d'études supérieures et votre première expérience de la vie active vous a permis d'acquérir une vision plus précise de la vie professionnelle; vous souhaitez maintenant l'élargir.

SG 2, groupe puissant de 4 000 personnes avec un taux de croissance de 40%, poursuit son expansion rapide dans tous les secteurs de l'informatique : conception et réalisation «clé en main» de systèmes informatiques de gestion, conseil de direction, automatismes, assistance-systèmes.

Nous vous proposons, après une formation théorique et pratique à cette nouvelle opportunité qu'est pour vous l'informatique, d'être intégré rapidement dans des équipes opérationnelles réalisant des projets de grande envergure. Des responsabilités vous attendent; vous saurez donner toute votre mesure et saisir de réelles perspectives d'avenir.

Jeunes diplômés d'études supérieures scientifiques

Quelque soit votre 1ere expérience...

Construisez votre avenir dans l'informatique

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 02, à SG 2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG 2 : l'informatique des idées et des hommes.



LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE
ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE
travaillant en coopération
avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche **PHILIPS**

recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES OU UNIVERSITAIRES

dans les domaines d'activités suivants :

– PHYSIQUE DES SOLIDES :

Référence 11
Technologie des *matériaux semiconducteurs, implantation* ionique.

Référence 12
Technologie des circuits intégrés GaAs. Dispositifs hyperfréquences. Conception de circuits intégrés.

– SYSTEMES ELECTRONIQUES :

Référence 31
Recherche en *coneption fonctionnelle et architecturale de* microprocesseurs.
Traitement du signal et conception avancée de circuits LSI pour T.V.

Référence 34
Activité de support aux utilisateurs en conception assistée *par ordinateurs de circuits électroniques à haut degré d'intégration* (LSI - VLSI).
Formation de base en électronique et anglais parlé indispensables.

Ecrire avec CV et photo au Service du Personnel
3, avenue Descartes - B.P. 15 – 94450 LIMEIL BREVANNES.

Ingénieur calcul de structures

E.C.P., E.M.P.C...
Paris - La Défense

Vous avez au moins 5 années de calcul dans les techniques avancées (calculs statiques, thermiques et dynamiques) *par la méthode des éléments finis.*

Importante entreprise française d'ingénierie, nous réalisons des ensembles industriels de très grande dimension intégrant des développements technologiques avancés.

Nous sommes prêts à vous confier l'encadrement d'une petite équipe chargée des calculs de conception de matériels électro-nucléaires.

Selon l'expérience et le niveau de compétence atteint, le candidat pourra se voir confier d'autres responsabilités dans les 5 années qui viennent.

Merci d'adresser votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 2429/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

GENERAL  **ELECTRIC**

recherche

Responsable Service Paye

PROFIL
★ DUT de gestion ou équivalent
★ Expérience de 3 ans minimum dans fonction similaire
★ Anglais courant indispensable

FONCTION
★ Gestion de paye informatisée
★ Supervision service contrôle et gestion des notes de frais

Poste à pourvoir rapidement. Envoyer CV, photo et prétentions à GETSCO Service du Personnel - 42, avenue Montaigne 75008 Paris



Cii Honeywell Bull

recherche pour renforcer ses équipes d'études MINI 6 des

INGENIEURS LOGICIENS

Ils seront responsables de la définition et du développement de coupleurs adaptateurs. Une bonne connaissance de la logique intégrée et une expérience antérieure d'une activité similaire sur MINI ou MICRO seraient très appréciées.
Lieu de travail : Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 112 M à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Devenir le conseiller technique "composants programmables" de nos clients...

...un véritable rôle d'ingénieur pour un

jeune diplômé d'une grande école d'électronique

par les produits sophistiqués dont il sera chargé : microprocesseurs 4, 8, 16 et 32 Bits et leurs systemes de développement, réseaux prédiffusés, circuits intégrés pour la synthèse et la reconnaissance de la parole, circuits VLSI.

Votre mission de conseil et d'assistance concernera deux types d'interlocuteurs : les directeurs techniques des grandes industries de pointe (vous analyserez leurs besoins, les conseillerez dans la conception et le démarrage des projets) et nos ingénieurs de vente auprès de qui vous jouerez un rôle d'expert et de formateur dans le domaine des microprocesseurs.
Postes basés à PARIS.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0383/2M à TEXAS INSTRUMENTS 8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Organisation et Publicité



Nous sommes l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs équipements dans les meilleures conditions tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, bâtiment, industries de transformation, techniques avancées...). Compte tenu de *notre développement, nous recherchons notre responsable*

GESTION DU PERSONNEL
hors siège — expatriés — filiales

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Sciences Humaines...) et vous avez acquis une première expérience de la gestion du personnel par exemple en tant qu'adjoint d'un chef du personnel dans une société industrielle à vocation internationale. Nous vous proposons d'intégrer notre Département du Personnel et de prendre en charge la gestion du personnel de nos Directions Régionales et de nos expatriés ou détachés. Vous jouerez également un rôle de conseil, en matière d'harmonisation de politique de personnel et de législation sociale, auprès de nos filiales aux activités diversifiées mais de faible effectif. Une très bonne maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez sous *réf. 6679 M* à Jean-Loup Parichon ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

Pian Chumis



BERTIN & Cie
Recherche et Développement

BERTIN, c'est aussi la PRODUCTIQUE et la MECANIQUE.
Nous recherchons des

INGENIEURS MECANICIENS

(5 à 10 ans d'expérience)
désirant innover dans les domaines de :

- MACHINES SPECIALES, ROBOTS,
- INSTALLATIONS INDUSTRIELLES,

au sein de notre division
MECANISMES et SYSTEMES INDUSTRIELS.
Envoyer C.V. et rémunération souhaitée, *sous référence 857*, à :
M.H. DUFOURMANTELLE
BERTIN & Cie
B.P. 3 - 78373 PLAISIR

SOCIÉTÉ TEXTILE, leader dans sa branche, Filiale d'un groupe français important recherche

1 DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

25 à 35 ans

Pour Paris et Région Parisienne résidant sur ce secteur, disposant d'un véhicule en bon état,

Pour développer et prospecter clientèle de détail et Grands Magasins. Présentation de la Collection.

Ce poste est à pourvoir rapidement.

- Rémunération motivante : Fixe + Primes sur objectifs — 13ᵉ mois — Frais de voyage. STATUT CADRE.

Ce poste conviendrait à un vendeur de haut niveau.

Adresser lettre manuscrite et C.V. + photo à M. MAITRE — 1, rue du Fg St-Honoré, PARIS-8ᵉ.

Réponse et discrétion assurées



3 500 personnes - 10 filiales - France et Etranger
CONNEXION — EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
un marché porteur, un Groupe en expansion.
Nous cherchons à renforcer nos structures techniques et nous recrutons pour nos différents établissements.

DIVISION CONNECTEURS — DOMAINE AÉROSPATIAL **Boulogne - Pte de St-Cloud**

INGÉNIEUR

Ce poste, qui conviendrait à un jeune diplômé Grande École (à dominante mécanique), débutant ou ayant acquis une première expérience industrielle, permettra au candidat choisi de devenir l'adjoint d'un responsable technique chargé de la conception, de l'expérimentation et de l'analyse des coûts de nos produits. Une formation au sein du laboratoire d'essais, où il sera responsable de l'animation d'une équipe de 5 à 8 *agents techniques, lui permettra de préparer cette évolution.* (Réf. A).

DIVISION CONNECTEURS — DOMAINE AÉROSPATIAL **Banlieue Sud Paris — Orly**

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Ingénieur diplômé, 25 ans minimum, il sera chargé du suivi et du développement de l'activité composants et équipements de cette division (déplacements 50 % France et étranger). (Réf. B)

DIVISION ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS **Banlieue Sud Paris — Orly**

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN



Ingénieur diplômé, il participera à l'expansion d'un département, développant des systèmes employés en milieu industriel. Il aura si possible une expérience dans la conception de systèmes intégrant des microprocesseurs. (Réf. C).

USINE DE MONTAGE **Champagné — près Le Mans**

2 INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT nouveaux produits

Ils seront chargés de l'étude et de l'industrialisation de nouveaux produits et auront la responsabilité des objectifs «prix». Formation ingénieurs mécaniciens. Débutants acceptés. (Réf. D).

INGÉNIEUR MÉTHODES contrôle-qualité

Il sera chargé de la mise en place des procédures et des moyens nécessaires à l'assurance qualité. Formation ingénieur mécanicien, expérience «Qualité» souhaitée. (Réf. E).

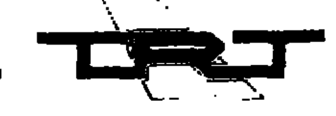
RESPONSABLE ORDONNANCEMENT confirmé

Chargé de l'ordonnancement et du lancement des moyennes et grandes séries : • relations et programmations avec le commercial ; • lancement des approvisionnements ; • analyse et suivi des programmes machines ; • gestion du magasin, préparation des produits ; • suivi de l'évolution de l'informatisation. (Réf. F).

L'ensemble de ces postes nécessite la pratique de l'anglais. Pour réussir dans ces différentes fonctions, qui offrent de réelles perspectives d'avenir, les candidats retenus sauront allier à leur formation une bonne autonomie, le goût du concret et un réel esprit d'entreprise.

Merci d'adresser candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à SOURIAU 11, rue Galliéni 92100 BOULOGNE.

CONTESSE



Une des premières Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle recherche pour sa
DIRECTION COMMERCIALE
(Paris Sud)

Personnes dynamiques désirant participer à son expansion et à sa réussite en particulier dans les secteurs ci-après :

I - *TELEINFORMATIQUE*

INGENIEUR projets-systèmes

(Réf. 35-80)

POSITION II

Le candidat devra posséder de bonnes connaissances en téléinformatique et télécommunications et une bonne maîtrise de l'Anglais.

II - TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

INGENIEURS

(Réf. 30-13)

Anglais nécessaire, espagnol souhaité, pour
a) l'exportation :
- Responsable commercial de zone
- Responsable «Projets»

b) le Service Ingénierie
- Responsable de projets tant en France qu'à l'Etranger.

c) Gestion de contrats en France.

Adresser candidature à T.R.T.
5, avenue Réaumur
92350 LE PLESSIS ROBINSON

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

2 COLLABORATEURS

disponibles rapidement

- 1 Responsable de dossiers, 3 ans d'expérience minimum, disponible pour déplacements occasionnels, Anglais souhaité.
- 1 Assistant, 2 ans d'expérience minimum pour tenue et surveillance comptable.

Adresser CV avec photo et prétentions à IFOGEC, 33, rue Raffet - 75016 Paris. R.V. possible par téléphone 524.52.25 poste 73.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

(D.E.C.S. - I.F.G. - I.A.E. Gestion Dauphine)

Connaissance informatique souhaitée.

Qui aura pour mission d'adapter la comptabilite analytique d'une importante société de services.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo sous réf. 3466 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra.



Spécialiste Vidéotex, études, secteur associatif, recherche

2 ingénieurs commerciaux

3 chefs de projets

Vous souhaitez vous intégrer au sein d'équipes dynamiques pour participer à notre plan de développement prévu à cinq ans, dans les spécialités précitées.
Merci d'adresser CV et prétentions à Guy Larrouture.
NATEL : 4 rue de Nieuport, BP 78, 78140 Vélizy.

NATEL, FILIALE DE LA GENERALE DE SERVICE INFORMATIQUE. gsi

média-system

Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT
recherche

ACHETEUR

L'augmentation rapide de nos activités nous conduit à rattacher un nouveau poste d'acheteur à notre Directeur des Achats.

Responsable de la sélection et des dialogues avec ses fournisseurs et sous-traitants, ce collaborateur doit être rapidement en mesure de négocier tous contrats concernant l'achat de matières premières et composants divers ainsi que de faire réaliser les éléments necessaires à la fabrication de nos produits
*Il conduit son action dans le respect des spécifica*tions, coûts standards et délais, définis après concertation avec les différents services concernés.

Des déplacements fréquents de courte durée en France et à l'Etranger sont à envisager.

Nous demandons une expérience de 3 ans minimum, acquise si possible dans notre domaine d'activité, après une formation en Ecole de Commerce ou de Gestion diplôme ESAP apprécié. La pratique de l'anglais est indispensable.

Nous miserons sur un candidat à fort potentiel décidé à développer sa carrière dans notre entreprise

Le poste est à pourvoir à **Lassigny** (25 kms de Compiègne)

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémuneration actuelle sous réf. 919 M *au Service Recrutement 28-34, Bd du Parc* 92520 NEUILLY SUR SEINE.

Nous recherchons un

Psychologue du Travail

L'équipe dans laquelle il aura sa place intervient au profit d'usines de constructions mécaniques, dans le domaine du recrutement et de l'orientation des personnels de tous niveaux.
L'animation de stages de formation aux relations humaines est une activité *existante mais à développer.*
Un DESS de psychologie du travail ou clinique est souhaité.
Lieu de travail : Très proche banlieue Sud de Paris.
Déplacements relativement fréquents en France et au Moyen Orient.
Salaire brut proposé : environ 90 000 F/an.

Adresser CV sous référence **9881** à **L.T.P.**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Lévi Tournay



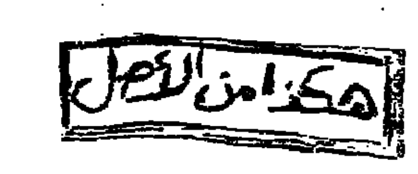
COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(300 personnes - C.A. de 130 millions de Francs) spécialisée dans la conception et la *réalisation* de matériels d'optronique, recrute pour son **Service Contrôle Qualité Composants**

ingénieur électronicien I ou II

Débutant ou quelques années d'expérience.

Connaissances mécanique appréciées. Rôle d'encadrement. Relations avec les fournisseurs.
Evolution possible après quelques années vers études ou fabrication.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) **en rappelant la référence IEM** à *Mme SUSINI Chef du Personnel CILAS* Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



DAF FRANCE

recherche pour sa Société apparentée

LOCADAF

S.A. au capital de 16.000.000 Frs
C.A. en 82 90.000.000 Frs

UN JURISTE D'ENTREPRISE

Titulaire maîtrise de droit privé
(Option droit des affaires)

Formation Comptable et pratique de la langue anglaise appréciées.
Expérience similaire en Entreprise.

Il sera notamment chargé des missions suivantes :
— recouvrements de toutes créances
— *assistance du service comptabilité* en matière de pré-contentieux
— *interventions auprès* de Collaborateurs de terrain, d'un réseau de Concessionnaires indépendants et d'Affiliations du Groupe
— rédaction de contrats-types, préconisation de modifications des documents existants.

La fonction en elle-même est susceptible d'évoluer en fonction des capacités du candidat retenu.

Adresser CV détaillé, photo, prétentions à
DAF FRANCE - Service du Personnel
SURVILLIERS - B.P. 4 - 95470 FOSSES

Charles of the Ritz

Parfums
YVES SAINT LAURENT

dans le cadre de son expansion recherche

RESPONSABLE DU SERVICE CLIENTELE INTERNATIONALE

Rattaché au Directeur de la distribution, il encadre 25 personnes dont 2 A.M. et assure la gestion commerciale de son unité : prévisions, portefeuilles de commandes, contrôle de l'exécution du traitement administratif des dossiers.

En relation avec l'informatique, il recherche tous moyens susceptibles d'améliorer le service offert à nos clients étrangers.

Cette fonction implique des relations permanentes avec ces derniers ainsi qu'avec les transitaires, transporteurs, ministères et banques.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant acquis une formation de base solide en gestion (université, Ecole de Commerce ou ISG) complétée *par une première expérience professionnelle* d'environ 2 ans en commerce international.

La pratique de l'anglais est indispensable tout comme la rigueur intellectuelle et l'aisance dont il doit faire preuve au niveau des relations internes et externes de l'entreprise.

Le poste est à pourvoir à notre usine de **Lassigny** (25 kms de Compiègne).

Merci d'adresser votre C.V., photo + rémunération actuelle sous réf. 918 M au Service Recrutement 28-34 Bd du Parc 92520 NEUILLY SUR SEINE.

Contrôle Bailey

GROUPE CGEE ALSTHOM

département

COMMERCIAL

Réf. 4 CF-51 FRANCE

Ingénieurs technico-commerciaux
Pour étude technico-commerciale de projets de systèmes de régulation et instrunentation dans le domaine production/utilisation d'énergie (centrales thermiques, chaudières industrielles) au sein d'un groupe de travail de taille moyenne offrant grande autonomie de travail.
Quelques années d'expérience demandées.
Déplacements à l'étranger possibles.
Anglais, lu, écrit, parlé indispensable (deuxième langue appréciée).

Réf. 4 CE-61 EXPORT

Deux responsables (très expérimentés) de zone géographique, *expérience process control-montage et direction de réseau international (filiales ou agents).*
Europe de l'Est et Europe Sud: *connaissance Anglais, Espagnol et/ou Allemand.*
Moyen-Orient: *connaissance Anglais et Arabe.*

Envoyer C.V. en précisant la référence du poste choisi et prétentions au service du personnel 5, avenue Newton, 92142 Clamart Cedex.

DIVISION ÉLECTRONIQUE DE LA SNECMA

elecma

implantée à SURESNES recherche pour son

SERVICE COMMERCIAL
ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES RADIO-ÉLECTRIQUES
(Matériels de télémesure, télémétrie, transmission antibrouillée..., sur engins et au sol)

ingénieur technico-commercial

Il aura un rôle de prospection, de négociation et de gestion auprès des SERVICES TECHNIQUES des GRANDES ADMINISTRATIONS CIVILES et MILITAIRES, en France et à l'étranger. Il participera à la recherche de nouvelles applications, interviendra dans l'élaboration des spécifications et aura ensuite la responsabilité du suivi de ses affaires.

Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ayant une expérience technique acquise soit comme concepteur soit comme utilisateur de ce type de matériels et souhaitant orienter sa carrière vers un rôle de relations et de conseil dans des domaines techniques très avancés. Pratique de l'Anglais nécessaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2621 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

développer les p.b.f. en chimie fine et pharmacie.

Un GROUPE FRANÇAIS DE SOCIÉTÉS PHARMACEUTIQUES ET CHIMIQUES, C.A. 300 millions, actuellement en période de très forte expansion et ayant la volonté d'accroître sa compétitivité en France et à l'Étranger crée un poste de PHARMACIEN chargé de la mise en place et du suivi des PRATIQUES DE BONNE FABRICATION.

Rattaché au RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION PHARMACEUTIQUE et basé dans un des principaux établissements de production situé en ANJOU, il aura à établir et faire respecter les procédures, et à transmettre l'esprit p.b.f. dans les différents secteurs de production.

Ce poste conviendrait à un PHARMACIEN, 30 ans minimum, possédant une expérience de quelques années de préférence dans le domaine du CONTRÔLE ANALYTIQUE et de LA MISE AU POINT et ayant été confronté au cours de sa carrière aux problèmes d'amélioration de la qualité, dans le respect des règlementations françaises et étrangères. Pratique de l'anglais indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2617 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



MICRO INFORMATIQUE

Filiale française (25 personnes, 35 Millions de chiffre d'affaires) d'un important groupe international, *spécialisée dans la commercialisation d'une gamme de machines très performantes* dans le domaine de la micro-informatique, nous recherchons pour les intégrer dans une équipe sympathique et dynamique :

RESPONSABLE DES VENTES ILE DE FRANCE

Nous lui offrons : des systèmes très compétitifs, un territoire à fort potentiel, des responsabilités réelles de développement de nos ventes auprès d'un réseau de revendeurs et de grandes entreprises, un salaire attractif avec un intéressement direct aux résultats, une évolution seulement limitée par son ambition...

Le candidat devra être diplômé de l'Enseignement Supérieur (niveau ingénieur) avec une première expérience du «terrain» et surtout être prêt à faire preuve d'agressivité dans ce marché explosif. Anglais souhaité.

RESPONSABLE TECHNIQUE A DOMINANTE LOGICIEL

Il devra assister la clientèle dans le domaine du *logiciel systèmes (CP/M, MS-DOS...)*, et assurer la supervision et formation d'une équipe de techniciens d'après vente en ateliers.

Le candidat de niveau ingénieur devra justifier d'une expérience *logiciel petits systèmes et après vente* de plusieurs années. Une expérience en micro-informatique sera appréciée. L'anglais est indispensable.

La rémunération attractive sera fonction de l'expérience.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
ZENITH DATA SYSTEMS (Service du Personnel)
167/169 Avenue Pablo Picasso — 92000 NANTERRE

SOCIÉTÉ DU SECTEUR BANCAIRE

recherche

1 COLLABORATEUR

Titulaire d'une licence en droit ou sciences économiques.
Expérience bancaire ou boursière appréciée.

Statut cadre après 1 an.

Lieu de travail Paris 8e.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :
J.C. BEY
52. Champs-Elysées, 75008 Paris

SOCIETE DE CAUTION MUTUELLE PARIS 9°

ASSISTANT REDACTEUR

Crédit moyen long terme.
Expérience mutuelle ou banque, connaissant bien le bilan et l'analyse financière.
Salaire motivant et avantages sociaux.
Merci d'envoyer CV + photo à : Mr Chabanne

help international
12, rue Chabanais - 75002 PARIS



Techniques et Systèmes Informatiques
Software

recherche ses

INGENIEURS INFORMATICIENS de haut niveau en Génie Logiciel

Leur profil:
• Bonne connaissance d'au moins l'un des sujets suivants: méthodes/outils du génie logiciel, langages évolués, compilation, UNIX.
• Une expérience acquise dans un environnement Recherche et Développement
• Anglais indispensable.

Leur rôle sera de:
• Faire évoluer notre atelier génie logiciel basé sur UNIX
• Participer à un important projet européen de recherche en génie logiciel
• Exercer des missions de Conseil et être à l'écoute des besoins dans un environnement d'utilisateurs compétents et exigeants.

Les candidatures sont à adresser à TECSI-SOFTWARE 29, rue des Pyramides 75001 PARIS (discrétion assurée).

GOULD S.E.L.

Constructeur U.S. de calculateurs scientifiques recherche son :

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché directement au Directeur Financier, il aura à prendre en charge l'ensemble des opérations de reporting à la maison mère U.S., et sera amené à court terme à assurer diverses tâches d'organisation des services administratifs.

Nous souhaitons rencontrer un candidat (DECS minimum) justifiant d'une première expérience en cabinet d'audit *ou en entreprise pratiquant la comptabilité anglo-saxonne.*

Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Pour un premier contact, merci d'envoyer votre c.v. plus photo et prétentions sous la référence MGS2 à :

JOB CONSEIL
JOB CONSEIL
15, rue Saussier-Leroy
75017 PARIS

Alphanumeric

recherche dans le cadre du développement de son département micro-informatique un

ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

pour participer à la diffusion des produits.

Ce poste conviendrait à un débutant intéressé par l'aspect commercial et passionné par l'informatique (Ecole de Commerce ou B.T.S.).

Envoyer C.V. lettre de candidature, photo et *prétentions* à M. CHAPUIS
8, rue de Furstemberg 75006 PARIS

La forte expansion de

TEKELEC TA AIRTRONIC

Dans le cadre de l'accentuation de sa percée dans des secteurs de pointe, la société forte de 1000 personnes, dotée d'une position de leader dans la fabrication et la distribution de composants et systèmes électroniques, recherche des :

CHEFS DE PROJETS TELEINFORMATIQUE

• pour participer à la **conception et à la mise au point de matériels d'analyse et de tests de réseaux de grande diffusion** (procédures BSC, SDLC...).
- si vous êtes de jeunes ingénieurs électroniciens, expérimentés en transmission de données, *avec un profil hard et soft, ce message vous concerne.* *(Réf. 212057 M)*
• pour prendre part au **développement de réseaux à base de fibres optiques**
- jeunes diplômés, H ou F, de l'Institut Supérieur d'Optique, attirés par cette nouvelle technologie, cette proposition vous intéresse. (Réf. 303124 M)

UN DOCUMENTALISTE / REDACTEUR TECHNIQUE

qui aura la charge de la **rédaction des notices techniques** pour les administrations *militaires et des télécommunications,* la **gestion des normes et du standard,** la mise en place et le fonctionnement (diffusion) d'un **système d'archivage** des documents et des versions logiciels à jour des produits spécifiques. Si vous avez une compétence technique certaine dans le domaine de l'électronique, *savez manier la plume et êtes un homme de* communication, cette mission peut vous convenir (Réf. 303125 M)

Les postes sont basés dans la proche **banlieue Ouest de Paris.**

Merci d'écrire sous la référence choisie.

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115. rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
— équipements automobiles
— appareils ménagers
— radio-téléphones
— caméras et projecteur BAUER
recherche son

RESPONSABLE achats-transports

(Import - Export)

MISSION :
Sous l'autorité de la Direction Générale (économique) et animant une équipe d'une dizaine de personnes, le candidat sera chargé de la consultation des marchés et des négociations en vue de l'établissement des contrats d'achats de produits *commercialisés par la Société, d'investissements, de travaux, de services* et de produits consommables. Le choix des transitaires, des transporteurs et le suivi des contentieux avaries sont également de sa responsabilité.

PROFIL :
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (E.S.C., ESAP ou équivalent) possédant une expérience convaincante de plusieurs années dans une fonction achats et transports, de portée comparable. Une bonne pratique de la langue allemande est indispensable.
La rémunération tiendra compte de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.



BOSCH

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel - 32, avenue Michelet - 93404 Saint-Ouen.

Ingénieur d'essais

Importante société d'ingénierie réalisant de grands ensembles industriels recherche un ***jeune ingénieur essais.***

Il assurera la définition et la préparation de l'essai, la mise en oeuvre de systèmes informatiques adaptés au traitement de mesures spéciales.

Une première expérience en traitement du signal sera appréciée ainsi que de bonnes connaissances en physique.

Le poste est basé à la Défense. De courts déplacements sont à prévoir sur la France.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2440 à

MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens - 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

JEUNES INGENIEURS ENSTA, ENSAM, INPG, INSA,.....

Nous vous proposons de débuter votre carrière dans les

ESSAIS ET DEMARRAGES D'ENSEMBLES INDUSTRIELS "CLES EN MAIN"

Après une période de formation intensive, vous élaborerez des procédures d'essai que vous appliquerez sur nos installations électronucléaires et vous participerez à la formation du *personnel d'exploitation.*

Cette expérience, acquise sur le terrain au sein d'équipes polyvalentes, vous ouvrira de réelles perspectives d'évolution dans notre société.

Assurée d'une absolue discrétion et d'une réponse, votre candidature détaillée est à adresser, sous référence 50182, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Pont de Neuilly

Analyste organique

GAP II interactif — DUT, BTS ou équivalent

Association loi *1901*, exploitant un *IBM 34 236* K en temps réel et en télétraitement, nous gérons de très gros fichiers d'adhérents qui vont nécessiter le passage sur un matériel plus puissant. Notre service informatique se structure, et recrute un(e) jeune analyste organique d'un très bon niveau, *diplômé DUT, BTS ou équivalent, ayant si possible un début d'expérience, connaissant le GAP II* et le cobol, susceptible d'évoluer en fonction du développement du service.
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence 23657/M à M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Dumez bâtiment

dumez

complète son équipe du Service Commercial à **Nanterre** (92) et recherche un

Technicien études de prix

A votre **formation de métreur** vous avez ajouté, une expérience professionnelle d'une dizaine d'années dans la fonction, et si possible la connaissance du chantier.

Maintenant à partir d'un dossier vous êtes capable :
- de mener complètement, une étude du prix *déboursé et du prix de revient.*
- d'analyser les offres et les prix des sous-traitants des corps d'état secondaires que vous aurez contactés.

Nous apprécierons vos **connaissances de la langue anglaise** car vous aurez à vous déplacer en France et à l'étranger pour des missions de courte durée.

Le **salaire que nous vous proposons est motivant** et sera en fonction de votre expérience.

Si ce poste ouvert vous intéresse, merci d'adresser *votre dossier de candidature avec CV, photo* et prétentions sous réf. LM 170 à Dumez, Service Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 Nanterre Cédex.

média-system

Mettez votre avenir en chantier

Débutez par une fonction financière passionnante et très ouverte...

... Notre société jeune et de taille humaine (100 personnes) a connu une croissance très rapide en créant des produits d'épargne originaux et performants au sein d'un important organisme financier. Elle cherche à renforcer son équipe PLANIFICATION ET CONTROLE DE GESTION et crée un poste pour seconder le responsable actuel. Modélisation - simulation financière - contrôle de gestion - analyse budgétaire - études diverses pour la Direction Générale seront ses principales responsabilités.

Pour un candidat de valeur (Centrale, HEC, ESSEC,...) créatif et entreprenant, prêt à se donner à fond dans une activité qui le passionne, nous offrons de réelles possibilités d'évolution dans notre Groupe pour qui la promotion interne est un souci constant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 150M à Michèle CHIRON.



Compagnie Bancaire - Service Orientation, Recrutement
5 avenue Kléber - 75791 Paris Cédex 16.

compagnie bancaire

SOURCES

abeille paix

notre futur responsable système/MVS

Nous sommes un grand de l'assurance, connu aussi comme **le GROUPE VICTOIRE.** *Nous déployons* **notre réseau (230 terminaux aujourd'hui) et il va croître fortement d'ici 1985. Notre direction informatique (Paris 8e) dispose d'un 3032 et, bientôt d'un 308X sortant d'une migration sur MVS et** *automatise sa production.*

Vous prenez la tête d'une petite équipe système qui se consacre exclusivement à la technique : MVS, CICS, VSAM, VTAM/NCP, SDLC/TRANSPAC... car les études comme l'exploitation assurent le plus gros du support *technique. Vous terminez la mise en place d'OPC, testez VIDEOTEX et vous consacrez au tuning.*

Ingénieur de formation, vous avez acquis une solide pratique de tout ou partie des systèmes que nous utilisons et souhaitez assurer le leadership d'un groupe système sans lâcher la technique.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4320LM) à **« Carrières de l'Informatique ».**



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

csee

5300 personnes dont 620 cadres

CHEF DU SERVICE COORDINATION ET ORDONNANCEMENT GRANDS SYSTEMES — *PRODUCTION ET SOUS-TRAITANCES* —

La fonction comporte l'encadrement de l'équipe d'ingénieurs et AT d'« assistance ordonnancement » aux chefs de projets, l'évaluation des possibilités des sous-traitants, la responsabilité opérationnelle de la sous-traitance des affaires en phase industrielle, la gestion prévisionnelle du « reste à dépenser » par affaire, l'interface avec les services « production » des usines et les chantiers, les liaisons « approvisionnement » pour les affaires en phase après-vente.
Nous recherchons un ingénieur de grande école — ENSAM, ECP, ESE — âgé de 35 ans environ.
Lieu de travail : (92) Plessis Robinson.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES Direction du Personnel
Service Emploi et Développement des Cadres, 17, place Etienne Pernet 75015 Paris

Banque

Crédit export

Notre **importante banque** (1 000 personnes), qui appartient au secteur coopératif, recherche un **spécialiste du crédit à moyen terme à l'exportation.**

Nous souhaiterions rencontrer, pour ce poste, un candidat ayant acquis **quelques années d'expérience dans le montage des crédits acheteurs** et, si possible, ayant une certaine habitude de la négociation.

Lieu de travail : **Paris-2e.**

Adressez C.V., photo et prétentions sous référence 2432 à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche
pour son Service Central d'Approvisionnements et transports :

responsable contrôle de gestion - organisation

Mission :
- Mettre au point les méthodes d'élaboration des *statistiques* relatives au service et destinées aux départements commerciaux et aux acheteurs.
- Participer à l'amélioration et à *l'évolution de l'organisation* de la Fonction Approvisionnements et Transports.
- Assurer la coordination de certaines procédures.

Formation :
DUT de Gestion ou équivalent - Quelques années d'expérience de gestion informatisée seront appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 63295 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 - qui transmettra.

Siège PARIS
Important groupe Scientifique *industriel*
recherche pour
sa Direction des Services Financiers
(Service fiscal)

JEUNE CADRE FISCALISTE

Ayant quelques années d'expérience en *fiscalité des Sociétés dans* administration, entreprise, cabinet fiscal, cabinet d'expertise comptable.

FORMATION :
Ecole Nationale des Impôts ou doctorat ou maitrise.

Envoyer CV, prétentions, photo sous No 64121 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

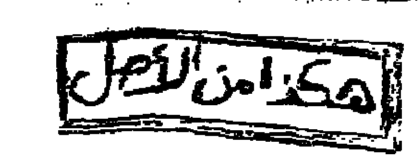
Jeune pharmacien

Impérativement titulaire d'un D.E.A. de Pharmacologie, vous avez si possible une première expérience dans l'étude des produits analgésiques. Vous prendrez en charge un petit laboratoire de recherche basé dans notre Etablissement de ROMAINVILLE (93). Le Groupe très orienté sur la Recherche, offre de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature au Service de Gestion des Cadres sous Réf. 31V - 35, Bd des Invalides - 75007 - PARIS.

ROUSSEL UCLAF





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MORS PESAGE

GROUPE DE DIMENSION EUROPEENNE (900 personnes) RECHERCHE Pour son unité française du BLANC MESNIL (93)

- SECRETAIRE DE DIRECTION CONFIRMEE

Niveau BTS
Anglais - Allemand en pratique courante.
Expérience dans des services commerciaux appréciée.
Rémunération en fonctions des capacités et de l'expérience.
Evolution possible au sein d'un groupe important.

- SECRETAIRES CONFIRMEES

pour agence commerciale - BLANC MESNIL
Anglais apprécié

Avantages sociaux - Restaurant d'Entreprise.
Envoyer C.V. et Prétentions à
MORS PESAGE, 2 rue Isaac Newton, 93150 LE BLANC MESNIL

SWEERTS

---

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Vous avez plusieurs années d'expérience de la maintenance d'ordinateurs et la volonté d'évoluer vers des postes à responsabilité technique ou humaine :

- **Ingénieurs de maintenance systèmes**
- **Ingénieurs de support produits**
- **Instructeurs matériel-logiciel**
- **Responsables de projets**
- **Responsables d'équipe de maintenance**

Notre croissance continue vous offre cette opportunité et un choix réel d'évolution de carrière. Vous parlez l'anglais, nous vous formerons à nos derniers produits en Europe ou aux U.S.A.

Ecrivez sous réf. M 30 à
Nicolas GROS, Ressources Humaines,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex, tél. 077.82.92.

Société travaillant pour l'Administration, BANLIEUE SUD

recherche

INGENIEUR DIPLOME

3 à 5 ans d'expérience, pour s'intégrer à un groupe d'ingénieurs menant des études d'organisation, de définition...

Il aura le goût des études générales et aura de bonnes connaissances en mini et / ou micro-informatique et en télétransmissions.

Prière adresser CV + prétentions
à No 64178 Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ADJOINT

..........jeune mais déjà expérimenté

AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Opérant dans un secteur technologique de pointe, notre société continue chaque année de progresser d'environ 20 %, tant sur le plan de son chiffre d'affaires (700 MF) que sur celui de ses effectifs (900 personnes)

Pour s'assurer d'un support logistique approprié, elle poursuit conjointement le développement d'outils informatiques performants.

Cette expansion nous conduit aujourd'hui à créer un poste d'adjoint au Directeur du Personnel.

Nous souhaitons confier à ce nouveau collaborateur, jeune mais possédant déjà une expérience de la fonction de 2 à 3 ans minimum :

- la direction de toutes les opérations liées à la paye informatisée, à la gestion administrative des dossiers du personnel, à la législation sociale en général
- l'extension des outils informatiques se rattachant à cette gestion
- le développement des autres éléments constitutifs d'une véritable politique sociale (formation, information, appréciation du personnel...).

Lieu de travail : proche Banlieue Ouest.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 13342 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

Société d'équipements automobiles leader dans sa branche, recherche

un responsable comptabilité

pour section clients et fournisseurs.

Effectif : 10 personnes.
Le candidat doit être titulaire du DECS ou BP ancien régime. Age minimum 35 ans.

Descriptif du poste :

- généralités : application des procédures comptables et de la fiscalité de la TVA aux opérations clients et fournisseurs.
- Clients : facturation, enregistrement des règlements et suivi des comptes.
- Fournisseurs : ordonnancement et imputation des factures, règlements et suivi des comptes.

Lieu de travail : **Gentilly.**

Ecrire avec C.V., photo s/réf. 1696 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Centre d'Études Industriel

recherche

pour son service automatismes

UN PROGRAMMEUR

BTS ou DUT

Quelques années d'expérience sur microprocesseur 6800 et outils de développement pour conception et émulation de programmes en assembleur.

Lieu de travail : **Région Parisienne**

*Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 56982 M à Bleu Publicité
17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX*

INGÉNIEURS CIRCUITS FLUIDES

ECAM, INSA, ENSI, IGC.

Leurs responsabilités s'exerceront dans le cadre d'une affaire France ou Etranger, pour :

- la définition de produits,
- les choix technologiques,
- le suivi de la réalisation en liaison avec les responsables de projets et les fournisseurs d'équipements.

Ils participeront à notre effort de développement et d'amélioration de nos matériels et de nos systèmes.

Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous référence 50178 M à
HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

PHILIPS

Data Systems

recherche pour son Centre Développement
de FONTENAY-AUX-ROSES

ingénieurs

pour participer dans le cadre d'un projet international à l'aide de réalisation de logiciels de conception assistée par ordinateur. Anglais nécessaire.

techniciens

pour étude et réalisation du dessin de circuits imprimés à l'aide d'outils C.A.O.
Connaissances en schémas logiques et électroniques.

Anglais souhaité.
Possibilité de travail en horaires décalés.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions au Service du Personnel - C.T.I.
4 à 16, av. du Général Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses.

PHILIPS

GOULD S.E.L.

Constructeur U.S. de calculateurs scientifiques recherche son :

ADJOINT AU RESPONSABLE LOGISTIQUE

En relation permanente avec la maison mère U.S. il devra maîtriser l'ensemble des opérations de suivi des commandes (formalités import-export) de surveillance et de mainten du stock de pièces et du parc machines en accord étroit avec l'ensemble du personnel technique.

Ce poste s'adresse à un jeune candidat de formation technique; maîtrisant parfaitement la langue anglaise, habitué au travail d'équipe, et aux relations fournisseurs.

Pour un premier contact, merci d'envoyer votre c.v. plus photo et prétentions sous la référence MGS1 à :

JOB CONSEIL
JOB CONSEIL
15, rue Saussier-Leroy
75017 PARIS

L'Informatique dans l'une des premières banques françaises

Dans le cadre du développement des études informatiques de notre Direction du Personnel à Paris, nous recherchons

Jeune diplômé HF d'études scientifiques

Licence, Maîtrise, Mathématique, Informatique...

Il s'agit de projets d'informatique distribuée (système en temps partagé) et répartie (micro-ordinateur). Débutant ou avec une première expérience, le candidat que nous souhaitons rencontrer devra posséder une bonne formation en mathématique et *des connaissances de base en informatique.*

Merci d'envoyer CV et prétentions, en précisant la *référence 3256* sur l'enveloppe, à *Média-System*, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Importante Société Mutualiste
(Paris)
recherche

responsable service assurance décès

Agé d'au moins 35 ans, le candidat retenu devra posséder une bonne expérience des techniques d'assurance décès.
Responsable de l'administration du Service, il assurera l'encadrement et l'animation d'un groupe de 28 personnes et effectuera les études et statistiques nécessaires.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant un sens affirmé des responsabilités et du commandement et possédant une formation juridique (Maîtrise ou DES Droit Privé), complétée de bonnes connaissances en gestion et, éventuellement, en informatique.
A terme, il est prévu un élargissement du poste pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions *s/réf.* 63840 à
CONTESSE PUBLICITE - 20 Avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

THOMSON-CSF

Au sein de la Division Avionique notre Département RCM recherche pour son service informatique interne

ANALYSTES PROGRAMMEURS MATÉRIEL IBM 4341 - CICS - DL1

- DUT INFORMATIQUE ou AFPA,
- dégagés des obligations militaires.
- débutants ou 1 à 2 ans d'expérience,
- intéressés par la gestion de production.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette 92242 MALAKOFF.

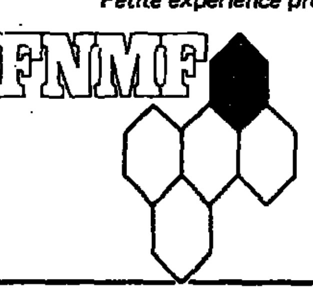
HAVAS CONTACT

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche pour son secteur Médico-Social
COLLABORATEURS(TRICES)

MAITRISE DE DROIT	MAITRISE SCIENCES ECO + SCIENCES PO

Intérêt pour le secteur envisagé
Esprit de synthèse
Capacités de rédaction
Petite expérience professionnelle indispensable



Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF,
Division des Relations Sociales
56/60, rue Nationale
75649 Paris cedex 13.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

• pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▸ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. CF

▸ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systemes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en **rappelant la référence du poste**, à **LCT** - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES I.A.R.D.
(secteur privé)
recherche
pour sa DIRECTION TECHNIQUE

CHARGE D'ETUDES

Formation supérieure en mathématiques appliquées et statistiques économiques
(ISUP, ENSAE ou équivalent)

Une formation complémentaire en économie serait souhaitable. La connaissance des langages APL serait appréciée.

Ce poste implique une expérience de quelques années dans une fonction d'actuaire d'une Compagnie d'Assurances.

Le titulaire sera chargé des études de ratification, de la mise en œuvre et de l'exploitation des programmes statistiques liés aux résultats techniques.

Poste à pourvoir très rapidement.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions sous No 64269 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 q.t.r.

---

responsable formation

GERVAIS DANONE FRANCE - 3,1 Md de F de CA, 4400 pers., leader sur le marché des produits frais souhaite confier la responsabilité du développement de la formation dans l'entreprise à un cadre motivé par des axes ambitieux d'évolution et de responsabilisation des hommes.

Chargé d'élaborer, de faire approuver et de gérer le plan de formation, il développera ses qualités de réalisateur et d'excellentes capacités relationnelles dans son rôle d'assistance auprès des Directions opérationnelles et dans sa participation à la gestion du personnel par un apport adapté de formation individuelle. Ses contacts avec les organismes extérieurs l'aideront à préparer, voire à animer des actions en accord avec la politique sociale dynamique de l'entreprise.

Une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit ou équivalent), une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction humaine et sociale, si possible dans le domaine de la formation, sont indispensables à la réussite dans ce poste qui ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe. – Poste à Paris –

Écrire sous réf. TD 442 AM à :

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

réseaumatique

Ingénieur logiciel, électronicien
Responsable de projets de A à Z

P.M.I. française et jeune (moyenne d'âge 30 ans), nous concevons, fabriquons et distribuons des matériels informatiques «à la carte».
Notre réputation s'explique avant tout par une technologie de pointe performante dans son domaine.
L'expansion qui en découle incite notre B.E. à rechercher un jeune chef de projet «dans le coup».
Après une formation «maison», il prendra en charge la responsabilité de ses projets de la conception et réalisation de prototypes «sur mesure» jusqu'à la fabrication du produit fini.
Notre futur collaborateur est ingénieur électronicien, de formation type INSA et possède des connaissances solides en matière de microprocesseurs. Une première expérience chez un constructeur d'ordinateurs ou dans les télécommunications serait appréciée.
Poste basé en région parisienne. Rémunération 9 000 +

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 83 289 M à

Selecom 225, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

AÉROPORT DE PARIS

recherche pour ORLY

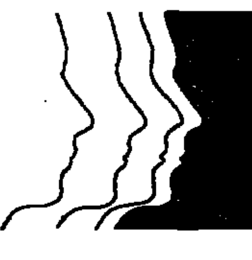
UN CADRE DIPLOMÉ :

ESSEC - ESC - DECS ou ÉQUIVALENT,
28 ans minimum.

- La personne recherchée sera responsable d'une section comptable et administrative (30 personnes).
- Chargée de la facturation.
- Du traitement des charges d'exploitation et de la comptabilité analytique.

Ce poste requiert aptitudes et expérience de l'encadrement et de l'utilisation d'outils informatiques.

Adresser lettre et curriculum vitae à : M. CARRIÈRE,
AÉROPORT DE PARIS,
219, boulevard Raspail, 75014 PARIS
ou téléphoner au 320-15-00 (poste 580).



Les Japonais viennent de Tokyo pour acheter nos meubles...

Nous sommes très performants grâce à un excellent outil de production. Nous occupons globalement 200 personnes à la fabrication de nos meubles de cuisine et de salle de bains, diffusés sous plusieurs marques dans le réseau traditionnel et dans la grande distribution. Nous recherchons le **DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE EXPORT** qui imaginera notre stratégie commerciale et aura carte blanche pour la mener à bien.

Il saura travailler en anglais pour développer personnellement nos contacts au JAPON, mais aussi aux USA, en GRANDE-BRETAGNE... Et bien d'autres pays nous attendent ! Mais nous n'avons pas encore fait le voyage. Aujourd'hui nous ne voulons plus rester enfermés dans nos VOSGES.

Si ce poste vous intéresse, vous résiderez dans le triangle EPINAL-VITTEL NANCY.

Merci d'écrire sous la référence 302106 M à :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29

Nous sommes une importante Société d'Etudes et de réalisations de complexes industriels et tertiaires.
Nous recherchons un

TRADUCTEUR ANGLAIS H/F

Nous vous proposons une mission de 4 à 5 mois. Vous aurez à traduire du français vers l'anglais des textes à caractère technique, juridique et commercial. De préférence de langue maternelle anglaise vous avez une expérience de quelques années de traduction dans le domaine industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé à
Joël Ollieux SERETE
86 rue Regnault
75640 Paris Cédex 13.

serete ingenierie

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL

recherche URGENT

DEUX INGÉNIEURS DÉBUTANTS

GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT
POSSÉDANT CONNAISSANCE INFORMATIQUE

UN INGÉNIEUR D.E.A. INFORMATIQUE
UN DIPLOMÉ MAITRISE PHYSIQUE

Une année d'expérience

INTERESSES PAR PEDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTE PAR ORDINATEURS

POUR CONCEPTION ET MISE EN PLACE DE SYSTÈMES E.A.O.

Envoyer curriculum vitae sous n° T 038.955 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

TRES IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
de renommée internationale
recherche pour le service
TECHNICO-COMMERCIAL
de son Département
« SIGNALISATION FERROVIAIRE »

UN(E) ASSISTANT(E) TECHNIQUE D'INGENIEUR

titulaire d'un BTS en commerce international, libéré O.M.

Le (la) candidat (e) justifiera d'une formation en commerce international (rédaction contrats...), complétée par une expérience de 2 ans dans le domaine des affaires industrielles internationales, et possédera de bonnes connaissances en espagnol et en anglais

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V., et prét. s. réf. 11949 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

INDUSTRIE PETROLIERE
Société de Service, Filiale d'un grand groupe,
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation Grandes Ecoles d'ingénieurs et/ou diplômé de l'E.N.S.P.M. en Forage-Exploitation des Gisements ou en Raffinage-Génie Chimique.

Agé au minimum de 35 ans, cet ingénieur a acquis une expérience technique initiale de plusieurs années dans une Société de Service ou d'Ingénierie travaillant pour l'industrie pétrolière internationale dans des pays du tiers monde d'Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient.

Le candidat retenu sera responsable du Service Commercial de la Société et aura, donc, aussi ses preuves de son expérience de contacts commerciaux à niveau élevé avec des compagnies pétrolières.

Basé dans la région parisienne, il devra effectuer de fréquents déplacements à l'étranger.

Il parle et écrit couramment la langue anglaise.

Adresser CV, photo et prétentions sous No 64501 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Prendre en main le portefeuille

Nous sommes une BANQUE PRIVEE filiale d'un groupe International.

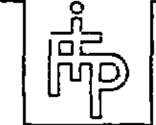
Pour traiter et gérer nos opérations du portefeuille et en particulier les crédits acheteurs, nous souhaiterions rencontrer un CADRE V ou VI, capable également d'agir en appui de l'exploitation comme conseil en réglementation des changes.

Une expérience d'encadrement est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

De réelles perspectives d'évolution existent à court et long terme.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf M 301 à notre Conseil.

RECOR SERVICES RECRUTEMENT
37 rue d'Amsterdam - 75008 Paris



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à Rueil-Malmaison (92)
recherche pour
L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU PETROLE ET DES MOTEURS

CADRE CONFIRME (EE)

Diplômé(ée) d'études supérieures ayant le sens de l'organisation et l'habitude des contacts.

Ce poste est orienté vers la gestion et l'administration de la formation d'ingénieurs.

Bonne connaissance des milieux pétroliers appréciée. Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 63820 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

IMPRIMANTES

Nous sommes une société indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous avons réalisé 80 MF de C.A. en 1982 (dont 50 % à l'export), avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine ...).
Dans cet esprit, nous recherchons un

responsable promotion

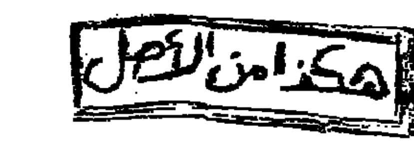
Votre fonction sera de mettre à la disposition du réseau commercial des outils de vente, et en particulier les documentations, la publicité, les expositions, les fichiers de références et descriptions d'applications.

Une très bonne connaissance de la langue anglaise, le sens de l'organisation, un niveau IUT Commercial ou équivalent sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Adresser Curriculum-Vitae et prétentions à :
I.E.R. 12, rue de Sébastopol, 92400 Courbevoie.



P.R.B



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

1er FABRICANT DE CARTON PLAT 700 M.F. – 2 USINES recherche son

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

Basé au siège à Paris-16e chargé de seconder le chef comptable, il aura à prendre plus spécialement en charge la comptabilité générale, la trésorerie et le crédit clients.

Vous êtes titulaire d'un B.T.S. ou du certificat comptable du D.E.C.S (ou équivalent), et vous avez acquis une expérience confirmée des fonctions à exercer.

Env. votre C.V. + photo et prétentions à J.-P. BOURGEOIS La Rochette Hermitage 2, r. Louis-David, 75016 Paris.

Nous sommes une Sté déficitaire, notre carnet de commandes nous assure plusieurs mois en permanence de fabrication à plein régime.
Notre gestion est à moderniser pour la rendre efficace, notre usine située en Anjou comprend 400 personnes environ, notre siège est à Paris.

Nous recherchons

UN RESPONSABLE DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Capable de concevoir et mettre en œuvre sur notre site Angevin l'ensemble de nos moyens en ordinateur.
Nous voulons un homme connaissant les méthodes modernes de gestion.
Le poste conviendrait à un candidat capable d'analyser un problème avec méthode.

Adresser C.V. et prétentions sous no T 038.937 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté d'informatique industrielle recherche

2 TECHNICO-COMMERCIAUX

2 à 5 ans d'expérience en mini et micro informatique industrielle pour vente de cartes et systèmes OEM et vente d'installations automatisées. Libres rapidement.

4 INGÉNIEURS D'ÉTUDES HARD et SOFT

2 à 5 ans d'expérience en robotique et commandes numériques M.O., traitement du signal, conduite de processus systèmes temps réel.

5 TECHNICIENS D'ÉTUDES HARD et SOFT

Expérience en microprocesseurs LSI 11 Z 80 68.000, 2 à 5 ans d'expérience. Libres rapidement.

Envoyer d'urgence votre C.V. détaillé, photo et prét. à : I.M.C., sous référ. 1.223 38, av. du Pdt Kennedy. 91170 VIRY-CHATILLON.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour sa DIRECTION COMMERCIALE à PARIS

UN TECHNICIEN STATISTIQUES

NIVEAU BAC + 2

Il est chargé d'effectuer les études statistiques pour le service Marketing.

Il participera avec le service informatique de la Société au développement de l'utilisation de l'informatique au sein du département Marketing.

Il doit sélectionner des informations pertinentes pour se rendre crédible auprès des responsables commerciaux.

Rattaché au Responsable du Service études de marchés, il est en relation permanente avec les autres services de l'entreprise.

Expérience statistiques et informatique (Time Sharing et Temps Réel) indispensable.

Connaissances anglais appréciées.

Envoyer C.V., photo et prét. No 64.308 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

A.T.P.A. Palaiseau 91 (Association 1901 pour le Travail Professionnel Adapté), but : insertion d'adultes handicapés et malades mentaux. recrute

CADRE

Pour assurer direction d'un C.A.P., Centre d'Aide par le travail (60 travailleurs et une équipe pluridisciplinaire de 25 professionnels) implanté en zone industrielle de Palaiseau depuis 10 ans.

Ce poste conviendrait à un (e) candidat (e).
– Avec références en gestion et animation.
– Orienté (e) vers le travail social et motivé (e) par les buts d'insertion de l'association.
– Capable d'innovation dans le cadre de sa mission.

Candidatures et C.V. à : A.T.P.A. C/o J.M. Bruneau B.P. 15 91127 Palaiseau Cedex.

PMI Bureau Paris, usine proche banlieue Ouest, activité Chaudronnerie, tuyauterie, soudure recherche.

COLLABORATEURS TECHNICO-CCIAUX

forte expérience souhaitée rémunération très motivante. Adr. lettre manus., C.V. s/no 14380 à PMP, 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

ÉCOLE DE LANGUES,

recherche pour ses centres de Paris et région parisienne

PROFESSEURS de LANGUE MATERNELLE ANGLAISE

Diplômé de l'enseignement supérieur. Préférence accordée aux candidats avec une première expérience professionnelle.

Adr. C.V. et photo à CETRADEL, 2, rue des Italiens, 75009 Paris

La M.J.C. d'HERBLAY cherche animateur plein temps pour foyer Jeunes. Ecrire 5, chemin de Montigny, 95220 Herblay.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recrute

JOURNALISTE

spécialiste des questions économiques, financières et monétaires.
Adresser candidature avec référence à : S.G.P. 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

PARIS (17e)

ORGANISME FINANCEMENT du LOGEMENT SOCIAL

offre poste stable de

CHEF SERVICE STATISTIQUES et FINANCIER

Ce poste conviendrait à candidat âgé de 35 ans minimum.
– Ayant une formation supérieure sciences économiques ou équivalent.
– Rompu aux travaux d'études.
– Ayant expérience de l'organisation et de l'animation d'un service (7 personnes).

REMUNÉRATIONS : 180.000 F. (+)

Adresser lettre manusc. avec C.V. détaillé à B.E.O. (réf. 8.204), 3, rue de Téhéran, 75008 Paris.

Sté industrielle recherche

CADRE ADMINISTRATIF

pour seconder directeur commercial. Poste basé à Paris. Env. C.V., lettre, s/réf. 1.697 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

D.D.E. RECHERCHE

DESSINATEUR-PROJETEUR

BAC ou diplôme préliminaire de géomètre expert. Connaissance en travaux assainissement. Salaire net : 5.335 F.

AGENT TECHNIQUE SPÉCIALISÉ

(Etude et calculs assainissement) niveau BAC « math » ou « Techn. ». Salaire net : 5.335 F.

Adresser C.V. à la D.D.E. des Hauts-de-Seine. Subdivision E.T. – E.U.2. 5, rue Edouard-Nieuport 92150 SURESNES.

Importante Société de CONSEILS recherche pour Ville de

l'OUEST

JURISTES

Connaissances approfondies soit en Droit Fiscal, soit en Droit des sociétés. Expérience professionnelle souhaitée.

Ecrire lettre manuscrite et photo, sous référ. 5.134 à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION (informatique et bâtiment) recherche un

INGÉNIEUR

CHARGÉ DE FORMATION

Il sera chargé du développement de formations nouvelles, notamment dans les filières BTP, et de leur mise en place.
Il aura également à manager la fonction entretien des installations du centre (500 personnes).

Ces tâches conviendraient à une personnalité dynamique, ayant exercé sur chantier des responsabilités humaines et techniques, ouverte aux technologies nouvelles, notamment informatiques.

Salaire annuel suivant références entre 135.000 et 165.000 F/an.
Evolution de carrière possible au sein du groupe (2 700 personnes).
Fonction basée à 60 km au N.-O. de Paris.

Ecrire sous référ. 9.899 à VALENS CONSEIL, B.P. 359, 75064 PARIS CEDEX 02.

DEMANDES D'EMPLOIS

TUYAUTEURS-SOUDEURS

O.H.Q. possédant licences en cours de validité recherche emploi chantier, région Paris, Province, Etranger. Tél. M. BATISTE. 522-23-54.

SPÉCIALISTE BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIELS

recherche s/Paris, situation cadre dans domaine : publicité, Foires, expo, documentation, audiovisuel, marketing, communication, relations publiques. Ecr. s/no 83.793, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

COLLABORATRICE DE CABINET
D.E.C.S., niv. C.S.R.C. expér. révision des comptes rech. C.C. OU E.C. PARIS Pour l'assister dans ses contrôles, 100 h/mois. Libre. Ecr. s/no 0.972 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ex-1er clerc notaire, expérience gérance et copropriété, contentieux, cherche poste responsabilités, rédact. tous actes. Téléphone : (43) 85-11-94.

JURISTE ENTREPRISE – DROIT DES AFFAIRES, solide formation juridique, 15 ans d'expérience, pratique de l'anglais, sens resp., contacts aisés cherche situation stable. Ecr. s/no 7.860 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 30 ans, 12 ans EXP. DE VENTE ET DE RELATIONS PUBLIQUES

AUX U.S.A.

marketing, public speaking

TRILINGUE

DOUBLE NATIONALITÉ LIBRE DE VOYAGER Int. export-import. Env. sérieuses propositions. Ecr. s/no 7.858 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiant, 24 ans, en BTS commerce international 2e année, cherche place dans une entreprise à structure import-export. Disponible dès le 1er août 1983. Bac, mention AB-BTSCI ou niveau (notes supérieures à 10). Sérieux, dynamique, volontaire. Susceptible d'être intér. par tout contrat (quels que soit la durée et le lieu). Rémunér. et affectation à débattre. Ecr. s/no 7.498 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.-F. 35 ans, DUT informatique déb. ch. empl. Paris/banlieue Ecr. s/no 976 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. maîtrise droit des affaires + école gemmologie rech. contrats avec partenaires percevant synergie Droit + pierres précieuses. Ecr. no 64313 Contesse Publ. 20, avenue de l'Opéra. 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Jeune homme britannique (20 ans), travailleur, cherche travail nourri et logé. Écrivez à : CLIVE VICKERY, 4, Beacons View, CIMLA, Neath, W. GLAM. G.B.

GÉNÉRALISTE

HOMME 38 ANS
Sciences Po (Eco fi), + licence en droit.
- Expérience direction P.M.E. 10 ans.
- Exp. marketing, gestion financière, relat. internationales, négociation administ. et banque.
- Anglais, Esp., connaissant Allemand, Italien.
- Rech. poste responsabilités.

Ecrire sous le no T 038.816 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MONSIEUR JOBERT DIT QU'IL N'Y PEUT RIEN.

– MOI, SI.

DÉTROMPEZ-VOUS, JE NE VEUX PAS UN FAUTEUIL DE MINISTRE.

– Environ 2.000 décollages et atterrissages en 15 ans.
– De Newark à Kowloon, de Brooklyn à Port-Moresby, de Margarita à Suva, de Houston à Galveston, de Saint-Domingue à Dire-Dawa, de Lyford Cay à Tulear, de Colon à Boston, de Aruba à Curepipe, etc.
– DÉTROMPEZ-VOUS, je ne suis pas PILOTE DE LIGNE.
– Je ne suis pas près de la retraite non plus ; je n'ai pas 40 ans.

JE SUIS UN CADRE EXPORT, UN VRAI, spécialiste des biens de consommation solides et liquides.

– RÉCESSION m'avez-vous dit ?
– Mon C.A. a plus que doublé entre 79 et 82.
VOUS EN VOULEZ LA PREUVE ET VOUS RECHERCHEZ UN CADRE POUR ÉTENDRE VOS VENTES A L'EXPORT.

Écrivez-moi sous no 0979 le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSÉES. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Vous êtes une Entreprise industrielle, qui veut se battre, et vous cherchez un

DIRECTEUR DE FILIALE OU DE DÉPARTEMENT

(100 à 500 personnes)
disposant d'une double formation (Ingénieur + Gestion) et dont la vie professionnelle se résume à la :

– Direction d'Unités Autonomes.
– Modernisation d'appareil de Production (haute technicité).
– Diversification de Politique Commerciale.
– Création de services administratifs et gestion.

Prenez contact avec mon Agence de Publicité, no 64.395 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

INTERFACE entre DIRECTION GÉNÉRALE ET LES DIFFÉRENTS SERVICES D'UNE P.M.E.

C'est ce que propose à la Direction Générale d'une P.M.E., un INGÉNIEUR Bréguet, 42 ans, ayant dirigé 8 ans un centre de profit autonome (200 personnes), d'une société internationale, connaissant bien l'Anglais et l'Informatique.

Adresser toutes propositions sous réf. 5.199 à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

F. 41 ans, célibataire, excel. présentation et faculté d'adaptation. Licence L.E.A., angl./esp., licence Droit des Affaires, maît. droit fiscal 1983 (Affaires/imm./internat.) B.T.S. secrétariat de direction, exp. entreprise. Disp. pour voyager. Libre 1er/07/1983. Étudierait ttes propositions. Ecrire sous le no T038.818 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. comptable, 5 ans d'exp. Recherche place dans P.M.E. 1 mois de préavis. Ecrire sous le no T 038.940 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Recherche un poste de négociateur de haut niveau secteur T.P. Pétrole Offshore/Onshore (France ou Etranger). Ingénieur de 47 ans, parlant parfaitement Français, Anglais, Espagnol diplômé de California Institute of Technology.
Envisagerait rapidement toute mission nouvelle. Salaire mensuel souhaité base France 18 à 20.000 F.
Ecr. sous réf. 64.602. Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 ou tél. au 723-93-90.

J.F. 29 a., diplômé en Sciences Eco., organisation, angl., niv. DECS comptable et juridique, exp. 5 a. en analyse financière, contrôle budget, plans reporting, consolidation comptabilité générale, esprit d'analyse et de synthèse ouverte à l'informatique, recherche poste à responsabilité Direction Générale financière, bras droit de P.M.E. Etudierait toutes propositions. Paris-Boulogne. Ecrire sous le no T 038.953 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Femme cinquantaine CADRE 32 ans d'expér., prof. secteur divers. Responsabilité, initiative. Apte à rédaction, rewriting, relations publiques. Bonne base anglais et psychologie. Tél. : 263-64-09.

J.F. rech. poste secrétaire ou documentaliste, exp. arabe, anglais, notions all. Mme NEHME. 15, rue Lakanal, 75015 PARIS. Téléphone : 532-94-03 le soir.

H. 38 ans, excellente présentation, sérieux, motivé, recherche activité lucrative. Pas de porte à porte, ni démarchage. Écrire sous le no 10.293 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

J.F. diplômée commerce INTERNATIONAL (C.P.E.I.). Titulaire maîtrise de russe, parlant couramment anglais, allemand et tchèque, ch. poste

ASSISTANTE SERVICE EXPORT.

Ecrire sous le no T 038.911 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 27 ans, 6 a. responsable trésorerie francs dans groupe multi national, formation comptable bancaire, cherche place sur Paris ou Sud-Ouest. Ecrire sous le no T038.906 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Hme 39 ans CADRE COMPTABLE notions anglais, rech. situation stable, motivante, possibilité évolution. Étudierait toute proposition. Écrire no 23506. Publimaxy. 21, rue Feydeau. 75002 PARIS qui transmettra.

Commercial, 42 ans, rompu au contact à haut niveau, ouvert à la technique, chef du secteur banque d'un constructeur de pré-informatique rech. poste de DIRECTEUR COMMERCIAL ou CHEF DES VENTES dans entreprise s'attaquant au domaine des biens d'équipement ou service à usage professionnel. Ecrire sous le no T 038.763 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BONNE CONNAISSANCE MILIEU AGRICOLE

J.H. 28 ans, BTS agricole, gestion et techniques. Etudie toutes propositions sérieuses. Françoise Christian, 11420 Belpech.

cours et leçons

Professeur Italien, 26 ans, donne cours particul. d'italien. Téléphone : 320-66-53.

MATH PHYSIQUE

Stage INTENSIF de PAQUES du 28-3 au 1-4 ou/et du 5 au 9-4. 6 élèves max. par groupe.

MATH CONTACT

16, rue du Mail, 75002 Paris. Mo Sentier. Tél. : 236-31-63.

enseignement

LA CALIFORNIE PEUT-ÊTRE... L'AMERICAN CENTER SUREMENT

261, bd Raspail, 75014 Paris

633-67-28

SESSION TRIMESTRIELLE

du 11 avril au 2 juillet

– Méthode orale, conversations.
– Cours dans la journée et le soir (toute la semaine, samedi matin compris).
– Cours privés.
– Cours pour enfants de 8 à 10 ans.

PREPARATION AU T.O.E.F.L.

ANGLAIS SECOURS

Sessions intens. renouvelables.

capitaux - propositions commerciales

INGÉNIEUR CONSEIL

Spécialiste de l'Aménagement la Construction et l'Immobilier

propose toutes démarches d'EXPERTISE ou d'ANALYSE

concernant investissements, projets, développements d'activités

aux États-Unis

Personne physique ou entreprise. Prochain séjour aux U.S.A.

AVRIL A JUIN

Ecrire sous no T 038.860 M RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

Disp. 100.000 F. Etud. ttes proposit. de participat. active. Ecr. s/no 7.886, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ÉCOLE FORMATION CONTINUE
Secrét. compt., informat., angl. Potentiel stagiaires important recherche accord avec
– École pour adjoindre F.C.
– Particulier désirant créer Centre de formation.
Ecrire sous le no 038.952 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingén. disposant 400.000 F. cherche reprendre fabrication susceptible être automatisée Tél. : 687-23-23, poste 1208.

Rech. assoc. + capitaux. Création cabinet kinesi. 16e arrdt. Tél. avant 10 h. : 633-18-64.

propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée. FRANCE CARRIERES (C 16). Boîte postale 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée. MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon. 75429 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

Secrét. de direct. frappe tous textes et man. s/IBM 82. C. Travail soigné – 051-44-49.

perdu - trouvé

Perdu le 2 mars à Noisy-le-Sec, ONDINE, chienne genre griffon, petite taille, grise. Dame âgée et cardiaque souhaite la retrouver, récompense. Téléphone : 843-01-98.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vd R4 BK LG (type F6) 1977 98.000 km, freins, embray. 20.000 km, rad. 10.000 km, pneus 5.000 km. Galerie 6.800 F. Tél. : 884-82-60.

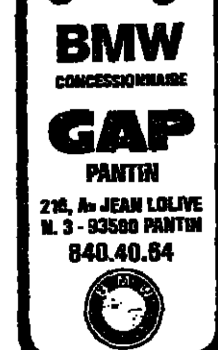
A vendre Renault 4 F6 fourgonnette, 13.500 km, janvier 1982 + galerie + auto-radio. Prix 22.000 F. Tél. 987-00-42 après 19 h.

COLLABORATEUR VEND PEUGEOT 104 GL, nov. 1982 Beige antilope, intérieur marron, 5.500 km, feux arrière de recul, lun. arr. chauff., garantie 6 mois. Prix 32.000 F. M. SETTBON, tél. 990-48-99, après 19 h., bureau 773-22-73.

de 8 à 11 C.V.

PEUGEOT 504 COUPÉ

boîte automatique jantes alu. 105.000 km., année 1974. Tél.: 822-21-13.



divers

locations

PROMOTION

100 km inclus PAR JOUR

104 R 5 TL	110 F
FUEGO 305	165 F
R 20 TS 505	198 F

EXPRESS ASSISTANCE LOCATION VÉHICULES.
TÉL. : 727-27-27.

PROMOTION

7 jours 1.500 KM INCLUS

R 5 TL 104	900 F
305 Berline	1.400 F
305 Break	1.580 F
R 20 TS	1.900 F

EXPRESS ASSISTANCE LOCATION VÉHICULES
TÉL. : 727-27-27.

boxes - parking

PASSY, rue Bois-le-Vent à vendre park. encloisonnés. Prix 52.000 F. T. 523-91-45.

Métro GAMBETTA

Parking ou boxes à vendre MIL. 362-09-37, sauf samedi.

L'immobilier

hôtels particuliers

D. FÉAU

POUR ACHETER OU VENDRE UN HOTEL PARTICULIER OU UNE MAISON DANS PARIS OU SES ENVIRONS ADRESSEZ-VOUS A UN SPÉCIALISTE IL VOUS CONSEILLERA UTILEMENT

294-20-00

89 – Dans bourg, 140 km PARIS-SUD, tous fourn. Maison bourg., 4 P., 7 chbres, bains, gar., s/2.500 m² clos, dépend., état neuf. 750.000 F. Sté DEGRAIS, 89130 DRACY. Tél. : 16 (86) 44-05-28.

SAINT-CLOUD CENTRE

12 P., Jardin. tél. : 566-52.00

pavillons

A NANTEUIL-LES-MEAUX 4' de la gare
Terrain 563 m², clos et arboré Pavillon, entrée, 2 w.c., salle de séjour avec cheminée, cuisine aménagée, chêne rustique, 3 chambres, salle de bains, nombreux placards. Sous-sol total, rangement. 2 voitures + cave. PRIX 550.000 F Téléphone : 434-56-01

domaines

VIGNOBLES 17 HA A.O.C. Gaillac Mas, cave 28 HA A.O.C. Côtes Lubéron belle maison, piscine FERMES – FORETS – VIGNOBLES AGRI FRANCE 28, rue Naples 75008 Paris, tél. : 522-17-69

viagers

PARIS-1er, Opéra-Pyramides. 2 p., tt cft. 70.000 + 1.150, occupé. Viagers, Cruz, 266-19-00.

villas

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Belle villa style Directoire, 8 pièces, tt confort + annexe de 2 pièces, cuisine, s. de bs, sur parc de 1.500 m² arborisé. Vue imprenable, calme absolu à 15 mn de l'Etoile par R.E.R. Prix 1.890.000 F. Tél. (3) 451-52-75.

A VENDRE de préf. Part. à part. 1 km mer, 10 km de LA BAULE, Maison rénov., 5 pces 130 m² (séj. 50 m²), poutres appar., cheminée pierre, salle d'eau + salle de bains, cave 2 gar., dont un pour bateau, terrain 1 700 m² clôturé et planté avec bassin. Tél. : 588-37-38 après 18 h.

95 HERBLAY

Maison Ile de France 1977 350 m² habitables + Pavillon gardien sur parc 4.000 m². Prix justifié Téléphone, H. B. : 260-66-13

LOUVECIENNES (YVELINES)

CHAUMIÈRE SYMPATHIQUE
GRAND JARDIN PLANTÉ
CALME DANS SITE EXCEPTIONNEL
URGENT

D. FEAU 294-20-00

TOULON

environs près mer vend BELLE VILLA 255 m² Cuis., liv.-room 70 m², 5 chambres, 3 s. de bns, 1 s. d'eau avec douche. Bureau, lingerie, 2 w.c. TERRASSE 65 m². Service 100 m², gar. 4 voit., chauf. air cond. chaud et froid. Piscine, terrain boisé 4.500 m², cèdres, pins, oliviers. Ecrire sous le no T 038640 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JARD. MAROLLES

(94). De 1.000 m² jard., mais. plain-pied, gd séj., cheminée, cuis. équipée, 4 ch., 2 bains, gar. 850.000 F. 225-32-25.

maisons de campagne

Ardèche sud, demeure ancienne, gd cft. Px 1 200 000 F. Jardin. H. B. (75) 39-01-21.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Forum des Halles, bel imm. pierre, studio. 150.000 F. 2 pces. 400.000 F. 3/4 P. Tt cft. 800.000 F. 508-41-35.

CHATELET, imm. ancien, studio caractère, kitchenette équipée, salle d'eau. 225.000 F. SPEI 325-89-35.

Tuileries, imm. 1880, charme de l'époque, asc., récept. + bur., 2 chbres. 2 bains, excellent état, balc., soleil, ét. élevé, serv. De Vilers. 527-86-69.

2e arrdt

PALAIS-ROYAL, imm. XVIIIe. Et., noble, ravissant 2 P + 2 loggias, charme Rive gauche. 570 000 F. MARNIER Tél. 222-69-50.

RÉAUMUR. Bel imm. 1870, 4 p., cft, 3e ét., bon état. 700.000 F. SDG - 634-06-20.

3e arrdt

RUE ESQUIROL
2 pièces, tout confort, 32 m²
3e sans ascenseur. 280.000 F.
Téléphone : 260-74-99.

RUE DE TEMPLE
2 pces tt confort, 37 m²
5e, sans asc. 290.000 F.
Téléphone : 260-74-99.

RAVALÉ, 6e ét., ascenseur LUXE, 2-3 P. CARACTÈRE. 460.000. Urgt. 555-20-00.

MARAIS BEAUBOURG
bx studios et 2 pces. 48 m², refait neuf, bel imm. classé. 295.000 F. et 530.000 F. Téléphone : 280-06-94.

RUE CHARLOT, 5 PIÈCES 150 m², imm. 18e, 1er étage, clair, double exposition, cuisine, salle de bains. MILAN. Téléphone : 233-92-00.

5e arrdt

Proximité LUXEMBOURG récent, double living, cuis., bains, 40 m², jardin privatif, 20 m². Tél. : 526-69-60.

R. LARREY, 2 pièces, cuisine, salle d'eau, w.-c., ascenseur prévu, 6e étage, soleil. 480.000 pptaire 337-69-59.

PRÈS ARÈNES, pl. ciel, beau liv. + 1 chbre, poss. mezzanine. 290.000 F. 250-04-28.

GAY-LUSSAC
Charmant 2 pces, cuis., bains, soleil, calme. 755-86-30.

SAINT-MICHEL. 2 p., cuis., bains, w.-c., 3e ét., rue et cour. 350.000 F - SDG. 634-06-20.

PANTHÉON - 2/3 P.
Duplex. 520.000. 634-06-20.

6e arrdt

2, RUE DUPUYTRIEN
87, BD SAINT-GERMAIN
ODEON, imm. p. de taille, asc, 3 p., 90 m², rénové luxueusement, cuis. équipée + parkg + balcons. T. 020-30-06.

LUXEMBOURG 6 PIÈCES
170 m² terrasse. 354-42-70.

SAINT-SULPICE ravissant 2 P. ht plaf. orig. 370.000 F. MARNIER. Tél. : 222-69-50.

MONTPARNASSE/RENNES, dupl. 3 P. 65 m² calm. orig. 600 000. MARNIER 222-69-50.

BD ST-GERMAIN
MAGNIFIQUE imm. pierre de T. 340 m². POSS. LIBÉRALE. Px intéressant. 500-36-00.

ODÉON STUDIO
bel imm. 210.000. 329-86-06.

CHERCHE-MIDI, petit studio, kitchenette, dche refait neuf. GARBI. 567-22-88.

Elégant, 180 m² + terrasse, récept., 100 m² + 3 chbres, 2 bns, lingerie. 577-47-74.

Me NOTRE-DAME-DES-CHAMPS
LUMINEUX, 125 m²
étage élevé, parfait état.
Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

MONTPARNASSE
Imm. p. de t., 4/5 P., récept., cuis., tt cft. 1.100.000 F. JODELE 336-22-30.

R. DE SEINE, Studio, cuisine, s. d'eau, w.-c., bon état. 200.000. S.D.G. - 634-06-20.

7e arrdt

Rapp. Seine, 70 m², 354-42-70
VUE IMPRENABLE

8, R. de MONTTESSUY, 2 P. cft, 5e ét., 400 000 F s/place. Merc. 11 à 14 h. 320-32-71.

AVENUE BRETEUIL, 7 PCES, 6e étage, entouré balcons. DORESSAY - 624-93-33.

Me VARENNE
Très bel imm. p. de taille
SPACIEUX 8 PIÈCES
260 m² env. + 3 services.
EXCELLENT ETAT
SAINT-PIERRE. 563-11.88.

CHAMBRE DÉPUTÉS
2/3 P., 70 m² env., imm. gd standing, parfait état. cuis. équipée, parking. mercredi, 14 h 30 à 17 h.
276, BD SAINT-GERMAIN.

8e arrdt

MONCEAU
7/8 PIÈCES, 300 m²
+ 3 services, 4e ét., asc., balc., pl. soleil, gd stand. divisible. 2 700.000 N.J.H. 535-05-09.

PRÈS DE LA MADELEINE
RUE GODOT-DE-MAUROY
Bel imm. ravalé. asc., TRÈS BX STUDIOS et 2 P. refaits neufs, équipés, 4e et 5e, Px à partir de 12.000 F le m². Tél. : 020-30-06

RUE CONSTANTINOPLE
Dans bel imm. pierre de T. 4 p., cuis., bains, chbre serv.
Possib. profess. libérale.
770 000 F. 572-19-79.

CHAMPS-ÉLYSÉES
beau studio, 40 m², tt cft. 480.000 F. Tél. 225-32-25.

Me MADELEINE
Beau studio, 38 m², 2 pces, 55 m². Duplex, 65 et 85 m². Depuis 380.000 F. Téléphone : 280-06-94.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Luxueux 110 m² env., park., exclusivité, CIPA. 222-08-19.

9e arrdt

Rue Lentonnet, pierre de taille, ascenseur, 5 pièces, 98 m², libre, 4 pièces, 81 m², occupé. Téléphone : 380-75-20.

Pr. MONTHOLON imm. style Marais, 3e ét. 135 m² seul à l'ét., cft, clair, soleil. A saisir 920.000 F. EGETIM 562-52-22.

5 PCES, 170 m² env.
Immeuble p. de taille, asc., escal. 1.200.000 F. 282-15-03.

FOLIES-BERGÈRE
Imm. classé 4 P. TOUT CONFT, 85 m². 750.000 F. Téléphone : 580-64-49.

TRINITÉ
Dans imm. ancien, charmant 3 p., tout conf., refait neuf. SEGONDI - 874-08-46.

10e arrdt

CHATEAU-LANDON
chambre 17 m², 6e étage
sans ascenseur. 45.000 F.
Téléphone : 250-74-99.

LA GRANGE AUX BELLES
2 P, 45 m² + BALC.
Imm. 1977, état neuf, calme.
330 000 F.
ANJOU 266-27-55.

RUE PARADIS
Pptaire vd avec gd balc.
2 P, confort 315 000 F. Studio 224 000. 563-91-45.

11e arrdt

RESIDENCE
LES COURTILLES
MENILMONTANT
Imm. nf, gd standing, tt cft
2 à 5 pces. Livraison immédiate
PRÊT CONVENTIONNÉ
PRIMM. Tél. 788-11-23.

PH.-AUGUSTE, imm. 1965, 10e ét., salon + s. à manger, 3 chbres, 2 s. de bns, 125 m² + terr., plain-pied, 48 m². VUE PARKING.
LARGIER 265-18-83.

12e arrdt

Me Nation. Imm. standing, grand 2 P. cuis. équipée, s. de bains, balc., park. Frais réduits 490.000 F. GIERI. 373-05-81.

Me Nation. Bon imm. 1910. Gd 2 P. entrée, cuis. w.c. sur rue. 340.000 F. — 373-05-81.

12e, métro Dugommier, 3 P., cuis. éq., s. d'eau, w.-c., rénové, papiers, peintures, moquettes neuves, chff. ind., cave, faibles ch., 295.000 F. 327-83-06 9-15 h, ap. 20 h.

Nation, IMM. XVIIIe SIÈCLE
25 à 78 m² à rénover.
Haut. : 3,55 m. Jardin privatif.
Téléphone : 370-16-96.

13e arrdt

TOLBIAC, très beau 2 pces, refait neuf, très clair, Ouest imm. standing. Px 246.000 F. C.T.I.M. 585-57-53.

BLANQUI DUPLEX, 195 m²
Terrasse, 145 m², imm. récent
2 parkings. Tél. 522-05-96.

TOLBIAC, imm. pierre de t. COQUET STUDIO, tt cft. 225.000 F. Tél. 580-64-49.

PLACE D'ITALIE
récent 2 pces, tt cft, park., cave. 480.000 F. 336-22-30.

ARAGO, immeuble ancien
studio tt cft, refait neuf.
175.000 F. Tél. 336-22-30.

MAISON BLANCHE Imm. grd stand. piscine, activ. sportiv. beau studio, balc., Cave, park. Px 365.000 F. 580-64-49.

GOBELINS. Beau 3 p., cft, ch. centr. ind. P. de t. 340.000 F. COGEFIM - 347-57-07.

14e arrdt

ALESIA, beau 3 pces, tt conft, pierre de t. Gd stand. service 900.000 C.T.I.M. 557-61-37.

PLAISANCE
Imm. récent séj. + 3 chbres
95 m² + balcon + parking.
Px 800 000 F. 522-13-09.

PARC MONTSOURIS SÉJ. + 3 chbres, tt cft + chbre de serv. 860 000 F. 327-28-60.

MONTPARNASSE
neuf, sur jardin, reste 2 pièces + balcon. 640.000 F.
Téléphone : 225-32-25.

DENFERT Pierre de taille, studio, cuis. Vue tr. dég. 165.000. 325-97-16.

15e arrdt

CONVENTION
Bel immeuble 2/3 Pièces conft.
530.000 F. 577-96-85.

5-6 PIÈCES PASTEUR
DUPLEX, 5e et 6e ét. imm. p. de t. 1.260.000. 783-47-19.

Me PTE-VERSAILLES ISSY
6e ascenseur. 5 pièces confort.
98 m², balcon, parking.
Px 750.000 F. T. 577-96-85.

AV. DE BRETEUIL
dans imm. rénové pptaire vd studio 27 m² à aménager.
Tél. 500-54-00.

MAIRIE 15e, imm. récent.
BEAU 2 P., 54 m² Refait neuf, calme s/jardin.
545 000 F.
ANJOU 266-27-55.

CONVENTION, studio, kitchenette, bains, imm. pierre de t. GARBI - 567-22-88.

DUPLEIX RECENT 2/3 PIÈCES, 7e ét. BALCON, SOLEIL + park. 670.000. 705-50-36.

SEGUR, 4 PCES, récent soleil, appartement raffiné. Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

SAINT-CHARLES 842-57-00
Beau 2 pces, bns, refait neuf calme. Téléphone : 420.000 F.

16e arrdt

PORTE D'AUTEUIL
gd séjour + 3 chbres, conft. 910.000 VERNEL 526-01-50.

RAYNOUARD, DUPLEX
Living, 2 chbres, récent s/verd. 780.000. 605-10-08.

PASSY, gd standing, soleil, calme, s/bois, gde réception + 2 chbres, box. 1.750.000 F. 783-89-86 ou 548-54-99.

16e NORD 140 m² 7e ét. soleil grand standing 2.000.000 F. 783-89-86 — 548-27-13.

MUETTE. 5e et 6e ét., duplex, 5/6 p., balc., 2 bns, rén., ch. serv., parkg. 2.200.000 F. Exclusiv. Dorard 503-04-04.

AV. FOCH. Except. duplex, 7e et 8e ét., 2 terr. plantées sud, 5/6 p., décoré + serv., gd park. DORARD - 503-04-04.

RANELAGH. Imm. 1900. état parfait, 5 p., gde cuis. + serv. 1.650.000. DORARD. 503-04-04.

Paris-16e, FAISANDERIE
Stand. 8 P., tt cft, chbre serv., 2 750 000 F. 503-21-21.

Paris-16e, FLANDRIN. Studio tt cft, calme, 475 000 F. Tél. 503-21-21.

EXCEPT. PTE DAUPHINE
Triple récept. 5 chbres, 4 bains. 3 services, box.
A.V.L. 874-82-22.

PERGOLÈSE, 3 PIÈCES, 70 m², cft. CLAIR. SOLEIL. 735.000 F. Tél. 522-05-96.

BD EXELMANS, 45 m²
2 P., cft. Bon état, ascenseur.
485.000 F. Tél. 522-05-96.

Près Kléber, dble réception + 4 chbres + service clair, calme, standing, 140 m² environ. A saisir. 1.300.000. 720-22-33.

Me SEGUR. 842-57-00.
Original, grenier aménagé, séj., 3 chbres, 2 bns. 1.900.000 F.

SAINT-PIERRE
SÉLECTION DE
TRÈS BEAUX APPARTEMENTS
563-11-88.

MICHEL-ANGE, grand 2 P., cus., bains, cft cent. Calme. 590.000 F. 322-31-20.

AV. INGRES, élégant, 106 m², living dble + 2 chbres, balcon, plein sud. 1.400.000 F. Téléphone : 370-16-96.

ETOILE, 3 PCES, 70 m²
Conft, 4e, asc., imm. 1900 Sud.
850.000 F. 522-05-96.

Près Foch, imm. ancien stand. cft, salon, s. à manger + 3/4 chbres, 195 m², ét. él., soleil serv. gar. De Vilers 224-11-97

Avenue Marceau, recept. + 4 beaux bureaux prof., imm. gd stand. soleil + serv. 1.600.000 — 720-15-18.

16e Nord, bel imm. ancien, triple récept., 4 chbres, 220 m² sur rue et jardin. De Vilers. 526-22-01.

BD EXELMANS. Séj. dble. 2 chambres, tout conf., 4e ét., soleil, vue dégagée. Prix 490.000 F - 524-40-08.

17e arrdt

PLAINE MONCEAU
SOMPTUEUX 8/9 P.
350 m², GD STAND. Prof. lib. possible. 287-37-37.

EPINETTES
3 P. 445.000 F. 225-32-25.

17e, SQUARE MONCEAU
Stand. Pierre de T. 120 m². CALME. Tél. : 387-71-55.

AVENUE DE CLICHY
charmant 2 p., cuis., s. de bns. 320.000 F. Tél. 766-32-11.

18e arrdt

ABBESSES
studio, bains, cuisine, 20 m²
135.000 F. 605-10-08.

MAIRIE 18e, ORNANO.
Dans immeubles récents.
BEAUX STUDIOS 30 m².
Etat neuf très calme.
DE 175 000 A 240 000 F.
ANJOU 266-27-55.

RUE CAULAINCOURT
Idéal profession libérale.
5 P. tt confort 1 100 000 F.
Asc., p. de T. rue et cour.
ÉTUDE CAULAINCOURT
54, r. Caulaincourt. 264-71-83.

Me JULES-JOFFRIN. Bel imm. pierre, 2 p., tt cft. A SAISIR. 172.000 C.T.I.M., 239-47-48.

Près rue Lepic, à rénover, 1 pce, cuis., 2e ét. sur rue Coustou. Urgent. Px 66.000 F. Immo Marcadet - 252-01-82.

Imm. récent. Studio tt confort.
PRIX : 157.000 F
Immo Marcadet - 252-01-82.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
3 Pces + Balc., cave, park.
PRETS : 100.000 F
A 2 % SUR 10 ANS
+ PRET CONVENTIONNE
+ PRET 1 % CONS. POS.
de 11 à 70.000 F à 2,2 % jusq. 15 a. sel. reven. et situat. familiale MIL 362-09-37 Sf Samedi

20e arrdt

Particulier cède Me A. Dumas-Gambetta - 4 p. stand., 6e ét., calme et soleil. Gds jardins. 790 000 F. Parking possible. Tél. 370-87-34, soir.

GAMBETTA, 70 m²
RECENT, 8e ét. BALCON
GD LIVING + 2 CHAMBRES
REFAIT. PRIX 585.000 F.
S/place, mercredi, 14 à 17 h.
70, RUE BELGRAND.

MÉTRO GAMBETTA
Dernier studio en
PRÊT CONVENTIONNÉ
+ 1 % CONSTRUCTION
27 m² + 14 m² balcon MIL. 362-09-37. sf samedi

78-Yvelines

VERSAILLES
Hôtel part. jard. Quartier NOTRE-DAME, en totalité ou en partie 538-90-95.

91 - Essonne

Beau 4 pces, park., cave, site agréable, prox. gare, commerces, école, collège, tennis, patinoire, piscine, etc. 400.000 F. 948-60-49, ap. 18 h.

92 Hauts-de-Seine

UNIQUE A SURESNES
du 2 au 4 p.
PRÊT CONVENTIONNÉ
+ PRÊT 1 % CONST. POSS.
de 11 à 70 000 F à 2,2 % jusqu'à 15 ans, sel. rev. et situa. familiale. Bur. de vente s/pl. ts les jrs. 14/19 h, sauf merc. et samedi
3-9, rue de St-Cloud à Suresnes
PRIMM 788-11-23,
506-42-63.

LA DÉFENSE
résidence « EVE ».
Vue panoram., 18e ét. 4/5 p. 2 bains, balcon, ETAT NEUF. 960.000 EGETIM 562-52-22

CHATILLON/ss/Bagneux, imm. réc., très b. 3 p., gde cuis., plac. DOUBLE ORIENTATION. box, calm. 425 000 F, 656-61-59.

COURBEVOIE
récent stand., liv. + chambre, balcon, 50 m², parking. 375.000 F. Tél. : 605-10-08.

Boulogne, bord Bois, ravissant salon, s. à manger, 4 chbres, 2 bains, lingerie. 175 m², jard. privé, 140 m², chbre serv., gar., DE VILERS 224-09-37.

A VENDRE
APPARTEMENT 61 m²
3 Pièces. Cuisine. Salle de bains, Placards.
Avec BOX.
Situé à Colombes
à 5' de la gare du stade
PRIX 280.0000 F
Téléphone : 784-52-49
à partir de 18 h 30
Libre en octobre 1983

PRÈS RUE DE LONGCHAMP
RUE CHARCOT, NEUILLY.
Pptaire vd grands 2 P, 50 m² environ et 1 DUPLEX 110 m², refaits neufs, asc., possibilité échange autre appt + complément prix. 020-30-06.

RER BAGNEUX imm. 61.
3 p. tt conft., asc., soleil.
290 000 « FAC » 337-69-59.

A ST-CLOUD
12 bis, rue Dailly.
LOCATION - VENTE
DEUX PIÈCES 45 m²
Tt équipées, jamais habitées
Bon standing, balcons, park.
A partir de 3 850 F/mois (+ch.). ANJOU 266-27-55.

PUTEAU RER, quart. Boieldieu. Petit imm. 1970, jard. calmes.
BEAU 4 PCES, 88 m².
3 chbres, gde cuis. équipée.
610 000 F. ANJOU, 266-27-55.

92-NEUILLY, St-James,
gd stud. s/jard., tt cft, balc. 440 000 F. Tél. 503-21-21.

GARCHES
GOLF ST-CLOUD
dans résidence neuve
GD STAND. SÉJ. 2 CHBRES
Cuis. 2 bains, LOGGIA +
TERRASSE, VERDURE
1 090 000 F. 572-19-79.

VIEUX NANTERRE
Dans petite résidence neuve bon stand. à partir de 8 000 F le m². Prix fermes et définitifs à la réservation, accès prêts conventionnés. 3 P., 73 m²,81. Séj. + 2 chbres, cuis., salle de bains + balcon,
650 000 F. Renseignements et vente, IMMOPRIX 572-19-79.

SAINT-CLOUD
76 m². Park vue
HIPPODROME — 281-07-94

PTE DE VERSAILLES
studio tt cft ou 2 p. cft
220.000 F. — 327-28-60.

BOULOGNE
RÉSIDENCE 1977 S/JDIN
EXCEPTIONNEL
6.900 F/m²
2 Pces 55 m² 379.500 F
2 Pces 58 m² 398.900 F
+ parking. Tél. 294-11-33.

NEUILLY
Rue du Bois de Boulogne, récent très grand studio, tout cft. soleil, calme. 450.000 F. SPEI. 325-89-35.

NEUILLY, Imm. récent gd stand. gd studio s/jardin, confort 465.000 F — 522-05-96

BOULOGNE, 76 m²
3 pces, confort, 1er ét. Parking. 600.000 F. Tél. 522-05-96.

BOULOGNE, PTE ST-CLOUD
TRÈS URGENT, BEL IMMEUBLE
4 P., cuisine, bns. RARE
Px 570.000 F. 578-17-38.

NEUILLY-CHAUVEAU
Pptaire vend dans imm. ravalé, 2 p., à rénover, 553-91-45.

NEUILLY VUE
7 p., impec., 567-47-47 matin.

NEUILLY-ST-JAMES
5 pièces, récent + studio à rafraîchir. Visite ce samedi. Téléphone : 265-32-09.

93 Seine-Saint-Denis

BASILIQUE, dans belle résidence, récente, beau 4 P., tt cft. A saisir. 330.000 F. C.T.I.M. 239-47-48.

94 Val-de-Marne

VINCENNES, Me BERAULT
PLACEMT. EXCEPTIONNEL
2 P., cuis., w.-c., salle d'eau
Px : 208-000 F. 345-88-53.

CHARENTON-ÉCOLES
Imm. réc., 3/4 P., cuis., tt cft. 7e, asc., 425.000. 345-88-53.

95- Val-d'Oise

ENGHIEN, plein centre 1' gare, appt 5 P., tt cft, imm. anc., 5e ét., asc. 630.000 S.I. 989-82-37.

Province

Vd CANET PLAGE (66)
Studio tt. équipé, 15 m plage.
Px 190.000 F. H.B. 032-13-66.

APPT 6 P., 170 m², 1er ÉTAGE, CAVES, GRENIER, GARAGE. CHAUFFAGE INDÉPENDANT. IMMEUBLE ANCIEN.
PRIX : 800.000 F A DÉB.
TÉL. : 16 8 774-27-87. METZ.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris
Rech. URGENT APPART.
120 A 150 m²
ACHAT ou LOCATION
16e, 8e ou 7e. T. 562-16-40.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Rech. pr clients sérieux, 15e et 7e arrt, appts toutes surf. et immeubles. Paiement comptant.

COTIMO rech. d'urgence pour sa clientèle appts ttes surfaces. RIVE GAUCHE, 8e, 16e, 17e. Boulogne Paie. cpt 567-42-70.

ETUDE BOSQUET
81, av. Bosquet, Paris-7e
rech. d'urgence pour clients étrangers 3 à 5 p., 7e préf. ou bons quartiers.
Tél. 705-06-76.

Rech. 2 à 4 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e avec ou sans travaux.
PAIE CPT chez notaire 873-20-67, même le soir.

COMADIM
GROUPE B.N.P.
10, place de la Madeleine
75008 PARIS
Recherche pour sa clientèle Appartements ttes surfaces et hôtels particuliers. Paris et très proche banlieue.
296-15-63.

MALESHERBES 73
Paris 8e. 522-05-96.
Pr consulats et ambassades rech. appartements ttes surf. Hôtels partic. et bureaux.

DORESSAY 624-93-33
Rech. pour DIPLOMATES et PERSONNAL FRANÇAISES
5 à 8 Pces et HOTEL PARTIC.
1er au 8e, 14e-15e-16e, Neuilly
DISCRÉTION TOTALE ASSURÉE

POUR VENDRE VOTRE APPT OU IMMEUBLE DANS LE 6e-7e-15e-16e UN SEUL NUMÉRO
Téléphone : 556-15-16.

MALESHERBES 73
PARIS (8e) 522-05-96
RECH ACHAT appartement
80 à 120 m²
7e, 8e, 9e, 16e, 17e, Neuilly

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT
Un service gratuit interprofessionnel et interbancaire pour tout achat d'appartements et de pavillons neufs.
Renseignements sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.
525-25-25
49, av. Kleber. 75116 Paris.

locations non meublées offres

Paris

LOUEZ A UN PARTICULIER
sans Appréhension
sans Intermédiaire
OFFICE DES LOCATAIRES
8 ans d'expérience
Téléphone : 296-58-10.

APPTS GDE SURFACE
Disponibles BEAUX IMMEUBLESANCIENS — 504-91-11.

CHATEAUDUN, Dans immeuble ancien, 2e étage, asc., 5 P. cft. 5.500 F + ch. Tél. matin SEGECO 522-69-92.

locations meublées demandes

Paris

Célibataire recherche, studio dans le centre de Paris. M. Philippe, 930-04-96.

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 281-10-20.

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris.
rech. pour clientèle étrangère et diplomates APPARTS HOTELS PARTIC. et BUREAUX
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

locations non meublées demandes

Paris

Organisme officiel, ch. à louer à Paris, pour loger UN PHOTOGRAPHE FRANÇAIS 1 APPT DE 4 PIÈCES minim. 80 m², avec possib. d'aménager un laboratoire sur 1 seul niveau, asc., tt cft, calme, très clair, Contactez Mlle COHEN, 258-06-67.

Couple fonctionnaires niveau cadre, deux enfants, cherche 3-4 pièces, 70 m² minimum, sur Paris-Ouest. Libre au plus tard 1er juillet. 4 000 F, charges comprises maximum. Tél. après 19 heures 558-55-26.

Cherche 2 pièces
Paris ou proche banlieue
Agence s'abstenir 770-39-95.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti 8 000 F. 283-57-02.

propriétés

LE PERREUX
superbe ppté s/3.000 m², entièrement clos avec circuit caméra, dont séj. 90 m², bibliothèque, 2 chbres, 2 s. de bns, ss-sol. Aff. rare. 797-41-39.

PLAISIR 78 — RESIDENTIEL
11 P., Terrasse, Cave, Garage
PARC PLANTÉ 8.600 m²
A. V. L., Téléph. : 281-07-94

Immobilier d'entreprise et commercial

A LOUER
LOCAUX COMMERCIAUX

Paris 11e
37, rue du Moulin Joly
1 LOCAL 900 M² +APPARTEMENT

Paris 18e
1, Impasse Cope
2 LOCAUX 187 et 173 M² (avec s/sol)

Paris 20e
38, rue Saint Blaise
2 LOCAUX en réhabilitation
26 et 33 M²
&
13 à 25, rue Envierges
2 LOCAUX avec APPARTEMENTS

Gentilly
1, Allée des Tanneurs
1 LOCAL 187 M²

Villiers sur Marne
LES HAUTES NOUES
3 LOCAUX
205, 144 et 169 M² (avec s/sol)

Boulogne Billancourt
TETE DU PONT DE SEVRES
3 LOCAUX 168, 60 et 72 M²

S'adresser les lundi et mercredi, de 9 à 11 heures, Tél.: 634.12.40
ou écrire à

OFFICE PUBLIC D'H.L.M
DE LA VILLE DE PARIS
49, rue du Cardinal Lemoine à PARIS 5e
(Service des Locations Commerciales)

bureaux

Ventes

ETOILE/FOCH
Locaux gd standing 140 m²
Rapport 205 000 F en actions
1 800 000 F. 522-05-96.

A vendre
Boulogne Bd J.-Jaurès
Près Métro J.-Jaurès
181 m² Bureaux
Entièrement refaits
libres ou occupés
Directement par propriétaire
Bureau : 805-43-43
Domicile : 603-88-64

PORTE SAINT-CLOUD
Bd Murat, à vendre
300 m² de bureaux
dans hôtel particulier
rénové, Bail récent.
Bons locataires
HAMPTON 225-50-35

Locations

SECRÉTARIAT
PARIS FLASH BUREAU
825-11-90

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 3 à 6 BURX
Excellentes adresses ccïales.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
CONSTITUTIONS STÉS,
ASPAC, 293-60-50 +

URGENT RECH. A LOUER
16e NORD
LOCAL POUR BUREAUX ET DOCUMENTATION
50 à 100 m²
ACCES FACIL., 727-97-29

bureaux

8e Me MIROMESNIL
BUREAUX EQUIPES
9 à 50 m² — Indépendants loc. courte ou longue durée av. secrétariat-tél.-télex télécopie-traitement/textes standard/hôtesse trilingue. Salles de réunions équipées.
ACTE 359-77-55.

BUILDING ELYSÉES BUREAUX
vous accueille
BUREAUX MEUBLÉS
Service-Secrétariat
DOMICILIATION 600 F
66, CHAMPS-ÉLYSÉES
Téléphone : 562-66-00

Votre bureau ou depuis 150 F/mois 1 domiciliation + Services. SARL Artisans, tél. : 296-36-74.

DOMICILIATION-8e
RM-RC 220/330 MOIS
PERMANENCE TÉLÉPHON.
TELEX SECRÉTARIAT
CRÉATION DE SOCIÉTÉ
TOUTES DÉMARCHES
AGECO 294-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ)

fonds de commerce

Ventes

Vends directement alimentation de luxe en S.A. à Monaco, excellent rendement. Prix 3 M 5 + stock. Écrire Havas, Monte-Carlo no 578.

CLICHY CENTRE
Bout. + appt tous commerces avec murs. Tél. 566-52-00.

METRO LE PELETIER
HOTEL** N.N.
27 chambres, tél. : 280-38-08

locaux commerciaux

Ventes

MALESHERBES 73
Rech. Dépôts, Usines, Terrains, Achat ou location 522-05-96.

Locations

Club modelisme amateur cherche à louer local dans 14e ou limitrophe (utilisation non ccial) Téléphone : 539-63-16 de 10 h. à 19 h.30 et au 541-36-38 (après 19 h. 30).

THIAIS-SENIA
LOUE
LOCAUX OU TERRAIN
MALESHERBES 73-522-05-96.

SURVILLIERS/N. 17
Loue 1.200 m² accès camions
120 F m²/an - 522-05-96.

LEVALLOIS
200 M PORTE D'ASNIÈRES
LOUE 2.100 m²
MALESHERBES 73 - 522-05-96.

boutiques

Ventes

HALLES - ST-HONORÉ 30 m² boutique d'angle + 2 brx 2 500 F mois cession MILAN 233-92-00

BD MAGENTA
bon emplact 400 m² r.-de-ch., 350 m² ss/sol, gdes vitrines direct Pptaire : 260-28-93.

immeubles

JE SOUHAITE ACQUÉRIR UN IMMEUBLE
Paris, banlieue. Libre ou occupé intermédiaire souhaité
Pierre Amanou. 329-71-67

immobilier information

VOTRE COPROPRIÉTÉ A BESOIN D'UN SPÉCIALISTE
Cabinet LD-L-R, 240, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. 260-74-98 pr R.-V.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Un « quintet » dynamique

En avant-première des « Journées de la mode » des couturiers et créateurs qui se tiennent du 17 au 23 mars dans la Cour Carrée du Louvre nous présentons les portraits de la deuxième génération des « dames » du prêt-à-porter. Leur démarche n'est pas la même que celle d'Emmanuelle Khanh, Jacqueline Jacobson, Sonia Rykiel et Christiane Bailly, entre autres, qui, avec Maïmé Arnaudin et Denise Fayolle ont changé l'aspect de la rue au cours des années 60. Conseillères des industriels, elles se révèlent, dans les collections portant leur nom, destinées aux femmes qui leur ressemblent. Elles se rejoignent, en effet, sur la recherche de qualité, la sécurisation des formes confortables et la personnalisation des genres.

POPY MORENI, parisienne de *Turin, aux cheveux chatains tirés* dans un chignon et teint clair, vit *et travaille dans un entrepôt* repeint de blanc aux parquets cirés. Elle joue un rôle de femme-orchestre dans la mode actuelle, créant ses propres collections dont quelques pages dans le catalogue des *3 Suisses*, avec une dizaine de fabricants, à la production diversifiée : fibres, cuirs, tricots, etc.

Elle griffonne ses idées sur *des feuilles volantes* mais travaille ensuite sur un mannequin à taille de poupée comme le faisait Madeleine Vionnet. Le résultat : des carrures confortables, des manteaux couverture, des robes assez linéaires, coupées au carré mais agrémentées de détails qui en font le charme.

ANNE-MARIE BERETTA, créatrice depuis quinze ans des manteaux et *imperméables de Ramosport*, en retrouve volontiers les différents millésimes aux quatre coins du monde. Elle travaille aujourd'hui en vieille veste de velours côtelé kaki et marron sur un pull et un pantalon bronze. Son créneau : *la femme qui assume* ses responsabilités, notamment dans les professions libérales. Ses couleurs d'hiver : le marron *« dans les tons de chocolat amer qui donne bonne mine »*, avec des touches orangées, fuchsia ou beige en accessoires ou maquillages.

AGNES B, blonde, candide, aux yeux bleus, en tricot de co*ton noir à côtes sur une jupe en* jersey de laine, jambes noires et talons bas, paraît essentiellement pragmatique. Son cycle de création part d'un élément à succès : jupe droite en cuir noir, à l'heure actuelle, vendue au-dessus du genou ou au mollet, pour laquelle elle trouve des *hauts, chemisiers, tricots* et vestes, reprenant souvent les mêmes éléments d'une saison à l'autre, en petits prix, auxquels elle ajoute une pièce en matière somptueuse.

Elle a, tout de suite, senti l'importance du quartier des Halles et s'est installée à l'ombre de Saint-Eustache, rue du Jour où *elle a plusieurs boutiques*, sans oublier New-York et Tokyo.

MURIEL GRATEAU, brune au teint mat, cheveux longs et droits, est une styliste française renommée en Italie. Elle garde de son séjour milanais ce goût de l'élégance sobre, à base de vestes strictes, de jupes et de pantalons, de smokings pour le soir, en fine popeline de laine l'hiver, *en soie l'été. Elle* vient de lancer sa première collection de lingerie, selon les mêmes principes, en coton ou en soie dans les couleurs lourdes ou fortes de son prêt-à-porter. En fait, il s'agit surtout de « dessus-dessous », la combinaison longue à fines bretelles se couvrant d'une veste *légère pour les dîners d'été.*

CHANTAL THOMASS allie aussi la lingerie au prêt-à-porter, mais en actualisant le frou-frou. Ses *« dessous-dessus »* comprennent une guêpière écossaise portée sur un pull à col roulé et un strict tailleur de flanelle grise au-dessus du genou qu'elle endosse volontiers avec une pochette ourlée de dentelle de Chantilly noire. Brune au teint clair, elle pétille comme le champagne, *cherchant à séduire et à amuser*. Ainsi ses tricots *dénudent-ils ici* le haut de la clavicule, là un soupçon de dos, comme ses jupes courtes ou longues mettant les jambes en valeur. Elle joue le rouge gagnant pour l'hiver.

NATHALIE MONT-SERVAN.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 14 et mardi 15 mars :

DES DÉCRETS

- Portant *publication de* l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la délimitation du plateau continental à l'est de la longitude 30 minutes ouest du méridien de Greenwich, signé à Londres le 24 juin 1982 ;
- Modifiant certaines dispositions du chapitre VII du titre Ier du livre Ier *du code du travail* (troisième partie : décrets) relatives au salaire de l'apprenti ;
- Modifiant certaines dispositions du chapitre premier du titre Ier du livre VIII du code du travail (troisième partie : décrets) relatives au salaire de l'apprenti dans les départements d'outre-mer ;
- Fixant les pénalités applicables à certaines infractions au code du travail et modifiant certaines dispositions du chapitre premier du titre V du livre Ier du code du travail (deuxième partie : décrets en *Conseil d'Etat*).

DES ARRÊTÉS

- Fixant le lieu d'imposition des personnes morales soumises à la taxe annuelle de 3 % instituée par l'article 4-11 de la loi de finances pour 1983 *(loi du 29 décembre 1982)* ;
- Relatif au montant de la cotisation à verser pour la validation des périodes d'activité professionnelle exercées hors du territoire français par les personnes non salariées bénéficiaires de la loi du 10 juillet 1965.

PUBLICATION JUDICIAIRE

UTILISATION ILLICITE ET CONTREFAÇON DE LA MARQUE CHANEL DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par son jugement du 12 janvier 1981, le Tribunal de Grande Instance de Paris a :

Dit qu'en faisant référence à ces offres de vente à la clientèle à la marque CHANEL, et notamment en présentant des modèles de chaussures comme des « CHANEL » ou des « VRAIS CHANEL », MANFIELD a commis le délit d'usurpation illicite de la marque CHANEL et celui de substitution frauduleuse du produit au sens de l'article 422.2 et 422.4 du Code Pénal modifié...

A dit qu'en commandant à son fournisseur des chaussures CHANEL, MANFIELD a commis un acte de contrefaçon :

A interdit à MANFIELD la poursuite de tels actes sous astreinte de 2.000 F par infraction constatée...

A condamné MANFIELD à payer à CHANEL la somme de 25.000 F à titre de dommages et intérêts ;

A ordonné la publication du dispositif du jugement dans trois journaux et revues au choix de CHANEL et aux frais de MANFIELD...

A condamné MANFIELD à payer à CHANEL la somme de 5.000 F sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Statuant sur l'appel formé par MANFIELD,

la Cour d'Appel de Paris a, par son arrêt du 17 novembre 1982, confirmé en toutes ces dispositions le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris du 12 janvier 1981.

Y ajoutant :

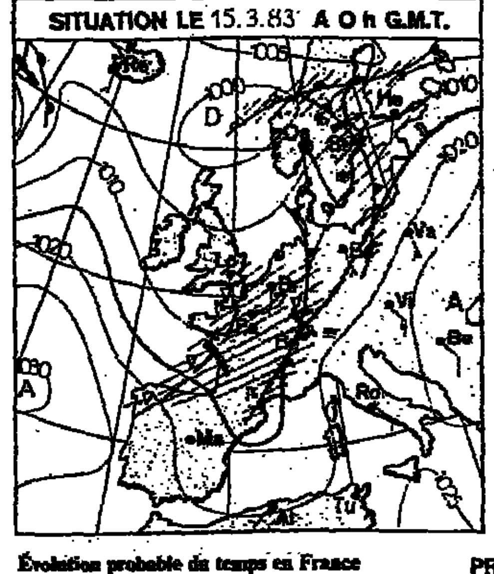
Dit que la publication du dispositif du jugement ordonnée par les premiers juges devra faire mention de sa confirmation par le présent arrêt ;

Y ajoutant condamné la société MANFIELD à verser à la société CHANEL la somme supplémentaire de 5.000 F sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

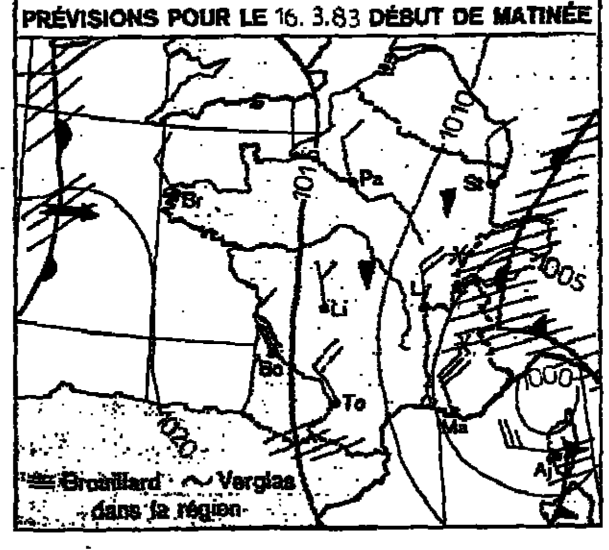
Condamné la société MANFIELD FRANCE à tous les dépens d'appel.

MÉTÉOROLOGIE

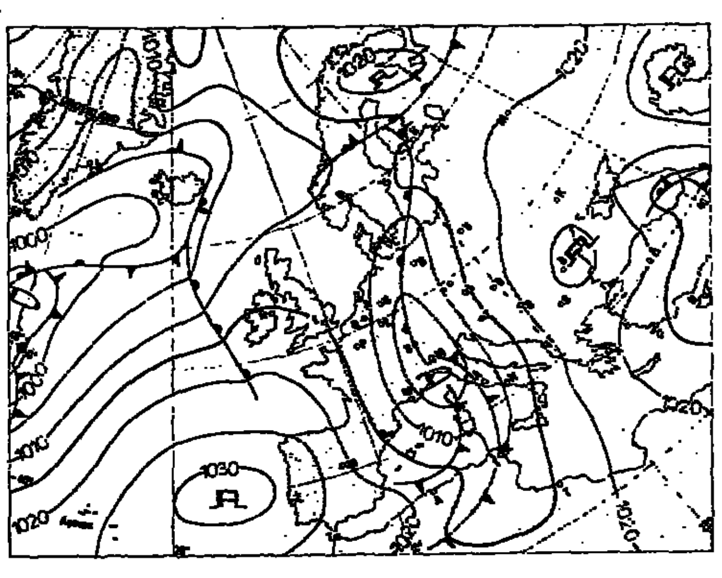
SITUATION LE 15.3.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 16.3.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Évolution probable du temps en France entre le mardi 15 mars à 0 heure et le *mercredi 16 mars à minuit.*

L'arrivée d'air froid en Méditerranée *favorise le creusement d'une dépression* dans le golfe de Gênes. L'anticyclone des Açores se gonfle vers les îles Britanniques mais il ne pourra empêcher l'arrivée d'une nouvelle perturbation, mer*credi soir, sur la Bretagne.*

Mercredi : sur les régions s'étendant des Alpes à la Corse, ainsi que près des Pyrénées, le temps sera très médiocre : beaucoup de nuages, des pluies souvent abondantes avec même un caractère orageux sur l'extrême Sud-Est et la Corse. Il y aura des chutes de neige au-dessus de 1 200-1 500 mètres.

Sur la moyenne vallée du Rhône et le Languedoc-Roussillon, le vent, de secteur nord, assez fort à fort maintiendra un ciel peu nuageux.

Des Flandres et des Vosges au Massif Central, le temps sera encore très instable le matin : de courtes éclaircies alterneront avec de fréquentes averses. En cours de journée, les averses tendront à se localiser sur la Lorraine et l'Alsace.

Ailleurs, le temps sera souvent brumeux le matin avec parfois des bancs de brouillard. Très rapidement, un temps relativement bien ensoleillé se généralisera mais des nuages arriveront par l'ouest, l'après-midi, *et il faut s'attendre* à des pluies en Bretagne, le soir.

Au lever du jour, il fera 2 à 4 degrés, 5 à 6 degrés près de la Méditerranée. En milieu d'après-midi, il fera 8 à *10 degrés, 12 à 14 degrés sur les régions* méridionales.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 15 mars à 7 heures, de 1 008,2 millibars, soit 756,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre *indique le maximum enregistré au cours* de la journée du 14 mars ; le second le minimum de la nuit du 14 mars au 15 mars) :

Ajaccio, 16 et 9 degrés ; Biarritz, 16 et 8 ; Bordeaux, 16 et 5 ; Bourges, 16 et 7 ; Brest, 10 et 3 ; Caen, 12 et 5 ; Cherbourg, 10 et 3 ; Clermont-Ferrand, 15 et 5 ; Dijon, 16 et 6 ; Grenoble, 13 et 4 ; Lille, 13 et 5 ; Lyon, 13 et 5 ; Marseille-Marignane, 14 et 12 ; Nancy, 14 et 7 ; Nantes, 12 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 10 ; Paris-Le Bourget, 13 et 7 ; Pau, 20 et 7 ; Perpignan, 14 et 9 ; Rennes, 13 et 2 ; Strasbourg, 15 et 8 ; Tours, 13 et 6 ; Toulouse, 14 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 9 degrés ; Amsterdam, 13 et 2 ; *Athènes, 8 et 6* ; *Berlin, 12 et –4* ; Bonn, 16 et 7 ; Bruxelles, 14 et 7 ; Le Caire, 13 et 10 ; îles Canaries, 22 et 21 ; Copenhague, 6 et 4 ; Dakar, 24 et 19 ; Djerba, 19 et 11 ; Genève, 12 et 4 ; *Jérusalem, 13 et 4* ; *Lisbonne, 17 et 11* ; Londres, 11 et 0 ; Luxembourg, 12 et 5 ; Madrid, 20 et 8 ; Moscou, 4 et –4 ; Nairobi, 29 et 15 ; New-York, 15 et 8 ; Palma-de-Majorque, 20 et 12 ; Rome, 15 et 7 ; *Stockholm, 6 et 1* ; *Tozeur*, 23 et 11 ; Tunis, 20 et 12.

Les prévisions pour la semaine

Le régime océanique va se rétablir sur la moitié nord du pays. Les régions méridionales restent en marge.

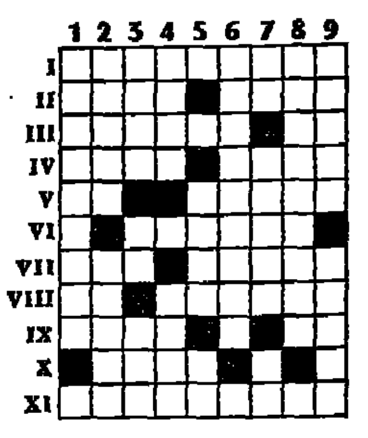
Jeudi. – De la Bretagne et de la Manche au Rhin, temps devenant très nuageux, faibles pluies. Minimum en hausse sur les régions côtières et toujours 1 à 2 degrés ailleurs ; maximum 10 à 12 degrés. Ailleurs, journée assez belle avec du gel le matin sur le Massif Central, les Alpes. Mistral moins fort et maximum généralement en hausse.

Vendredi et samedi. – C'est un *temps doux, humide, qui va se localiser* au nord de la Loire ainsi que dans le Nord-Est avec des vents modérés de secteur ouest. On notera des nuages abondants, quelques pluies et des vents qui se renforceront sur les côtes avec des rafales. Sur le quart sud-est de la France, c'est-à-dire la Provence, le Roussillon, le sud des Alpes et la Corse, c'est le maintien du beau temps, disparition du mistral et des maximums, qui avoisineront 16 à 18 degrés sur la Côte. Partout ailleurs, c'est un temps nuageux avec éclaircies locales, sans gelées et des vents qui retournent à l'ouest.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3406



HORIZONTALEMENT

I. Humble travailleur côtoyant parfois de gros légumes. – II. C'est quand il nous faut compter dessus qu'il nous est donné de les compter. Forme d'auxiliaire. – III. On est plus enchanté que ravi du sort qu'il nous réserve. Personnel. – IV. Vieux herbivores. Agent responsable d'effervescences transalpines. – V. Personnel. Répondeurs automatiques. – VI. Personnage de *l'Odyssée*. – VII. Atteint d'inaptitude au service. Jaune ou béjaune, selon le genre. – VIII. Article. Attendis la délivrance. – IX. Un saint homme ayant eu des soucis de fric et de froc. Base d'accord international. – X. Argument syllogistique et pointilleux. – XI. Cruches qu'on ne peut concevoir que bouchées.

VERTICALEMENT

1. Le grand « R » de Rigoletto. – 2. Une larme l'est à double titre. Arthur Miller en a fait un théâtre sabbatique. – 3. Pratique pour pratiquants. Personnel. Eau courante des Biterrois. – 4. Tyr en faisait partie. L'année du peuple. – 5. Quarté dans le désordre. Ainsi s'exprimait d'Artagnan. – 6. Fichu quand il est mauvais. – 7. Spasme douloureux ou joyeux. Culotte que prit Rommel en Libye. Personnel. – 8. En matière de plume, sa couleur varie selon le canard. – 9. Reprends l'ouvrage. Sa lourdeur n'a d'égale que sa légèreté.

SOLUTION DU N° 3405

Horizontalement

I. Baignoire. – II. Igloos. Ob. – III. Je. Bitume. – IV. Ondes. Tan. – V. Utiles. Ni. – VI. Veste. – VII. Ecot. Alet. – VIII. Rarissime. – IX. Céleri. – X. Emeri. Ale. – XI. Es. Païen.

Verticalement

1. Bijouterie. – 2. Agent. Ca. Me. – 3. Il. Divorces. – 4. Gobeletier. – 5. Noises. Slip. – 6. Ost. Stase. – 7. Ut. Elirai. – 8. Roman. Emile. – 9. Ebéniste. En.

GUY BROUTY.

BREF

BIBLIOGRAPHIE

LE MONDE ANIMAL. – Une revue trimestrielle sur les mystères du monde animal vient d'être lancée par les éditions du Suran : *Amazone, « la revue du mystère animal »*. Le rédacteur en chef, Jean-Jacques Barloy, aborde dans cette revue tous les aspects étranges, énigmatiques ou inquiétants de la vie des bêtes. Il ne s'agit donc pas d'une publication de plus pour les défenseurs d'animaux, mais plutôt du roman fantastique de la zoologie à travers les âges, abondamment illustré de gravures d'époque. Pour amateurs d'espèces rares et de voyages dans l'imaginaire animal.

★ *Amazone*, secrétariat et abonnements : *rue Georges-Clemenceau*, 39160 Saint-Amour. Tél. : (84) 48-82-12. Le numéro : 20 F.

DOCUMENTATION

ANNUAIRE GÉNÉRAL IMMOBILIER. – L'Annuaire général immobilier (dont la vingtième édition vient de paraître) contient plus de vingt mille noms et adresses de professionnels de toutes spécialités avec mention de ces spécialités et de leur éventuelle détention d'une ou deux cartes professionnelles. Ces inscriptions sont classées par départements et localités et par arrondissements pour Paris, Lyon et Marseille.

★ 232 F et 268 F, port et emballage compris. 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. : 296-15-08.

ENTR'AIDE

LES HANDICAPÉS DANS L'ENTREPRISE. – *Pour faciliter l'insertion* professionnelle des handicapés, des mutilés de guerre et assimilés et afin de mieux informer les employeurs de Paris sur l'obligation et les démarches à accomplir vis-à-vis de ceux-ci, la préfecture de Paris vient d'éditer un dépliant qu'il est possible de se procurer gratuitement : dans le hall d'accueil de la préfecture : 17, boulevard Morland, 75004 Paris ; 50, avenue Daumesnil (12e) ; auprès de la Chambre des métiers, 42, rue Bassano (8e), et de la Chambre de commerce et d'industrie, 27, avenue Friedland (8e).

ENVIRONNEMENT

CONCOURS POUR LA FORÊT. – L'association Espaces pour demain organise, à l'intention des élèves des écoles primaires et des collèges, un concours de reportages sur la forêt, destiné à sensibiliser les jeunes à leur environnement. Les reportages devront parvenir à l'association avant le 30 avril 1983.

★ Renseignements et inscriptions : Espaces pour demain, 7, rue *du Laos, 75015 Paris. Tél. : 783-48-31.*

FORMATION

LES PROGRAMMES DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DU CUIR. – L'École supérieure du cuir et des peintures, encres et adhésifs (ESCEPEA), *établissement privé d'enseignement* technique supérieur installé à Lyon, propose deux cycles de formation conduisant, l'un, à un diplôme d'ingénieur reconnu par la commission des titres, et l'autre, au brevet de technicien supérieur.

★ Renseignements et inscriptions : ESCEPEA, 181-203, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon. Tél. : (7) 872-28-31.

STAGES

INITIATION AUX SCIENCES DE LA NATURE. – L'association *ECOGEO organise, d'avril à octobre 1983*, une série de stages d'initiation aux sciences de la nature (arboriculture, botanique, géologie, ornithologie, etc.), qui auront lieu dans le Cantal. Ces stages s'adressent aussi bien aux scolaires qu'aux adultes.

★ Renseignements et inscriptions : ECOGEO, stages 1983, Saint-Félix, 46100 Figeac.

PARIS EN VISITES

JEUDI 17 MARS

« Les Burgondes », 15 heures, 19, rue de Vaugirard, Mme Angot.

« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champollion (Approche de l'art).

« Crypte archéologique », 15 heures, parvis Notre-Dame, côté préfecture (Arcus).

« Le Lorrain », 16 h 30, Grand Palais, Mme Caneri.

« Les impressionnistes », 14 h 30, Musée du Jeu de paume, Mme Courrant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« De l'hôtel de Sens à la place des Vosges », 15 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« L'hôtel du Grand-Veneur et Saint-Denys-du-Saint-Sacrement », 15 heures, *60, rue de Turenne (Histoire et Archéologie).*

« Salons de l'hôtel de ville », 14 h 30, sur la place (Paris et son histoire).

« De la Cité à Saint-Louis », 14 h 30, fontaine du Châtelet (Paris autrefois).

« Jardins, cités d'artistes de Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Hôtels, église de l'île Saint-Louis, 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

« Le Moyen Age », 11 heures, 19, rue de Vaugirard (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

15 heures, 46, rue Barrault, Estaunié, Pr P. Vinot : « La responsabilité scientifique » (Université populaire de Paris).

15 heures et 18 h 30, Palais de Chaillot, O. Boucher : *« La Turquie des sultans, Istambul »* (projections).

16 heures, Cercle national des armées, « Beethoven et son temps » (projections).

17 h 30, 6, rue Ferrus, W. Zimmermann : « Les relations américano-soviétiques vues de Moscou » (IFRI).

18 heures, 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, J. Edouard, J. Saint-Bris : *« Léonard de Vinci au Clos-Lucé »* (Union interalliée).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, F. Dolto : « La sexualité féminine ».

18 h 30, 25, rue Caumartin, J. Pimpaneau : « Le théâtre d'ombres » (Le monde et son histoire).

18 h 30, 9, rue Malher, M. Durafour : « Le parti radical-socialiste et l'économie de marché ».

18 h 30, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, E. Le Roy Ladurie : « Y a-t-il une sorcellerie européenne ? » *(Maison de l'Europe).*

19 heures, 14, cours Albert-Ier, M. Schneider : « De Gluck à Wagner » (disques) (Les amis de Richard Wagner).

20 h 30, 21 *bis*, rue Notre-Dame-des-Victoires, C. Thibaut : « Vienne et Salzbourg, palais et abbayes » (projections) (Caisse nationale des monuments historiques).

BOURSES

PRIX « DÉCOUVERTE DU JAPON »

L'Association de presse France-Japon, qui regroupe des journalistes *français en poste* à Paris et des journalistes français s'intéressant au Japon, attribue depuis 1977 un prix annuel « Découverte du Japon », destiné à encourager les études sur le Japon dans tous les domaines, journalistique, politique, économique, culturel, scientifique, technique, sociologique, artistique, etc.

Ce prix, doté par les sociétés Air Liquide, Guerlain, Rhône-Poulenc, S.B.A. et l'A.P.F.J., donne droit à un voyage d'étude d'un mois. Le lauréat, qui recevra un billet d'avion Paris-Tokyo aller et retour offert par Japan Airlines et Air France, sera logé pendant un mois à la Maison franco-japonaise de Tokyo et bénéfi*ciera de facilités pendant son séjour.*

Les candidats, de nationalité française et âgés de moins de trente ans, devront remettre avant le 16 mai 1983, en cinq exemplaires, un Mémoire de quatre pages dactylographiées de vingt-cinq lignes au maximum sur le sujet de l'étude qu'ils souhaitent mener au Japon. *Ce Mémoire sera accompagné* en cinq exemplaires d'un curriculum vitæ d'une page maximum, manuscrite.

★ Association de presse France-Japon, 14, rue Cimarosa, 75116 Paris, tél. : 727-30-90.

économie

ÉNERGIE

Après la conférence

L'accord à l'épreuve du marché

(Suite de la première page.)

Maintien des différentiels – l'écart des prix reflétant les différences de qualités des pétroles et d'éloignement des marchés – adoptés un an auparavant. Toutefois, le Nigéria est autorisé temporairement à conserver un différentiel d'un dollar seulement (contre 1,5 dollar *précédemment*) *par rapport au prix* de référence. Il est entendu, selon Cheikh Yamani, ministre saoudien du *pétrole, que ce pays africain, qui* avait pris les devants il y a trois semaines en abaissant ses prix unilatéralement de 5,5 dollars, en réponse à une réduction de 3 dollars par la Grande-Bretagne, son concurrent le plus direct, relèvera graduellement ses tarifs, dans un premier temps d'au moins 0,5 dollar, de même que les autres pays africains, de façon à obtenir des différentiels plus conformes à la réalité. Le Nigéria s'est par ailleurs, selon M. Nabi, ministre algérien du pétrole, peu ou *prou engagé à ne pas prendre de* nouvelles initiatives de baisse des prix sans consulter l'ensemble des *partenaires au sein de* l'OPEP (1).

– La production de l'OPEP est plafonnée à 17,5 millions de barils par jour, soit le même niveau que celui décidé l'an passé à la même époque. Ce plafond constitue une moyenne d'ici à la fin de 1983. Il doit être appliqué strictement, trimestre par trimestre, de sorte qu'aucun pays ne puisse, s'il n'a pas atteint son plafond au cours d'un trimestre, *compenser le manque à gagner* au trimestre suivant. La production effective des pays de l'OPEP étant *actuellement nettement inférieure au* plafond global (environ 13,6 millions de barils par jour en moyenne), il est peu probable que la production totale puisse être rapidement portée à 17,5 millions de barils prévue. L'absence de compensation possible d'un trimestre à l'autre garantit donc, dans un premier temps, le respect d'un plafond global inférieur au niveau de 17,5 millions de barils par jour.

L'accord fixe, pays par pays, les quotas de production, sauf en ce qui concerne l'Arabie Saoudite. Ce pays se voit en effet officiellement reconnu le rôle de *« swing producer »*. La demande effective de pétrole adressée à l'OPEP devrait être, au cours des prochains mois, nettement inférieure à 17,5 millions de barils jour, retenue comme plafond. L'Arabie Saoudite, qui ne se voit attribuer aucun quota officiel, a seule la charge d'adapter l'offre OPEP au niveau *effectif de la demande. Du plafond* global de 17,5 millions de barils et des quotas précis fixés par les autres pays, on déduit cependant *un quota* mathématique pour l'Arabie Saoudite de 5 millions de barils par jour (2).

Le Venezuela, contraint d'accepter un quota nettement inférieur à ce qu'il demandait, est autorisé à écouler en surplus (hors quota) 250 000 barils par jour de produits *dérivés du pétrole* (condensats). Quant aux Émirats arabes unis, qui réclamaient également un quota *supérieur à ce qu'ils ont obtenu*, ils ont, selon leur ministre, une *« priorité »* pour augmenter leur quota *« à la première occasion, quand le marché se raffermira »*.

Tous les pays membres de l'OPEP s'engagent enfin à ne pratiquer ni rabais sur les ventes de pétrole ni prix de dumping sur les produits finis. Le Comité de surveillance, composé de quatre ministres, se réunit désormais tous les mois et se voit doté de pouvoirs renforcés, afin d'exercer une surveillance réelle sur les productions respectives des États membres.

Cet accord enlevé « au finish », après des heures et des heures de marchandages laborieux, a certes de quoi justifier les sourires ministériels au regard de la discorde régnant il y a encore peu. Compromis difficile, il reste pourtant de caractère essentiellement temporaire et, par bien des points, demeure obscur, voire incomplet. Ainsi, l'Iran précise clairement dans la résolution adoptée par l'OPEP qu'il *« réserve sa position sur la décision de réduire les prix »*. Cette position de principe ne devrait *avoir aucune conséquence* dans la pratique, l'Iran, contraint pour écouler sa production en dépit des risques *imposés aux bateaux par la guerre* avec l'Irak, de pratiquer des tarifs inférieurs à ceux des autres pays du Golfe, a peu de chances de vendre son pétrole à un prix supérieur à 29 dollars le baril. Mais la République islamique, tout en refusant toute baisse des prix, n'en revendique pas moins la possibilité de déduire de ses propres tarifs des *« charges exceptionnelles »* liées aux difficultés d'accès à ses ports. Cette demande a été apparemment acceptée par les autres membres de l'OPEP bien *qu'elle revienne en fait à officialiser* l'existence de rabais – dénoncée par ailleurs ! – d'autant que l'ampleur desdites *« charges spéciales »* n'est pas précisée et que dès lors aucun contrôle n'est possible.

Des zones de flou

Seconde zone de flou, plus grave *encore : la position nigériane. Interrogé* sur ses intentions au cas où la Grande-Bretagne déciderait d'abaisser à nouveau ses tarifs, M. Dikko, le ministre du pétrole, s'est contenté de répondre : *« Nous avons jugé à toute bien considérer, que les producteurs de pétrole, membres ou non de l'OPEP, ont tout à gagner à la stabilité »* (des prix).

Aucune précision non plus sur le point crucial pour l'Organisation que *constitue l'attitude exacte de la* Grande-Bretagne. Le Royaume-Uni s'est-il réellement engagé, comme l'en empressait l'OPEP, *à ne pas* compromettre par une nouvelle baisse intempestive de ses tarifs la structure de prix décidée à Londres ? *« Je ne crois pas que les Britanniques saboteront l'accord. Je pense qu'il y a une raison évidente pour la Grande-Bretagne de stabiliser les prix du pétrole »*, s'est contenté de répondre Cheikh Yamani à cette question. Or, jugeant insuffisante, compte tenu du marché et de la concurrence nigériane, la baisse proposée par la Compagnie nationale *britannique il y a trois semaines, les* principaux clients de celle-ci (B.P. et Shell notamment) multiplient depuis *plusieurs semaines les pressions pour* obtenir une diminution supérieure aux 3 dollars annoncés.

L'an passé, déjà...

L'opinion prévalait au sein de l'OPEP que le Nigéria serait prêt à ne pas bouger si la Grande-Bretagne se contentait d'aligner ses nouveaux prix sur ceux du Nigéria (passant à *30 dollars par baril au lieu des* 30,5 annoncés). Rien ne paraissait pourtant totalement acquis sur ce point. *« J'ai le sentiment profond que cela va marcher, mais je n'écarte pas la possibilité d'une guerre des prix si les pays non membres de l'OPEP nous y invitent »* reconnaît Cheikh Yamani.

Dernière question sans réponse : l'Arabie Saoudite accepte-t-elle ou non un quota de production de 5 millions de barils par jour tel qu'il ressort de la soustraction des quotas du *plafond global ? Officiellement non,* mais selon le ministre algérien de l'énergie M. Nabi – qui y voit un point extrêmement positif – *« tous les quotas ont été discutés et ont fait l'objet de negociations, sans exceptions »*. Source de malentendu supplémentaire : le rôle de producteur résiduel accordé à l'Arabie Saoudite fonctionne dans l'esprit de celle-ci dans les deux sens, c'est-à-dire également au cas où la demande supérieure à 17,5 millions de barils par jour pousserait les prix du marché au-delà des 29 dollars par baril. Or il *n'est pas évident que dans ce cas* – fort probable si tout marche bien, au quatrième trimestre – ce rôle lui soit *reconnu par ses adversaires, notamment* l'Iran.

L'accord de Londres permettra-t-il à l'OPEP d'atteindre ses objectifs, c'est-à-dire de stabiliser le marché et d'enrayer la chute des cours du brut ? Il faut pour ce faire non seulement que les producteurs de l'OPEP observent enfin la discipline nécessaire pour maîtriser efficacement l'offre de pétrole, mais aussi qu'ils convainquent négociants et compagnies de la réussite de l'opération et de l'arrêt prochain de la chute des *cours. Le moins qu'on puisse dire est* que les professionnels présents à Londres lundi soir montraient un *enthousiasme mitigé.*

L'apparente cohésion retrouvée de l'OPEP ne leur fait pas oublier l'histoire récente. L'an passé, à la même date à peu près, l'OPEP s'était également fixé un plafond et des quotas de production afin de résister aux pressions à la baisse du marché. *Mais sa détermination n'avait pas* dépassé trois mois, de mars à mai 1982 où la production totale des pays de l'Organisation, *selon la revue Petroleum Intelligence Weekly* avait été contenue à 16,8 millions de barils par jour. Les pays de l'OPEP, passé ce printemps difficile, n'avaient pas résisté aux premiers signes de raffermissement de la demande et la pratique généralisée de rabais aidant, leur production était remontée de juin à décembre à une moyenne de 18,6 millions de barils *par jour, qui n'avait pas permis de* tenir les prix.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le Nigéria avait menacé de suivre, au cent près, l'évolution des prix du brut de la mer du Nord de façon à situer ses propres tarifs systématiquement en-dessous.

(2) Jusqu'à présent, l'Arabie Saoudite n'a jamais accepté de discuter officiellement de ses quotas de production, arguant que le niveau d'extraction de son pays relève de la souveraineté nationale.

LA RÉPARTITION DE LA PRODUCTION

(En millions de barils par jour.) (1)

PAYS	Quotas décidés en mars 1982	Quotas proposés en janvier 1983 à Genève	Quotas décidés à Londres en mars 1983	Production estimée début mars
QATAR	0,3	0,3	0,3	0,3
EQUATEUR	0,2	0,2	0,2	0,2
GABON	0,15	0,15	0,15	0,13
INDONÉSIE	1,3	1,3	1,3	1,3
ALGÉRIE	0,65	0,75	0,725	0,525
KOWEIT	0,8	1,15	1,05	0,75
ÉMIRATS ARABES UNIS	1	1	1,1	0,8
LIBYE	0,75	1,15	1,1	0,8
IRAK	1,2	1,35	1,2	0,75
IRAN	1,2	2,5	2,4	2
NIGÉRIA	1,3	1,35	1,3	0,9
VENEZUELA	1,5	1,5	1,675	1,7
TOTAL	10,35	12,7	12,5	10,15
ARABIE SAOUDITE	7,15	4,7	(5)	3,5
TOTAL	17,5	17,4	17,5	13,65

(1) Un million de barils par jour = 50 millions de tonnes par an.

M. AL OTEIBA POÈTE

La longueur des débats a inspiré ce poème à M. Manah Saïd Al Oteiba, le ministre des Emirats arabes unis. Certaines de ces strophes ont, semble-t-il, fortement irrité le ministre nigérian, M. Dikko.

A chacun sa part du marché
Et que l'offre soit partagée.
Et puisqu'une réduction des prix
Ne peut plus être évitée,
Levons-nous et déclarons :
« Une mesure nouvelle [est décidée. »
Sous peine de perdre ces marchés [tant recherchés
Et d'être contrariés ou tournés [en dérision,
Auprès de Dikko nous avons tous [plaidé
Disant : « Nous sommes maintenant [obligés
Ou sinon nous risquons tous d'en [pâtir. »
Las ! toutes nos suppliques il rejeta
Arguant que le problème était réglé.
Il ne pouvait que répéter
Ce que son gouvernement avait [affirmé.
« Rien qu'un demi-dollar », *[avons-nous pleuré*
Et l'Est et l'Ouest de rugir [de concert (...)
Las ! le reproche pourrait-il, [croyez-vous, le faire changer [d'avis ?
Ami, tu te trompes.
Longuement nous avons débattu [jusqu'à
Ce que nos langues soient de [plomb (...)

Le prix du gaz va lui aussi baisser

Le prix du gaz va lui aussi baisser. C'est déjà une certitude puisque les principaux contrats sont indexés sur les prix du pétrole ou sur ceux de certains produits pétroliers concurrents du gaz (fuel et gazole). La volonté des pays producteurs d'obtenir une meilleure valorisation de leur *gaz a provoqué la multiplication*, ces dernières années, des clauses d'indexation sur le pétrole brut. Le gaz vendu par *le Mexique aux Etats-Unis* dépend ainsi de l'évolution des cours de cinq qualités de pétrole, le gaz naturel liquéfié (G.N.L.) fourni par l'Algérie à la France ou à la Belgique est indexé – en valeur absolue – sur les prix de huit bruts et la plupart des achats du Japon (dans le Golfe et en Indonésie) sont aussi alignés sur ceux du pétrole brut.

D'autres contrats, comme ceux *qui lient* les Paysque-Bas à leurs clients – la Suisse, l'Allemagne, la France, la Belgique et l'italie, – sont *indexés sur les prix du fuel lourd* à basse teneur en soufre. D'autres encore ont des formules un peu plus compliquées. Dans ses contrats signés depuis un an, l'U.R.S.S. a ainsi prévu une indexation partielle sur des pétroles bruts (20 %), le gazole intervenant pour 40 %, et le fuel lourd à basse teneur en soufre pour 40 %. Toutes ces clauses ont évidemment une logique : il s'agit de faire évoluer le prix du *gaz parallèlement* à ceux des sources concurrentes.

Si les prix officiels du pétrole vont baisser substantiellement, les cours des produits ont connu un recul depuis plusieurs mois. Pour ne prendre que les cinq derniers mois, le gazole, qui cotait, à Rotterdam, 312,70 dollars la tonne en moyenne en octobre 1982, a vu sa cote s'effriter : 293,50 dollars en décembre, 289,80 en décembre, 274,90 en janvier 1983, 245,80 en février et 237,50 pour la première semaine de mars (*soit* – 24 %).
Le fuel lourd à basse teneur en soufre a connu une évolution identique, bien que de moindre ampleur, de 188,70 dollars la tonne en octobre à 163,10 en février (- 13,5 %).

Les prix du gaz vont donc chuter. Il suffit pour s'en rendre compte de prendre l'exemple du gaz algérien (25 % des approvisionnements français en 1983). Au 1er janvier, le G.N.L. livré à Gaz de France par la Sonatrach coûtait 4,78 dollars pour 1 million de B.T.U. (1). *Indexé* sur l'évolution des cours des bruts algérien (Sahara blend), nigérian (Bras River), koweïtien, libyen (Zuetina), saoudien (Arabian light), irakien (Kirkouk), iranien (Light), et des Emirats (Murban), il avait d'ailleurs déjà baissé puisque, en janvier 1982, date de l'application de la révision des contrats demandée par Alger, il était vendu 5,12 dollars par *million de B.T.U. au départ des* ports algériens. La baisse annoncée de 5 dollars par baril du prix des bruts va faire chuter ce prix de plus de 80 cents lorsque la formule aura son plein effet. A près de 3,95 dollars par million de B.T.U., le gaz algérien restera cependant supérieur au prix moyen du marché européen, estimé par un dirigeant de l'ENI à 3.62 dollars en janvier et qui devrait aussi baisser en avril et peut-être en juillet.

Le 1er avril, Gaz de France ne bénéficiera pas intégralement de cette réduction. L'accord avec l'Algérie est fondé sur la moyenne trimestrielle des cours de bruts retenus. La baisse du prix du Nigéria – de 5,50 dollars par baril – étant intervenue au 1er février, si les autres réductions sont rétroactives au début de mars, la diminution ne devrait guère dépasser 30 cents par million de B.T.U. Plus, si plusieurs pays ren*dent leur baisse rétroactive au 1er fé*vrier comme ils en ont la possibilité. Ce n'est qu'au 1er juillet – si les prix officiels de brut n'ont pas de nouveau bougé d'ici là – que la réduction de quelque 80 cents sera acquise. On peut se demander cependant si le ministère des relations extérieures, qui finance sur son budget le surcoût du gaz algérien, ne sera pas tenté de revenir sur sa participation.

Au-delà de cette évolution à court terme, on peut craindre qu'une baisse durable des prix du pétrole – donc du gaz – ne pèse sur plusieurs projets de développement de liquéfaction de gaz, notamment en Afrique (au Cameroun par exemple), le prix du transport prenant alors une part excessive au regard de celui de la matière première.

B.D.

(1) British Thermal Unit. 1 million de B.T.U. = 293 kwh.

Nouvelles donnes pour le contrat soviétique

Le prix du gaz soviétique devrait baisser. Le second contrat *signé en janvier 1982, et qui a* déjà fait couler tant d'encre, prévoit la livraison de ce gaz, par le *gazoduc transsibérien, dans le* courant de 1984. Mais la formule d'indexation joue déjà depuis le 1er juillet 1981. Elle donnait à l'époque un prix rendu à la frontière française de 4,65 dollars par million de B.T.U. Avec l'évolution des cours du brut, du fuel à basse teneur en soufre et du gazole, son prix serait dans le courant de l'année 1983 de l'ordre de 3,80 dollars par million de B.T.U.

Or, pour garantir leurs inves*tissements, les Soviétiques* avaient prévu contractuellement un prix minimum de l'ordre de *5,55 dollars par million de B.T.U.* lors des premières livraisons. Comme il semble peu vraisemblable, dans l'année qui vient, que l'on assiste à un renversement total de la tendance sur le marché, le prix minimum risque d'être supérieur de 30 à 60 % au cours du marché. Les acheteurs européens vont donc être obligés de négocier à nouveau avec Soyouzgas Export – qui a d'ailleurs toujours affirmé que les prix soviétiques ne s'éloigneraient *pas de ceux du marché et qui a* prévu une renégociation du contrat peu avant les premières fournitures – un autre prix minimum ou une renonciation des *Russes à celui-ci. Si la baisse des* prix devait durer, le partage du risque d'investissement pourrait *toutefois* devenir un débat majeur entre l'U.R.S.S. et ses clients européens.

Au-delà, on peut se demander si les Américains ne sont pas en train de réussir, grâce à l'effondrement des marchés pétroliers, et donc gaziers, ce qu'ils n'ont pu obtenir par leur embargo sur les technologies énergétiques à destination de Moscou : affecter l'économie du projet de mise en valeur du gaz sibérien. Washington n'a jamais cherché – *face à* la volonté européenne – qu'à retarder ce projet pour en amoin*drir la rentabilité, allonger les dé*lais de remboursement des équipements achetés en Occident. *Les* conseillers les plus durs du président Reagan ne cachaient pas leurs craintes de voir l'U.R.S.S. renforcer son potentiel militaire et économique grâce aux devises tirées des exportations énergétiques. Ils doivent donc louer le ciel du renversement de tendance *sur le marché* qui retardera de quelques années la rentabilisation du gazoduc. A *moins qu'ils n'aient* contribué à ce renversement par Saoudiens interposés.

SOCIAL

GRÈVE DES AUTOBUS URBAINS A DUNKERQUE

(De notre correspondant)

Dunkerque. – Depuis le 28 février, les cent vingt chauffeurs d'autobus de la *S.T.D.E. (Société des* transports de Dunkerque et extensions) observent une grève totale à l'appel de la C.G.T., pour protester contre la non-application de l'accord *signé* le 1er décembre dernier avec la direction. Cet accord ne serait pas respecté, notamment en matière de congés. Après une *réunion du comité* d'entreprise et une rencontre avec le président de la communauté urbaine, toutes deux infructueuses, le conflit se durcit, tandis que le ton *monte* également chez les usagers.

Une autre société de cars, assurant une seule ligne de la ville, n'est pas touchée par ce mouvement, mais a cependant eu ses véhicules bloqués à plusieurs reprises par les grévistes. La direction de la S.T.D.E. a indiqué qu'il n'était pas possible de don*ner satisfaction aux revendications* sans une rallonge de subventions de la collectivité publique. On attend l'arbitrage de l'inspection du travail. – S. B.

AGRICULTURE

Une conférence internationale sur le commerce des bois tropicaux s'est ouverte à Genève

Une conférence réunissant cinquante pays, et consacrée au commerce international des bois tropicaux, s'est ouverte lundi 14 mars, à Genève. Il s'agit de négocier un accord dans le cadre de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), afin d'assurer les approvisionne*ments d'une matière première qui se* raréfie. Mais il ne s'agit pas de mettre en place de stock régulateur ni de prendre d'autres mesures destinées à stabiliser les prix.

Les bois tropicaux (okoumé, teck, acajou, pour les principales essences) représentent le second poste des exportations de produits végétaux des pays en développement après le café, mais avant le cacao. Ce marché représente une valeur de 7 milliards de dollars, soit près de 50 milliards de francs. La Malaisie et l'Indonésie assurent 65 % de la production de bois, et le Japon est le premier importateur, avec des achats annuels de 2,7 milliards de dollars, devant la C.E.E.

Selon les experts de la CNUCED, les *forêts tropicales régressent à une* vitesse alarmante dans le tiers-monde et, pour 13 hectares de bois coupés, 1 hectare seulement est replanté. L'accord en cours de négociation, qui devrait être conclu avant la tenue de la sixième CNUCED, prévue en juin à Belgrade, aurait donc pour objectif d'aider les pays en développement à reboiser et à développer leurs revenus par l'accroissement des capacités de transformation. Toutefois, le fait que l'accord éventuel, à l'imitation de celui conclu sur le jute en octobre 1982, ne comporte pas de clause économique, en réduira la portée.

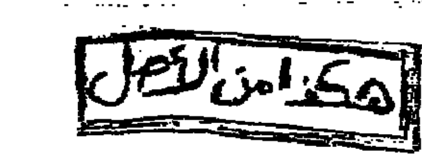
● **Une rencontre C.E.E.-États-Unis au niveau ministériel aura lieu jeudi 17 mars à Washington** *pour discuter du contentieux sur* le commerce des produits agricoles. – MM. Haferkamp et Dalsager, commissaires chargés respectivement des relations extérieures et de l'agriculture devraient rencontrer M. Brock, représentant pour le commerce, et M. Block, secrétaire à l'agriculture. M. Cheysson, ministre français des relations extérieures, a estimé que la situation n'était pas mûre pour engager une discussion politique fondamentale avec les États-Unis. *Pour le ministre français*, la Commission européenne peut effectuer des sondages auprès des autorités américaines, mais il n'est pas question de négocier.

● **Thomson paierait Telefunken 75 millions de DM.** – Tel est le prix convenu entre A.E.G.-Telefunken et Thomson-Brandt, selon la lettre confidentielle allemande *Platow Briefes*, pour le rachat de 75 % des actions de la filiale Telefunken Fernseh Und Rundfunk. A.E.G. devrait *prendre à sa charge toutes les pertes* de sa filiale enregistrées jusqu'au 1er avril, date prévue de la prise de contrôle si l'office des cartels allemand donne son accord.

● **ASSEDIC : la C.F.D.T. appelle à un arrêt de travail.** – La fédération C.F.D.T. des *syndicats* du personnel de la Sécurité sociale et des institutions sociales a appelé le personnel des ASSEDIC (organismes qui versent les indemnités de chômage) à un arrêt de travail d'une demi-journée, mardi après-midi 15 mars.

La C.F.D.T. demande l'application de l'accord du 12 octobre 1981 qui prévoit un horaire hebdomadaire de 37 h 30 à compter du 1er janvier 1983. Pour faire reconnaître la validité de cet accord, elle a engagé un référé qui doit être rendu mardi.

● **L'agriculture biologique reconnue et contrôlée.** – Les ministères de l'agriculture et de la consommation viennent de créer la commission nationale d'homologation des cahiers des charges de l'agriculture n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse, généralement appelée *« agriculture biologique »*. Cette commsission est composée de représentants des pouvoirs publics, de producteurs, fournisseurs, tranformateurs, distributeurs et consommateurs. Outre l'examen des demandes d'homologation des cahiers des charges, elle est compétente pour proposer des mesures concernant l'agriculture sans produits chimiques de synthèse. Dans un communiqué, le ministère de l'agriculture précise que *« la reconnaissance par les pouvoirs publics de ce type d'agriculture et l'élaboration d'un cadre réglementaire efficace répondent au double souci d'offrir au consommateur des garanties et de permettre aux producteurs qui se sont engagés dans cette voie de valoriser leurs efforts »*.



de l'OPEP

POUR LA FRANCE

Un net desserrement de la contrainte extérieure

Une baisse de 15 % du prix du pétrole – le baril de brut revenant de 34 à 29 dollars – aura un effet extrêmement favorable sur la balance *commerciale de la France. Le déficit* du commerce extérieur sera réduit d'un peu plus de 8 milliards de francs par trimestre, soit environ 33 milliards de francs par an, le tiers du déséquilibre enregistré en 1982.

Cet effet considérable serait évidemment réduit *si un réajustement* des parités monétaires au sein du S.M.E. *aboutissait* à une dépréciation du franc par rapport au deutschemark *et*, indirectement, par rapport au dollar.

Une autre conséquence bénéfique de la baisse du prix du pétrole sera d'améliorer le climat conjoncturel, notamment pour les chefs d'entreprise qui verront leur situation financière se redresser du fait de la baisse de leurs coûts intermédiaires. L'épargne brute des sociétés augmentera de plus d'un point (1,3 point indiquent à peu près les simulations économiques), ce qui aura *pour conséquence* d'accroître les décisions d'investissement.

En revanche, les effets d'une baisse du pétrole brut sur la consommation des ménages ne sera pas importante. Certes, les prix de détail augmenteront moins vite : 4,5 % environ au premier semestre au lieu de 5,2 % (ces chiffres intègrent des hausses de tarifs publics au deuxième trimestre et l'opération vignette Sécurité sociale). Mais ce freinage compensera tout juste la légère dérive des prix qui était en train de se produire et nous aurait amenés *en fin d'année* aux environs de 9 % de hausse. Dans la mesure où les *salaires* doivent s'ajuster sur l'inflation, la demande des ménages ne sera guère stimulée, ou, plus exactement, la baisse des prix pétroliers de 15 % évitera soit une réduction du pouvoir d'achat, soit des tensions extrêmement vives entre pouvoirs publics et syndicats en fin d'année, lorsque seront débattues les clauses de sauvegarde salariale.

Au total, l'effet d'une baisse du brut sur la croissance pourra n'être pas négligeable *si les chefs d'entreprise* choisissent d'accélérer leurs *décisions d'investissement. Cet effet* sera d'autant plus net qu'au-delà de ses conséquences immédiates se diffuseront peu à peu dans l'économie des effets secondaires bénéfiques, et notamment une baisse au moins relative des produits industriels importés. – Al. V.

Une réduction de l'ordre de 15 centimes par litre sur les carburants

La baisse *des* prix du pétrole brut devrait provoquer une réduction à la pompe de 14 à 18 centimes par litre sur essence, super, fuel et gazole (12 à 15 centimes hors taxes). C'est ce qui ressort des simulations faites par la direction des hydrocarbures du ministère de la recherche et de l'industrie. Encore cette simulation suppose-t-elle que les *prix européens* restent à leurs niveaux actuels et *que le cours du dollar ne change pas.*

La formule de fixation des prix des produits pétroliers en cours depuis plusieurs mois rend plus difficile qu'auparavant le calcul des effets mécaniques d'une baisse du cours du brut sur les prix des carburants et du fuel.

Le principal critère de fixation repose en effet sur l'évolution des cotations quotidiennes du marché de *Rotterdam et des prix pondérés* hors taxe (1) de six pays de la C.E.E. *Toutefois, pour éviter que les raffineurs* français ne perdent trop d'argent, une *seconde formule calcule* les coûts totaux du raffinage en France. La référence aux prix étrangers ne peut jouer qu'à l'intérieur d'un « tunnel » qui correspond au coût du raffinage plus ou moins 8 %.

Or l'on se trouve actuellement dans cette situation. Le « plancher » du tunnel (coût du raffinage moins 8 %) *est encore* supérieur de plusieurs dollars à la moyenne pondérée *des prix européens. Pour ne prendre* qu'un exemple, la principale composante du coût du raffinage, le coût de l'approvisionnement, était au 1er mars, pour les compagnies françaises, de 32,07 dollars par baril FOB quand le cours des produits en Europe correspondait à un baril à 29,30 dollars (cette différence s'explique notamment par la part prise dans les achats de la France par le brut saoudien « cher »). Le plancher du tunnel dans lequel évoluent les prix *français* rejoindra la moyenne européenne autour de 29 dollars. C'est dire qu'une baisse du brut de 6 ou 7 dollars par baril *n'aurait pas plus d'effet sur les prix* français à cours européens constants.

Il s'agit là d'un calcul théorique, car on suppose que la chute des cours du brut ne se répercutera pas sur les prix des produits à *Rotterdam et dans la C.E.E. (or rien n'est moins sûr)* et que le dollar ne bougera *pas (alors qu'en 1982 le déclin* relatif du prix du pétrole a *été* compensé en France par le raffermissement du billet vert).

Enfin, l'automobiliste ne doit pas *trop vite se réjouir* de cette réduction des prix des carburants. La loi de finances pour *1983* a *prévu*, à la mi-mai, un relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (proportionnel à l'évolution des tranches d'imposition, soit à peu près au coût de la vie) qui correspondra à près de 20 centimes par litre sur l'essence et le super.

(1) On défalque cependant de ces prix 250 F par tonne pour tenir compte des frais aval de distribution et l'on ajoute à la moyenne obtenue un « différentiel » de 66,66 F par tonne, représentatif des spécificités du marché français.

ÉTRANGER

L'AVENIR DU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Une partie de bras de fer s'est engagée entre la R.F.A. et ses partenaires

« Il faut que cela aille vite, que le nœud gordien soit tranché au plus tôt. » Tels sont les propos que l'on peut *entendre* depuis le début de la semaine dans les allées du pouvoir, faisant allusion aux contorsions du système monétaire européen, littéralement écartelé entre un mark redevenu tout-puissant au lendemain de l'élection de M. Kohl et des monnaies réputées « faibles » : franc belge, franc français, lire italienne et couronne danoise.

Ces contorsions prennent un tour de plus en plus spectaculaire. La ruée *sur* le mark, qui est générale, conduit la Belgique, pays de grande tradition libérale, à prendre des mesures de contrôle des changes absolument drastiques, tandis que la Banque de France, pour étrangler la *spéculation à l'étranger, fait monter* les taux de l'eurofranc (franc extérieur) à des hauteurs effarantes et inconnues jusque-là, sans compter les coûteuses interventions qu'elle a dû *effectuer la semaine* dernière. Tout cela ne peut et ne doit durer *très longtemps*, en *raison* des troubles apportés dans les circuits financiers internationaux. En haut lieu, on en est bien convaincu : il faut mettre fin à de telles contorsions en procédant à un nouveau réajustement du système monétaire européen, mesure *qui n'a rien* d'hérétique puisque, comme l'indiquait *M. Otmar Emminger, ancien* président de la Banque fédérale d'Allemagne, une zone de stabilité monétaire n'est pas obligatoirement une zone de parités fixées une fois pour toutes.

Or, c'est précisément là que les difficultés *commencent*. Qui prendra l'initiative d'un tel réajustement ? A l'heure actuelle, il semble qu'un véritable front commun des pays à « monnaie faible » se soit virtuellement constitué contre l'Allemagne, coupable d'avoir une monnaie trop forte et, *au surplus*, d'accumuler les excédents commerciaux aux dépens de ses partenaires de la Communauté, essentiellement la France. *« La monnaie allemande a traversé sa zone de divergence et tape contre les murs de S.M.E. Donc, la R.F.A. doit tirer les conséquences de ces clignotants qui s'allument et faire un effort, elle doit démontrer qu'elle croit vraiment à l'Europe et respecter la règle du S.M.E. »*, a déclaré dimanche soir M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, ajoutant qu'il ne demandait *« pas nécessairement aux Allemands de procéder à une réévaluation de leur monnaie, mais de prendre des mesures significatives, notamment en abaissant les taux d'intérêt »*. Dans la bouche de M. Delors, cette dernière phrase est une clause de style, car le ministre sait qu'au moment où la spéculation est prête à payer plus de 4 000 % à deux jours et 80 % au mois, ce n'est pas un pauvre 1 % de baisse des taux allemand, ou même 2 %, soyons généreux, qui *réduiront*, ne fût-ce que d'un iota, la tension sur les marchés des changes.

La France et la Belgique demandent donc à l'Allemagne de réévaluer unilatéralement son mark, mesure qui présenterait un double avantage : ce ne sont pas les francs français et belge qui dévalueraient, et il existe un petit espoir que, en décrochant vis-à-vis du S.M.E. allégé du poids des monnaies faibles, le mark s'élèverait sensiblement vis-à-vis du dollar. En ce cas, la monnaie *américaine monterait moins* vis-à-vis des autres monnaies du S.M.E., *leur épargnant* une partie des effets pervers d'une telle montée, notamment sur le coût de leurs importations. En juin 1982, le réajustement du S.M.E. (10 % entre le franc et le mark) a coûté à la France 30 milliards de francs de déficit commercial supplémentaire.

Pas du tout, répliquent les Allemands, qui, par la voix du secrétaire d'Etat aux finances, du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et d'un des dirigeants de la Bundesbank, assurent que la *surévaluation* actuelle du mark supprime toute urgence d'un réajustement *quelconque* : si la France veut « réajuster », qu'elle dévalue son franc.

Au surplus, ajoute-t-on outre-Rhin, le chômage allemand (2 400 000 personnes) est supérieur au chômage français, la reprise actuelle est bien fragile et les milieux *industriels* germaniques, grands électeurs de M. Kohl, n'ont aucune envie de voir diminuer leur marge à l'exportation, par dessus tout, peut-être, une certaine exaspération se développe chez nos voisins. *« Comment ! Nous avons, au prix d'un lourd chômage, réussi à ramener l'inflation, notre hantise de toujours, de 6 % à 3 %, imposé à nos syndicats des augmentations de salaires plus faibles que la hausse des prix, maintenu notre compétitivité à l'exportation et nous allons, pour la troisième fois en vingt mois, être obligés de payer pour des cigales qui ont fait la fête, relancé leur économie au mépris de la crise mondiale, tout lâché à leurs syndicats et distribué du pouvoir d'achat inconsidérément, malgré leur repentir de juin dernier ? C'est le monde renversé et la prime au mauvais élève. »* Voilà ce que beaucoup d'Allemands pensent.

Le conflit est donc aigu et va bien au-delà d'une simple question de réajustement de parité monétaire entre le mark et le franc : il y en a déjà eu douze en trente ans, et on n'en n'est pas à un de plus. Mais à cette occasion, les vieux *griefs* ressortent. L'Allemagne est accusée *d'avoir, dans le passé*, trop *profité* de la politique agricole commune et de continuer à en profiter avec les montants compensatoires de ne pas avoir suffisamment relancé son économie et de jouer son propre jeu dans la pénible définition de la politique extérieure commune, notamment vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon : *« Si les Allemands ne veulent pas comprendre*, a dit M. Delors, *ils jouent avec le feu. »* Il ne faudrait pas beaucoup le pousser pour lui faire ajouter : *« Si le S.M.E. ne leur convient pas, qu'ils en sortent. »* Les Allemands en question ripostent en demandant des garanties sur la *« bonne conduite »* de la France dans les mois qui viennent, de peur d'être amenés à aider ce pays non seulement cette fois-ci, mais encore l'année prochaine. *« Le système monétaire européen se trouve actuellement à un virage »*, a encore dit M. Delors. On ne saurait *mieux* dire. Quant à le quitter, d'un côté *comme de l'autre*, on a *tout* à y perdre. Donc, on va négocier, et on négocie.

FRANÇOIS RENARD.

En Belgique

Les mesures prises pour défendre le franc ont surpris les milieux financiers

De notre correspondant

Bruxelles. – En Belgique, les considérations d'ordre pragmatique l'emportent généralement sur les spéculations purement politiques. Si, à l'heure actuelle, les Belges se penchent certes sur les conséquences possibles du deuxième tour des élections municipales en France, leur premier souci est cependant d'entrevoir quel va être le sort de leur franc dans la tourmente qui agite les marchés *financiers*.

Depuis pas mal de temps déjà, le franc belge est soumis aux mêmes pressions que la devise française. A la fin de la semaine dernière pourtant, le ministre des finances, M. Willy de Clercq, n'hésitait pas à dire que, si un éventuel remaniement des taux de change devait entraîner une hausse trop importante du deutschemark, la Belgique pourrait être amenée, à suivre, fût-ce de façon très prudente, une appréciation *des devises* allemande et néerlandaise. Lundi matin, *la Libre Belgique reprenait cette même* thèse. Sans préjuger le cours des discussions à venir, au sein du système monétaire européen, le journal affirmait que *« si une adaptation s'avérait nécessaire, la Belgique préférerait, semble-t-il, procéder à une légère réévaluation »*.

A première vue, un tel optimisme ne paraît *pas correspondre* aux mesures prises par les autorités de *Bruxelles* pour *défendre le taux* du franc belge. La semaine dernière déjà, la Banque nationale avat dû relever d'un seul coup de 2,5 % le taux d'escompte, porté ainsi à 14 %. Cette décision, visant à décourager les spéculateurs, n'a cependant pas suffi.

Lundi 14, les milieux financiers ont été surpris par l'annonce de toute une série de mesures assez draconiennes ayant pour but de casser la spéculation contre le franc belge. Depuis plus de dix ans, de telles mesures de contrôle n'étaient pas intervenues ; les entreprises qui font du *commerce extérieur* ne pourront plus garder pendant un mois les devises étrangères qui leur reviennent, mais devront les céder immédiatement sur le marché. D'autre part, toute une série de décisions auront pour effet que les résidents belges ne pourront plus alimenter leur compte en devises étrangères, et que les prêts bancaires de francs belges convertibles à l'étranger vont être réduits.

L'effet de ces décisions a été immédiat. Lundi, le franc belge s'est redressé jusqu'à approcher son taux pivot au sein du S.M.E. Le ministre des finances s'en est félicité sur un ton quelque peu triomphaliste, en faisant la constatation « stupéfiante » que le franc belge aurait été, ce lundi, la monnaie la plus forte au sein du S.M.E., et qu'il aurait *même dépassé le deutschemark* (en fait, il a regagné, temporairement, *la deuxième ou troisième* place).

Les milieux financiers ne manifestent pas le même enthousiasme. Même si l'impression générale est, qu'à Paris comme à Bonn, on n'est pas prêt à accélérer les initiatives, la *conviction demeure en effet* que *« quelque chose devrait bientôt bouger »* sur le front monétaire.

JEAN WETZ.

● **L'association internationale Futuribles** (55, rue de Varenne, 75007 Paris) a décidé de lancer un vaste Forum du futur qui sera organisé à Paris à l'automne 1984. Ce forum international accueillera une *exposition sur les innovations* technologiques, économiques, sociales et culturelles, et provoquera des débats sur les atouts dont nous disposons pour amorcer une nouvelle dynamique de développement.

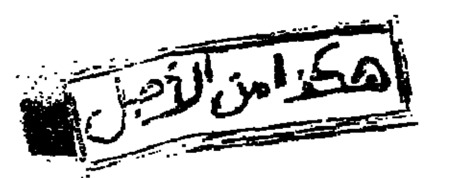
● **Mise en route du deuxième réacteur nucléaire argentin.** – Le deuxième réacteur nucléaire argentin à usage civil a été mis en fonctionnement le 13 mars, avec quatre années de retard sur le programme, a annoncé l'Agence argentine de l'énergie atomique. Il s'agit d'un *réacteur* d'une puissance de 600 mégawatts. – *(Reuter)*.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	6,7675	6,7775	+ 200	+ 240	+ 390	+ 450	+1090	+1210
$ can.	5,5326	5,5422	+ 150	+ 190	+ 300	+ 355	+ 805	+ 925
Yen (100)	2,8453	2,8507	+ 140	+ 165	+ 275	+ 315	+ 850	+ 915
DM	2,8483	2,8537	+ 185	+ 210	+ 365	+ 400	+1100	+1165
Florin	2,5698	2,5741	+ 170	+ 205	+ 340	+ 380	+1020	+1090
F.B. (100)	14,3531	14,3789	–2430	–2185	–2475	–2040	–2340	–1500
F.S.	3,3020	3,3093	+ 245	+ 275	+ 495	+ 535	+1480	+1560
L (1 000)	4,8030	4,8136	–1200	– 890	–1425	–1120	–2445	–2040
£	10,2751	10,2937	+ 130	+ 210	+ 310	+ 426	+1190	+1400

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 5/8	9	8 15/16	9 5/16	9	9 3/8	9 1/4	9 5/8
DM	5	5 3/8	4 15/16	5 5/16	4 15/16	5 5/16	4 15/16	5 5/16
Florin	4 7/8	5 1/8	4 3/8	4 3/4	4 7/16	4 13/16	4 1/2	4 7/8
F.B. (100)	200	400	30 3/4	32 3/16	21 3/4	23 3/8	15 1/16	16 5/16
F.S.	2 7/8	3 3/8	3 1/2	3 7/8	3 1/2	3 7/8	3 1/2	3 7/8
L (1 000)	35	65	36 1/2	43 1/4	28	32	22 1/4	24 1/2
£	11 1/8	11 1/2	11 1/16	11 7/16	10 15/16	11 5/16	10 9/16	10 15/16
F. franç.			100	110	60	70	28	35



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES
Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

SITUATION AU 1er FÉVRIER 1983

La situation au 1er février 1983 s'établit à 588 399 millions contre 587 909 millions au 4 janvier 1983. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 31 960 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 225 402 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 204 338 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 217 765 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 220 355 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 28 843 millions de francs.

AFFAIRES

Renault-Véhicules industriels ne pense pas retrouver son équilibre financier avant « au mieux 1985 »

En 1982, Renault-Véhicules industriels (R.-V.I.), filiale poids lourds de la Régie, aura perdu « *beaucoup plus d'argent* » que l'année précédente. Au moins le double, dit-on. Pourtant, en 1981, les pertes avaient atteint 309 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires de 12,24 milliards. Mis à la tête de R.-V.I. — en remplacement de M. Zanotti le 15 décembre (*le Monde* du 26 novembre), pour redresser la situation, M. Séméréna ne se cache pas la difficulté de sa tâche. L'équilibre ne sera pas retrouvé avant « *au mieux 1985* ».

Première nécessité, il faut regagner des parts de marché en France, après une perte de 3,3 points en 1982. Face à une crise mondiale sans précédent, la concurrence est vive, et les rabais vont jusqu'à 30 %, « *parfois même au-delà* ». L'assainissement du marché passe donc par la cessation des hostilités. « *Des conversations sont en cours.* » Mais cela ne suffira pas. On compte sur le camion de l'année, un dynamisme commercial accru et un peu plus de civisme. Les dirigeants de R.-V.I. rêvent de Volvo ou de Mercedes, pratiquement en position de monopole sur leurs marchés intérieurs, quand leur firme ne détient, elle, que 40 % du marché français, et qu'elle n'obtient que 60 % des commandes publiques.

Le redressement passe aussi par le maintien d'investissements et de crédits de recherche à un niveau non négligeable (500 et 400 millions de francs, respectivement), même si les investissements, « *pas tout à fait suffisants* », ne représentent que le dix-huitième de ceux de la Régie.

Un minimum de mesures sociales sera aussi nécessaire. Après le troisième contrat avec le Fonds national pour l'emploi, actuellement en cours, deux mille emplois auront été supprimés (plus de trois mille départs et onze cents embauches), ce qui n'empêche pas R.-V.I. d'être « *en sureffectif et en sous-activité* ». D'où des mesures de chômage technique à Limoges (vingt jours du fait de la réduction des commandes de l'armée) et à Bourg-en-Bresse (vingt jours).

Les difficultés financières devraient aussi pousser à certains accords, même si la fabrication d'une boîte de vitesses, en collaboration avec ZF pourrait être reconsidérée. Pegaso ? « *Nous aimerions faire des affaires avec eux.* » MAN ? « *C'est une idée.* »

Mais d'abord R.-V.I. devrait reprendre la participation de 50 % de Peugeot dans les anciennes filiales camions de Chrysler (Dodge), en Espagne (Hispavinsa) et en Grande-Bretagne (Karrier), même s'il n'y a pas d'échéancier. Dès lors que Peugeot est vendeur — et la firme de Sochaux l'est, — la logique de l'accord de 1981, par lequel Peugeot avait cédé la direction des affaires et 50 % du capital de chacune des deux filiales à R.-V.I. pour 400 millions de francs, est bien dans cette cession.

R.-V.I., enfin, ne perd pas tout sens de l'aventure. Ainsi M. Séméréna avoue-t-il que, si Signal envisage de se défaire d'une partie du capital de Mack (dont Renault détient déjà 20 %), « *il faudra étudier cela de très près* ». Avec la reprise économique, le marché américain des camions — qui a fléchi de près de 50 % ces dernières années — pourrait bien reprendre. — B.D.

L'Espagne abaisse ses tarifs douaniers sur certaines importations d'automobiles européennes

L'Espagne a baissé ses tarifs douaniers sur certaines importations de voitures en provenance de la C.E.E. La Communauté a annoncé la décision espagnole aux ministres des affaires étrangères réunis à Bruxelles.

Aux termes d'un accord de 1970 avec la C.E.E., l'Espagne avait le droit d'imposer 36,7 % de taxes sur les voitures importées mais ne payait que 4 % sur ses exportations.

L'accord s'était traduit par un important déséquilibre, les ventes espagnoles atteignant quelque 360 000 véhicules par an sur le Marché commun alors que ses achats se limitaient à 35 000 unités. Le nouvel accord prévoit que 5 000 véhicules ne seront taxés qu'à 19 % et 10 000 à 25 %.

Les délégués de la Grande-Bretagne, pays particulièrement sensible à ce déséquilibre, ont exprimé leur satisfaction, considérant cette mesure comme une concession substantielle.

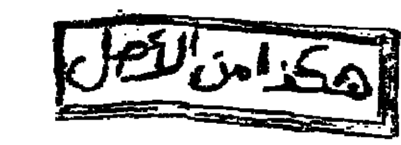
LES AUTORITÉS FRANÇAISES ACCEPTENT L'IMPLANTATION EN LORRAINE DE LA FIRME JAPONAISE CLARION

Les autorités françaises vont donner leur autorisation à la société japonaise Clarion, filiale du groupe Nissan, d'installer en Lorraine son usine européenne de fabrication d'auto-radios. Cette usine créera cent cinquante emplois près de Pompey, dans une région dévastée par la crise de la sidérurgie où le gouvernement souhaite attirer de nouvelles industries. « *Si on refusait, l'usine irait se construire de l'autre côté de la frontière, en Belgique ou en Allemagne* », explique-t-on au ministère de la recherche et de l'industrie.

Les deux producteurs d'auto-radios en France, le néerlandais Philips, au travers de sa filiale Radiotechnique à Rambouillet, et l'allemand Blaupunkt, à Caen, filiale du groupe Robert Bosch, protestent. Par la voix de la Fédération des industries électriques et électroniques (FIEE), ils s'élèvent contre l'installation de Clarion qui pour cent cinquante emplois créés en menace mille huit cents autres :

Quoi qu'il en soit, force est de constater que la France, à son tour, accepte maintenant les implantations de firmes japonaises. Après Sony, à Bayonne et à Dax, après Akaï à Honfleur, voici Clarion à Pompey.

Les dissensions européennes, avivées encore par le veto mis par l'Office allemand des cartels au rachat de Grundig par Thomson, risquent de devenir divorce, au grand profit des Japonais.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 mars

Effritement

Comme de bien entendu, les commentaires sont allés bon train lundi sous les colonnes au lendemain du second tour des élections municipales. Si l'ensemble du scrutin est interprété comme un sévère avertissement au gouvernement de M. Mauroy – en dépit du sursaut de la gauche dimanche dernier, – le débat sur l'« après-municipales » apparaît encore plus ouvert que lundi dernier.

La quasi-totalité des ministres en exercice ont été élus – quelquefois de justesse, – et rien ne prouve que M. Mitterrand soit décidé à procéder rapidement au remaniement ministériel escompté par certains.

De plus, explique-t-on autour de la corbeille, l'alternative entre « radicalisation » et « recentrage » en termes de politique économique est plus que jamais à l'ordre du jour du « troisième tour ».

Toutes ces interrogations contribuent à paralyser les initiatives au palais Brongniart. De toute façon, « c'est l'étranger qui fait le marché en ce moment », affirme un spécialiste « et ce marché continuera à être axé sur les titres de valeurs exportatrices tant que l'abcès monétaire n'aura pas été crevé » ajoute-t-il.

Dans l'ensemble la cote se tient bien et l'indicateur instantané, en recul de 0,6 % reflète de modestes replis : C.F.D.E. (– 5,6 %), Schneider (– 4,7 %), Matra (– 4 %) et Moët (– 3,9 %), une baisse bien compréhensible pour ce dernier titre après le bond de ces derniers jours.

A l'inverse, Parisienne de réescompte et Norton perdent respectivement 9,5 % et 6.5 %, tandis qu'Elf-Aquitaine gagne 2 %, les boursiers tablant sur le maintien du dividende.

L'or s'est repris à 431,75 dollars l'once à Londres (424 dollars vendredi), mais, à Paris, le lingot régresse à 96 950 F (– 1050 F) tandis que le napoléon s'est établi à 740 F (+ 2).

NEW-YORK

Nouveau repli

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont baissé, lundi à Wall Street. Le mouvement, cependant, n'a pas été immédiat. A l'ouverture, le marché paraissait un peu mieux disposé. Mais, après deux heures de cotation, la tendance s'est renversée et l'indice des industrielles, un moment parvenu à la cote 1 124,61, s'est finalement établi à 1 114,45 (– 3,29 points). Cette baisse apparaît somme toute assez modérée. Mais sa faible ampleur ne saurait masquer un bilan très négatif. Sur 1 971 valeurs traitées, 1 015 ont fléchi, 545 ont progressé, et 411 n'ont pas varié. Plus que les « Blue Chips », se sont surtout les actions de second rang qui ont été affectées.

De l'avis général, les opérateurs, après avoir douté des possibilités de l'OPEP de parvenir à un accord, ne croient pas maintenant que ledit accord soit signé, que les parties intéressées soient réellement disposées à l'appliquer. En fait, le New York Stock Exchange traverse actuellement une phase de correction technique, et tous les prétextes sont bons pour expliquer ses accès de mauvaise humeur. Une mauvaise humeur, au demeurant, dont il serait, pour l'instant du moins, imprudent d'exagérer les manifestations, comme en témoigne la faiblesse de l'activité. Les échanges ont seulement porté sur 61,89 millions de titres, contre 78,32 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 11 mars	Cours du 14 mars
Alcoa	33 1/8	32 7/8
A.T.T.	66 3/8	66 1/8
Boeing	37 1/2	37
Chase Manhattan Bank	51 1/2	51 7/8
Du Pont de Nemours	40 3/4	40 1/2
Eastman Kodak	84 3/8	84 1/4
Exxon	31 1/8	30 5/8
Ford	40	39
General Electric	102 1/2	103 1/4
General Foods	40 3/4	40 1/4
General Motors	59 1/2	59 1/8
Goodyear	30	29 7/8
I.B.M.	100 5/8	100 1/8
I.T.T.	34 7/8	34 7/8
Mobil Oil	28 3/4	28 1/4
Pfizer	74 7/8	73 1/2
Schlumberger	41 3/4	41 3/4
Texaco	32 1/2	32 3/4
U.A.L. Inc.	32 1/2	32 1/8
Union Carbide	59 3/4	58 1/2
U.S. Steel	23 3/8	23 1/4
Westinghouse	46 1/2	47 1/2
Xerox Corp.	40 3/8	40

LA VIE DES SOCIÉTÉS

HOECHST. – Le numéro un mondial de la chimie et de la pharmacie a pâti des effets de la crise, mais a néanmoins réussi, en 1982, à enregistrer une très légère augmentation de son chiffre d'affaires mondial, dont le montant s'est élevé à 35 032 millions de DM (+ 1,7 %). Mais ce sont surtout les ventes à l'étranger (+ 3,5 %) qui lui ont permis d'obtenir ce résultat. Les ventes en volume ont cependant stagné de façon générale, ce malgré les progressions réussies dans la pharmacie, la parapharmacie et les techniques de l'information.

Le bénéfice avant impôts de la maison-mère a diminué de 5,4 % à 679 millions de DM pour un chiffre d'affaires accru de 1 % à 12 356 millions de DM. Ce n'est pas brillant, mais le résultat est quand même moins mauvais que celui dégagé pour les neuf premiers mois (– 16,9 %) et témoigne de l'amélioration réalisée durant le quatrième trimestre. Néamoins, comme le président Sammet l'avait laissé entendre en octobre dernier, le dividende sera minoré et ramené de 7 DM à 5,50 DM, sur un capital augmenté par émission en numéraire (1 action pour 10).

CHARGEURS RÉUNIS/U.T.A. – Déjà détenteurs d'une participation d'un peu plus de 67 % dans l'Union de transports aériens (U.T.A.), les Chargeurs réunis viennent d'acquérir une participation supplémentaire de 10,5 % dans le capital de cette compagnie aérienne. De son côté, la Compagnie générale maritime détient environ 10 % d'U.T.A. par l'intermédiaire de sa filiale, la Société maritime de participations.

Cette acquisition, qui permet aux Chargeurs réunis de porter à 77,8 % leur participation dans U.T.A., résulte de la cession par Saffo de son intérêt de près de 9 % dans la compagnie aérienne, ainsi que de quelques titres détenus par la Compagnie financière de Suez.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	10 mars	11 mars
Valeurs françaises	111,8	111,2
Valeurs étrangères	114,5	113,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	11 mars	14 mars
Indice général	110,5	110,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 15 mars .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14 mars	15 mars
1 dollar (en yens)	238,60	236,85

BOURSE DE PARIS — Comptant — 14 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	1 356
5 %	....	0 675
3 % amort. 45-54	....	1 658
4 1/4 % 1963	103 50	2 147
Emp. N. Eq. 6 % 67	113 80	4 718
Emp. 7 % 1973	9040	..
Emp. 8,80 % 77	108	7 136
8,80 % 78/93	86 50	6 606
8,80 % 78/86	87 65	2 242
10,80 % 79/94	88 70	5 881
13,25 % 80/90	97 65	10 346
13,80 % 80/87	99 25	5 671
13,80 % 81/89	99 30	2 231
16,75 % 81/87	107 60	8 536
16,20 % 82/90	108 80	2 707
16 % juin 82	105 40	12 230
E.D.F. 7,8 % 61	134 10	2 081
E.D.F. 14,5 % 80-92	99	10 368
Ch. France 3 %	170 50	..
CNB Bques janv. 82	99 05	3 109
CNB Paribas	99 10	3 109
CNB Suez	99 15	3 109
CNI janv. 82	99 01	3 109

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Interbail (obl. conv.)	166	....
Aciers Peugeot	44	44
A.G.F. (St Cent.)	336	336
Cofradel (Ly)	415	....
Cogifi	180	181
Comindus	310	300
Comiphos	155 20	155
Comp. Lyon-Alem.	153	152 50
Concorde (La)	251	250 50
C.M.P.	6 35	6 20
Conte S.A. (Li)	17	18 30
Crédit (C.F.B.)	290	290
Créd. Gén. Ind.	350	339
Crédit Univers.	390	390
Créditel	104	104 50
C. Sabl. Seine	115	....
Darblay S.A.	99	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Locatel	315	311
Lordex (Ny)	112 50	116
Louvre	245	245 50
Luchaire S.A.	92 50	88 80
Magasins Uniprix	80	81
Magnant S.A.	48 50	49
Maritimes Part.	90 55	....
Marocaine Cie	23 50	23 10
Marseille Créd.	....	....
Métal Déployé	310	305
M. H.	62	62
Mic	230	....
Mors	265	260
Nodet-Gougis S.A.	....	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sperry Rand	311	311
Steel Cy of Can.	186	....
Stilfontein	159	150
Sud. Allumettes	194	....
Tenneco	305	308
Thorn EMI	62 50	....
Thyssen c. 1 000	254	273
Toray indust. inc	13 80	13 75
Vieille Montagne	620	654
Wagons-Lits	368	337
West Rand	78	80

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	730	736
Far East Hotels	1 40	1 39
Merlin Immobilier	1615	1615
Métallurg. Minière	144	147
M.M.B	268	270
Novotel S.I.E.H.	895	896
Sarakreek N.V.	290	297
Sodexho	1788	1810
Sofibus	216	215
Rodamco	436 30	434

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	178	....
Cellulose du Pin	15 25	....
Coparex	329	339 80
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Iena Industries	13	....
La Mure	61 20	....
Océanic	24 20	21 o
Petrofigaz	379	....
Pronuptia	133	130
Rober Forest G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	634	625
Sabl. Morillon Corv.	120	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	95	96
Total C.F.N.	69 30	....
Ufinex	200	....
Voyer S.A.	1 36	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	200 10	188
Akzo	176	173
Alcan Alum	283	290
Algemeine Bank	1187	1180
Am. Petrofina	466	....
Arbed	174	....
Asturienne Mines	47	47 50
Bco Pop Espanol	79	79

SICAV — 14/3

	Émission Frais incl.	Rachat net
Sogeparge	298 84	285 29
Sogevar	708 60	678 47
Sogintar	908 48	867 28
Soleil Investis.	407 62	389 14
U.A.P. Investis.	287 31	274 28
Unifrance	215 32	205 56
Unifoncier	578 27	552 05
Unigestion	518 06	494 57
Uni-Japon	777 88	742 61
Unirente	1848	1593 81
Univar	11705 66	11705 66
Valorem	326 88	311 10
Valrex	117540 24	117422 82
Worms Investiss.	609 06	581 44

◆ : prix précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2020	4,5 % 1973	2080	2063	2085	2050
580	Facom	631	636	624	623
99	Pechelbronn	95	92	92	93 80
305	Penhoet	352	350	355	343
425	Pernod-Ricard	445	445	442 10	436 50
138	Pétroles (Fse)	151 80	150	149 50	150
175	– (obl.)	179 90	178	178	177
32	– (certific.)	35 50	36 20	36 20	36 20
92	Vallourec	90	89	89	87 30
1150	V. Clicquot-P.	1200	1198	1183	1202
640	Viniprix	625	620	620	610
910	Elf-Gabon	942	924	924	906
210	Amax Inc.	221 50	220	219	224 20
475	Amer. Express	517	516	515	520
51	Imp. Chemical	56	56 40	56 20	55 90
113	Inco. Limited	115 50	116	116	113 70
880	IBM	909	910	913	910
44	Ito-Yokado	45 30	43 90	43 90	40 50
285	ITT	325 50	320 50	320 30	321
44	Matsushita	46 80	47 50	47 90	47
235	East Rand	187 10	185 90	185 50	189 80
445	Ericsson	405	405	405	400
260	Exxon Corp.	280	280	279 50	275
380	Ford Motors	357 50	362 60	362 50	367
480	Free State	395	393	397	395
285	Gencor	228	228	228	226 10
230	Gén. Belgique	242	244	244	241
900	Gén. Electr.	941	935	960	936
550	Gen. Motors	541	539	539	541
73	Goldfields	68 70	66 50	66 60	65 10
225	Harmony	182 20	183	183 80	186 50
30	Hitachi	29 45	29 90	30 30	29 90
460	Hoechst Akt.	515	504	504	507
380	Schlumberger	378	372 50	378	370 10
59	Shell transp.	58 05	59 20	59 20	58 30
980	Siemens A.G.	1145	1131	1131	1142
120	Sony	128	128 50	128	129
158	T.D.K.	171 90	171 80	172 50	171
650	Unilever	701	702	702	....
585	Unit. Techn.	578	578	578	589
1100	Vaal Reefs	950	942	942	942
560	West Deep	486	497	492	497
515	West Hold.	451	451	452	446 50
330	Xerox Corp.	359	360 50	349	360 50
3 49	Zambia Corp.	3 19	3 18	3 20	3 14

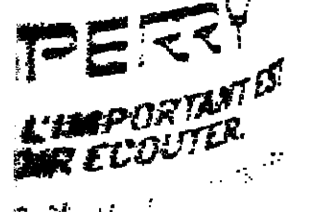
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

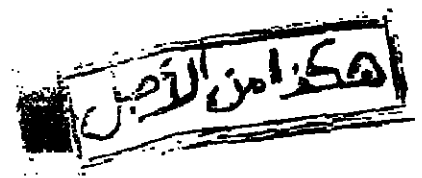
COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 931	6 876	6 700	7 080
Allemagne (100 DM)	289 850	287 500	282	298
Belgique (100 F)	14 714	14 870	13 150	14 250
Pays Bas (100 fl.)	262 170	259 650	253	267
Danemark (100 krd)	80 440	79 720	76	82
Norvège (100 k)	96 550	95 840	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 419	10 372	10 100	10 800
Grèce (100 drachmes)	8 310	8 240	7 500	9 500
Italie (1 000 lires)	4 836	4 831	4 700	5 100
Suisse (100 fr.)	337 800	332 550	328	348
Suède (100 krs)	93 070	92 330	89	96
Autriche (100 sch)	41 260	40 910	40 400	42 100
Espagne (100 pes.)	5 245	5 215	5 100	5 550
Portugal (100 esc.)	7 430	7 400	6 600	7 800
Canada ($ can 1)	5 663	5 606	5 500	5 770
Japon (100 yens)	2 921	2 894	2 800	2 940

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/3
Or fin (kilo en barre)	97500	97000
Or fin (en lingot)	97950	96900
Pièce française (20 fr)	738	740
Pièce française (10 fr)	330	.....
Pièce suisse (20 fr)	719	720
Pièce latine (20 fr)	697	698
Souverain	884	865
Pièce de 20 dollars	4400	4240
Pièce de 10 dollars	2200	2130
Pièce de 5 dollars	1005	.....
Pièce de 50 pesos	4500	4375
Pièce de 10 florins	730	730





Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. APRÈS LE SECOND TOUR : « Il nous faut de bons chanteurs », par Jacques Madaule ; « Pour un choc psychologique », par Jacques de Montalais ; « Le défi », par Jacques Robin ; « La madeleine de Proust », par Raymond Tournoux.

5. AMÉRIQUES
– BRÉSIL : l'opposition dirigera les principaux États.

6. ASIE
– VIETNAM : trente mille réfugiés sino-khmers attendent qu'un pays occidental leur donne asile.

6. PROCHE-ORIENT
– Misant sur le commandant Haddad, les Israéliens ont resserré leur contrôle sur le Sud-Liban.

POLITIQUE

7 à 9. Après le second tour des élections municipales.
9. La préparation du congrès du P.S.

SOCIÉTÉ

10. Ermenonville et Krishna ; le sort des jeunes immigrés à Nanterre.
12. MÉDECINE : le conseil de l'Europe propose un plan de lutte contre l'infection à l'hôpital.
16. SPORTS.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

13-14. KARL MARX, CENT ANS APRÈS : « Dérives à partir d'une œuvre incontournable », par Fernand Braudel ; « Au carrefour des connaissances et des sociétés », par Jean-Pierre Kahane ; « Une interaction féconde », par Marc Abélès ; « Influence hier, demain révision ? », par Jacques Ruffié.

RÉGIONS

15. BRETAGNE : le port de pêche de Lorient a besoin d'une sérieuse cure de rajeunissement ; un entretien avec le nouveau maire de Brest, M. Jacques Berthelot.
16. ILE-DE-FRANCE : l'État accorde à la ville de Créteil une aide exceptionnelle.

CULTURE

17. CINÉMA : la mort de Maurice Ronet.
– MUSIQUE : la création de *la Lune vague*, de René Koering.
– THÉATRE : *l'Ordinaire*, de Michel Vinaver.
20. COMMUNICATION. – A VOIR : « Au cœur de la nuit » ; LU : « Chaleur et poussière », de Ruth Prawer Jhabvala.

ÉCONOMIE

42-43. ÉNERGIE : après la conférence de l'OPEP.
43. ÉTRANGER : l'avenir du système monétaire européen.
44. AFFAIRES : Renault-Véhicules industriels ne pense pas retrouver son équilibre avant 1983.

RADIO-TÉLÉVISION (20)
INFORMATIONS « SERVICES » (41) :
Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (21-40) ; Carnet (16) ; Programmes spectacles (18-19) ; Bourse (45).

A B C D E F G

APRÈS L'ATTENTAT DE LA CAYOLLE

Les immigrés manifestent à Marseille

Après l'explosion d'un engin, dimanche 13 mars dans une cité d'immigrés du quartier de la Cayolle, à Marseille, qui a causé la mort d'un enfant de onze ans, une vingtaine d'organisations politiques de gauche, syndicales, associatives et antiracistes, ont appelé à une manifestation mardi dans le centre-ville jusqu'à la mairie pour *« exiger la sécurité des immigrés »*.

L'Amicale des Algériens en Europe a lancé un appel à l'ensemble des organisations démocratiques pour *« réagir contre toutes les provocations dont est victime la communauté immigrée »*. L'Amicale dénonce *« ceux qui, durant la campagne électorale, ont développé des thèmes sur l'insécurité liée aux jeunes immigrés »*. Elle estime qu'ils *« portent une lourde responsabilité dans ces graves incidents en désignant à l'opinion publique les immigrés comme responsables de tous les maux quotidiens des Français »*. M. Defferre, maire de Marseille, qui a déconseillé cette manifestation *« en raison du climat qui règne actuellement dans la ville »*, a reçu, lundi, une délégation des habitants de la Cayrolle. Une première mesure a été prise pour héberger provisoirement dans des foyers ou des hôtels les dix familles de la cité du Baou où a eu lieu l'explosion.

Selon les policiers, *« aucune relation ne peut être faite »* entre l'engin *« de type classique »*, qui a explosé dimanche soir et la seconde charge de 840 grammes d'explosif de chantier découverte lundi dans les mêmes lieux. Cette seconde « bombe » était enveloppée dans du papier journal et munie d'un détonateur pyrotechnique dont la mèche a fait long feu.

« Ils viennent nous voir quand ça saute »

De notre correspondant régional

Marseille. – Trois immeubles délabrés de trois étages en bordure du chemin de Sormiou, dans le massif des calanques, au sud de Marseille : la cité mobile du Baou, appelée aussi Mandarine en raison de la couleur des façades qui tranche sur le blanc cru des collines environnantes. Construite en 1972 à l'occasion du programme de résorption d'un ancien bidonville, elle n'aurait dû fonctionner que deux ans. Mais le provisoire a duré comme dans les deux autres cités d'urgence, proches et plus anciennes, de La Cayolle, une concentration de baraques basses où vivent encore mille trois cents personnes, en grande majorité d'origine maghrébine. La bombe meurtrière de dimanche a condamné le Baou.

Terrorisées, les dix familles qui restaient à reloger sur la soixantaine occupant primitivement les lieux ont été évacuées lundi en début d'après-midi. Une demi-compagnie de C.R.S. avait pris position autour de la cité tandis que se poursuivaient à l'intérieur des recherches pour retrouver d'autres colis piégés qui auraient pu être déposés. Dans la population, le climat est tendu. L'angoisse et la peur le disputent à la colère, à l'amertume et au désabusement. On rappelle les promesses faites, en juin 1981, après l'explosion d'une première bombe qui avait fait trois blessés légers. L'engin avait été déposé au pied d'un immeuble en partie désaffecté et qu'il fallut ensuite démolir. *« Mon frère l'habitait*, explique un Gitan du Baou. *Il a tout perdu. Nous, on devait nous trouver un autre toit. Mais on nous a laissé tomber. On a continué à vivre ici, pire que des cochons. L'eau entrait de partout. Avec l'électricité on prenait des « châtaignes » de tous les côtés. Des femmes sont passées à travers les planchers. Moi-même, un jour, j'étais aux cabinets et je me suis retrouvé à la cave. Et avec ça, un froid terrible. Tous ces messieurs, ils viennent nous voir quand ça saute, du bla-bla-bla... J'ai sept petits. »*

Un groupe s'est formé. Tous approuvent, ajoutant des détails. L'attentat ? Ils le perçoivent à leur façon. *« Non, monsieur, c'est pas du racisme, c'est de la politique. Ils viennent ici parce que c'est renommé. C'est toujours pour les élections. Quand ils ont envie de jouer avec nous, ils nous en posent une et après ils s'engueulent entre eux. Dans quinze jours, qui va encore penser au petit qui est mort ? Qui va souffrir ? Seulement les parents. Vous croyez qu'ils vont nous tuer un à un ? Avant, Giscard d'Estaing avait besoin de nous. Il nous a fait rentrer. Mais maintenant, on est bons à jeter à la poubelle. »*

Les poseurs de bombes ? *« Des professionnels. Nous, on sait pas comment ça marche ces engins. Eux, c'est leur métier. Si on les connaissait, on n'aurait pas besoin de la police. On se ferait justice nous-mêmes. »*

Étiquette

Après des décennies d'oubli – les premières constructions datent de la fin de la dernière guerre, – les cités de La Cayolle vont être prochainement rasées. Une ZAC a été créée il y a deux ans pour les resober. Le projet comprend six cent cinquante logements, dont une partie en accession à la propriété, l'autre en H.L.M. Avec deux cités « promotionnelles » de vingt-cinq logements chacune (la première est déjà construite). Un centre socioculturel de 650 mètres carrés doit remplacer le centre social actuel, seul équipement collectif du quartier, installé dans un baraquement vétuste.

Pour éviter de récréer un ghetto d'immigrés, la ville a toutefois prévu un quota de 10 % d'anciens locataires des cités dans chaque immeuble. Au total un tiers des habitants seront relogés sur place, les autres seront répartis dans des logements sociaux en construction dans d'autres arrondissements de Marseille. *« L'intention de la ville*, expliquent les deux responsables du centre social, Mme Nicole Dagaram et M. Dominique Puippe, *est d'en finir avec l'image négative de La Cayolle. Habiter ici, c'est avoir une étiquette dans le dos. Quand on est de La Cayolle, on ne vous fait pas de crédit, même si vous présentez un bulletin de salaire. Inutile aussi de poser votre candidature pour un logement. Vous êtes sûr de recevoir un refus. Quant à l'emploi, c'est encore pire. Nous avions négocié pendant un an, avec le futur directeur d'un magasin Euromarché qui a été construit dans le nouveau quartier de Bonneveine, le plus proche d'ici. On nous avait promis de réserver quelques-uns des trois cent cinquante emplois qui ont été créés à des jeunes des cités. Il a suffi d'incidents dans un lycée à côté du magasin, imputés aux bandes de La Cayolle, et tout a été remis en cause. La délinquance ? Oui, il y en a, mais moins que dans les grandes cités des quartiers nord. Le drame, c'est que La Cayolle est le seul secteur habité par les immigrés dans les quartiers sud de Marseille, qui ont une vocation résidentielle. »*

La mort d'un enfant contribuera-t-elle, au moins, à une véritable solution du problème ? On l'espère. Sans trop y croire.

GUY PORTE.

CITROEN : APRES L'INCULPATION DE DEUX DÉLÉGUÉS

M. Krasucki demande à être entendu comme témoin

La direction Citroën, qui a décidé d'exercer un recours après la décision de l'inspection du travail de refuser le licenciement des quatre délégués C.G.T. de l'usine d'Aulnay, n'avait toujours pas mardi matin fait connaître son choix : un recours hiérarchique auprès du ministre du travail, un recours contentieux auprès des juridictions administratives ou les deux à la fois. La décision devait être prise dans la journée de mardi.

Quant à la procédure judiciaire engagée contre les salariés de Citroën accusés de violence, elle a pris une nouvelle dimension.

Deux responsables C.G.T. de Citroën-Aulnay ont été inculpés, lundi 14 mars, de *« coups et blessures volontaires et entraves à l'exercice du travail »*. Les deux responsables sont M. Akka Ghazi, secrétaire générale du syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay, élu au comité d'établissement, et M. Lahcen Oussalah, élu du personnel C.G.T. au comité d'entreprise.

L'inculpation entre dans le cours de la procédure judiciaire entamée le 4 février dernier par le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis), après les incidents du 2 février, qui avaient fait vingt-cinq blessés à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois.

M. Krasucki, secrétaire général de la C.G.T. a d'autre part demandé au juge d'instruction d'être entendu comme témoin. Pour la C.G.T., l'inculpation de délégués qui *« laisse entière la présomption d'innocence va permettre aux intéressés d'établir l'inexistence des accusations formulées contre eux »*.

Renault : protestation d'agents de maîtrise

Chez Renault, après le décision de la direction de l'usine de Flins de ne pas exercer de recours contre le refus de l'inspection du travail d'autoriser des licenciements et après les sanctions de mise à pied ou mutation, des agents de maîtrise ont signé lundi une lettre ouverte adressée à l'inspecteur du travail de Mantes pour lui faire part de leur *« étonnement et inquiétude »* à la suite de son refus de licencier *« pour fautes graves »* trois délégués C.F.D.T. de l'usine.

Cette lettre ouverte, émanant d'un « collectif » d'agents de maîtrise soutenu notamment par la C.G.C., les protestataires s'adressant à l'inspecteur du travail, écrivent : *« Vous avez admis que les faits reprochés sont incontestablement réels et très graves (...) le refus du licenciement paraît totalement incompréhensible et signifie clairement que dès lors qu'un salarié est élu par le personnel ou même simplement désigné par un syndicat tout lui est permis pour aboutir à ses fins. Votre décision introduit dans les relations du travail une nouvelle loi, non pas la loi républicaine (...) mais la loi du plus fort, la loi de la violence morale et physique »*.

LE REDRESSEMENT DU FRANC SE POURSUIT : 2,82 F POUR 1 MARK

Amorcé dès le lendemain du second tour des élections municipales françaises, le redressement du franc sur les marchés des changes, s'est poursuivi mardi 15 mars dans une atmosphère de grande fébrilité. A Paris, le cours du mark, qui était encore à son plafond de 2,8985 F à la veille du week-end, est revenu à *2,82 F* environ, contre 2,87 F lundi 14 mars. Le vif repli est dû à l'action de la Banque de France, qui a littéralement étranglé la spéculation en faisant monter à des hauteurs vertigineuses (4 000 à 6 000 % sur deux jours, taux annuel, lundi et, *« seulement »* 1 000 à 1 500 % mardi) les taux sur l'eurofranc. On sait que cette monnaie, accessible seulement aux non-résidents et dont le stock, environ 80 à 90 milliards, est alimenté par les exportations françaises et surtout les importations payables en francs. Elle est utilisée par la spéculation internationale, qui emprunte des eurofrancs pour les vendre à découvert en espérant les racheter moins cher, après une dévaluation. Si les taux auxquels sont contractés les emprunts d'eurofrancs deviennent prohibitifs, la spéculation doit se dégager, ce qu'elle est en train de faire, se reportant sur le mark, *qu'elle achète, aux dépens du dollar,* qui baisse. Ainsi, le cours de la monnaie américaine est revenu, en trois séances, de 2,40 DM, vendredi, à un peu plus de 2,37 DM sur la place de Francfort, et de 6,93 F à la veille du week-end sur la place de Paris, à 6,87 F lundi 14 mars et 6,68 F mardi 15 mars, le fléchissement du « billet vert » en France étant accéléré par le redressement du franc.

Le numéro du « Monde » daté 15 mars 1983 a été tiré à 780 061 exemplaires

Pourquoi « le Monde » n'a pas de correspondant à Moscou

Nos lecteurs s'en seront rendu compte : depuis le mois de juillet dernier, *« le Monde »* n'a pas de correspondant à *Moscou*. Pourquoi ? Tout simplement parce que les autorités soviétiques, après plus de six mois de tergiversations, ont finalement refusé d'accréditer le journaliste que la direction du journal avait désigné pour succéder à Thomas Ferenczi, rappelé à Paris par André Laurens pour diriger la rédaction.

Ce journaliste qui devait nous informer sur l'Union soviétique, c'était Bernard Guetta, notre actuel correspondant à Varsovie. Nous pensions avoir fait un bon choix : Bernard Guetta connaît bien les sociétés des pays de l'Est, il possède de solides bases de russe, et enfin – ce n'est pas sans importance – il avait envie de s'installer à Moscou. Les autorités soviétiques, elles, n'avaient pas envie de recevoir ce journaliste qui connaît trop bien les pays de l'Est et qui a trop bien rendu compte depuis son début de la crise polonaise. Elles nous l'ont fait savoir oralement en refusant de lui accorder un visa.

« Le Monde » n'est pas la seule entreprise de presse à faire les frais de l'intolérance soviétique. Récemment, la B.B.C. a enregistré deux refus d'accréditation pour d'excellents journalistes dont le seul tort était aussi d'avoir « couvert » la crise polonaise et les pays de l'Est.

On ne peut que déplorer et condamner le comportement des autorités soviétiques, qui constitue une violation de l'esprit sinon de la lettre des accords d'Helsinki. D'autant plus que l'U.R.S.S. compte trois fois plus de journalistes soviétiques accrédités à Paris que la France n'en compte à Moscou. Nous n'envisageons pas, à ce stade, de proposer un nouveau candidat pour le poste de Moscou puisque cela *reviendrait, en fait, à reconnaître* aux autorités soviétiques un droit de sélection. Mais que nos lecteurs se rassurent : nous continuerons à les tenir informés, dans la mesure du possible, sur ce qui se passe en U.R.S.S.

JACQUES AMALRIC.

MIS A LA RETRAITE D'OFFICE PAR SANCTION DISCIPLINAIRE

Le général Binoche et l'amiral Sanguinetti sont réintégrés dans les cadres de l'armée

Mis à la retraite d'office, sur mesure disciplinaire, par un précédent ministre de la défense, M. Yvon Bourges, le général de division François Binoche et le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti viennent d'être réintégrés dans les cadres et admis en deuxième section (cadre de réserve) depuis le 1er mars. Le cas de ces deux officiers généraux est l'objet d'un arrêté du ministre de la défense, M. Charles Hernu, en date du 25 février et non publié au *Journal officiel*.

C'est en août 1975 que le général Binoche, Compagnon de la Libération, avait été mis à la retraite d'office par le conseil des ministres pour avoir manqué, avait expliqué M. Bourges, à l'obligation de réserve. En novembre 1969, le général de division Binoche, qui commandait alors la 44e division militaire à Toulouse, avait demandé, pour convenances personnelles, à quitter l'armée, dix-huit mois avant la limite d'âge de son grade, et il avait été admis dans la deuxième section du cadre de réserve qui est la situation normale de tout général n'appartenant plus au cadre d'active mais pouvant recevoir, notamment en temps de guerre, une fonction d'encadrement sur la décision du ministre de la défense.

A la suite de la parution, en 1975, de deux articles dans la revue gaulliste *l'Appel* et dans *le Monde* sur les dangers d'une Allemagne *« restée immuable de Bismarck à nos jours »*, le général Binoche, qui avait fait état de ses anciennes fonctions de chef du gouvernement militaire français de Berlin, avait été mis d'office à la retraite. A la différence de l'admission en deuxième section, la mise à la retraite d'office d'un officier général est une sanction disciplinaire grave qui enlève à l'intéressé le droit à bénéficier de certains avantages matériels.

De son côté, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti avait été, lui aussi, rayé des cadres d'active et mis d'office à la retraite en juillet 1976 par le même ministre de la défense, M. Yvon Bourges.

Après la parution dans *le Monde* de plusieurs articles critiquant sévèrement la politique française de défense, l'amiral Sanguinetti avait perdu ses fonctions de major général de la marine en 1974, puis celles de président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte en janvier 1976. Une série d'autres articles dans *l'Unité*, *l'Humanité-Dimanche* et *le Monde* avait incité le gouvernement à mettre d'office à la retraite l'amiral Sanguinetti qui, depuis plusieurs mois, n'avait plus reçu de fonctions du ministère de la défense.

La cas de Jacques Paris de Bollardière

L'arrêté de M. Charles Hernu, actuel ministre de la défense, qui vient donc de réintégrer les deux officiers généraux dans leurs droits à être admis en deuxième section (au lieu de la retraite). L'arrêté date du 25 février dernier et leur a été transmis par le bureau des officiers généraux de l'état-major duquel ils relevaient sur le plan administratif. Le cas du général de brigade Jacques Paris de Bollardière, mis à la retraite en 1973 pour avoir contrevenu, à bord d'un voilier battant pavillon étranger, à des interdictions de navigation maritime autour de l'atoll nucléaire de Mururoa, n'a pas été réglé dans la mesure où toute décision statutaire exige l'accord de l'intéressé.

L'arrêté ministériel du 25 février, non paru à ce jour au *Journal officiel*, ne fait référence à aucun texte législatif le justifiant.

Protestations après la condamnation en Afghanistan du docteur Augoyard

L'agence soviétique Tass a confirmé lundi 14 mars la condamnation, à Kaboul, du médecin français Philippe Augoyard (voir l'éditorial du *Monde* du 15 mars). Selon Tass, *le médecin français a « pleinement reconnu sa culpabilité »*.

Cette version, qui est la même que celle du gouvernement pro-soviétique de Kaboul, n'est, bien entendu, pas partagée par les organisations humanitaires françaises qui ont envoyé en Afghanistan une vingtaine de médecins soigner les populations vivant dans les zones contrôlées par la résistance. Réunis au sein d'un comité de libération du docteur Augoyard, Médecins sans frontières, Médecins du monde et Aide médicale internationale – à laquelle appartenait le docteur Augoyard – ont estimé que la *« sentence et les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'instruction constituent une grave violation des normes les plus élémentaires du droit international reconnu : mise au secret pendant deux mois, lieu de détention inconnu, interdiction des visites de la famille et des représentants du gouvernement français à Kaboul, refus de l'assistance d'un avocat (...), enfin, procès organisé devant des milliers de personnes »*.

